

L'INDE ANGLAISE.

IMP. DE HAUMAN ET C^o. — DELTOMBE, GÉRANT.
Rue du Nord, 8.



L'INDE ANGLAISE

EN 1843

PAR

Ed. de Warren,

Ancien officier au service de S. M. Britannique dans l'Inde.

TOME III.

BRUXELLES.

SOCIÉTÉ BELGE DE LIBRAIRIE

HAUMAN ET C^e.

1844

L'INDE ANGLAISE

EN 1843.

DEUXIÈME PARTIE.

CHAPITRE PREMIER.

Tableau général de l'empire britannique dans l'Inde.—Programme de la seconde partie.

Il est temps, avons-nous dit, d'abandonner le journal nécessairement diffus et limité du voyageur et de nous élever, de simples descriptions de localités qui présentent toujours à peu près les mêmes caractères dans un rayon de peu d'étendue, à ce tableau général que nous nous sommes proposé d'esquisser à grands traits. Il est temps de laisser la monotone histoire d'un jeune lieutenant tournant dans un cercle étroit d'oisives garnisons, pour suivre le développement et la marche d'un grand empire. Le moment me semble d'autant mieux choisi pour étendre notre horizon en prenant une position plus élevée, qu'une nouvelle époque, une ère nouvelle viennent de commencer. Un gouvernement célèbre par ses succès et ses conquêtes vient, nouveau phénix, de se rajeunir en passant par une dissolu-

choses , ce système qui marche à côté de nous , en même temps que nous , depuis le 30 avril 1834 , et appelé à fonctionner jusqu'au 1^{er} mai 1874 , qu'il est pour nous d'un immense intérêt de bien connaître ; nous chercherons donc à l'exposer le plus clairement possible.

Mais avant de regarder fonctionner la machine , il est nécessaire de bien comprendre le milieu dans lequel elle est appelée à agir , l'espace , l'étendue , les conditions de son parcours. Nous nous trouvons donc amené tout naturellement à traiter comme un préambule indispensable une première question : la circonscription géographique de l'empire anglais dans l'Inde. Quelques mots devront nous suffire , car la nature en avait bien tracé d'avance les limites. L'empire indou-britannique , s'étendant comme un torrent de lave qui pèse constamment sur ses bords , est allé porter son flot envahisseur jusqu'aux barrières naturelles qui encadrent la vaste presqu'île que les géographes modernes , s'accordant avec les traditions brahmaniques , embrassent sous le nom général d'Indoustan. L'Indus même n'a point suffi pour l'arrêter ; il fallait pour cela des mers ou des montagnes éternelles. L'invasion anglaise l'a franchi à son tour , comme elle avait déjà franchi le Gange et le Brahmapoutra. Nous trouvons donc cet empire borné aujourd'hui au nord-ouest par cette chaîne gigantesque qui forme le bord oriental du plateau

de l'Iran , connue sous le nom des monts Soliman ; à l'ouest et au sud , par l'Océan ; à l'est , en partie par la mer et en partie par les crêtes les plus orientales des montagnes d'Assam , de Cassay , d'Arracan ; au nord , il envahit le pied de l'Hymalaya , où il atteint le 31° degré de latitude. En deçà de ces grandes lignes de démarcation se détache tout un continent , un massif compacte qui s'étend du 68° au 91° degré de longitude est. Plusieurs provinces réunies dans ces derniers temps aux domaines de la Compagnie , comme Tavoy , Tenasserim , Singapoer Malacca , sont situées bien au delà de ce méridien. Mais nous ne nous occuperons dans cet ouvrage que du bloc principal , base , citadelle et noyau de la puissance anglaise , et dont l'approche est défendue de toutes parts par de vastes étendues de mer ou par des montagnes inaccessibles.

Nous pourrions nous faire quelque idée de son étendue en la divisant , selon l'idée de sir William Jones , en deux immenses triangles , dont la base commune est la ligne de jonction des bouches de l'Indus à celles du Gange et du Brahmapoutra ; ligne dont le développement n'a pas moins de sept cents lieues de poste. Le triangle septentrional a son sommet à Leh , sur l'Indus supérieur ; le triangle méridional a le sien au cap Comorin ; et ces deux sommets sont respectivement éloignés d'un peu plus de huit cents lieues. Le triangle du nord contient trois

fois la superficie de l'empire d'Autriche ; celui du sud , trois fois celle de la France ; et les deux réunis feraient à peu près la moitié de l'Europe.

Quand on pense que c'est sur cet espace immense que la Compagnie anglaise des Indes orientales est aujourd'hui appelée à régner , qu'elle tient entre ses mains la destinée de la moitié des peuples de l'Asie , on comprend qu'il devient pour toutes les nations d'un intérêt vital d'apprécier exactement la nature et le degré de ce pouvoir. C'est la grande question du moment ; question palpitante d'actualité et d'avenir : c'est celle que nous nous sommes proposée pour thème.

Mais pour bien comprendre un mécanisme aussi compliqué , il faudra l'examiner successivement dans ses rapports , 1^o avec la métropole , 2^o avec les peuples sur lesquels il agit. Nous nous trouvons ainsi naturellement amené à subdiviser pour plus de clarté la question principale en plusieurs questions élémentaires : 1^o de l'organisation du gouvernement de l'Inde anglaise suivant la charte constitutionnelle ; 2^o de l'administration métropolitaine et locale ; 3^o du système politique et militaire.

Quand ce système sera bien compris , nous nous demanderons si l'Inde est matériellement heureuse sous l'administration anglaise ? si elle est plus heureuse que sous les gouvernements afghans et mogols ? si elle a l'espoir d'une amélioration quelconque pour l'avenir ?

Nous examinerons aussi ce que la compagnie anglaise a fait jusqu'à présent pour l'amélioration morale de sa conquête, pour les progrès de la religion chrétienne, des idées, de la civilisation.

Nous verrons enfin sur quelles bases ce prodigieux empire est établi; s'il n'a rien à craindre des commotions, des révolutions de l'intérieur; s'il est de nature à résister à une agression étrangère. Ceci nous amènera naturellement à la guerre d'Afghanistan, à la politique qui l'a fait entreprendre, à ses résultats; enfin à cette question critique si soigneusement évitée ou si légèrement tranchée par la presse et la politique anglaise : une invasion de l'Inde par la Russie est-elle possible? En la supposant possible, quelles sont les routes qu'elle devrait suivre? Quel en serait le résultat probable? Je déduirai enfin comme conclusion finale de la solution de toutes ces questions, le système de politique qui semble le plus sage, le plus prudent et en même temps le plus moral et le plus honorable pour l'Angleterre vis-à-vis de la France; et dans le cas où elle ne voudrait point le suivre, les combinaisons politiques dans lesquelles la France et la Russie pourraient entrer pour leur intérêt particulier, à l'exclusion de l'Angleterre.

Ayant ainsi en quelque sorte affiché d'avance mon programme, je vais maintenant passer à la discussion de chaque article.

CHAPITRE II.

Quelle est la constitution actuelle de l'empire britannique dans l'Inde ? Cette constitution paraît-elle devoir être définitive ?

Dans un ouvrage où nous faisons profession d'exposer simplement les faits accomplis, la position actuelle, ce serait sortir de notre plan que de revenir en arrière sur toute l'histoire et de vouloir nous étendre sur toutes les phases du développement de l'empire anglo-indien. Mais il est un fait important nécessaire à constater et à bien saisir pour comprendre la situation présente, fait déguisé, il est vrai, sous l'appareil des formes commerciales, mais qui perce au travers des chiffres et se révèle à chaque pas dans cette histoire. Ce fait, le voici : quand on admettrait, pour satisfaire les admirateurs de la bonne foi britannique, que dans l'origine les diverses associations qui faisaient le commerce des Indes orientales ne songeaient qu'aux profits que pourraient réaliser les cargaisons de retour, il n'en est pas moins certain qu'à dater de 1689, c'est-à-dire depuis un siècle et demi, le commerce a cessé d'être le but exclusif ou même le but principal de la Compagnie qui leur a succédé. Le pouvoir, les possessions territoriales, l'empire, voilà ce qu'elle a con-

voité sans presque oser le vouloir, voilà le résultat vers lequel elle a été fatalement entraînée. Elle ne l'a complètement atteint que tout récemment, quand enfin un acte du parlement est venu, il y a dix ans, le formuler d'une manière officielle et définitive; résultat politique et non commercial que depuis longtemps elle appelait secrètement de tous ses vœux, qui la transformait d'une *compagnie de commerce* en une *compagnie de gouvernement*; conséquence forcée d'un développement monstrueux et d'une complication d'intérêts dont le ministère anglais n'avait ni la volonté ni le loisir d'accepter la responsabilité.

Par cet acte qui reçut l'assentiment du roi le 28 août 1833, la Compagnie a renoncé au monopole du commerce avec la Chine, s'est interdit indéfiniment tout négoce et a été solennellement investie du gouvernement immédiat de l'empire indou-britannique jusqu'au 30 avril 1854; charte qui, comme nous l'expliquerons plus tard, sera nécessairement renouvelée de période en période pour toute la durée de la prépondérance britannique.

Il me semble qu'avant d'aller plus loin, il est indispensable de donner, à ceux de mes lecteurs qui n'y seraient point déjà initiés, quelques notions élémentaires sur l'organisation permanente de la Compagnie des Indes orientales et les fonctions actuelles de ses directeurs.

Nous avons ici un des plus grands phénomènes que présente l'histoire du monde : un empire qui dans moins d'un siècle et demi s'est élevé de la simple condition d'une factorerie commerciale à une puissance qui compte cent millions de sujets, outre un nombre presque égal vivant sous l'administration de princes tributaires, mais sous sa suzeraineté réelle. « Qui donc, se demande le comte de Biornstierna, a été le conquérant ? Quel est aujourd'hui le redoutable possesseur de ce vaste domaine, créé comme par magie et qui surpasse en grandeur les empires engloutis d'Alexandre, de Tamerlan et de Nadir-Schah ? Qui ? Une compagnie de marchands et d'actionnaires pacifiques, habitant une petite île dans une autre partie du monde, siégeant dans une rue étroite, où le soleil a peine à se faire jour au travers des brouillards et de la fumée de charbon. » C'est une corporation qui compte parmi ses membres des femmes et même des étrangers, mais qui, cimentée par une constitution et des règlements admirables, a non-seulement conquis ce vaste empire, mais encore, jusqu'à l'époque où l'on discutait son avenir devant le parlement de 1833, n'avait pas cessé de le gouverner avec une vigueur et un succès toujours croissants et tels qu'on ne crut pas pouvoir mieux faire que de lui continuer la royauté qu'elle s'était faite.

Cette royauté est à la fois représentative et aristocratique : quelques mots suffiront pour en faire comprendre le système. Un capital, originairement de six millions sterling, est divisé en six mille actions réparties, d'après les renseignements les plus récents, entre trois mille cinq cent soixante et dix-neuf propriétaires.

Les affaires générales de la Compagnie sont réglées par la cour des propriétaires. Ceux des propriétaires qui possèdent pour 500 livres sterling d'actions depuis au moins un an, ont droit de siéger et de prendre part aux débats, mais ils ne peuvent pas voter. 1,000 livres sterling donnent droit à un vote, 3,000 livres sterling à deux votes; 6,000 livres à trois votes, et enfin 10,000 livres et au-dessus à quatre votes, nombre le plus élevé auquel un seul propriétaire puisse prétendre. Les femmes peuvent posséder des actions de la Compagnie, les étrangers, à quelque nation, à quelque religion qu'ils appartiennent, peuvent également devenir propriétaires : les uns et les autres ont droit de prendre part aux débats et de voter aux conditions que nous venons de mentionner. Le nombre total des votants est estimé à deux mille. En 1832, deux mille deux cent onze votes appartenaient à des hommes, trois cent soixante et douze à des femmes. La cour des propriétaires s'assemble régulièrement tous les trois mois; elle nomme des directeurs tirés de son sein

pour administrer les affaires politiques, financières, etc. (1).

La cour des directeurs, émanée de la cour des propriétaires, se compose de trente membres qui doivent satisfaire aux conditions suivantes : Être né sujet anglais ou avoir été naturalisé ; posséder des actions de la Compagnie pour au moins 2,000 livres sterling ; n'être point directeur de la banque d'Angleterre.

De ces trente membres, vingt-quatre seulement sont en activité : six sortent à tour de rôle, tous les ans, de la direction active et rentrent exactement quand l'année est accomplie, n'ayant jamais à encourir la moindre opposition, excepté dans le cas où quelqu'un des six viendrait à mourir durant l'époque d'exclusion. Dans ce cas seulement, la routine établie permet à de nouveaux candidats de se présenter en même temps que le reste des directeurs sortis qui forment ce qu'on appelle la liste de la maison (*the house list*) ; mais cette concurrence n'existe que pour la forme, car les ex-directeurs sont invariablement renommés.

La cour des directeurs s'assemble une fois par semaine ; il faut que treize membres au moins soient présents pour constituer la cour. Toutes les questions sont décidées au scrutin secret.

(1) Montgomery-Martin.

Telle était l'organisation fondamentale de la société aux premiers jours de son commerce et de la conquête, telle nous la retrouvons encore aujourd'hui. Mais dès l'année 1784 on avait compliqué son système en lui ajoutant un rouage de plus ; à cette époque, au moment de lui octroyer une charte nouvelle, le souverain se réserva le droit de prendre part à ses délibérations et de surveiller sa politique, et, tout en lui conservant le gouvernement suprême des Indes, lui imposa la condition de soumettre ses actes au contrôle d'un conseil spécial nommé par la couronne. La désignation ordinaire de ce conseil est celle du bureau de contrôle (*board of control*), et ses membres ont le titre de commissaire de Sa Majesté pour les affaires de l'Inde. Le président de ce conseil siège parmi les ministres.

La cour des directeurs se choisit chaque année, pour conduire ses délibérations, un président et un vice-président qui devient président l'année suivante. Dans les mains de ces deux fonctionnaires repose presque tout le pouvoir consultant et exécutif de la cour. Ils conduisent personnellement par conférences ou par correspondance officielle ou privée toutes les négociations entre la Compagnie et le bureau de contrôle. Ce sont eux qui, assistés, quand la cour le juge convenable, d'un troisième collègue, forment le comité secret qui, réuni et subordonné au bureau, décide exclusivement et en dernier ressort de la

paix ou de la guerre, des traités et des négociations avec tous les princes et les gouvernements de l'*Inde*, ou avec tous les autres princes ou gouvernements quelconques, ou sur la politique à observer avec tous ces princes et gouvernements ; en un mot de toutes matières qui demandent le silence et le secret. La dernière charte a augmenté les pouvoirs de ce comité en introduisant, dans la formule que nous venons de citer, les mots en italique qui s'appliquent à tous États avec lesquels la Compagnie peut avoir quelque démêlé, mais surtout, bien entendu, à la *Perse* et à la *Russie*.

Il faut cependant observer que le président et le vice-président ne sont pas de droit ou de nécessité membres du comité secret. La cour a droit de choisir entre tous ses membres ceux qui doivent le composer et dont le nombre est limité à trois individus au plus ; mais dans la pratique, c'est presque toujours le président et le vice-président qui forment exclusivement ce comité. Avant d'entrer en fonctions, les deux ou trois membres qui le composent prêtent entre les mains l'un de l'autre un serment dont voici la teneur : « Je jure d'exécuter fidèlement le mandat qui m'est confié comme membre du comité secret nommé par la cour des directeurs de la Compagnie des Indes, et de me servir des pouvoirs qui me sont attribués en cette qualité avec toute l'habileté et tout le jugement dont

« je suis capable. Je ne confierai ou ne ferai connaître à qui que ce soit les ordres secrets, instructions, dépêches, lettres officielles ou communications qui pourront m'être donnés ou envoyés par les commissaires pour les affaires de l'Inde, si ce n'est aux autres membres dudit comité secret, ou à la personne ou aux personnes dûment nommées et désignées pour transcrire ou préparer ces documents, à moins que je n'y sois autorisé par lesdits commissaires. Qu'ainsi Dieu me soit en aide (1) ! »

Il résulte de ces règlements que dès que le comité est constitué, tout le reste de la cour demeure dans une ignorance complète de ses conférences avec le bureau de contrôle, et toutes les affaires qu'on y traite sont pour les membres ordinaires de cette assemblée un aussi grand mystère que pour le peuple des actionnaires.

Quant aux affaires de détail, la cour se partage, pour leur expédition, en trois comités : 1° de l'intérieur et de la comptabilité, composé de huit directeurs ; 2° des affaires politiques et militaires, composé de sept directeurs ; 3° comité législatif des revenus et de la justice, sept directeurs. Le président ou le vice-président est d'office conseiller surnuméraire et avec voix décisive dans chacun

(1) Charte de 1833, article 35.

de ces comités (quelquefois ils y siègent l'un et l'autre). C'est lui qui soumet au comité chacune des questions à examiner, en l'entamant par la fameuse formule sacramentelle aujourd'hui passée en proverbe : *By previous communications with the board of control*, littéralement : Par suite et en conséquence de communications précédentes avec le bureau de contrôle, etc...

Le système actuellement en opération est assez étrange, puisque toutes les questions importantes sont considérées et jusqu'à un certain point décidées par l'autorité supérieure avant d'être soumises à l'étude du comité qui, selon la théorie de la constitution du gouvernement de l'Inde, devrait en connaître en première instance et les placer devant la cour des directeurs. Cette cour à son tour devrait résoudre ses délibérations en une dépêche qui devrait être soumise en dernier ressort à la sanction du ministre représenté par le bureau. La pratique marche exactement en sens inversé de l'ordre constitutionnel, à moins qu'on ne considère que le président et le vice-président, exclusivement chargés de préparer et de rédiger ces premières épreuves caractérisées par la formule *previous communications*, et qui sont d'office membres de tous les comités, représentent à eux seuls toute la cour des directeurs.

Ce système a pour résultat de produire un accord

et une harmonie apparente dans le jeu de ce gouvernement à deux têtes, et dégage la cour des directeurs et le bureau de contrôle de leur responsabilité respective devant la loi ; ce qui leur importe plus encore, il les dégage de leur responsabilité devant le public, qui reste tout à fait dans l'ignorance de la manière de voir de chacune des autorités directrices sur chacune des mesures qui se trouvent proposées et décidées, et ne sait par conséquent à qui attribuer le blâme des mauvais résultats qui peuvent s'en suivre. La loi est ainsi éludée et la marche suivie est un système de concessions réciproques qu'aucun parti n'approuve entièrement et dont aucun ne se croit responsable. De là des abus évidents, journaliers, et l'on est étonné qu'une machine agissant ainsi au rebours de sa destination puisse fonctionner depuis si longtemps et si admirablement.

Cela devient encore plus singulier quand on considère que toute personne, homme, femme ou fille, qui obtient par acquisition, par mariage ou par héritage, un certain nombre d'actions qu'elle n'avait pas il y a un an, qu'elle n'aura peut-être plus demain, possède le pouvoir de choisir les administrateurs de l'Inde. Aucune autre qualification que celle d'actionnaire n'étant requise pour voter, le pair d'Angleterre, le négociant retiré des affaires, le militaire en retraite ou l'entrepreneur des boues ont un vote également décisif. Bien plus, ce dernier, s'il est

assez riche, pourra avoir quatre votes, tandis que le législateur, l'ancien gouverneur général ou le conseiller d'État dont la tête aura blanchi au service de la colonie n'en auront souvent qu'une. Ce qui rend la chose plus étonnante encore, c'est que la routine, cette divinité essentiellement anglaise, a consacré l'usage imprescriptible qu'on devait parvenir à la cour des directeurs par ancienneté de candidature et non par le mérite ou la capacité reconnue. Pour devenir membre du gouvernement le plus puissant et le plus despotique dans le monde, il faut faire queue patiemment pendant des années et se soumettre à une fatigue, à des dégoûts sans fin, recourir à tous les moyens; se dépouiller de tout scrupule, de tout sentiment de délicatesse en fait de corruption et de vénalité. A égalité d'ancienneté de candidature, c'est celui qui fait à la multitude la cour la plus basse qui est sûr de parvenir. La conséquence de ce système est que les hommes d'État, les officiers les plus distingués, qui ont conquis une noble indépendance par un long service dans la colonie qu'il s'agit d'administrer, des hommes tels que Elphinstone, Metcalf et Malcolm, renoncent souvent à se présenter malgré les avantages réels et surtout l'immense patronage attaché à la position qu'ils pourraient ainsi obtenir; et, autre conséquence, il est rare qu'un individu, quel que soit son peu de mérite, s'il a assez de fortune pour être éligible et

assez de patience et de persévérance pour continuer à se représenter chaque année en dépit de toutes ses défaites précédentes, il est rare, dis-je, qu'il ne parvienne pas, après un laps de temps plus ou moins long, à s'installer dans la chaise curule de ce sénat inamovible.

Enfin, cette autre règle qui prescrit qu'après avoir siégé quatre ans chaque directeur sera à son tour exclu de la chambre pour une année, ne peut manquer d'avoir un effet désastreux sur la valeur de ce corps, et sur la régularité et la symétrie de ses vues et de ses tendances. Il arrive souvent qu'un directeur doit ainsi se trouver éliminé précisément quand il vient de tenir pendant deux années, comme président et vice-président, un pouvoir presque dictatorial ; quand membre à tout événement d'un triumvirat despotique, il vient de diriger pendant deux années toutes les affaires de la Compagnie ; et qu'à égalité de talents il est plus que tout autre membre de la cour au fait de toutes les questions sur toutes les matières. Mais la règle inexorable exige que tout ce talent, toute cette expérience soient exclus des conseils de l'administration pour toute une année, assez longtemps peut-être pour que le fonctionnaire cesse d'être au courant de la marche des affaires et par conséquent qu'il ait perdu beaucoup de son utilité pratique.

Enfin, c'est peut-être le phénomène le plus ca-

ractéristique de l'administration de la Compagnie, il arrive que sans aucun changement de système, sans aucune révolution politique et comme une chose toute naturelle, l'individu dont la voix a été prépondérante dans le gouvernement d'un empire jusqu'au second mercredi du mois d'avril, à partir de ce jour est frappé de mort politique et n'a plus la moindre influence dans cette administration.

L'inflexibilité de cette règle est basée sur l'intérêt personnel, chacun à son tour voulant avoir une part égale dans les avantages qui s'attachent au titre et à la position de directeur en activité, et dont le principal est celui du patronage, car le traitement d'un directeur n'est que de 300 livres sterling. La prérogative la plus importante des membres en activité est la nomination à peu près exclusive aux grades ou emplois par lesquels se recrutent les différentes branches du service dans l'Inde; patronage immense et qui suffirait pour donner une influence considérable à chacun des directeurs, puisqu'il se trouve ainsi disposer de carrières à la fois honorables et lucratives dans lesquelles les premières familles de l'aristocratie sont heureuses de voir entrer leurs plus jeunes membres.

Ce patronage est établi sur les bases suivantes : le nombre des commis (c'est-à-dire des jeunes gens admis à concourir pour les emplois civils dans l'administration, la justice et les finances), des cadets

et des chirurgiens aides-majors à nommer dans le cours de l'année, étant connu, ce nombre est divisé en trente parts. Le président de la cour des directeurs a deux nominations, le vice-président deux, le président du conseil de l'Inde deux également, et chacun des directeurs une. Le nombre des places à la disposition d'un directeur ordinaire en activité, en conséquence de décès ou de retraites, est annuellement entre trente et quarante dont quatre ou cinq dans le service civil. On conçoit que la tentation d'en mettre une partie à l'enchère doit être étourdissante ; mais elle est prévenue et arrêtée par la menace d'une expulsion immédiate du directoriat, dans le cas où un seul fait serait connu ou prouvé. Une grande part de ce patronage tombe aussi entre les mains des ministres par l'intermédiaire du conseil de l'Inde, puisque la nomination des juges des cours royales, des évêques et des officiers de l'armée de la reine qui sont appelés à servir dans l'Inde, leur est dévolue.

La dernière charte n'a amené de changement matériel dans le système par l'intermédiaire duquel l'Angleterre gouverne les peuples de l'Inde, que celui qui lui interdit le commerce et circonscrit son rôle à celui d'un corps gouvernant. Il ne fut jamais un instant sérieusement question d'arrêter son action pour confier cet immense pouvoir à aucun *ministère*. C'eût été effectivement mettre en danger les libertés

de l'Angleterre; car ce ministère y aurait nécessairement trouvé des ressources inépuisables dont il eût été facile d'abuser pour se maintenir au pouvoir, quelles qu'eussent été ses mesures et la direction de sa politique, quelque contraire que cette politique eût pu être aux intérêts et à l'opinion du pays. Sous un autre point de vue, il est également indispensable pour le bonheur de l'Inde que le système de son administration ne soit pas soumis aux éventualités d'un changement de ministère. Il est bon que ses gouvernants soient en dehors du tourbillon de la politique de la métropole. Quand leur étude unique doit être l'intérêt et le progrès de la colonie, il ne faut pas qu'ils puissent être tentés de concourir par certaines mesures dans leur ressort au succès ou au triomphe de tel ou tel parti parlementaire. Or aucun comité de gouvernement que la nation aurait pu choisir n'aurait présenté autant de garanties d'indépendance et d'aptitude que la Compagnie créatrice de la colonie. *La permanence de ce système me semble donc assurée pour l'avenir, aussi longtemps que durera la prépondérance de l'Angleterre en Asie.* C'est ce que je m'étais proposé de démontrer.

Enfin cette même charte de 1833 laissa à peu près tels qu'ils étaient les rapports antérieurement en usage entre la cour des directeurs et le bureau de contrôle; mais elle définit plus précisément ces

relations et traça la marche à suivre dans le cas où l'autorité contrôlante différerait dans son jugement en quelque question avec l'autorité gouvernante (c'est-à-dire la cour des directeurs), quant aux ordres qu'il serait convenable d'envoyer dans l'Inde. Le gouvernement suprême (à Calcutta) reçoit, il est vrai, directement ses instructions de cette cour ; mais aucun ordre sur aucune affaire publique, administrative et surtout politique ne peut être promulgué, aucune mesure ou disposition même pécuniaire ne peut être arrêtée sans avoir reçu préalablement l'approbation et la sanction du bureau. L'initiative d'après la loi appartient dans tous les cas aux directeurs, excepté pourtant s'ils négligèrent de préparer et de soumettre au bureau, en moins de quinze jours après en avoir été requis, des ordres ou des dépêches sur un sujet donné. Dans ce cas, qui d'ailleurs ne se présente jamais, le bureau aviserait lui-même. Mais dans le cours ordinaire des choses, ce premier travail préparé, le bureau a le pouvoir de modifier à sa discrétion le style et la substance des dépêches que la cour a soumises à son approbation, et la cour des directeurs est ensuite sommée de signer et de transmettre les ordres ainsi modifiés.

Cependant même alors la cour a encore le droit de remontrance contre une première sommation de cette nature ; mais si cette sommation est renouvelée, elle n'a plus qu'un moyen passif de résistance : c'est

de refuser de signer la rédaction de la dépêche, mettant le bureau dans l'alternative d'en appeler à l'intervention de la cour du hanc du roi.

Ce droit de remontrance ne se rapporte pourtant qu'à la correspondance générale. En ce qui concerne la correspondance secrète, les ordres du bureau étant alors sans appel doivent être transmis par l'intermédiaire du comité secret et revêtus des signatures des membres de ce comito qui ne peuvent s'y refuser, mais n'en partagent point la responsabilité.

Il n'en résulte pas moins de toutes les manières que tandis que les agents de la Compagnie au dehors ne reconnaissent que l'autorité de la cour des directeurs et ne correspondent qu'avec elle, l'autorité suprême et l'initiative des grandes mesures appartiennent en réalité au conseil des affaires de l'Inde ou bureau du contrôle.

Quant au droit de nommer le gouverneur général, ainsi que les gouverneurs des deux présidences secondaires, ou les généraux commandant en chef, il appartient à la cour des directeurs; cependant comme ces nominations sont soumises à l'approbation de la couronne, le choix revient en réalité au souverain. Aussi le gouverneur général est toujours l'ami des ministres du jour, quelles que soient les tendances politiques de la cour, dont le privilège se borne à proposer un candidat qui lui soit personnellement agréable.

Cette organisation, comme nous l'avons déjà remarqué, manque jusqu'à un certain point d'unité et en même temps de la condition essentielle d'un gouvernement représentatif, c'est-à-dire de la discussion ; mais elle était peut-être la seule possible, et le mécanisme qu'on lui a donné ne nous semble pas devoir compromettre l'avenir de la domination anglaise dans l'Inde. Sur quelques points de détail seulement, il y a eu et il y aura désaccord entre le gouvernement royal et la Compagnie ; mais les bases de la transaction sont larges, simples, rationnelles, et nous paraissent durables.

La Compagnie a fait preuve de son habileté ordinaire dans son marché avec la couronne : elle s'est débarrassée de toutes les pertes en conservant tous les profits. Ainsi elle a abandonné ses privilèges commerciaux, mais son commerce l'avait appauvrie loin de l'enrichir. Toutes les propriétés mobilières et immobilières qui lui appartenaient au 22 avril 1854 (c'est-à-dire des propriétés en Angleterre et des valeurs commerciales, capitaux, créances, etc., évalués à 21,000,000 de livres sterling, des forteresses, des factoreries, de vastes territoires dans l'Inde, possédés au même titre que peut l'être toute autre propriété) ont été transférées à la couronne, à la charge pour celle-ci de prendre à son compte la dette et toutes les obligations de la Compagnie. Mais ce n'était pas tout que de prendre l'actif de cette

société et de se charger de son passif. Elle avait originairement engagé dans le commerce et la conquête de l'Inde un capital de 6,000,000 de livres sterling ; depuis de nombreuses années elle avait reçu par acte du parlement l'autorisation de prélever sur les revenus de sa conquête un dividende annuel équivalant à la rente de ce capital à 10 p. c. Il fallait maintenant ou rembourser cette Compagnie aux frais de l'État en proportion de ce dividende, ce que la situation des finances ne permettait pas, ou commettre une énorme injustice en ruinant une corporation qui malgré ses fautes avait placé sur le front de l'Angleterre sa plus belle couronne. Pour sortir d'embarras on se décida à laisser peser le fardeau sur un tiers, c'est-à-dire sur l'Inde qui n'avait rien reçu et nullement profité de ce capital dépensé seulement pour l'asservir. L'exploitation des immenses ressources de l'Inde est donc concédée à la Compagnie pour vingt ans au moins ; le dividende de ses actionnaires est payé sur les revenus de la colonie par privilège avant toute autre dépense, et garanti en outre sur un fonds de 2,000,000 de livres sterling mis à part sur le montant de la réalisation des valeurs commerciales livrées à l'État. Enfin si le gouvernement juge à propos d'user de la faculté qu'il s'est réservée de racheter les actions qui donnent droit à ce dividende, ce remboursement ne pourra se faire que dans 40 ans, c'est-à-dire au plus tôt en

1874, au taux de 200 p. c., à moins que la Compagnie ne cesse en 1854 d'être chargée du gouvernement immédiat de l'Inde, auquel cas elle pourra exiger le remboursement sous 3 ans à ce même taux de 200 p. c.

CHAPITRE III.

Gouvernement local ; organisation administrative, fiscale et judiciaire ; système de police.

Après avoir brièvement exposé le système actuel du gouvernement de l'Inde dans ses rapports avec la métropole, nous avons maintenant à l'étudier dans son action sur les peuples dont la destinée lui est soumise. Ces peuples, au nombre de cent cinquante millions d'hommes répandus sur un espace de un million cent vingt-huit mille milles carrés, se divisent en deux grandes familles, c'est-à-dire en sujets médiats et immédiats de la Compagnie.

Naturellement la première question qui va nous occuper sera le mode d'action de la Compagnie sur ses sujets immédiats ou directs, question générale qui comprend toutes celles d'administration locale, de justice, de police et de finance. Nous examinerons plus tard son action politique sur ses sujets médiats, ou les États alliés, vassaux ou tributaires. Ce

ne sera enfin qu'en dernier lieu que nous traiterons de l'organisation militaire, qui se trouve liée et enchaînée de mille manières dans la double action dont nous venons de parler.

PREMIÈRE QUESTION. — *Administration locale.* — Pour simplifier et faciliter l'administration de ses vastes domaines, la Compagnie les a partagés en trois vice-royautés qu'elle a appelées présidences; savoir: celle du Bengale (qui se divise en deux gouvernements, du Bengale proprement dit et d'Agra, mais ce dernier est resté une dépendance de l'autre); celle de Madras et celle de Bombay. Ces trois présidences ainsi que le petit gouvernement de Penang, Singapoor et Malacca, sont soumises à l'autorité d'un vice-roi suprême désigné par le titre de gouverneur général de l'Inde.

Le gouverneur général est en même temps gouverneur particulier de la présidence du Bengale, et il peut être aussi gouverneur particulier d'Agra ou des provinces de l'Ouest. Il peut réunir à ces dignités le grade de général en chef des armées de l'Inde; mais qu'il soit ou non général en chef ou même quand il ne serait revêtu d'aucun grade militaire, il commande en chef la garnison du fort William ou de Calcutta.

« Le gouverneur général est investi de pouvoirs plus étendus à certains égards que ceux dont jouissent la plupart des souverains d'Europe. Non-seu-

lement il est le chef suprême de l'État, il commande les forces de terre et de mer, déclare la guerre, fait les traités de paix, d'alliance et de commerce, nomme aux emplois ; mais il peut faire des *lois ou règlements nouveaux*, abolir ou modifier les règlements antérieurs ; et ses *décisions législatives*, quoique soumises au contrôle du gouvernement suprême en Angleterre, sont exécutoires dans l'Inde jusqu'à ce que la cour des directeurs ait fait connaître ses intentions (1). »

Chaque présidence est administrée par un gouverneur en conseil, et chaque conseil se compose du gouverneur et de trois conseillers ; l'un de ces conseillers est nécessairement le général commandant en chef l'armée de la présidence. L'article 38 de la nouvelle charte fait du gouvernement d'Agra une présidence distincte qui devait avoir son gouverneur et son conseil, mais ces dispositions ont été modifiées depuis. Les provinces de l'Ouest ont maintenant un lieutenant gouverneur sans conseil ; des secrétaires d'État munis de pouvoirs semblables suffisent aux besoins du service.

Depuis la charte de 1833, il y a, outre les conseils des trois présidences, un *conseil suprême* pour assister le gouverneur général comme *gouverneur suprême*. *Le conseil de l'Inde*, comme il est appelé

(1) Jauçiguy, *Revue des Deux Mondes*.

par excellence, se compose de quatre membres ordinaires, plus du général commandant en chef les armées des trois présidences, qui y siège comme *membre extraordinaire*. Un des individus qui composent ce conseil est un juge éminent du barreau anglais, qui est spécialement désigné pour diriger la législation de la colonie. Il ne siège et ne vote que lors de la proposition et de la discussion des *lois ou ordonnances nouvelles* que le gouvernement peut juger convenable d'introduire dans la *législation de l'empire*, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'article 43 de la nouvelle charte. Le conseil suprême peut s'assembler en quelque lieu des trois présidences qu'il plaise au gouverneur général de désigner.

Les gouvernements locaux partagent les affaires en quatre divisions, qui sont : 1° la diplomatie ou les affaires politiques ; 2° la justice ; 3° les finances ; 4° et enfin la guerre. Le gouvernement suprême admet une division de plus, la législation. Les gouvernements locaux ont des secrétaires pour chaque division, assistés chacun d'un ou de deux secrétaires adjoints. Le conseil suprême, au contraire, n'a que deux secrétaires, l'un pour la diplomatie, la législation et les finances ; l'autre pour les affaires générales.

Le pouvoir exécutif est, dans tout ce qui concerne les mesures générales, réglé par des commissions spéciales et permanentes appelées bureaux (*boards*),

dont on compte sept dans la présidence du Bengale; savoir : 1° le bureau des finances (*board of revenue*); 2° le bureau des douanes du sel et de l'opium (*board of customs, salt and opium*); 3° le bureau de commerce (*board of trade*); 4° le bureau de la guerre (*military board*); 5° le bureau de la marine; 6° le bureau médical ou conseil de santé; 7° et enfin le bureau de la comptabilité générale (*accountant general's office*). La présidence de Madras ne compte que les quatre derniers de ces bureaux. Bombay n'en a que trois : ceux de la guerre, de la marine et des comptes. Il y a en outre au siège du gouvernement suprême une direction générale des postes, un comité des monnaies, un comité d'instruction publique, etc.

DEUXIÈME QUESTION. — *Organisation administrative, fiscale et judiciaire.* — Si nous passons maintenant aux rouages qui suffisent à ce gouvernement, nous trouvons que si leur système ne présente pas encore un ensemble bien régulier, une classification bien définie, bien arrêtée (attendu que les fonctions administratives, fiscales et judiciaires sont quelquefois exercées par le même fonctionnaire), il est cependant fondé sur certaines bases immuables qui méritent toute l'attention de nos lecteurs et qu'il est indispensable de leur faire connaître. Il nous faudra pour cela remonter à l'étude de l'organisation du service civil de la Compagnie.

Dès les premiers temps de la Compagnie, quand elle n'occupait, sous le bon plaisir des gouvernements indigènes, que d'humbles comptoirs sur le littoral du vaste continent où elle règne aujourd'hui en souveraine, elle envoyait dans ces comptoirs une succession de jeunes gens qui commençaient par faire le métier de mesurer des mousselines, de peser du poivre et du thé et d'enregistrer des comptes avec le privilège imprescriptible de s'élever, à l'*ancienneté*, à la direction des entrepôts de commerce ou de manufacture d'où l'on approvisionnait les ports et les magasins, et éventuellement, au conseil et au gouvernement de la Société. Leur administration comprenait alors la vente des marchandises envoyées d'Angleterre et la préparation des chargements qui convenait aux marchés de la métropole. C'est à cette classe qu'ont appartenu successivement Orme, Forbes, Clive et Hastings.

Malgré le changement total survenu dans la nature de ces devoirs, la constitution du service civil reste exactement ce qu'elle était quand le choix et le chargement des marchandises étaient les plus hautes fonctions auxquelles ses employés pussent prétendre ; même les anciens noms furent conservés pour les différents grades jusque tout récemment ; ce n'est que depuis 1841 qu'on a commencé à y renoncer. Le jeune civilien entrait au service sous le nom de commis, puis devenait successivement

facteur, marchand en second , marchand en premier.

Cette branche du service public a conservé de même son organisation exclusive ; elle reste comme toujours fermée à la concurrence. Le nombre des éligibles est strictement limité et réservé au patronage de la cour des directeurs entre lesquels il est scrupuleusement partagé : c'est au point qu'aucune autorité, pas même le gouverneur général le plus populaire, n'oserait donner de l'emploi au talent même le plus distingué qui , s'étant rendu sur les lieux pour son propre compte et ayant acquis une connaissance intime des mœurs et du langage, serait le plus capable de rendre les plus éminents services à la Société. Toutes les places dans l'administration ou la législature sont distribuées à un nombre rigoureusement nécessaire de sujets envoyés par la cour des directeurs , et données sur le principe unique et exclusif de l'ancienneté, toutes cependant entraînant aujourd'hui une immense responsabilité et affectant au plus haut degré le bonheur du peuple.

Aucun degré de mérite reconnu ou de talent supérieur n'élève un employé civil à la place de juge, avant que son tour soit arrivé ; aucune médiocrité d'instruction ou de capacité , aucun degré d'indolence, aucune notoriété de penchants démoralisateurs et sensuels , rien qu'un délit prouvé de fraude ou de concussion ne peut l'arrêter dans sa marche ascendante jusqu'à ce qu'il se trouve assis

sur le banc du juge. Il en est de même dans toutes les branches du service civil : si le jeune commis a par exemple choisi dans l'origine la ligne du revenu public, la perception de l'impôt territorial, il deviendra inévitablement et fatalement l'arbitre de toute une province avec des pouvoirs presque discrétionnaires ; et s'il est incapable, ces pouvoirs deviendront la proie d'une légion de fonctionnaires inférieurs et irresponsables qui en abuseront pour dévorer cette province et marqueront les traces de son passage comme si un ennemi l'avait ravagée.

En Europe et surtout en France où toutes les carrières sont ouvertes à la concurrence, on obtient rarement de grands succès sans un grand mérite, et même un avancement ordinaire sans une capacité suffisante. Quelques individus arrivent jeunes au sommet de leur profession ; le plus grand nombre y parvient tard et à force de travail, ou s'arrête et se case à divers degrés sur le chemin ; d'autres enfin, que la nature ou leur mauvaise conduite a disgraciés, ne s'élèvent jamais au-dessus du point de départ. Il n'en est pas de même dans l'Inde. L'avancement dans ce corps qui doit fournir les législateurs, les administrateurs, les ministres pour toutes les branches du gouvernement, est réglé par un principe diamétralement opposé. L'homme qui n'aurait jamais pu s'élever est poussé, porté en avant, et l'énergie de l'individu que la Providence voulait

distinguer de la foule est enchaînée par des liens invincibles ; son développement est peut-être arrêté pour toujours par cette règle trois fois absurde qui s'oppose à la loi de la nature et qui veut que celui qui a reçu du ciel l'activité et la vigueur ne dépasse point le faible et le fainéant.

Les conséquences d'un pareil système sont nécessairement funestes, et j'ai eu maintes occasions de les apprécier. Adieu toute émulation ! C'est à peine si ceux qui ont prêté serment de rendre une justice impartiale au pays condescendent à apprendre sa langue. La grande majorité, ceux même qui auraient développé du talent sous un autre régime, se considèrent comme les membres d'une espèce de tontine législative et s'endorment au murmure de leurs houkahs dans la douce certitude que s'ils vivent assez longtemps sans rien faire pour compromettre leur honneur, ils arriveront, comme une plante arrive à sa maturité, au paradis de l'avancement par la simple force de végétation.

Toutefois, si l'on parcourt le tableau de l'administration judiciaire considérée isolément du service civil, on sera étonné, d'après ce que nous venons de dire, de trouver deux espèces de juges d'origines différentes et marchant sous des hiérarchies rivales, les uns nommés par la couronne, les autres appartenant à la Compagnie : cette anomalie demande une explication.

La couronne ayant voulu se réserver un certain patronage à répartir entre les membres du parquet de la métropole, il fut définitivement arrêté, à la suite de longues et amères discussions, que *la distribution de la justice, tant civile que criminelle, au chef-lieu même de chaque présidence, ainsi que l'application de la loi anglaise aux Européens, aux serviteurs de la Compagnie et aux sujets britanniques dans l'Inde qui la réclameraient, seraient réservées à des cours royales de judicature suprême établies dans chacun de ces chefs-lieux. Mais il fut en même temps stipulé, en faveur de la législature de la colonie, que leur ressort sur les natifs ne s'étendrait que dans une circonscription extrêmement limitée autour de chaque capitale. Cette cour royale dans chaque présidence est par son organisation à la fois un tribunal d'appel et une cour de cassation : c'est l'instance suprême en matières civiles comme en matières criminelles. Jusqu'en 1833, les juges royaux étaient entièrement indépendants du gouvernement de la colonie dont ils n'admettaient la législation que quand bon leur semblait, et pouvaient insulter et entraver ce gouvernement de toutes les manières. Par la nouvelle charte, ils sont obligés de recevoir les lois du grand conseil de l'Inde qui a reçu par arrêt du parlement des pouvoirs extraordinaires en matière de législation. De nombreux abus se trouveront arrêtés par ce*

règlement. Toutefois ces cours royales, qui coûtent à la colonie la somme énorme de 96,253 livres sterling, tout à fait en dehors de sa propre législation, sont encore une des plaies de l'Inde.

La cour royale suprême de Calcutta est composée d'un grand juge et de deux juges ordinaires, dont le traitement annuel s'élève à environ 200,000 fr. pour le grand juge et à 150,000 fr. pour les juges ordinaires.

Le service que ce tribunal rend à la colonie est absolument nul, d'abord parce que le territoire sur lequel s'étend son ressort criminel est extrêmement limité (la capitale et ses faubourgs), et surtout parce qu'en matière civile la justice qu'elle distribue coûte si énormément cher qu'il faut une fortune colossale pour s'y adresser. Pour la multitude, c'est comme si elle n'existait pas, et les riches y ont trouvé des instruments de chicane inépuisables. Parmi les indigènes presque toutes les anciennes familles opulentes s'y sont ruinées; les nouveaux enrichis ont profité de leur expérience et arrangent leurs querelles entre eux. Quant aux Européens pour lesquels il a été principalement établi, le but est encore, s'il est possible, plus complètement manqué. Depuis l'établissement de la cour royale, malgré le nombre d'employés publics qu'il a fallu chasser avec ignominie du service de la Compagnie, malgré la multitude de cas tout à fait notoires de corruption, de

fraude, de malversation qui se sont présentés, pas un de ces cas n'a amené une condamnation devant le tribunal. Quand des milliers d'Anglais se sont rendus coupables d'outrages, de violences, même de meurtres envers des natifs, soit dans l'intérieur du pays, soit dans les environs du chef-lieu, c'est à peine si dans un seul cas on a pu poursuivre le coupable jusqu'à conviction. Les causes d'impunité sont les mêmes dans les deux instances ; ce sont : 1° les facilités vraiment absurdes que la loi anglaise présente au coupable pour échapper à la conviction ; 2° la partialité d'un jury anglais pour un compatriote vis-à-vis d'un étranger ; 3° l'impossibilité enfin que le témoin indigène même le plus respectable puisse échapper à la terrible épreuve d'un examen par un avocat anglais quelque peu rusé. Il n'y a pas de cas si favorable qu'un indigène ne pense pouvoir l'améliorer encore par un peu d'exagération, disons même un peu d'invention ; pas de fait si clair, si évident, si simple qu'un témoin oculaire ne puisse parvenir à altérer ou à embrouiller. Constituées comme elles le sont à présent, les cours royales sont donc absolument inutiles à tous égards ; elles ont en outre le désavantage d'être extrêmement coûteuses pour un pays qui aurait besoin qu'on employât sagement à réparer ses maux et à ranimer les forces vitales qui lui échappent chaque roupie qu'il peut produire.

Comme nous l'avons déjà dit, immédiatement au delà des étroites limites qui circonscrivent le ressort des cours royales, commence l'autorité de la législation de la Compagnie. La surveillance du département de la justice pour chaque présidence est exclusivement déléguée à la cour suprême de Suddur Diwâny et Suddur Nizamut Adawlut (cour suprême civile et criminelle) qui dirige l'application des lois indigènes, c'est-à-dire des codes musulman et indou. Pour bien comprendre son action, il faut d'abord avoir une idée exacte de la hiérarchie judiciaire.

Lord Cornwallis, en réorganisant il y a cinquante ans le système judiciaire, y établit la hiérarchie suivante :

En matières civiles comme en matières criminelles, trois sortes de tribunaux constituent trois degrés de juridiction.

Occupons-nous d'abord de la juridiction civile. Nous avons : 1° la cour de Zillah ou de district ; 2° la cour provinciale ; 3° et enfin la cour suprême appelée Suddur Diwâny Adawlut.

1° Les cours de Zillah établies dans toute ville un peu considérable sont composées d'un employé de la Compagnie, séant comme juge, au traitement de 30 à 75,000 fr. par an ; d'un greffier et de plusieurs autres employés de la compagnie de moindre rang ; enfin d'un conseiller indigène chargé d'éclairer

la cour sur les usages et les coutumes des localités. Tous les habitants du district compris dans la juridiction de la cour lui sont soumis, à la seule exception des sujets britanniques européens qui peuvent en appeler à la cour royale.

L'organisation de la justice par lord Cornwallis s'arrêtait là. Mais les salaires énormes des juges européens ne permirent point d'augmenter leur nombre en proportion de l'accroissement des possessions territoriales. La grande étendue des juridictions dans un pays où beaucoup de provinces sont très-peuplées et où la population est de sa nature très-procressive, amena bientôt un encombrement effrayant dans les tribunaux par la multitude des causes en retard. Pour remédier enfin à cet inconvénient, lord William Bentinck imagina plus tard de subordonner à l'établissement existant un certain nombre de tribunaux secondaires où siègent des magistrats choisis parmi les indigènes, et qui sont rangés en trois classes suivant leurs pouvoirs et leurs émoluments. On les désigne par les titres de Suddur Amin (ou Amin principaux), Amin ordinaires et Moonsiffs. Ces magistrats subalternes jugent les causes de 500 roupies (4,250 fr.) et au-dessous. Leur traitement varie de 3 à 15,000 fr., selon l'importance de leurs fonctions.

2° Viennent ensuite les cours provinciales ou cours d'appel, contre les décisions des cours de

Zillah ou de première instance. Elles sont composées chacune de trois juges (au traitement d'environ 100,000 fr. par an) choisis parmi les employés du service civil de la Compagnie ; de deux greffiers et de plusieurs juges assistants pris parmi les mêmes employés, mais de grade inférieur ; de trois interprètes chargés de traduire les différents dialectes ; d'un cazi et d'un pundit pour expliquer les lois indigènes.

3° Et enfin la cour de Suddur Diwâny Adawlut , troisième et dernier degré de juridiction , siège à la présidence. Elle est composée de trois juges à Madras et à Bombay, de quatre à Calcutta (au traitement de 150,000 fr. par an), choisis parmi les employés du service civil de la Compagnie ; d'un greffier, de trois interprètes , du chef des cazis, de deux autres cazis, de dix pundits : elle est d'appel pour les cours provinciales. Dans l'origine elle reçut les appels pour tout procès où il s'agissait au moins de 1,000 roupies (2,500 fr.). Plus récemment , en raison du nombre des procès il a fallu élever le taux du minimum à 50,000 roupies.

En matières criminelles on établit les mêmes divisions sous d'autres noms. Le juge au criminel pour la Zillah s'appela magistrat ; la cour criminelle pour la province s'appela cour de circuit ; et enfin pour la présidence tout entière, cour de Suddur Nizamut Adawlut.

1° Le juge au civil pour la Zillah fut constitué magistrat dans son district.

2° La cour de circuit fut composée des mêmes personnages que la cour provinciale ; seulement elle dut se déplacer à certaines époques de l'année pour aller rendre la justice criminelle dans les différents lieux de son ressort. Ses fonctions sont alors celles des cours d'assises en Angleterre.

3° Et enfin , la cour de Suddur Diwâny Adawlut au civil fut constituée cour de Suddur Nizamut Adawlut au criminel.

Les gouvernements locaux ne maintiennent aucune relation directe avec les fonctionnaires subalternes du département de la justice. C'est la cour qui réunit déjà les fonctions de Suddur Diwâny et de Suddur Nizamut Adawlut, c'est à-dire qui entend les appels tant au civil qu'au criminel contre les cours provinciales , qui est chargée de surveiller exclusivement et sans aucun intermédiaire la justice civile et criminelle des Zillahs. Chaque juge de Zillah doit surveiller de même directement les instructions en première instance et connaître les appels contre les décisions de tous les tribunaux indigènes qui lui sont subordonnés. Mais, comme nous l'avons déjà dit , l'énormité des salaires des juges anglais rend impossible d'augmenter leur nombre. Il a donc fallu multiplier les tribunaux subalternes dans une même Zillah. Dès lors les juges ne suffisent plus au

labeur de découvrir et de réprimer tous les abus. Nous avons vu d'ailleurs comment le corps même de ces juges était composé, comment l'absence de toute émulation endormait généralement toute énergie et rapetissait les facultés. Et puis le traitement des employés indigènes, surtout des Moonsiffs, est tout à fait insuffisant par rapport à leur position. Il s'ensuit, ce qui arrivera toujours en pareil cas, une corruption et une vénalité effrayantes.

Par les mêmes causes et à plus forte raison, la surveillance par la cour suprême est indolente, inefficace, souvent même impossible. Les obligations et les responsabilités de cette cour sont d'ailleurs contradictoires. Comme juges au tribunal suprême d'appel et de cassation, tant au civil qu'au criminel, ses membres doivent être sédentaires, et cependant ils doivent en même temps surveiller la manière dont la justice est administrée à des distances de soixante et dix à cinq cents milles. Ils n'ont aucun moyen de s'en éclairer que par l'intermédiaire du juge de chaque district qui peut être corrompu, incapable ou indolent. Entre le rayot et la cour suprême l'administration de la justice n'a donc d'autre surveillant que le juge de Zillah, qui n'est lui-même contrôlé par personne et ne peut suffire à surveiller ses subordonnés.

A toutes ces imperfections dans la répartition de la magistrature viennent ensuite se joindre celles

des *Codes indigènes*, selon lesquels ces magistrats sont appelés à juger, codes dont les décisions comme certaines démonstrations mathématiques arrivent souvent à l'absurde. Le gouvernement suprême, depuis l'administration de lord William Bentinck, et surtout dans ces derniers temps, s'est occupé avec une louable sollicitude de remédier autant que possible à cet inconvénient. Un des résultats les plus importants déjà obtenus est sans contredit la révision des codes musulman et indou et leur refonte en un seul code anglo-indien rédigé par une commission spéciale et soumis à la sanction du gouvernement suprême. Ce travail n'est encore que commencé, mais d'après ce qui en a déjà paru, il est impossible de ne pas reconnaître que ce sera un pas immense fait dans la carrière des améliorations que réclame l'administration de la justice.

Il nous reste enfin à parler du système de la police, qui se rattache dans l'Inde à l'organisation judiciaire, dont il n'est qu'un corollaire. Les magistrats des Zillahs, outre leurs devoirs de juges au civil et au criminel, furent encore chargés de la police. Il leur fut enjoint de subdiviser leurs Zillahs respectives en juridictions de police d'environ vingt milles carrés, dont chacune est confiée à un darogah ou surveillant indigène. Celui-ci a sous ses ordres un certain nombre d'employés subalternes, nommés pions ou tchokidars, payés par le gouver-

nement. Dans les villes, l'étendue de la juridiction est réglée par rapport à la population. Le pouvoir du darogah consiste à s'emparer de la personne contre laquelle il existe une charge et d'en exiger caution dans le cas où elle devra comparaître devant le magistrat.

Si quelque fait se présente qui puisse intéresser l'autorité supérieure, le magistrat fait son rapport à la cour de Saddur Nizamut Adawlut. Si pourtant c'est quelque chose d'un intérêt pressant et politique, il peut, mais seulement dans ce cas, correspondre directement avec le secrétaire civil du gouverneur.

En dehors de la police générale de l'empire, organisée comme nous venons de le dire, il existe depuis l'administration de lord William Bentinck une espèce de *tribunal d'inquisition* ; j'emploie ce mot dans un sens inoffensif. Il est composé d'hommes éminents par leur instruction, leurs connaissances locales et dans les langues, l'activité et l'énergie de leur caractère, et dont les efforts sont spécialement dirigés vers la suppression du thuggisme, cette association monstrueuse qui couvre l'Inde entière de ses réseaux, et qui depuis des siècles fait du meurtre et du vol une profession placée sous la protection de certaines pratiques superstitieuses, ou plutôt un culte horrible et sacrilège qui a ses victimes et ses martyrs. Nous ne reviendrons point sur

un sujet déjà épuisé ; il nous suffira de dire que la Compagnie est admirablement servie dans ce département sans avoir pourtant encore obtenu le succès qu'elle a droit d'attendre.

CHAPITRE IV.

Des revenus. — Impôt territorial; tributs; monopoles; douanes
— Moyenne générale des revenus; moyenne générale des dépenses.
— Statistique financière.

Le système des revenus se divise nécessairement en plusieurs branches selon le nombre et la nature des sources qui l'alimentent. D'après ce principe, nous pourrions classer ces branches sous quatre désignations principales, savoir : 1^o l'impôt territorial ; 2^o les tributs des peuples vassaux ; 3^o les monopoles ; 4^o les douanes.

De l'impôt territorial. — Dans tous les temps l'impôt territorial a été la principale source des revenus des gouvernements de l'Inde. Il y a toujours été considéré comme une sorte de redevance basée sur ce principe, que la terre appartient au souverain et qu'il a droit à une certaine portion du produit. La proportion de ce revenu a varié suivant les besoins et la moralité des gouvernements, mais elle était toujours au moins de moitié du produit

brut et souvent davantage. La terre était affermée par le souverain, soit par provinces à un dewan, soit, et c'était le cas le plus fréquent, par districts à des zemindars qui touchaient environ 10 p. % de commission; et ce système de perception s'appelait zemindari.

Bien que les droits du souverain fussent généralement reconnus, cette tâche du zemindar n'était nullement sans épines. Toutefois, quand il n'avait pas à craindre d'exactions injustes de la part de son maître, et qu'il voulait lui-même se contenter du bénéfice assez large qui lui était alloué, cette tâche était singulièrement facilitée en beaucoup d'endroits par la constitution toute particulière du village indou, constitution extrêmement curieuse, qui a été de tout temps la base et l'élément intégrant de la société indienne et qui a persisté sous toutes les dominations, afghane, mogole et anglaise. C'est un phénomène si extraordinaire qu'il est indispensable de nous y arrêter un instant.

Sous toutes les dominations, disons nous, et sous toutes les civilisations, primitive, indoue, musulmane ou chrétienne, le village indou a continué d'exister avec la même constitution immuable, aussi compacte aujourd'hui que dans les premiers âges. Ce village est une certaine étendue de terrain labourable ou en friche. Quelquefois ce terrain est divisé en propriétés individuelles : alors nous retrouvons

à peu près la commune française. Mais le plus souvent il n'en est pas ainsi : les terres demeurent en commun, et chaque année elles sont partagées par les habitants entre eux, chacun recevant pour la cultiver une portion en proportion de son capital et de ses moyens de travail. Chacun de ces villages forme une sorte de petit État administratif et se gouverne par lui-même sous l'organisation suivante : 1° le *patel*, chef, maire ou bourgmestre du village (généralement héréditaire), a la surintendance générale des affaires de la communauté ; il arrange les querelles, veille au maintien du bon ordre, touche les revenus communs, et en fait la répartition ; 2° le *kurnoum*, ou moutsuddi tient registre des frais de culture et de tout ce qui s'y rapporte ; 3° le *talari* fait la recherche des crimes et délits : c'est l'agent de police ; il escorte et protège les personnes qui voyagent d'un village à l'autre ; 4° le *toti* a la garde et la mesure des moissons ; 5° le gardien des limites donne tous les témoignages en ce qui les concerne ; 6° le commissaire des eaux et des étangs distribue l'irrigation suivant les besoins de l'agriculture ; 7° le brahme remplit les cérémonies du culte ; 8° l'astronome annonce les époques favorables ou défavorables pour les semailles ; 9° le maître d'école enseigne aux enfants à lire et à écrire. Viennent encore le forgeron et le charpentier qui confectionnent les instruments d'agriculture et bâtissent

les cabanes ; et enfin le potier, le barbier, le porteur d'eau, le gardeur de bétail, le médecin, la danseuse, le musicien et le poète.

Sous cette hiérarchie administrative, le village tout entier est soumis à une sorte de communauté de biens et de travaux qui permet à chacun de profiter en quelque manière de l'assistance de tous les autres. Les uns vont au marché, les autres s'occupent de la culture, de la moisson, etc., et chacun a ainsi son rôle et ses occupations particulières qui profitent à tous. C'est sous cette forme de gouvernement que les habitants de la campagne ont vécu de temps immémorial. Les bornes de ces villages ont été rarement altérées ; les villages eux-mêmes ont été quelquefois désolés par la guerre, la famine et le choléra, mais ils ont conservé leurs noms pendant des siècles ; les mêmes familles ont continué d'y conserver leur résidence et d'y avoir leurs intérêts. Les habitants ne se mettent point en peine des renversements ou des brisements de l'empire ; tant que le village demeure entier, ils ne s'inquiètent point à quel souverain il appartient ; quel que soit ce souverain, l'économie intérieure du village n'en demeure pas moins invariable. Quoi qu'il arrive, le patel demeure toujours le chef des habitants ; il est à l'abri des révolutions politiques dans ses fonctions de juge, de magistrat, de collecteur des revenus de la commune. Si quelque pouvoir voulait y toucher,

il y aurait émigration générale et le village retournerait au domaine du désert jusqu'à ce qu'un nouveau gouvernement remit les choses sur l'ancien pied. Fouillez les archives du temps, sous toutes les dominations reparaitra toujours *cette petite république*, le village indien, fondation immuable des monarchies chancelantes et éphémères de l'Orient. Sur cette base, tous les despotismes se sont successivement élevés et écroulés, sans ébranler, sans même ébrécher l'humble édifice. « C'est que le village présentait
« tellement peu de surface qu'il pouvait entrer dans
« les constructions politiques les plus différentes, et
« avait pourtant assez de consistance pour ne pas
« être brisé dans leur chute. C'est ainsi que l'on
« voit, dans l'ordre physique, les mêmes molécules
« intégrantes passer successivement et se combiner
« sans cesse dans les formes de cristallisation les
« plus variées (1). » Observons aussi en passant que par une loi de formation assez bizarre ces empires d'Orient sont tout à la fois despotiques par la tête, aristocrates et féodaux par le milieu, municipaux et républicains à leur base.

Pour en revenir au chapitre des impôts, nous avons dit que le zemindar qui voulait se contenter de son gain légitime trouvait une grande facilité pour l'exercice de sa perception dans la constitution

(1) Barchou de Penhoën.

du village indou. Effectivement, d'accord avec l'administration municipale il imposait le village en bloc suivant la quantité des terres cultivées qui en dépendaient. Les chefs se chargeaient ensuite de répartir cet impôt dans la commune. On attendait généralement le moment de la moisson : toute la récolte était alors réunie, et, l'impôt dû par le village étant d'abord prélevé, les habitants se partageaient le reste en proportion de la quantité de terre que chacun avait défrichée.

Si au contraire, dans l'espoir de réaliser un plus grand bénéfice, le zemindar enlevait la terre *au village, à la commune*, pour la sous-louer peut-être beaucoup plus cher aux paysans individuellement, la perception se compliquait singulièrement. Il s'établissait dès lors une lutte perpétuelle entre le zemindar et le rayot cultivateur ; le zemindar mettant en œuvre tout son crédit, tous ses moyens de persuasion, et en dernière analyse ses moyens de coercition sur le rayot, pour se faire payer ; et le rayot toute sa ruse et toute son adresse à échapper à cette nécessité. Le résultat final était rarement profitable au zemindar, que cette lutte entraînait toujours à des dépenses, et ruinait complètement l'agriculteur qui, ayant loué la terre à l'enchère au-dessus de sa valeur, ne trouvait aucune sorte de compensation pour son travail et ses frais de culture.

Le gouvernement mogol trouva le système zemindar

dari tout établi et maintint les choses dans le même état, en renforçant seulement l'autorité des collecteurs. « Les zemindars devinrent responsables des impôts qu'ils durent percevoir, c'est-à-dire que de simples collecteurs ils devinrent fermiers du revenu. Mais dès lors il y avait un grand avantage pour le gouvernement central à conserver les mêmes agents dans les mêmes localités dont ils avaient pu étudier les ressources. Il s'ensuivit qu'ils devinrent à peu près inamovibles. Le fils fut appelé à succéder à son père par les mêmes raisons qui avaient rendu le père inamovible. Peu à peu les agents du fisc devinrent donc héréditaires en fait. Le droit ne tarda pas à venir consacrer le fait ; et à l'époque où les Anglais parurent, il n'y avait pas d'exemple que les agents du revenu eussent été déplacés. Conséquent avec lui-même, le gouvernement mogol, en rendant les zemindars responsables des revenus, leur donnait les moyens de les réaliser, c'est-à-dire de contraindre les débiteurs au paiement. Ainsi, il leur était permis d'avoir sur pied autant de troupes qu'ils en pouvaient entretenir, et ils avaient de plus l'administration souveraine de la justice pour tous les délits qui touchaient au revenu (1). »

Lord Cornwallis, chargé en 1787-89 d'organiser

(1) Barchou de Penhoën.

le système fiscal du Bengale (seule présidence où la Compagnie possédait à cette époque un territoire sous son administration directe), crut discerner au milieu de ces vieux matériaux les moyens de fonder un établissement durable. Il proposa et finit par persuader à la cour des directeurs de laisser les zemindars en possession de leurs districts et de leur en affermer les terres en passant avec eux des baux à perpétuité. Par cet arrangement, les zemindars se trouvaient solennellement reconnus comme les légitimes propriétaires du sol, à charge par eux de payer une rente fixée une fois pour toutes, qui ne pourrait plus être augmentée et dont le taux dut être une moyenne de la contribution pour les treize années précédentes. Les zemindars furent laissés maîtres de faire avec les rayots tous les arrangements qu'ils jugeraient convenables, sous la recommandation générale de se laisser guider par les usages et les coutumes de chaque localité, mais cependant sous la réserve en faveur du rayot, que le premier bail conclu avec lui serait également définitif et imprescriptible tant que le rayot en remplirait les conditions.

En faisant cet arrangement, lord Cornwallis croyait certainement travailler pour la consolidation du revenu, la prospérité du pays et le bonheur des peuples. Jugeant du point de vue européen, il devait naturellement compter sur beaucoup d'améliorations

que l'esprit de propriété ne pouvait manquer d'apporter dans la culture des terres. « Un tiers du territoire de la Compagnie, écrivait-il aux directeurs, n'est maintenant qu'une forêt peuplée de bêtes féroces. Un bail perpétuel excitera sans doute le propriétaire à défricher cette forêt, encouragera le rayot à améliorer sa terre. Le fera-t-il s'il pense qu'au bout d'un temps donné il sera exposé à être taxé pour le sol qu'il aura conquis sur le désert, s'il n'a pas l'espoir de recueillir le bénéfice de ses travaux ? » Lord Cornwallis y voyait encore la réalisation d'une autre idée qui l'avait séduit : celle de former au moyen des zemindars une grande aristocratie territoriale et pacifique, pour succéder à l'aristocratie guerrière que l'on détruisait et servir de chaînon intermédiaire entre la Compagnie et le peuple de manœuvres qui allait travailler pour elle.

Les résultats prouvèrent que le législateur s'était trompé dans tous ses calculs, car il manqua également les deux buts qu'il s'était proposés. L'agriculteur est arrivé au dernier degré de misère, et la classe des zemindars, dont il avait espéré composer une aristocratie, est aujourd'hui anéantie par l'effet même des mesures qu'il avait recommandées. C'est qu'en voulant s'approprier le système qu'il trouvait sous sa main, il en avait rejeté un rouage essentiel. En conservant au zemindar la responsabilité des revenus, il lui avait ôté les moyens de les percevoir ;

il l'avait dépouillé de sa magistrature , de son pouvoir de coërcition immédiat sur le rayot ; il l'avait soumis , pour le recouvrement de ce qui lui était dû , à une procédure étrangère , lente et coûteuse : dès lors sa ruine était inévitable. Effectivement , si le zemindar apportait le moindre retard dans ce qu'il avait à payer au gouvernement , celui-ci lui reprenait aussitôt une portion de sa terre qu'il vendait à un autre , tandis que lui-même , pour rentrer dans ce qui lui était dû par le rayot , était obligé d'avoir recours à la mesure de l'expropriation devant les tribunaux , et subissait toutes les lenteurs d'une procédure interminable. En raison des formes , ces lenteurs étaient telles , qu'en moins de deux années l'accumulation des causes arriérées menaça d'arrêter le cours de la justice. Dans un seul district , celui de Burdwan , le nombre des procès pendants devant les juges ne s'élevait pas à moins de trente mille. En comparant ce nombre de procès à celui jugé par la cour dans un temps donné , il devint évident qu'aucun espoir de jugement ne restait aux derniers venus , eussent-ils vécu un siècle. Ce n'était rien moins que l'abolition du fait de toute dette vis-à-vis des zemindars. La conséquence de ce double système : recouvrement à peu près impossible du zemindar vis-à-vis du rayot , et recouvrement immédiat , par la vente de ses propriétés , du gouvernement vis-à-vis du zemindar , est facile à concevoir. Son action a suffi

en très-peu d'années (dix ans) pour réduire à la misère et à la mendicité les plus riches et les plus anciens propriétaires du Bengale. Il a produit plus de bouleversement dans la propriété territoriale de l'Inde qu'il n'en est jamais arrivé dans le même espace de temps , à aucune époque et en aucun lieu du monde. Autrefois les chefs musulmans et les zemindars indous d'ancienne race étaient les hommes considérables du pays. Ces deux classes sont désormais ruinées , détruites de fond en comble : on en chercherait vainement aujourd'hui quelque vestige. Au moment où leur destruction était à peu près consommée , et quand elles étaient déjà généralement remplacées par les capitalistes de la classe moyenne et les spéculateurs enrichis qui étaient devenus successivement acquéreurs des terres mises en vente, on pensa enfin , mais trop tard , à les sauver , et ce fut cette fois en sacrifiant les rayots.

Chose bizarre ! ceux-ci n'avaient point profité de la ruine des zemindars et avaient souffert presque autant qu'eux des institutions de lord Cornwallis. Pour mieux les protéger , le législateur avait établi que le zemindar ne pouvait augmenter le premier bail contracté avec eux , tant qu'ils en rempliraient eux-mêmes les conditions ; mais cette clause même devait avoir un résultat tout opposé à celui qu'il en attendait. Le zemindar ne pouvant plus augmenter la rente , payée par le premier rayot , devait cher-

cher toutes les occasions possibles et saisir la première qui se présentait , une mauvaise récolte , des malheurs , une interruption quelconque dans ses paiements , pour le renvoyer , afin de louer sa terre plus cher à un autre , seul moyen qui lui restât d'accroître son revenu. Son bénéfice était certain toutes les fois que la main-d'œuvre se vendait à meilleur marché qu'à l'époque de la conclusion du premier bail. D'un autre côté , s'il est vrai qu'en forçant le zemindar à s'adresser aux tribunaux , les rayots parvenaient à le ruiner , la lutte était généralement presque aussi funeste pour eux-mêmes. Grevés par les frais de justice , ayant dissipé en procès l'argent qui leur eût suffi à payer la taxe , ils étaient obligés d'emprunter à de très-gros intérêts , et se trouvaient ainsi chargés de dettes qui les conduisaient à une ruine certaine.

En 1799 , on crut trouver un remède au mal ou le diminuer au moins de moitié , en accordant aux zemindars le pouvoir de vendre sommairement pour réaliser leurs rentes. Ils acquéraient de la sorte à l'égard des rayots le pouvoir que le gouvernement s'était réservé vis-à-vis d'eux. Dès lors les rayots furent nécessairement écrasés. Les zemindars , pouvant mettre leurs terres en vente sans l'intermédiaire d'une cour de justice , se trouvaient tout à coup revêtus d'un pouvoir exorbitant , tyrannique , dont ils devaient abuser parce que , depuis longtemps , toute

tradition était perdue, tout équilibre détruit, toute barrière morale renversée. La loi anglaise se trouva ainsi à toutes les époques un instrument terrible, d'abord dans les mains des rayots ruinant les zemindars, aujourd'hui dans celles des zemindars ruinant les rayots. Observons aussi en passant que quelles que soient les victimes, c'est toujours le gouvernement anglais qui profite, recueillant d'abord les dépouilles des uns, puis les dépouilles des autres.

Nous avons vu que la première époque du système zemindari (de 1789 à 1799) avait suffi pour effectuer la destruction des hautes classes et des anciennes familles de l'Inde. L'époque suivante, jusqu'en 1830, devait consommer celle des classes moyennes. C'est encore un de ces faits qui trompent toutes les prévisions, puisque c'était le manœuvre qui devait être immolé et qui l'était bien effectivement. Mais cette curée même était un appât qui devait faire tomber dans le même piège tout ce qui restait de capitalistes. C'était la fausse lumière où tous les papillons dont l'aile était encore chargée d'un peu d'or devaient venir se brûler à leur tour. Effectivement, dès que l'on comprit les nouveaux pouvoirs que les modifications de 1799 accordaient aux zemindars, toute la classe moyenne un peu aisée que les catastrophes des premiers fermiers avaient tenue jusqu'alors à l'écart, avec l'ardente imagination de la race indienne et sa passion incorrigible pour les fortunes

rapides , se rua aveuglément sur les zemindaris qui se trouvaient presque toutes à vendre par expropriation forcée , et les acheta à la concurrence , à tout prix , croyant les convertir en mines d'or en exploitant et en rançonnant sans pitié le laboureur sans défense. Cette cupidité devait se déjouer elle-même. « Dans beaucoup d'endroits, et entre autres
« dans les environs de Bandah , disait Jacquemont
« (qui le tenait de M. Begbie , collecteur de ce
« district), il y a des terres affermées plus haut que
« la totalité de leur produit brut. Menacés de la
« prison s'ils ne payent à l'expiration de leur terme ,
« les fermiers qui ont souscrit ces conditions extra-
« vagantes dépouillent les malheureux manœuvres,
« empruntent de toutes parts pour satisfaire aux
« réclamations menaçantes du collecteur ; et quand
« leur crédit est épuisé , quand leurs paysans ne
« possèdent plus rien dont ils puissent les voler ,
« alors s'ouvre pour eux la prison d'où ils sortent
« dépouillés et dépossédés à leur tour.

« Cet état de choses peut durer quelques années,
« jusqu'à l'épuisement de tous les capitaux précédemment amassés par les natifs , après quoi le
« gouvernement perdra ses droits par nécessité et
« devra se résigner à une diminution considérable
« de ses revenus. »

Le terme que Jacquemont prévoyait (et il écrivait en 1830) était déjà arrivé. Dès cette époque , de

nouvelles sangsues sorties des dernières classes de la société, des banquiers de bas étage, des usuriers et autres gens peu scrupuleux sur les moyens de s'enrichir, se sont bien encore présentés pour affermer les terres; mais, effrayés de la ruine presque universelle de ceux qui les ont précédés, ils s'unissent pour faire la loi à la Compagnie et n'offrent des domaines que l'on remet en adjudication que le tiers du prix du dernier fermage. On pourrait croire que le peuple en général gagne à cette diminution, il n'en est rien : dans la plupart des provinces, la misère des travailleurs est descendue à un degré qui n'en admet pas de plus bas, et quant aux spéculateurs qui ont hérité du naufrage des deux premières races de zemindars, depuis dix, quinze, vingt ans qu'ils sont en possession des zemindaris, malgré les conditions stationnaires de leur fermage vis-à-vis du gouvernement et l'augmentation du prix de toutes les denrées, pas un n'a rien fait, non-seulement pour améliorer le sort du rayot, mais même pour consolider sa propre existence et préparer une position à sa famille. Pas un n'a fondé une fortune solide, honorable, indépendante d'un système de rapines et d'avanies pour lequel il n'a d'autre garantie d'avenir que la coupable indifférence du gouvernement de l'étranger. Leur revenu mal acquis se gaspille en orgies et en extravagances; pas un sur mille n'affiche même la prétention de ressentir le moindre intérêt

pour le bonheur du pays. Ce qui a fait commettre la grande erreur de confier ce bonheur en de pareilles mains, c'est qu'on a oublié que le peuple de l'Inde, même des plus hautes classes et des classes moyennes, n'était pas au niveau des populations éclairées et civilisées de l'Europe, qui souvent, presque toujours même, sont en avant de leurs gouvernements pour l'appréciation de leurs besoins et de leurs véritables intérêts. Le peuple de l'Inde, au contraire, est plusieurs siècles en arrière de ses maîtres, il en est encore à son enfance, et, comme un enfant, il s'est servi pour déchirer ses propres entrailles de l'instrument que, dans un moment de générosité on lui avait abandonné pour bâtir lui-même l'édifice de sa prospérité.

D'ailleurs, entre le pays et le zemindar apparent s'insinue encore toute une foule d'intermédiaires, qui se rejettent de l'un à l'autre la responsabilité de la misère publique, car le sous-fermage se complique, non à un degré, mais à quatre, à cinq, créant entre le véritable propriétaire de la terre, c'est-à-dire le gouvernement et le laboureur, une succession effrayante d'existences improductives, inutiles à l'un et à l'autre. Le peuple de l'Inde, mais surtout celui du Bengale, a de trop justes causes de regretter la bonté mal entendue de lord Cornwallis qui, en liant pour toujours les mains du gouvernement, a fixé sans espoir, sur des provinces déjà

démoralisées par des siècles d'anarchie, une taxation inégale, inintelligente et toujours oppressive. Tel est le système zemindari que chacun s'accorde à décrier, mais que le gouvernement anglais a déclaré sans remède. Il est, dit-on, funeste, il dévore le pays comme une plaie, mais il est irrévocable, parce qu'il est basé sur la sainteté des engagements. Sans nous arrêter à discuter la solidité ou la sincérité de cet argument, nous passerons à l'étude de l'impôt territorial dans les présidences de Madras et de Bombay, qui, tombées beaucoup plus tard sous l'*administration directe* de la Compagnie, avaient eu pour leur organisation l'avantage de l'expérience.

A Madras, quand en 1802 la Compagnie se saisit de l'administration judiciaire et fiscale de tout le Carnatique, on voulut d'abord y introduire le système adopté au Bengale, tel qu'il avait été corrigé par les amendements de 1799. Mais la question se trouvait ici beaucoup plus compliquée, et la même loi n'était plus universellement applicable, parce que les terres se trouvaient de natures fort diverses; assez d'attention n'avait pas été donnée à la différence de la constitution de la propriété et des tenures de terres dans l'un et dans l'autre pays. Là l'organisation sociale des zemindars s'était rencontrée toute faite, uniforme et universelle; ici, à l'exception des Circars du nord (où l'on trouvait encore quelques zemindars), elle était partout à faire. C'étaient ou

des chefs polygars à tenure militaire qui n'avaient jamais contribué que par des soldats , ou le village indien avec sa constitution républicaine ou communiste, en rapport direct avec les gouvernements mogols par ses propres chefs élus ou héréditaires. Cette dernière forme de relations avait quelque chose de libéral, un air d'ordre et de civilisation qui devait séduire tout d'abord un législateur anglais : cependant la crainte de rien entreprendre de neuf fit accepter partout le système qu'on trouva établi dans chaque localité. Dans les Circars du nord où l'on trouva des zemindars , dans certains fiefs militaires du midi de la province d'Arcot où l'on rencontra quelques polygars civilisés, on adopta avec ces deux classes de feudataires la taxation définitive et perpétuelle du Bengale , et les terres leur furent affermées en proportion de ce qu'elles avaient produit depuis treize ans. Ailleurs et partout où les circonstances le permirent , on fit des taxations par village au taux prévalant dans le pays.

Le chef du village était responsable de l'impôt qu'il répartissait entre les rayots au prorata des terres qu'ils avaient cultivées. La quotité de cet impôt est encore aujourd'hui déterminée de la manière suivante :

En prenant pour base la coutume des gouvernements indous, les cultivateurs ont droit à la moitié de la moisson de riz qui est le produit des pluies

périodiques ; ils ont droit aux deux tiers environ de celle-provenant des moyens artificiels d'arrosement. Tandis que la moisson est encore sur pied, la quantité des grains est examinée en présence des habitants et des employés du village : elle est estimée par des personnes étrangères à celui-ci, que l'habitude a rendues expertes à estimer le montant du produit d'une étendue de terre quelconque, et qui d'ailleurs sont aidées dans ce travail par la comparaison du produit de l'année avec celui des années précédentes, constaté par les registres du village. La part du gouvernement étant alors déterminée d'avance, elle est payée soit en nature, soit en argent. Des produits du jardinage dont la culture est plus dispendieuse et plus difficile, le gouvernement prend une plus petite partie (1).

Le second système présentait de grands avantages, mais il avait aussi ses inconvénients qu'on aperçut tout de suite ; les registres de perception abondaient en fraudes pratiquées par les chefs de village, tant aux dépens des rayots que de la Compagnie. On se pressa dès lors de l'abandonner : c'était pourtant le meilleur, et il fallut bien y revenir six ans après, en 1808.

Durant cet intervalle, on avait substitué un troi-

(1) Rapport du comité du parlement chargé en 1810 d'un examen sur les affaires de l'Inde.

sième système de l'invention de sir Thomas Munroe, qui l'avait essayé avec succès dans les provinces connues sous le nom de *ceded Districts*, et qui subsiste encore aujourd'hui dans cette localité. Le collecteur ou percepteur européen entraînait dans un engagement direct avec chacun des rayots ou petits fermiers compris dans les limites de sa collection. Comme ce système tendait à supprimer tous les profits que faisaient les tenanciers et les loueurs de terres, et par conséquent à éliminer toutes les existences improductives, il devait naturellement rencontrer beaucoup d'opposition. Une connaissance parfaite des langues du pays, un sentiment profond de ses devoirs, une immense activité de corps et d'esprit, étaient indispensables à un collecteur pour que les rayots pussent y trouver quelque bénéfice en même temps que la Compagnie par la suppression des profits intermédiaires. Mais l'expérience ne tarda pas à démontrer que ces qualités n'étaient point générales parmi les employés de la Compagnie, et dès lors de graves et nombreux inconvénients devaient résulter de ce système.

Dans toute organisation administrative où les employés avancent *nécessairement et quand même* à l'ancienneté, où le mérite et l'activité ne sont comptés pour rien dans l'importance des charges qu'on leur confie, ce mérite et cette activité ne se développeront pas, et les employés seront géné-

ralement au-dessous de leur mission. Mais dans ces cas, c'est-à-dire neuf sur dix, avec le système rayotwar, les rayots tombent nécessairement entre les mains d'une multitude de subalternes vampires qui tiennent les registres, fourmillent dans les bureaux du collecteur, l'accompagnent dans ses tournées et ne laissent rien arriver jusqu'à lui que par leur intermédiaire. Le système dégénère alors en une corruption effrayante où le fermier, pour obtenir le sol qui doit nourrir sa famille ou conserver celui qu'il a fertilisé, doit lutter de sacrifices avec des rivaux qui se renouvellent sans cesse pour assouvir l'insatiable cupidité de l'entourage du magistrat. Il n'y a pas de doute qu'avec des employés choisis, des administrateurs d'élite, ce système serait le meilleur; mais avec l'avancement *végétal*, si l'on peut s'exprimer ainsi, des employés civils, il est détestable, peut-être le plus nuisible de tous. En 1808, on en revint presque partout à la taxation par village, que l'on appliqua désormais exclusivement à toutes les nouvelles conquêtes.

Encore un mot sur ce sujet. Dans le système rayotwar, dit Montgomery-Martin, le gouvernement a fixé un maximum de fermage pour la meilleure terre, au delà duquel tout le profit doit être pour le cultivateur, et les collecteurs sont autorisés à accorder des remises pour les moments de détresse; mais il est rare, excepté dans les années extraordi-

naires, que le produit dépasse beaucoup le maximum, et quant aux remises elles dépendent, comme nous l'avons dit, presque toujours de l'entourage du collecteur, et cet entourage est toujours corrompu. Il s'ensuit donc que ces deux mesures, dont l'intention était charitable, profitent fort peu au cultivateur.

Si nous voulons savoir maintenant les limites respectives entre lesquelles s'étendent ces divers systèmes, nous les trouverons approximativement, ainsi qu'il suit, dans les derniers rapports officiels publiés par ordre du gouvernement.

1° « *Les provinces définitivement organisées sur le système zemindari* embrassent, sous la présidence du Bengale, une étendue de cent quarante-neuf mille sept cent quatre-vingt-deux milles carrés, comprenant la totalité du Bengale proprement dit et des provinces de Bahar et d'Orissa (à l'exception d'une partie du Cuttack). Ces districts représentent une population de trente-cinq millions cinq cent dix-huit mille six cent quarante-cinq âmes, payant un impôt fixé par la loi de 1830 (c'est-à-dire à l'époque des derniers renouvellements) à la somme de 3,247,085 livres sterling.

« Il faut y ajouter la province de Bénarès, d'une étendue de quatre mille six cents milles carrés, mais nous ne connaissons exactement ni le relevé de sa population ni celui de l'impôt.

« Sous la présidence de Madras , l'organisation zemindarie comprend à peu près la totalité des cinq Circars du nord, contigus à la frontière du Bengale, un tiers des districts de Salem et de Tchingliput, et une petite partie du district méridional d'Arcot (l'ancien territoire de la Compagnie dans le voisinage immédiat de Cuddalore). Ces provinces embrassent une superficie de quarante-neuf mille six cent sept milles carrés, représentant une population de trois millions cent quarante et un mille vingt et une âmes, payant un impôt perpétuel, fixé par la loi de 1830 à 851,400 livres sterling.

« Le système zemindari n'a jamais été appliqué à aucune partie des provinces sous la présidence de Bombay (1). »

2° *Le système d'imposition par village* s'étend sur la totalité des provinces du nord-ouest ou la présidence d'Agra ; la majeure partie de la présidence de Bombay ; les districts sur la Nerbuddah ; et enfin, dans la présidence de Madras, sur l'ancien royaume de Tanjaor, les nouvelles acquisitions de Coorg, Keurnoul, etc.

3° *Le système rayotwar* s'étend sur tout le reste des possessions directes de la présidence de Madras, savoir : les provinces de Bellary, Ghouty, Adony, Cuddapah ; les districts d'Arcot supérieur et infé-

(1) Montgomery Martin.

rieur, Salem, Dindigal, etc. ; et dans la présidence de Bombay, sur le pays méridional des Mahrattes, le district de Belgaum, une partie de la province de Bidjapour, etc.

Connaissant maintenant la triple organisation de l'impôt territorial, il nous importe d'en calculer le produit et d'apprécier si cette branche du revenu est en voie de progrès ou de décroissance.

Les comptes officiels publiés par ordre du gouvernement donnent pour le revenu territorial de la totalité de l'Inde anglaise, sous l'administration directe de la Compagnie :

Durant les 3 années 1831-1832	{	une moyenne annuelle de	12,628,841 L.
1832-1833			
1833-1834			

Durant les 3 années 1839-1840	{	la moyenne an- nuelle de	13,431,222 L.
1840-1841			
1841-1842			

La quotité du revenu de Bombay dans ce dernier chiffre présente une assez forte diminution, environ 30,000 livres sterling, tandis qu'il y a une augmentation considérable dans les revenus du Bengale et de Madras. L'augmentation pour le Bengale, de 1834 à 1842, est de 531,000 livres, pour Madras près de 500,000. Il ne faut pas en conclure qu'il y ait amélioration dans ces deux présidences

et dépérissement dans celle de Bombay ; c'est le contraire qui a lieu, et s'il y a progrès sous quelques rapports , c'est dans la présidence de Bombay qu'il faut les chercher. L'augmentation que nous signalons s'explique par d'autres causes : elle est due à plusieurs riches héritages échus durant cet intervalle à la Compagnie , à titre de représentant du Grand Mogol , par la mort de quelques petits princes dont les États ont été réunis à son territoire ; entre autres pour la présidence du Bengale, l'État de Sirdannah qui lui est revenu à la mort de la begum Somroo. A Madras, elle avait également ajouté à son domaine deux petites principautés fort riches dont elle avait déposé les souverains , savoir les États de Coorg et de Keurnoul.

Passons maintenant à la seconde branche du système général des revenus, les *tributs des peuples vassaux*.

1^o Quand nous considérerons plus tard le gouvernement de la Compagnie dans ses rapports avec les peuples vassaux , nous verrons qu'elle octroie à quelques-uns sa protection , se chargeant de leur défense, garantissant leur existence et l'intégrité de leur territoire moyennant des honoraires qu'elle reçoit sous le nom avoué de *tribut*.

2^o Elle prête fort obligeamment à d'autres des fractions de sa force armée pour les dispenser d'entretenir une milice et calmer toute inquiétude qu'ils

pourraient avoir sur une agression étrangère ou des révolutions intérieures. Dès lors il est tout naturel qu'elle demande d'être remboursée des dépenses de ses troupes. Ces frais reçoivent alors le nom de *subsides*.

3° Enfin, comme preuve d'attachement de quelques fidèles alliés et en retour de l'alliance offensive et défensive qu'elle a conclue avec eux, de la protection qu'elle s'engage à leur fournir envers et contre tous, elle leur demande d'entretenir une certaine quantité de troupes qu'elle puisse elle-même leur emprunter en ses propres besoins. C'est ce qu'on est convenu d'appeler des *contingents*.

Afin de pouvoir compter sur la discipline de ces contingents, elle fournit des officiers européens pour les commander; et pour assurer la régularité de leur solde, elle exige que cette solde soit versée à son trésor et répartie par son propre caissier. C'est une troisième espèce de tribut qui se déguise sous le nom de solde du contingent.

Les tributs réguliers et annuels se divisent donc en trois classes : 1° tributs proprement dits ; 2° subsides ; 3° solde des contingents. Comme c'est exactement la même chose sous trois noms différents, nous nous contenterons de donner leur somme approximative qui s'élève à 703,919 livres sterling.

En voici à peu près le tableau :

TRIBUTS RÉGULIERS.	Maïssore.	280,000 L
	Travancore.	90,000
	Cochin	28,000
	Jounhpour.	10,000
	Total.	408,000
	Subsides.	713,919
	Total général.	1,121,919 L.

SUBSIDES.	Nizam	300,000 L.
	Scindiah	102,419
	Aoude	30,000
	Bérar	80,000
	Baroda	15,000
	Jeypour.	75,000
	Divers petits États	111,500
	Total.	713,919 L.

Quant aux tributs irréguliers levés sous le moindre prétexte comme emprunts extraordinaires ; contributions de guerre ; souscriptions censées volontaires pour des églises chrétiennes, pour des établissements de charité ou d'utilité publique qui n'existent que sur le papier ou qui ne profitent qu'aux Européens ; pour des routes militaires et commerciales qui s'achèvent *quelquefois* ; pour réparations d'étangs qu'on ne répare jamais ; pour creuser des canaux qui restent toujours en projet, le chiffre en est énorme, mais le comité secret et le bureau de contrôle en ont seuls le secret ; nous n'avons donc pas

la prétention de le donner. Nous observons cependant que c'est une des plaies les plus saignantes de l'Inde, d'autant plus dangereuse qu'elle est cachée, qu'elle échappe à l'attention et par conséquent à l'indignation du monde. C'est par là que s'écoulent les dernières richesses des princes vassaux, les dernières ressources du pays.

Troisième branche de revenus.— *Monopoles.*— L'adoption de cette branche de revenus, odieuse sous bien des rapports, toujours injuste et souvent immorale, est, s'il faut en croire les Anglais, la conséquence forcée du malheureux arrangement par lequel la majeure partie des terres a été affermée à perpétuité au-dessous de sa valeur et par suite duquel l'État voit tarir la source la plus légitime des recettes nationales. Il est impossible, disent-ils, de suppléer à ce déficit par aucun impôt indirect; car c'est un fait singulier, les fermiers se laisseront emprisonner, ruiner; les paysans se laisseront dépouiller de leur dernier sac de grains, réduire à la famine sans murmurer tant qu'on ne réclamera d'eux que la rente de la terre, parce que cette rente se trouve dans leurs idées reçues de temps immémorial. Mais si le gouvernement essayait d'établir un impôt indirect nouveau, il éprouverait immédiatement une résistance armée. Le premier pas dans cette voie conduirait à la destruction. Cet argument ne manque pas de vérité; il ne restait donc, selon eux,

qu'à se tourner du côté des monopoles. Or il en existait deux autorisés par les anciennes coutumes et par l'exemple des gouvernements précédents, ceux du sel et de l'opium. C'était une mine à exploiter, une source abondante qu'on pouvait déverser dans les réservoirs épuisés du trésor public ; le gouvernement anglais ne manqua pas de s'en saisir et de les utiliser avec son habileté accoutumée.

Examinons-les successivement dans leur influence sur le bien-être populaire et dans leurs résultats financiers :

1° Le monopole du sel est surtout odieux comme une taxe personnelle qui s'appesantit au même degré sur le riche et le pauvre, qui ne regarde nullement les moyens et par conséquent les obligations de l'individu envers l'État, qui condamne enfin le natif indigent à des maladies cruelles, parce que cet article de consommation, devenu pour tous de première nécessité, est mis dans certains cas au delà de sa portée. Toutefois cet abus n'est point, comme nous l'avons dit, d'introduction européenne. Sous le gouvernement des princes indigènes et mogols, le monopole du sel existait déjà et était vendu à des spéculateurs par l'administration publique. Il fut trouvé tout établi par la Compagnie qui s'en empara, et au lieu de le vendre l'affirma d'abord par baux de cinq années, jusqu'en 1780, quand Warren Hastings retint définitivement les salines entre les mains du

gouvernement. Des employés de la Compagnie furent alors chargés de confectionner le sel ; le prix en était fixé pour l'année par le gouverneur général en conseil ; ensuite il était livré à la consommation. Depuis l'administration de lord Cornwallis, au lieu d'établir d'abord un prix uniforme pour la quantité qui doit être livrée dans l'année, on le vend sur les différents marchés des provinces par petites quantités et aux enchères. Il fournit (déduction faite des dépenses de facture, des douanes, etc.) un revenu dont la moyenne est un million sterling.

2° Le monopole de l'opium est aussi d'origine asiatique ; il existait sous les gouvernements indigènes et mogols. Les cultivateurs étaient forcés de fournir cet article de consommation à un taux très-bas ; le gouvernement en disposait ensuite aux enchères publiques. Le système est encore à peu près le même : si le cultivateur n'est plus forcé, à la lettre, de couvrir son champ de pavots au lieu de céréales, il ne peut résister à l'influence secrète du collecteur qui a mille moyens de lui nuire et même de le ruiner, auquel il est enjoint d'employer rigoureusement tous ces moyens en cas de résistance et dont les agents le pressent et l'intimident. On laissera de l'argent dans sa hutte, durant son absence, et on le représentera au collecteur comme ayant accepté un engagement volontaire. Du moment enfin que le rayot s'adonne à ce genre de produit, l'État,

se trouvant seul acquéreur, peut lui dicter le prix qui lui convient selon ses besoins ou son avarice. Si le prix de facture est moins élevé, le gouvernement gagnera plus à la vente, et plus le laboureur sera pauvre, moins la main-d'œuvre sera chère. Ainsi de toutes manières, l'intérêt de la Compagnie est de ne laisser au manœuvre que de quoi subsister. La culture de l'opium ne peut donc manquer d'exercer l'influence la plus désastreuse sur le bonheur de ses sujets.

Les trois grands districts de l'Inde où le pavot se cultive sont : le Malwa, Patna ou Bahar et Bénarès. Dans ces deux derniers, qui se trouvent circonscrits dans le territoire de la Compagnie, elle possède le monopole de l'opium. Malwa étant hors de son domaine, ses opiums lui échappent. Leur culture étant libre, ils sont aussi les meilleurs et beaucoup plus estimés ; ils s'écoulent par la voie de Bombay. Pour maintenir la concurrence en faveur de ceux de Bénarès et de Patna, qui s'écoulent par Calcutta, il a fallu frapper ceux du Malwa d'un droit d'importation de 125 roupies par caisse, ce qui en élève le prix sur la place de Bombay entre 400 et 500 roupies.

L'opium de Patna, et de Bénarès est préparé pour le commerce en petits gâteaux, celui de Malwa en boules de la grosseur d'un boulet de 32. Le poids des caisses de Malwa est d'environ 60 kilogrammes ; celui des caisses de Patna et de Bénarès générale-

ment 52 ou 53 ; mais dans ces dernières il y a de grandes variations , et l'opium de Patna est préféré à celui de Bénarès.

Transportée sur la côte de Chine , la caisse de Malwa se vend ordinairement de 700 à 800 dollars, et durant la dernière guerre, une cargaison a atteint le prix extraordinaire de 1,200 dollars. Calculant la roupie d'argent à sa valeur intrinsèque (2 fr. 50 cent.), et de même le dollar à 5 fr. 42 cent., on voit que la caisse d'opium de Malwa , achetée de 1,000 à 1,250 fr. à Bombay (après avoir acquitté un droit de 312 fr. 50 cent. à la Compagnie), se vend sur la côte de Chine de 3,700 à 4,750 francs, c'est-à-dire à environ 300 p. $\%$ de bénéfice. L'opium de la Compagnie donne à peu près le même résultat comparativement au prix d'achat à Calcutta.

Si l'on compare maintenant le prix de facture de l'opium avec celui qu'il réalise aux enchères , on ne sera plus étonné de l'opiniâtreté avec laquelle le gouvernement anglais défend ce monopole, et de sa détermination de braver l'opinion du monde et toutes les considérations morales en portant la guerre en Chine , plutôt que de renoncer à une exploitation aussi lucrative.

Je trouve dans les documents officiels pour le commencement de l'année 1843 le détail suivant : première vente publique de la récolte de 1842 , le 2 janv. 1843 ,

3,465 caiss. de Patna à env. 1,456 r.	1,045,300
1,500 . . . de Bénarès à 1,283	5,924,775

tot. 4,965 caisses, à un total de . . .	6,970,075
c'est-à-dire env. 70 lacks de roup. ou	700,000
Prix de facture	200,000

Bénéfice net pour le gouvernement 500,000 roupies ou un demi-million sterling.

La seconde vente de 1,800 caisses, le 6 janvier 1843, donne des résultats exactement analogues, c'est-à-dire que le bénéfice net est au produit des enchères comme 5 est à 7; quelquefois il est plus élevé encore; ainsi, au moment où j'écris, je vois par les nouvelles de Calcutta du mois de juin 1843, que les dernières caisses se sont vendues jusqu'à 1,475 roupies pour le Patna et 1,340 pour le Bénarès.

On conçoit que de pareils bénéfices ne pouvaient manquer d'éveiller la cupidité du gouvernement en même temps que celle des spéculateurs. Effectivement, à mesure que l'équilibre s'est sensiblement dérangé entre les recettes et les dépenses, que les sources du commerce légitime se sont taries, qu'on s'est aperçu que l'accroissement du revenu ne répondait plus à l'accroissement du territoire, le gouvernement local s'est efforcé de donner un développement toujours croissant à un monopole aussi pro-

ductif, jusqu'à ce qu'enfin il a atteint aujourd'hui un chiffre effrayant sur le maintien duquel repose la solvabilité du gouvernement anglais de l'Inde, et auquel aucune autre branche de revenu dans le pays ne peut plus suppléer.

On trouvera peut-être intéressant d'examiner les développements successifs de l'exportation de cette drogue pernicieuse dans le tableau suivant signé de Thomson *East India house*.

« Valeurs des cargaisons d'opium introduites à
« Canton et à Macao, et venant des différents ports
« de l'Inde (valeurs indiennes).

En 1817—1818 livres sterling .	737,775
1818—1819	1,098,250
1819—1820	1,116,000
1825—1826	2,445,625
1827—1828	2,810,874
1839—1840	4,000,000

Durant la guerre de Chine, l'exportation, devenant plus hasardeuse, avait diminué; mais dès 1842, nous la retrouvons la même qu'en 1839.

1842. 4,000,000

Et elle s'accroîtra encore nécessairement.

Le bénéfice net pour la Compagnie sur ce monopole s'élevait en 1840, et s'élèvera encore en 1843, à plus de 2,000,000 de livres sterling, ou 50,000,000 de francs, c'est-à-dire au moins 1,900,000 livres sur le produit des enchères, et environ 100,000

sur les droits d'importation de l'opium du Malwa.

Quatrième branche de revenus. *Système douanier*. Cette classe de revenus provient comme chez nous des droits levés sur l'importation et l'exportation des marchandises, sur le cabotage et la navigation. Aucune branche de revenus dans l'Inde, entre les mains d'un gouvernement sage ou libéral ou même communément éclairé sur ses propres intérêts, ne devrait être plus féconde : le développement qu'elle pourrait atteindre même aujourd'hui est incalculable, et pourtant elle s'étiole et s'appauvrit de jour en jour. Il en faut chercher la cause dans la persévérante iniquité, le monstrueux égoïsme de l'Angleterre dont le parlement, pour satisfaire à la cupidité de ses manufacturiers, rend des lois qui obligent ses sujets indiens à recevoir dans leurs ports, depuis un demi-siècle, les produits anglais à un droit presque nominal de 2 ou 3 p^o 10, tandis que les objets manufacturés par ces mêmes sujets indiens sont accueillis dans les ports de la Grande-Bretagne par des droits *depuis trente jusqu'à mille pour cent !*

Même les produits bruts qu'un sol fertile et une nature généreuse accordent avec profusion au labeur de l'agriculteur indou, qui suffiraient à eux seuls pour fournir à *tous les besoins de l'Europe*, pour enrichir à la fois la colonie et la métropole, sont repoussés, presque prohibés, pour faire place sur les marchés de l'Angleterre aux productions de colonies

plus favorisées. Pour protéger le fermier qui émigre au Canada, le blé de l'Inde se voit frappé d'un droit de trente pour cent. Pour satisfaire aux exigences et gorger l'avarice des colons anglais des Antilles, le café, le coton, la laine, le teck, la graine de lin, la soie, la cochenille de Calcutta, de Madras et de Bombay, doivent payer cent, deux cents, trois cents pour cent ; enfin le tabac, une des plus riches récoltes de l'Inde, est imposé au delà de trois mille pour cent ; c'est-à-dire que, pendant qu'on oblige l'Indien à nourrir l'industrie anglaise en acceptant ses produits, on refuse tout débouché à la sienne. C'est un habile ouvrier, un patient agriculteur, un tisserand consommé, auquel on interdit le travail, et qui, n'ayant pas d'autres ressources, se voit condamné à mourir de faim. En vain Montgomery-Martin s'épuise chaque année à crier à ce gouvernement stupide dans sa cruauté : « Comment voulez-vous qu'un pays auquel vous ne voulez rien acheter, pour lequel vous ne voulez rien vendre, et à qui vous interdisez tout commerce étranger par des droits d'exportation dans ses propres ports, puisse absorber les produits de vos propres manufactures ? Vous lui avez pris l'argent qu'il avait, vous ne lui permettez pas d'en gagner d'autre, et vous espérez qu'il vous achètera vos produits ! Mais c'est plus qu'un crime que vous commettez ; c'est une faute, c'est une absurdité. » Est-il étonnant qu'avec un pa-

reil système l'Angleterre ait ruiné l'Inde sans s'enrichir elle-même ? qu'elle voit chaque année des milliers de lieues carrées ajoutées à son territoire , des millions d'habitants augmenter le nombre de ses esclaves, et cependant le commerce, la navigation , le revenu de l'Inde rester stationnaires ou dépérir ?

1° Si nous fouillons les annales du commerce de l'Inde depuis trente ans, nous trouvons qu'à l'exception de l'opium, il n'y a pas une branche qui ne soit en souffrance, qui n'éprouve une diminution alarmante et progressive. Prenons, je suppose, deux époques à dix années d'intervalle ; par exemple , d'une part 1825-1826, et de l'autre, 1835-36 , et comparons le chiffre de leurs exportations.

	1825-1826.	1835-1836.
Cotons manufac-		
turés pour. . .	967,685 r.	82,151 r.
Châles. . . .	218,846	76,698
Indigo. . . .	24,270,499	19,443,909
Soie.	15,670,509	11,034,047

Enfin, bien que l'exportation de l'opium ait doublé dans cet intervalle et se soit accrue de 20 millions de roupies , il y a encore , sur la *somme totale des exportations* pour ces deux époques , une diminution de 3 millions de roupies.

2° Si nous comparons maintenant les importations de toutes espèces et de tous pays, dans l'Inde ,

durant deux périodes de dix années chacune , nous trouvons (1) :

De 1816 à 1825, import. . . .	916,220,850 r.
De 1826 à 1835.	798,072,892

C'est-à-dire, sur les importations
de dix années , une diminution

de. 118,147,958

3^o Si nous passons à l'article de la navigation , nous trouvons , en comparant *deux périodes de dix-sept années*, pour le tonnage de toutes les nations entrant au port de Calcutta :

De 1802 à 1818.	2,632,653 tonneaux.
De 1819 à 1835.	2,440,471

Diminution. 192,182

C'est-à-dire que sur la dernière période de dix-sept années la navigation a diminué d'environ deux cent mille tonneaux. A Madras , de 1830 à 1835, la diminution a été de vingt-six mille huit cent trente tonneaux. Ce n'est qu'à Bombay qu'il y a eu une légère augmentation de sept mille trois cent quarante et un tonneaux dans la même période de cinq ans.

Enfin, nous ne pouvons résister à la tentation de faire un rapprochement plus intéressant encore (2),

(1) Montgomery-Martin, *Colonial Magazine*.

(2) *Ibid.*

à trente ans d'intervalle entre les années 1805 et 1835. En 1805, la Compagnie ne possédait que trente-sept millions de sujets qui exportaient du surplus de leur travail :

En produits bruts pour. . . 15,047,988 r.

En objets manufacturés, pour 11,849,670

Total. . . 24,897,658

En 1835, elle avait cent millions de sujets qui exportaient du surplus de leur travail, en produits bruts, pour. . . 18,061,647 r.

En objets manufacturés. . . 4,502,362

Total. . . 22,564,009

C'est-à-dire que les cent millions de sujets d'aujourd'hui, sur un territoire proportionné à cette augmentation, exportent pour 2,333,649 roupies en moins que les trente-sept millions de 1805 (1).

Si nous observons maintenant les résultats de la politique commerciale des Anglais, par rapport à leurs propres manufactures, nous trouvons que, malgré tous les éléments de richesse que possède la colonie, la population n'a pas le moyen de consommer, par individu, pour plus de 12 *sous par an*

(1) Nous ne comptons à l'une et l'autre époque ni la quantité d'opium ni la quantité d'indigo manufacturées sur des capitaux européens par les employés du gouvernement ou les colons européens. Nous nous occupons ici exclusivement des produits et des productions indigènes.

(6 pence) des produits manufacturés de l'Europe ; tandis que la plus pauvre des autres colonies anglaises, les Barbades, Demerara ou Berbice, consomme une moyenne d'au moins cent francs par tête. « En vérité, en vérité, » dit Montgomery-Martin, le Jérémie du système colonial de l'Angleterre dans l'Inde, « vous n'auriez jamais osé agir avec la même tyrannie et la même injustice envers toute autre race dans le monde ! et pourtant il n'y en a pas une plus douce et plus paisible, plus frugale et plus honnête, plus adroite, plus persévérante, plus industrielle et plus apte au négoce. » Si les leçons de l'expérience servaient à quelque chose en politique, celle-ci devrait servir aux peuples sur la politique de l'Angleterre et ses traités de commerce qui se réduisent généralement à cette simple expression : *à moi tous les profits, à vous toutes les pertes*. Le Portugal l'a déjà éprouvé, l'Espagne le saura peut-être bientôt.

Nous ne nous étendrons pas plus longtemps sur ce sujet ; nous en avons assez dit pour établir qu'il y a une diminution générale et progressive dans toutes les branches du revenu douanier. En 1842, il s'élevait encore à un produit net de 350,000 livres sterling.

Revenu général. — Si nous voulons enfin avoir une idée approximative du *produit moyen* de tous les départements du revenu de l'Inde, pris ensem-

ble, nous l'obtiendrons en comparant les moyennes de plusieurs époques récentes. D'après les derniers documents officiels publiés par ordre du parlement, nous trouvons pour la totalité du revenu sur les trois années 1832, 1833, 1834, une moyenne de 20,837,774 livres sterling, et pour les trois années 1840, 1841, 1842, une moyenne de 21,239,417 liv. sterl. Mais il faut observer que durant ces trois dernières années le monopôle de l'opium n'avait point fourni tout le revenu qu'on pouvait en attendre, à cause de la guerre avec la Chine. Maintenant que ce revenu vient de reprendre son équilibre et sa progression ascendante, nous pouvons compter, pour l'année 1843 et les années suivantes, sur un revenu général dont la moyenne sera à peu près 22,000,000 sterling.

Dépenses. — Après la question des revenus de la Compagnie, celle qui se présente le plus naturellement à l'esprit est celle de ses dépenses; et ces deux questions résolues nous aideront à déterminer l'état de ses affaires ou la statistique de ses finances.

Les dépenses se divisent en deux cahiers, l'un pour l'Europe, l'autre pour l'Inde; c'est-à-dire en sommes déboursées en Angleterre et en sommes déboursées dans la colonie. Les unes et les autres sont payées exclusivement par le peuple de l'Inde. Les dépenses en Europe sont pour l'administration ci-

vile et pour l'administration militaire. Quelques-unes sont assez curieuses ; il conviendra de les énumérer.

1° Voyons d'abord les *dépenses civiles*. Nous avons dit que le gouvernement de la Grande-Bretagne, tout en s'appropriant les possessions territoriales de la Compagnie dans l'Inde, ne s'était pas trouvé en fonds pour rembourser le capital originairement employé par les actionnaires à la conquête de ce pays. Ne se souciant pas non plus de payer l'intérêt de ce capital, surtout au taux qu'on lui avait permis d'atteindre (10 1/2 p. ^o/o), il trouva plus simple de s'en décharger sur le peuple de l'Inde. On lui imposa d'acquitter cette rente sur ses contributions avant toute autre dépense.

1° Ce dividende, comme on l'appelle,	
se monte à.	L. 632,558
2° Viennent ensuite les honoraires	
de la cour des directeurs . . .	7,588
3° Les frais de représentation, d'office et de bureaux de cette	
cour.	107,559
4° Le bureau de contrôle, avec ses	
secrétaires, commissaires, etc.	24,716
5° Les frais de l'ambassade anglaise	
à la cour de Perse	12,000
6° Une part dans les dépenses de	
l'ambassade en Chine . . .	4,117
A reporter.	788,538

Report.	L. 788,538
7° Contributions pour le service des paquebots de la Méditerranée	5,000
8° Dépenses du collège d'Haylebury pour l'éducation des employés civils	10,232
9° Intérêt d'une dette contractée en Angleterre par la Compagnie.	52,000
10° Passage à bord de vaisseau et équipement des gouverneurs, juges, évêques.	20,000
11° Pensions viagères des employés civils retraités	126,000
12° Déboursments d'après les ordres du comité secret	53,000
13° Solde de différents services, entre- tien des magasins, bâtimens.	589,210

Toutes ces dépenses réunies don-
nent un premier total de . . 1,643,980

2° *Dépenses de l'administration militaire.* — Ces
dépenses sont :

- 1° Au ministère de la guerre, pour
différents remboursements à
compte des troupes de la reine
employées dans l'Inde, tels que
traitemens de généraux titu-

lares de régiments, frais d'habillement, recrutement, etc.	L 420,000
2° Solde d'officiers en congé ou en disponibilité.	489,500
3° Pensions et retraites d'officiers de la Compagnie	60,000
4° Frais de recrutement de ses propres troupes européennes et école militaire d'Addiscombe.	25,000
5° Pensions et retraites sur le capital de lord Clive	50,000
6° Hôpital des fous en Angleterre .	5,000
7° Pensions et retraites de vieux soldats et de vieux matelots . .	250,000
8° Munitions et provisions de guerre exportées dans l'Inde . . .	549,000
9° Construction et armement de bateaux à vapeur	165,000
10° D'autres dépenses trop longues à rapporter	186,500
Toutes ces dépenses réunies donnent un deuxième total de . .	2,000,000

Ajoutant cette somme à celle des dépenses civiles, nous trouvons enfin, pour le grand total des dépenses défrayées annuellement en Angleterre sur les impôts de l'Inde. . . . 5,643,980 liv. sterl.

Ce chiffre est à peu près invariable. Celui des

dépenses dans l'Inde , au contraire , est affecté par une infinité de circonstances qui peuvent l'augmenter ou le diminuer , telles que la paix ou la guerre , l'accroissement ou la diminution de la force armée , le nombre plus ou moins considérable d'employés civils et militaires exigés par le développement du territoire et les besoins de la politique , enfin les calamités publiques , une peste , une famine , etc. Nous pourrions cependant obtenir une approximation assez correcte de la moyenne générale des dépenses pour l'empire actuel , borné par le Sutledge et l'Indus , c'est-à-dire rentré à peu près dans ses anciennes limites , en comparant les données successives des dernières années , avant et pendant la guerre , et en en déduisant la moyenne des temps ordinaires.

Avant les guerres de Chine et d'Afghanistan pour l'année finissant le 1^{er} mai 1837 , les dépenses de l'Inde s'élevaient à 16,107,796 liv. sterl. Cette somme comprenait l'intérêt de la dette publique (payable dans l'Inde) de 1,846,457 liv. et, ajoutée au chiffre des dépenses en Angleterre , donnait pour la dépense totale de l'année finissant le 1^{er} mai 1837 une somme de. 19,751,776 l.

Deux ans plus tard , au commencement de la guerre d'Afghanistan , elle s'élevait pour l'année finissant le 1^{er} mai 1839 à . . . 21,318,227 l.

le 1 ^{er} mai 1840 à . .	23,085,586
le 1 ^{er} mai 1841 à . .	23,283,507
le 1 ^{er} mai 1842 à . .	25,739,417

Maintenant si l'on suppose que les grandes guerres et les expéditions lointaines soient terminées, le chiffre des dépenses devra se fondre graduellement, jusqu'à ce qu'il revienne dans quelques années à la moyenne proportionnée au territoire actuel, c'est-à-dire 20,500,000 livres sterling. Il resterait alors pour amortir la dette (sauf le cas de nouvelles guerres ou d'un dépérissement progressif dans le commerce) un bénéfice annuel d'environ 1,500,000 livres.

Résumé de la position financière. — On entend généralement par les finances d'un État la situation du compte courant entre ses recettes et ses dépenses, ses fonds disponibles, sa dette et son crédit. Où en sont les finances de la Compagnie?

Quand le 1^{er} mai 1834 la Compagnie reprit la direction des affaires de l'Inde pour le compte de l'Angleterre, son administration financière se trouvait grevée d'une dette de 34,280,269 livres sterling, portant un intérêt de 1,846,457 livres.

A la fin de la 1^{re} année de sa gestion,

Le 1 ^{er} mai 1835,	
elle trouva un déficit de	194,477 L.
L'année suivante	
(1836) lui donna	
au contraire un	
surplus de. . .	1,441,513

	Report.	194,477 L.
Le 1 ^{er} mai 1837, nouveau surplus de	1,248,224	
Le 1 ^{er} mai 1838, à cause des prépa- ratifs de guerre, un surplus beau- coup moindre. .	780,318	
Le 1 ^{er} mai 1839, un renouvellement de.	Déficit	318,227
Le 1 ^{er} mai 1840. .	Déficit croissant . .	1,846,069
Total du surplus	3,470,035	De déficit. 2,358,773 L.
Déduisez	2,358,773	
Reste.	1,111,262 L.	

La balance du compte courant de la Compagnie lui laissait donc au 1^{er} mai 1840 un surplus de 1,111,282 livres.

Durant ces six années, la Compagnie s'était aussi employée à réaliser une portion des valeurs commerciales qu'elle avait transférées à la couronne, et en avait appliqué le produit à racheter une portion de la dette anglo-indienne (tout ce qui portait un intérêt de 6 p. % et au delà) ou à la convertir en 4 p. %, de sorte que cette dette se trouvait réduite le 1^{er} mai 1840 à 30,703,776 l.

Mais il lui restait en outre sur le produit non encore employé de ces valeurs commerciales un trésor de. 9,464,875 l.

Si l'on y ajoute le surplus de son administration gouvernementale. . 1,111,282

On voit qu'elle avait, le 1^{er} mai 1840, un fonds disponible de. . 10,576,157

Le 1^{er} mai 1841 donna un nouveau déficit de. . 2,044,090 l.

Le 1^{er} mai 1842 de même un déficit de. 2,500,000

Enfin le 1^{er} mai 1843 encore un déficit d'environ. . 2,500,000

Déficit total sur les trois années. . 7,044,090 l.

Si l'on eût acquitté ce déficit sur les fonds qu'on avait en caisse. 10,576,157

Le trésor se serait trouvé réduit à. 3,532,067

Mais la Compagnie des Indes avait trop de prudence pour se laisser sans ressources et sans fonds de réserve devant une position qui devenait de jour en jour plus critique. Elle se hâta donc d'ouvrir dès 1841 un emprunt à 5 p. % qui jusqu'au 1^{er} mai 1843, où l'on s'est proposé de le fermer, produisit exactement 5,000,000 de livres sterling.

Voici donc la position financière de la Compagnie au 1^{er} mai 1843. Elle se trouve avec une bourse de 8,532,067 livres sterling en réserve et en aide de son revenu, et en même temps une dette publique de 35,705,776 livres sterling.

Maintenant cette dette est-elle de nature à l'inquiéter ? Son crédit en est-il ébranlé ? Si pour faire face à de nouvelles dépenses elle avait à ouvrir de nouveaux emprunts, trouverait-elle plus de difficulté qu'autrefois à les remplir ?

Je répondrai à ces questions en mettant en regard le passé et le présent, et d'abord en plaçant sous les yeux de mes lecteurs une table assez curieuse du taux de l'emprunt que la Compagnie s'est vue obligée d'accepter à différentes époques, et notamment pendant la brillante et victorieuse administration de lord Wellesley.

La voici. L'État empruntait en 1798 à 12 p. %	
	en 1799 à 11
	en 1800 à 9
	en 1801 à 11 1/2
	en 1802 à 10
	en 1803 à 8
	en 1804 à 8
	en 1805 à 9

Durant une grande partie de cette période, tout le service civil et même l'armée voyaient leur solde ou leur traitement arriéré de plusieurs mois, quel-

quefois même de plus d'une année. On peut juger de la détresse que subissaient alors les finances par ce fragment d'une lettre de M. Webb, le célèbre secrétaire du gouvernement de Madras.

« A présent, écrivait-il au gouvernement du Bengale, le crédit de la Compagnie est tombé si bas que son papier à 8 p. % ne se place qu'à une perte de 18 et 20 p. %, et telle est la rareté de l'argent que même les obligations à 12 p. % ne circulent que moyennant 4 p. % d'escompte. Tous les moyens imaginables ont été tentés en vain pour obtenir de l'argent dans cette présidence ; notre seul espoir est dans l'assistance du Bengale. » Que l'on compare cette attitude humiliante avec celle d'aujourd'hui, que l'on compare même la situation de la dette indienne actuelle avec ce qu'elle était à des époques encore plus récentes sous le point de vue essentiel du taux de la rente, et l'on jugera si la Compagnie est au bout de ses ressources et de son crédit, ou sur le point de se déclarer en faillite comme on serait disposé à le croire en France.

Dans les documents officiels publiés par ordre du parlement, le 12 août 1842, nous trouvons aux époques suivantes :

	Pour la dette, l'int. de la dette et le taux moy.		
1809—1810	23,528,441	1,855,423	7,80 p. %
1819—1820	29,014,808	1,755,173	6

Pour la dette, l'int. de la dette et le taux moy.

1829—1830	34,280,269	1,846,457	5,35p. %
1839—1840 (1)	30,703,776	1,447,453	4,70

En les comparant avec

1843	35,703,776	1,697,753	4,75
------	------------	-----------	------

il paraîtra que, bien que la dette ait augmenté de plus de 12 millions de liv. sterl. depuis 1810, l'intérêt, c'est-à-dire le fardeau de cette dette, a considérablement diminué; enfin le chiffre qui exprime le taux moyen des emprunts démontre une facilité à emprunter qui est à peine surpassée en France.

Ce que nous venons de dire de la situation des fonds publics dans l'Inde et de la facilité que le gouvernement anglo-indien éprouve à négocier ses emprunts est d'autant plus extraordinaire, qu'à l'époque même où le dernier emprunt se remplissait à 5 p. %, les deux banques de Calcutta se refusaient à escompter les meilleurs billets dans le commerce, des maisons même les mieux accréditées, et n'ayant que trois mois à courir, à moins d'un escompte de 8 ou 10 p. %. Ce fait prouve clairement et incontestablement deux choses : 1^o la rareté de l'argent dans le pays; 2^o et par conséquent l'*excellence du crédit* de la Compagnie, puisqu'il obtient une préférence si prononcée et si décisive sur le crédit particulier.

(1) Ces deux derniers chiffres comprennent un emprunt de 12 millions à 4 p. %.

CHAPITRE V.

Relations de la Compagnie avec ses sujets indirects. — Système politique. — Y a-t-il des États indépendants dans les limites de la péninsule indoustane ? — Les Afghans et les Birmans. — Division des princes vassaux en quatre classes. — Première classe : Le souverain du Punjab. — Destruction des familles de Runjit-Sing et de Shere-Sing. — Événements de septembre 1843. — Situation actuelle ; solution probable.

Nous avons examiné dans les chapitres précédents le mode d'action de la Compagnie sur ses sujets directs. Il nous reste maintenant à observer ce gouvernement dans son action politique sur ses sujets indirects, c'est-à-dire les États alliés, vassaux et tributaires.

La politique des Anglais dans l'Inde a toujours suivi une marche uniforme qui de tous les points de départ les a toujours amenés au même but : c'était d'abord de persuader aux princes indigènes d'accepter l'appui de leurs troupes contre la turbulence de leurs propres sujets ou les invasions de l'étranger. Les princes y trouvant leur avantage personnel, impunité pour leurs vices et leur tyrannie, stabilité et sécurité sur le trône, s'engageaient sans trop de répugnance à pourvoir à la solde et à l'entretien de la *force subsidiaire*. Le chiffre de cette force ne

pouvait manquer de s'accroître en raison des circonstances qui le rendaient toujours nécessaire; car le prince ou son gouvernement, n'ayant plus rien à craindre de ses sujets, n'avait aucun intérêt à les ménager. En raison de cette augmentation les troupes nationales étaient licenciées. Un moment venait toujours de la sorte où la force militaire de ces gouvernements se trouvait tout entière dans les mains des Anglais. Mais en même temps que les troupes auxiliaires augmentaient, grâce à la mauvaise administration des gouvernements indigènes, la solde de ces troupes demeurait de plus en plus en arrière; la dette envers la Compagnie grandissait donc dans la même proportion. Dans le but d'assurer le paiement de cette dette, les princes durent alors faire des *concessions de territoire* qui ne pouvaient non plus manquer de s'étendre. Souvent aussi, comme le vizir ou roi d'Aoude, ils durent prendre en outre le parti d'abandonner aux Anglais une partie du pouvoir civil comme moyen d'assurer la collection des revenus. De ces deux genres de concessions naissait toujours la même tendance générale et progressive à dépouiller à la longue les princes indigènes de leur pouvoir civil et administratif, comme ils s'étaient déjà laissé déponiller de leur pouvoir militaire. L'introduction de toute force auxiliaire au service d'un prince indigène, après l'avoir fait passer successivement par ces degrés divers de dépendance,

le conduisait invariablement dans tous les cas au même terme, la *nullité politique*, position qu'il léguait à ses enfants et qui devenait plus servile à chaque génération jusqu'à l'anéantissement de la dynastie.

Les Anglais, s'étant assurés par l'expérience que ce système d'envahissement était régulier dans son cours et certain dans ses résultats, n'ont pas manqué d'y recourir dans tous les cas qui se sont présentés depuis quarante ans. Toutes les fois donc qu'ils ont convoité une nouvelle province, au lieu de l'occuper tout d'abord par la conquête et dans sa totalité, ce qui aurait exigé des efforts et des dépenses et aurait jeté l'alarme dans les pays voisins, ils se sont contentés d'imposer au gouvernement indigène *leur alliance* et *une force subsidiaire* qu'il fallait payer, ce qui constituait *un tribut*. C'était un principe, un élément de destruction qu'ils lui attachaient comme le mineur qu'on attache aux remparts d'une ville assiégée. Puis avec un oubli apparent, une modération et une indifférence affectées, ils en attendaient patiemment l'effet. Ils savaient que les difficultés provenant du recouvrement de ce tribut les initieraient peu à peu à l'administration de la province jusqu'à ce qu'elle finit par passer tout entière dans leurs mains. Ce système avait encore un autre avantage pour un gouvernement éminemment machiavélique. Dans toutes ses phases, il pré-

tait toujours un voile à son ambition ; tout en dépouillant un prince on avait l'air de lui rendre service ; on le délivrait à la fin d'une administration qui lui était devenue onéreuse : c'était l'obligeance de l'usurier qui s'engage à payer vos dettes en prenant vos propriétés.

Aujourd'hui chacun des gouvernements indigènes qui subsistent encore, petit ou grand, libre ou asservi, a toujours au cœur de sa capitale, à la porte du palais du prince, au milieu de sa vie intime, son germe de destruction, son ver rongeur, semé ou attaché, comme nous l'avons expliqué, par la politique anglaise, et se révélant sous la forme d'un envoyé du gouverneur général, d'un chargé d'affaires ou d'un résident avec son cortège ordinaire, une force subsidiaire ou simplement *une escorte*. Ce résident remplit quelquefois, comme encore aujourd'hui celui d'Ava, de Lahore ou du Nepaul, des fonctions purement diplomatiques ; mais le plus souvent et partout ailleurs, il exerce sur le prince soumis à sa tutelle une autorité d'abord soigneusement dissimulée, mais dont le voile devient de jour en jour plus transparent. C'est quelque chose entre l'ordre et le conseil : conseil s'il est accepté, ordre s'il y a résistance.

Ces résidents ou envoyés, malgré leur nombre, correspondent tous par voie directe ou indirecte avec le secrétaire du conseil suprême pour les af-

faïres politiques. Ils ne doivent pas se contenter de transmettre des rapports sur les sujets qu'ils jugent importants ; mais il leur faut rédiger un journal suivi de leurs démarches quotidiennes, des plus petits événements qui se passent autour d'eux , de leurs entrevues tant avec la cour qu'avec les particuliers qui en ont l'entrée , faisant connaître tous les personnages avec lesquels ils ont communiqué, la nature et le sujet de la conférence.

Ceux dont les charges sont les plus importantes et ceux qui , comme l'envoyé dans le Rajpoutana, ont plusieurs employés subalternes, demeurant chacun à la cour de quelque petit prince dans leur rayon et relevant d'un même système politique, correspondent directement avec le gouvernement suprême. Les autres sont soumis aux ordres du gouverneur de la présidence dont leurs postes dépendent, lequel doit toutefois transmettre leurs rapports au gouverneur général, sans y rien changer, mais en y ajoutant, si bon lui semble, ses commentaires et son opinion sur toutes les questions importantes. De cette manière une chaîne de communications non interrompues relie le plus humble fonctionnaire employé dans la diplomatie (et il s'en trouve partout où leurs services peuvent être utiles) avec le gouverneur général siégeant au grand conseil.

Pour donner une idée de la complication des relations politiques du gouvernement suprême avec la

multitude de chefs d'origine indoue ou musulmane éparpillés sur tous les points du territoire, il suffira de dire que le nombre des sirdars et petits chefs ayant des agents accrédités auprès du résident anglais à Ambalah (ville principale des États sikhs protégés sur la rive gauche du Sutledge) est d'environ cent cinquante ; que les rajahs ou sirdars principaux du Bundelcund sont au nombre de trente-sept, ceux du Rajpoutana de vingt-deux, etc.

Dans ce département l'État a toujours été admirablement servi ; la raison en est toute simple : d'abord l'ancienneté compte pour très-peu de chose dans le choix et l'avancement des employés diplomatiques ; ensuite toutes les branches du service public sont appelées à concourir pour fournir les capacités requises, l'armée comme le service civil. Enfin, une fois admis dans la carrière on sait qu'on ne travaille plus *uniquement* pour le bien général et l'acquit de sa conscience comme sur le banc des juges et dans la perception des revenus. Il y a fortune, avancement et honneurs à gagner pour ceux qui se distinguent ; le bruit de leur renommée peut même, comme on le voit d'ailleurs tous les jours, se faire entendre jusque par delà les mers et leur valoir en dernier ressort les faveurs de la couronne. C'est ainsi que tous ces noms fameux dans la diplomatie indienne des Burnes, des Mac Naghten, des Elphinstone, des Malcolm, sont venus successive-

ment trouver leur place et se buriner sur les archives de la noblesse métropolitaine.

Mais en voilà assez sur l'ensemble du système ; passons maintenant aux détails de son application et posons-nous d'abord cette question : Y a-t-il encore dans l'Inde des États indépendants ? Et s'il y en a , quelles sont leurs relations avec la Compagnie ?

Les seuls États que l'on puisse classer dans cette catégorie sont : l'empire afghan , au delà de l'Indus et des monts Soliman, et le royaume d'Ava, séparé du territoire de la Compagnie par les montagnes d'Arracan. L'un et l'autre toutefois sont en dehors de ces grandes limites dans lesquelles la Providence semble avoir voulu encadrer l'empire britannique , et par conséquent aussi en dehors du plan de cet ouvrage. Nous n'en parlons que parce que le flot de la conquête les a momentanément envahis, et parce que leurs noms sont désormais indissolublement liés avec l'histoire de l'Inde anglaise.

A la fin de la guerre contre les Birmans, le gouvernement anglais, profitant de ses avantages, avait installé, selon sa coutume, un *résident* à la cour d'Ava. Mais un nouveau prince (Tharawaddy) porté au trône par un soulèvement populaire, vient, il y a quelques années, d'expulser de sa capitale le représentant et l'instrument du despotisme de l'étranger. Il fut un instant question de répondre à cet

outrage par une déclaration de guerre ; mais ce mouvement chevaleresque s'arrêta devant le souvenir des dépenses de la première expédition, et, toutes réflexions faites, le gouvernement anglais préféra permettre à son chargé d'affaires d'exercer les fonctions d'un simple consul à Rangoun, le principal port du littoral, où sa présence ne peut plus être désormais un sujet de discorde.

Quant à la famille Barukzie, aujourd'hui remontée sur les trônes de Caboul et de Candahar, tout semble fini entre ses peuples et les Anglais, à moins qu'un vengeur ne se présente sur les bords de la mer Caspienne, et alors le souvenir des crimes d'Istalif, de Caboul et de Jullalabad, la destruction atroce du grand bazar que les barbares eux-mêmes avaient respecté, rallieraient tout l'Afghanistan comme un seul homme autour de son étendard. Mais le moment n'est pas encore venu d'aborder cette question ; nous la reprendrons plus tard. Passons aux relations actuelles de la Compagnie avec les États alliés, vassaux et tributaires.

On compte aujourd'hui deux cent vingt royaumes, principautés et fiefs principaux, dépendants ou tributaires de la Compagnie, sans compter une infinité de petits princes ou chefs secondaires liés par des traités plus ou moins directs avec le gouvernement suprême de l'Inde anglaise. Ils composent une fédération dont ce gouvernement est le chef et dont

voici les conditions : protection effective d'un côté, déférence et soumission formelle de l'autre ; l'arbitrage du suzerain est accepté comme définitif dans toutes les querelles qui peuvent s'élever entre les vassaux. Les États de quelque importance entretiennent à leurs frais des forces subsidiaires, ou des contingents commandés par des officiers européens. Les petites principautés sont simplement tenues de payer un tribut, ou si elles sont trop pauvres pour offrir une redevance annuelle en échange de la protection qui leur est accordée, elles s'engagent au moins en cas de guerre à se lever en masse à la première réquisition.

Les princes qui vivent aujourd'hui sous la protection ou sous la dépendance de la Compagnie peuvent se diviser en quatre grandes classes :

1° Princes indépendants dans l'administration intérieure de leurs États, mais non dans le sens politique.

2° Princes dont les États sont gouvernés par un ministre *choisi par le gouvernement anglais*, et placé sous la protection immédiate *du représentant ou agent* de ce gouvernement, qui réside à la cour du souverain nominal.

3° Princes dont les États sont gouvernés en leur nom par le résident anglais lui-même et les agents de son choix.

4° Princes dépossédés et pensionnés, mais con-

servant encore les prérogatives de la caste et du rang , traités avec la considération et les courtoisies indiquées par les usages du pays ; inviolables dans leurs personnes et affranchis de la juridiction des cours , excepté en matières politiques. Le gouvernement suprême se réserve pourtant le droit de les priver de leur liberté ou de suspendre leurs pensions quand des raisons d'État, fondées sur des intrigues dévoilées ou une malveillance suffisamment apparente, réclament l'adoption de ces mesures de rigueur.

On trouve dans les définitions diverses de ces quatre classes la progression décroissante suivie par chaque chef d'État qui accepte la protection de l'Angleterre. Le sacrifice de l'indépendance politique est suivi tôt ou tard de celui de l'indépendance administrative et personnelle. Tout en ne négligeant rien pour préparer ces différentes transitions , le gouvernement suprême agit toujours avec sa lenteur et sa circonspection accoutumées ; il ne hâte leur succession ou leur consommation finale que quand il est certain d'y trouver son avantage. C'est généralement dans la seconde et la troisième classe que les États vassaux fournissent le plus abondamment à la cupidité du suzerain : ce sont des mines d'or en exploitation. Le chef protégé est alors le bouc expiatoire sur lequel retombe toute la haine du peuple dont la substance s'écoule réellement dans le trésor de la Compagnie.

Nous allons passer en revue ces quatre classes, et nous verrons se développer un tableau qui rivalise avec les plus grandioses et les plus sublimes de l'histoire romaine. Jamais la reine du monde ancien n'attela plus de peuples et de souverains à son char de triomphe.

PREMIÈRE CLASSE. — *Princes indépendants dans l'administration intérieure de leurs États, mais non dans le sens politique.*

Dans la première classe, le plus important aujourd'hui est le Maha-Rajah, roi de Lahore, chef du Goorou-Mata ou de la confédération religieuse des Sikhs. Son autorité s'étend sur un territoire dont on évalue la surface à cinquante mille milles carrés, la population à quatre millions d'âmes, et le revenu à 5,000,000 de liv. st. (125,000,000 de francs). Les trésors accumulés par Runjit-Sing, et encore attachés à sa couronne, s'il en fallait croire les espérances des employés de la Compagnie, s'élèveraient à des chiffres qui paraîtraient fabuleux. L'armée, au moment de la mort du général Allard (à la fin de 1839), était évaluée à quatre-vingt-dix mille hommes aguerris, dont vingt-neuf mille réguliers organisés à l'européenne. Tant que cet empire fut uni et compacte sous le chef habile qui l'avait élevé pièce à pièce, il présenta une digne suffisante contre les flots de l'invasion anglaise qui, arrêtés de ce côté, descendaient le cours du Sutledge pour se

précipiter sur les deux rives de l'Indus et jusqu'en Afghanistan. Mais dès la mort du fondateur les passions intestines et la politique étrangère commencèrent à miner l'édifice mal cimenté, et au moment même où nous mettons sous presse nous apprenons qu'il vient de s'écrouler avec un fracas épouvantable qui ne peut manquer d'avoir son contre-coup en Europe.

Pour bien comprendre cette grande catastrophe, il est nécessaire de remonter le cours d'une douzaine d'années. Il faudra passer en revue la cour qui entourait alors le monarque des Cinq-Rivières, voir ce qui reste aujourd'hui de sa famille, de ses ministres et de ses guerriers, et si ces débris peuvent suffire aux besoins du pays et lui conserver son indépendance et son avenir.

Au moment où Burnes s'asseyait au durbar de Runjit-Sing, la famille de ce prince se composait : 1° d'un fils presque idiot appelé Karrack-Sing ; 2° d'un petit-fils Nao-Nehal-Sing (fils de Karrack) ; 3° d'un fils adoptif Shere-Sing acheté par une des femmes du vieux roi, qui, n'ayant pas eu le bonheur d'être mère, avait voulu cependant connaître quelques-uns des sentiments de la maternité en élevant un jeune esclave (1) ; 4° et enfin, d'un parent

(1) Cet usage est fort commun en Orient, et les enfants ainsi adoptés sont aptes à hériter pour une part plus ou moins forte, conjointement avec les héritiers directs et avant les collatéraux, si tel est le bon plaisir du chef de famille.

du Maha-Rajah par une branche collatérale , nommé Ajit-Sing.

Les principaux personnages de la cour étaient en indigènes trois frères depuis trop célèbres , Goolab-Sing, Dhyan-Sing et Soucheyt-Sing , dont le second, Dhyan-Sing , était premier ministre et possédait toute la confiance de son maître ; les deux autres avaient des commandements considérables.

Et en étrangers les officiers français MM. Allard, Ventura , Court et Avitabile.

Pour l'intelligence des événements du mois de septembre 1843 et pour apprécier leurs conséquences probables , il est nécessaire d'avoir la clef des caractères de quelques-uns de ces personnages. Nous ne dirons rien des deux premiers, Karrack et Nao-Nelhal-Sing , qui ne feront que paraître sur la scène , et nous passerons tout de suite à Shere-Sing qui recueillit leur héritage et vient de périr assassiné. Ce dernier avait du courage , un beau maintien , du goût et de la dignité dans son costume , et montait fort bien à cheval. Mais c'était un esprit des plus vulgaires et des plus bornés , abruti d'ailleurs par la sensualité et les excès. Son gouvernement n'était possible que sous le bon plaisir et avec l'assistance de celui qui l'avait placé sur le trône , c'est-à-dire Dhyan-Sing , l'ancien premier ministre de Runjit.

Quant à celui-ci (Dhyan-Sing) , c'était indubitablement après Runjit le plus habile de tous les chefs

sikhs : son dévouement pour son ancien maître allait jusqu'à l'adoration et était touchant parce qu'il était sincère. Il ne voulut jamais accepter un siège à côté de lui comme d'autres chefs de grades bien inférieurs le faisaient quelquefois , mais se tenait debout devant le Maha-Rajah ou assis par terre derrière son divan , le bouclier sur le dos et son bon sabre posé sur ses genoux , comme un brave soldat qu'il était. On ne le voyait jamais sans ces deux pièces de son armure. Sa mise était du reste de la plus grande simplicité , une pelisse ordinaire de soie verte et le paejama indien , à moins qu'il ne revêtît son grand costume de guerre : alors sa cotte de mailles était éblouissante. Ses traits expressifs révélaient une haute intelligence, un caractère pensif et rêveur , mais qui s'éveillait au besoin avec une singulière énergie. Il parlait peu, mais bien et à propos, souriait rarement et toujours avec un mélange de tristesse. Il était fort réservé avec les Européens , cependant quelques moments passés dans sa société suffisaient à l'observateur le plus ordinaire pour reconnaître son immense supériorité sur la foule qui l'entourait. Sobre au milieu d'une cour où maîtres et valets étaient débauchés et dissolus , maniant aussi bien la plume que l'épée , infatigable dans son cabinet et d'une intrépidité chevaleresque à l'heure du combat, il était après Runjit-Sing le seul homme capable de gouverner les Sikhs et de les retenir en

un seul faisceau. Il avait la conscience de sa supériorité, et le dévouement sincère qu'il portait à Runjit-Sing s'arrêtait à ce prince et ne descendait point jusqu'à ses enfants. « Après celle du grand homme, se disait-il, il n'y a de royauté possible que la mienne, et après moi celle de mon fils Hira-Sing. » De là son ambition, de là ses crimes.

Si nous en venons enfin à Ajit-Sing, l'héritier collatéral qui ne reconnaissait entre le trône et lui d'autres prétendants légitimes que le fils et le petit-fils de Runjit, c'était un beau jeune homme, le premier élégant de la cour, fort recherché dans sa toilette, écrivant de mauvais vers et citant à tout propos des extraits du Goulistan qu'il avait appris par cœur. Il ne manquait pas de bravoure, avait une immense opinion de lui-même, beaucoup d'ambition, et fort peu de talents.

Enfin les officiers français, MM. Allard, Court, Ventura, Avitabile, étaient certainement de fort braves *soldats*, mais nullement de la trempe des aventuriers du dix-huitième siècle, de Bussy ou de Raymond par exemple. Ils ont sans contredit rendu de très-grands services à Runjit-Sing, mais sans songer à rien consolider dans le Punjab, et encore moins à avancer les intérêts de la France. Aucun d'eux, pas même Allard, n'a su profiter de la faveur du prince pour acquérir une influence dans le pays où ils n'ont jamais cherché qu'à faire for-

tune. Et puis ils se sont laissé trop enivrer de l'encens qu'on leur a prodigué sur le territoire anglais. Ils ont trouvé fort commode de placer leurs économies dans les fonds de la Compagnie, d'expédier leurs cachemires par l'intermédiaire des présidences, d'avoir une garantie, en cas de révolutions fort probables, pour leurs vies et leurs propriétés, et enfin ils n'avaient point confiance dans l'avenir du pays qu'ils servaient et voyaient l'étoile de l'Angleterre toujours ascendante : ils se donnèrent donc tout entiers à cette puissance et se sont faits les pionniers de son ambition. On a vu tout récemment, à l'époque des désastres d'Afghanistan, Avitabile à Peshawer se faire l'intendant militaire de l'armée anglaise et mettre à sa disposition toutes les ressources de la province qu'il commandait ; et plus récemment encore le général Court avec huit mille Sikhs faire une diversion en faveur du général Pollock dans les défilés du Khyber.

Tel était exactement l'entourage du vieux lion du Punjab quand la mort vint le saisir le 27 juin 1839. La Compagnie des Indes, depuis longtemps parfaitement au courant de toutes les ambitions qui fermentaient à cette cour, et qui avait intérêt à voir l'empire des Sikhs se briser et se dissoudre pour en recueillir les fragments, n'était nullement disposée à laisser passer le pouvoir entre les mains habiles et énergiques de Dhyen-Sing. Pour prévenir non seule-

ment toute tentative, mais même toute tentation de sa part de se saisir de la couronne à la mort de Runjit, elle avait eu soin d'introduire comme une des clauses du traité conclu avec ce prince et Shah-Soujah, au début de la guerre d'Afghanistan, que le gouvernement anglais s'engageait à garantir la succession du Punjab dans la ligne directe de la famille royale, c'est-à-dire à Karrack et à Nao-Nahal-Sing. Karrack étant une espèce de crétin, la Compagnie comptait assez naturellement profiter de l'intervalle de son règne pour avancer l'influence anglaise, et pour implanter aussi dans le pays son système subsidiaire avec les accompagnements ordinaires, savoir, un résident britannique et son escorte à la capitale, au lieu du simple chargé d'affaires que Runjit-Sing avait su maintenir à Loodianah, de l'autre côté du Sutledge.

Cet espoir était déjà en partie réalisé, mais les arrangements n'étaient point encore terminés quand Dbyan-Sing jugea qu'il était à propos de couper le mal dans sa racine par l'anéantissement de la branche directe. Il était cependant trop clairvoyant pour songer à lui succéder immédiatement de sa personne : il fallait une transition, un terme moyen pour préparer les voies à son usurpation. Il jeta les yeux sur Shere-Sing qui lui convenait sous tous les rapports : premièrement, parce que ce prince avait un parti puissant qu'il pourrait ajouter au sien ; se-

condement, parce que l'infériorité de son intelligence lui donnait la certitude de le conduire. Il commença donc par le sonder, et l'ayant fait entrer dans ses vues il trouva moyen de faire mourir subitement, sans qu'on ait jamais su de quelle maladie, le rajah Karrack-Sing, au mois de novembre 1840; puis à l'enterrement même de son père, quelques jours après, Nao-Nehal-Sing périt *accidentellement* frappé d'une poutre qui, dit-on, lui tomba sur la tête au moment même où, monté sur son éléphant, il faisait son entrée solennelle sous le principal arc de triomphe de Lahore.

La branche directe ainsi éteinte, Shere-Sing, comme fils adoptif, appuyé d'ailleurs de l'influence de Dhyan-Sing, montait tout naturellement et sans obstacles sur le trône; mais ceci ne faisait plus l'affaire des Anglais: ils trouvèrent aisément un prétendant à lui opposer. Une des femmes de Neo-Nehal se donna pour enceinte, et la Compagnie reçut sa déclaration comme une vérité incontestable, reconnut son ambassadeur et, en attendant que les affaires d'Afghanistan qui commençaient déjà à s'embrouiller lui permissent d'intervenir par les armes, l'appuya de tout son crédit et d'une complication d'intrigues. Néanmoins ce système de concurrence fut arrêté presque au début par les désastres qui se succédèrent rapidement à Caboul et à Ghiznie. Lord Auckland craignit d'avoir trop d'ennemis à la fois sur les bras,

et sachant prendre son parti en un instant , abandonna subitement une politique qui l'entraînait à de nouveaux dangers ; il fit son thème à Ranie-Kounwar veuve de Nao-Nehal , et il fut convenu qu'elle était accouchée d'un enfant mort. Shere-Sing, pour être doublement sûr de son fait, la fit assassiner peu de temps après et monta sur le trône sans plus d'opposition au mois de février 1844.

Le nouveau monarque , appréciant d'une part tout ce qu'il devait à Dhyan-Sing et craignant de l'autre d'exciter sa jalousie, lui laissa tout le pouvoir dont il jouissait sous les règnes précédents, se prêta même à l'augmenter et confia aux deux frères de ce ministre les plus riches gouvernements dans le pays et les principaux commandements dans son armée. Ainsi l'ainé Goolab-Sing fut nommé gouverneur de Cashmere, et l'autre Soucheyt-Sing commandant des troupes de la capitale. Mais l'ambition est insatiable, et toute couronne , même la plus épineuse, semble posséder un attrait irrésistible. Dhyan-Sing ressentit bientôt le désir de régner en son propre nom ; Shere-Sing de son côté commença à se fatiguer de l'éternel contrôle d'un ministre qu'il ne tarda pas à détester. Dans l'espoir d'échapper à cette tutelle , cédant peut-être aussi aux conseils des officiers français qui l'entouraient , il ne tarda pas à se tourner vers l'alliance anglaise et à se montrer disposé à sacrifier les intérêts du pays pour l'obtenir. Dès lors

c'était entre lui et son ministre une lutte à mort dans laquelle il ne pouvait manquer de succomber.

Cependant avec sa politique habituelle Dhyan-Sing, tout en voulant la destruction de son maître, désirait qu'il périt par d'autres mains que les siennes. Ajit-Sing, ce parent de Runjit par une branche collatérale, fut l'instrument qu'il choisit : il exalta son ambition et le poussa en avant dans un complot dont il n'avait point l'intention de le laisser profiter. Bien loin de là, Dhyan-Sing faisait en même temps revenir de Jumboo, place de sûreté accordée à sa famille, un enfant de six ans appelé Dhulip-Sing qu'une autre femme de Runjit avait adopté dans les dernières années de la vie de ce prince, et qui pouvait succéder au même titre que Shere-Sing. Il l'avait élevé dans l'intention de le placer temporairement sur le trône en attendant que les circonstances lui permissent de s'y placer lui-même.

Les préparatifs des conspirateurs se firent presque ouvertement, et à l'exception du malheureux Shere-Sing, il paraît que tout le monde était dans le secret soit du côté d'Ajit, soit du côté de Dhyan-Sing. Ainsi dès le mois de juillet et d'août 1843, MM. Court et Avitabile prirent congé du Maharajah et se réfugièrent sur le territoire anglais pour se trouver hors de la mêlée. Le général Ventura, qui avait quelque affection pour le pauvre prince, resta seul à son poste et chercha à le sauver. Ce fut

par lui que le Maha-Rajah apprit la première nouvelle de la conspiration et l'arrivée à Lahore, le 1^{er} septembre, de l'enfant Dhulip-Sing.

L'extrait suivant des *Annales quotidiennes de la cour de Lahore* offre quelques détails sur la marche et le développement de la conspiration qui ne sont pas sans intérêt.

Le 5 septembre 1843, après l'audience publique, le général Ventura sollicita de Shere-Sing la permission de l'entretenir en particulier. Le Maha-Rajah lui ayant accordé cette faveur, le général avertit le prince que les sirdars Dhyan-Sing, Soucheyt-Sing, Hira-Sing, Ajit-Sing conspiraient contre Sa Majesté et s'étaient réunis la veille secrètement dans la maison de la mère de Dhulip-Sing, où ils étaient restés en consultation pendant trois heures ; que leur intention était d'assassiner Sa Majesté et de lui substituer l'enfant Dhulip-Sing, qu'ils avaient fait revenir dans ce but ; enfin que Goolab-Sing, le frère aîné du ministre, préparait une armée à Jumboo pour appuyer les conspirateurs. Ventura suppliait le Maha-Rajah de s'entourer de toutes les précautions possibles. Shere-Sing remercia le général, mais lui dit qu'il ne pouvait croire à cette accusation contre un ministre à qui il était exclusivement redevable de son élévation,

Cependant, le 8 septembre le rajah Goolab-Sing arriva à Lahore et se présenta le même jour au dur-

bar où il offrit le présent ordinaire, vingt-cinq onces d'or. Shere-Sing le reçut avec bonté, tout en lui disant qu'on l'accusait de conspirer. Il lui demanda de lui donner sa parole par serment qu'il ne tramait aucun complot contre sa personne. Goolab-Sing répondit qu'il prêterait le serment demandé dans un jour ou deux, quand il saurait ce qui se passait à Lahore, et si son frère était content, mais s'en excusa pour le moment. Cette réponse alarma le Maha-Rajah qui envoya dire au général Ventura de tenir tous ses régiments sous les armes et prêts à combattre d'un instant à l'autre. Le même jour Goolab-Sing quitta Lahore et retourna au chef-lieu de son gouvernement.

Le 10 septembre, nouvelle séance au conseil d'État. Le Maha-Rajah prit à part les rajahs Dhyan-Sing et Hira-Sing, et leur ayant assuré qu'il n'avait point oublié que c'était à eux qu'il devait son élévation, leur demanda pourquoi ils conspiraient et ce qu'ils lui voulaient. Ils placèrent tous deux leurs mains sur la tête de Shere-Sing, jurèrent qu'ils étaient et seraient toujours ses fidèles serviteurs, et ajoutèrent ces paroles : « Maha-Rajah, ne craignez rien de nous et ne vous défiez point d'Ajit-Sing, nous répondons de lui. »

Le 13 septembre, le général Ventura se présente encore à l'audience ; il supplie encore une fois Sa Majesté de se tenir en garde contre une conspiration toute prête à éclater.

Le 14 septembre le ministre parvient cependant à persuader à Shere-Sing de passer en revue le jour suivant le corps d'armée d'Ajit-Sing. C'est, dit-il, l'époque du dusserah, et la coutume exige que le souverain fasse l'inspection de toutes les troupes dans un rayon donné autour de la capitale. Y manquer serait une preuve de défiance qui pourrait aigrir les esprits.

Le 15 septembre Shere-Sing sort donc à cheval pour se rendre à cette revue. A son arrivée devant la division de cavalerie commandée par Ajit-Sing, celui-ci s'avance vers Sa Majesté et lui présente comme un nezzar (cadeau d'hommage) une superbe carabine anglaise. Au moment où le Maha-Rajah tend la main pour la recevoir, elle lui est déchargée dans la tête par le donateur. L'escorte du monarque, quoique peu nombreuse, est commandée par Ventura qui songe un instant à arrêter le meurtrier; mais les troupes de celui-ci ouvrent aussitôt leur feu sur l'entourage du général. Deux cents personnes sont tuées ou blessées, le reste se disperse, et Ventura lui-même n'échappe que par un miracle.

Ajit-Sing tranche aussitôt la tête de sa victime et la fait placer au bout d'une pique, puis marche rapidement sur le fort de Lahore où l'on ne s'attend à aucune attaque. Sur sa route il rencontre Pertâb-Sing, un beau jeune homme de quatorze ans, fils du roi défunt, qui s'avancait au-devant de son père.

Ajit-Sing attaque et met en fuite la faible escorte qui accompagne le jeune prince, et après s'être fait un jeu de sa douleur en lui montrant la tête de son père, l'égorge à son tour.

La bande féroce, entrant sans obstacle dans le fort de Lahore, envahit après cela les appartements des femmes qui sont massacrées ou préviennent leurs meurtriers en se donnant la mort. Un dernier enfant de Shere-Sing, né de la veille, est foulé aux pieds et écrasé.

Après s'être ainsi assuré qu'il ne restait plus aucun rejeton de la famille du dernier roi, Ajit-Sing songea à s'entendre avec le ministre pour le partage du pouvoir. Comme le plus proche parent et l'héritier collatéral de Runjit-Sing, il réclamait la couronne et ne voulait voir dans Dhyan-Sing que le premier de ses sujets. Désirant vider cette question le plus tôt possible, il se mit aussitôt à chercher le ministre et le rencontra hors de la ville, précisément comme il venait à lui dans sa voiture. Ajit-Sing y monte, s'y place à côté de lui et lui raconte ce qu'il vient de faire. Dhyan-Sing lui annonce alors que la couronne appartient de droit à l'enfant Dhulip-Sing adopté par Runjit, pour lequel il la conservera. Ajit-Sing furieux le tue d'un coup de pistolet et envoie sa tête en signe de défi à Hira-Sing et à Soucheyt-Sing, fils et frère du ministre, dont les corps d'armée sont campés en dehors de la ville.

Ceux-ci appellent à eux le général Ventura , et tous trois réunis viennent mettre le siège devant le fort de Lahoré où Ajit s'est réfugié. Le même soir, Ventura , brûlant de venger le maître qu'il n'avait pu sauver , fait ouvrir le feu d'une batterie à quelques mètres du rempart. Dès le lendemain la brèche est praticable : on donne l'assaut ; Ajit et ses partisans sont pris et décapités. L'enfant Dhulip-Sing est installé sur le trône ; Hira-Sing et son oncle Soucheyt se partagent le pouvoir , et Ventura est nommé général en chef.

Voilà où en étaient les choses au 16 octobre 1845. Reste à savoir maintenant si cette série de massacres est enfin terminée. Les deux frères et le fils de Dhyan-Sing restent seuls, il est vrai , sur le champ de bataille ; mais leurs propres querelles vont maintenant commencer ; et il suffira d'une nouvelle convulsion pour jeter le Punjab sans vie politique aux pieds de l'Angleterre. Voilà sans doute la solution qui nous paraît la plus probable ; toutefois ce beau pays conserve encore une dernière chance de salut dans son dernier champion, une de ces organisations puissantes qui retiennent quelquefois les empires sur le bord de l'abîme : je veux parler d'Hira-Sing, fils de Dhyan. Ses talents sont du premier ordre et il est digne à tous égards de succéder à la position de son père ; mais il n'a que vingt-cinq ans, et il peut trouver des obstacles insurmontables dans

des rivalités d'ambition de la part de ses oncles. L'avenir de l'empire des Sikhs dépend donc de ce triumvirat, et il ne sera pas sans intérêt pour le lecteur d'avoir une idée exacte des personnages qui le composent.

Voici leurs portraits assez ressemblants : ils m'ont été fournis par un Anglais qui avait vécu quelque temps dans leur intimité.

1^o Goolab-Sing, frère aîné de Dhyān, est un homme d'un tempérament lourd, au front et au regard sinistre, possédant toute la bravoure chevaleresque de l'ancien ministre, mais dépourvu de ses talents. Il serait tout à fait nul s'il n'était persévérant et obstiné. Il a le faible de tous les Sikhs, celui d'aimer à se couvrir de bijoux de mauvais goût. Ses manières vis-à-vis des Européens sont excessivement réservées : il semble les voir d'un œil de haine et de jalousie. Sa cruauté lui a valu une triste célébrité ; mais dans sa position et avec son énergie il ne peut manquer d'exercer une grande influence, bonne ou mauvaise, sur les destinées du Punjab.

2^o Soucheyt-Sing, deuxième frère de Dhyān, n'était connu que par son faste et le luxe de sa toilette. Le soin de son costume semblait l'affaire la plus importante de sa vie ; cependant sa vanité pourrait mûrir et s'élever jusqu'à l'ambition. Il est d'une superbe figure, mais qui n'annonce point d'intelligence, et il est impossible de juger de ses moyens

par ses discours , attendu qu'il bégaye au point d'en être presque muet.

Enfin le dernier et le plus important de ces personnages est Hira-Sing , fils de Dhyan et neveu des précédents. De figure , il ressemble singulièrement à son père , mais en diffère complètement pour les manières , le ton et le costume. Il faut lui reconnaître une intelligence supérieure. Sous des dehors affectés de frivolité et de pétulance , il cache une singulière finesse et une grande aptitude aux affaires. L'étourderie étudiée de son langage et la bonhomie apparente de ses mœurs lui permettent de dire bien des choses d'une haute portée sous un air d'insouciance. Après cela saura-t-il à vingt-cinq ans lutter avec les difficultés qui l'entourent ? Suffira-t-il aux besoins de l'époque ? C'est plus que nous ne saurions affirmer : ce sont deux questions que le temps seul pourra résoudre ; mais son père , et même Runjit-Sing , comptaient beaucoup sur lui , et il a été élevé de bonne heure sous les plus habiles maîtres de l'Orient en fait de diplomatie.

On me demandera peut-être si les Anglais lui permettront de consolider son influence ? Je répondrai : Oui , s'il veut accepter leur protection. Je crois que si les Sikhs parvenaient à s'accorder entre eux pour choisir un gouvernement quelconque qui se subordinât au système politique et militaire de la Compagnie , elle hésiterait quant à présent à

s'engager dans une nouvelle guerre pour le renverser. A tout événement, ce n'est pas dans l'intérêt de la puissance anglaise de reculer d'ici à bien des années sa frontière jusqu'à l'Indus supérieur : ce serait créer de nouveaux points de contact avec les Afghans et risquer de se voir entraîner avec ces peuples guerriers à de nouveaux conflits dans lesquels on n'aurait rien à gagner et tout à perdre. Si Hira-Sing parvenait donc à s'entendre avec sa famille, et à échapper à une soldatesque qui rappelle par ses émeutes et ses massacres périodiques les excès de la garde prétorienne, il ne serait pas impossible de voir se reconstituer l'empire de Runjit-Sing moins son indépendance, c'est-à-dire sous la suzeraineté de la Compagnie et avec une force subsidiaire.

Si enfin l'on me proposait cette dernière question : Dans le cas où l'Angleterre voudrait ajouter le Punjab à ses domaines, l'armée sikhe est-elle capable de défendre ses foyers ? je répondrais à l'instant : Certainement non, 1° parce que c'est une armée indienne ; 2° parce que cette armée n'a qu'un très-petit nombre d'officiers européens qui passeraient immédiatement aux Anglais ; 3° et enfin parce que son ébauche de discipline à la française, loin d'être un avantage, ne serait que livrer en un moment sur un petit espace toutes les ressources militaires du pays à la supériorité numérique des

conquérants. Du moment que le Punjab sera attaqué par l'Angleterre, il est perdu ; son existence sera terminée en une seule bataille qui ne durera pas une heure.

CHAPITRE VI.

Continuation de la première classe. — Le rajah de Nepaul ; chefs sikhs protégés ; princes féodaux, etc. — 2^e classe, le nizam d'Hyderabad ; le rajah de Gwalior ; le nawab d'Aoude, etc., etc.

Dans la première classe, le second en importance est le rajah de Goorkha, roi de Nepaul, chef d'une oligarchie turbulente entre laquelle le royaume se divise en neuf districts : le Nepaul proprement dit, dont la capitale est Khatmandou ; le Goorkha ou pays des vingt-quatre rajahs ; le Schilli ou pays des vingt-deux rajahs ; le pays des Khirats ; le Muckwanpour ; le Khatang ; le Schayenpour ; le Saptai et le Morang. Sa longueur de l'ouest à l'est est d'environ deux cents lieues géographiques et sa largeur de quarante-cinq ; on peut évaluer sa superficie à six mille neuf cents lieues carrées. La population, estimée à deux millions d'âmes, se compose principalement d'Indous des castes guerrières brahmanes, nairs et rajpouts. La multitude de chefs hétérogènes qui se partagent le pouvoir,

et dont la division précédente n'indique qu'une partie, pourrait faire supposer que ce royaume a peu de consistance; au contraire, il a la perspective d'un plus long avenir que le Punjab. Le principe de cohésion de cette vaste mosaïque est une fierté nationale excessive, et un amour passionné pour la religion et la liberté, qui feraient taire à l'instant toutes les querelles et réuniraient immédiatement toutes les tribus contre un ennemi commun. Ses abords malsains et difficiles lui donnent aussi des garanties que n'a point le Punjab contre une invasion étrangère. D'ailleurs les Anglais, après l'expérience de la première guerre, aimeront infiniment mieux attendre l'effet tardif, mais certain, de l'élément de destruction qu'ils ont jeté à Khatmandon sous la forme d'un résident anglais qui fomenté toutes les haines, divise et aigrit tous les partis, et prépare par l'anarchie le despotisme de l'Angleterre. Toute cette politique se résume par l'adage : *I abide my time*, mon temps viendra; ou par le mot de Mazarin : *Le temps et moi*.

Nous mentionnerons encore les chefs sikhs indépendants du Maha-Rajah de Lahore, mais sous la protection de la Compagnie, et dont les principaux sont les rajahs de Pettialah, Khytul, Naba, Sheen, etc. On évalue l'étendue de leurs États à seize mille six cent deux milles carrés; la population, à 3,000,000 d'âmes; le revenu net, à

550,000 livres sterling. Le chiffre de leur contingent ou de leur tribut n'est point fixé ; à l'appel du gouvernement suprême ils doivent l'assister de toutes leurs forces qu'on évalue beaucoup trop haut, à 5,000 hommes de cavalerie et 20,000 fantassins.

Et enfin vient toute une foule de tributaires payant leur contingent à la Compagnie, soit en hommes, soit en argent. Pour plus de clarté, nous les avons réunis dans le tableau suivant :

DARK do traité de protection	NOMS DES ÉTATS.	ÉTENDUE en milles carrés.	POPULATION.	REVENU.	TRIBUT sous quelque nom que ce soit.	CONTINGENT qu'on peut lui demander.	
						Cavalerie.	Infanterie.
1819	Cutch.	7,395	512,000	liv. sterl. 160,000	liv. sterl. 8,000	Ce qu'il pourra.	
1818	Oudeypour.	11,784	inconnue.	inconnu.	30,000	»	»
1818	Bhopal.	6,722		150,000	16,000	600	400
1817	Kotah.	4,388	150,100	»	12,000	»	»
1818	Portahgarh.	1,437		30,000	8,000	»	»
1818	Boundic.	2,291		»	4,000	»	»
1803	Ulwar et Ma- chery.	3,234		»	»	»	»
1818	Bickaneer.	18,039	100 hommes par mille carré.	50,000	5,000	»	»
1818	Jeysulmir.	9,779		»	»	»	»
1818	Kishengarh.	724		»	»	»	»
1818	Donngerpour.	2,004		24,500	»	»	»
1818	Banswara.	1,440		30,000	3,000	»	»
1817	Kirowli.	1,878		»	»	»	»
1823	Serowi.	3,024		30,000	»	»	»
1819	Dhar	1,465	38,000	65,400	»	»	»
1834	Dholpour Bhari.	1,625	»	39,500	»	»	»
1817	Ionk.	1,103	»	»	»	»	»
1817	Seronje.	261	»	»	»	»	»
1817	Nimbherd.	269	»	»	»	»	»
1812	Rewah.	10,310		200,000	10,000	300	1,200
1812	Adjighur.			30,000	1,500	»	400
1804	Jhansi.				»	»	»
1804	Terlii.				»	»	»
1804	Jaloun.				»	»	»
1804	Chutterpour.				»	»	»
1804	Dhuthra.				»	»	»
1804	Bejawar.				»	»	»
1804	Checkari.				»	»	»
1804	Pannah.				»	»	»
1824	Munnipour.	6,200	50,000	»	»	»	»
1824	Jeenth.	3,433	27,000	»	1,000	»	»
	Sumbhalpour et Etats du sud-est.	»	»	20,000	3,000	»	»
	Bissahir.	»		1,500	»	»	»
	Kouawer.	»		»	»	»	»
	Kumaoun.	»	336,000	»	»	»	»
	Etats des monta- gnes.	»		5,000	»	»	»

On prétend
15,000,
mais j'en
doute.

Dans la deuxième classe , celle des princes dont les États sont gouvernés par un *ministre choisi par le gouvernement anglais et placé sous la protection immédiate du président*, il faut remarquer :

Date du traité de protection (1800). — 1^o Le nizam d'Hyderabad , Soubadar du Dekhan. Son domaine occupe une superficie de cent huit mille , huit cents milles carrés , dont la population est évaluée à douze millions d'âmes , les revenus à 3 millions de liv. st. (73 millions de francs). Par le dernier traité , conclu avec lui le 12 décembre 1812 , on lui a imposé à la porte de sa capitale un corps d'armée subsidiaire d'environ quinze mille hommes , mais dont l'entretien a cessé d'être à sa charge , moyennant qu'on lui a fait abandonner toutes les belles provinces qui avaient dû être sa part des dépouilles de Tippoo. Toutefois , de peur qu'il n'eût un surplus de revenus dont il aurait pu être embarrassé , il a dû s'engager aussi à entretenir pour la police intérieure de son royaume un contingent régulier de douze mille hommes de toutes armes , commandé par des officiers anglais , et dont la dépense annuelle fixée à 300,000 livres sterling doit être versée par son ministre dans le trésor du résident britannique qui se charge d'en faire la répartition parmi ces troupes.

Le ministre ou maire du palais , choisi par l'Angleterre pour administrer ce vaste domaine , est le fa-

meux rajah Chandoulâl, entré en fonctions en 1808, et parvenu aujourd'hui à l'âge de soixante et douze ans. Son système consiste à extorquer ce qu'il peut des zemindars ou autres fermiers généraux ; il leur laisse en revanche la liberté de piller plus bas, mais en se réservant toujours le droit de les rançonner plus tard à sa fantaisie, quand il les suppose suffisamment gorgés des dépouilles du pays.

Malgré ces expédients, grâce aux frais d'entretien du contingent qui s'élèvent à une somme beaucoup plus forte que celle mentionnée dans le traité, et à des demandes incessantes de tout genre de la part de la Compagnie sur le trésor du nizam, les dépenses du gouvernement d'Hyderabad ont constamment dépassé ses recettes d'au moins 300,000 roupies (7,500,000 fr.) par an ; et comme il est obligé d'emprunter à 15 et 18 p. % pour combler le déficit, je ne comprends pas comment Chandoulâl a pu arriver jusqu'ici sans déclarer une banqueroute effrayante ; dans tous les cas la machine ne saurait fonctionner beaucoup plus longtemps.

Au moment même où nous mettons sous presse, la malle de l'Inde pour le mois d'octobre 1843 nous apprend que notre prédiction a eu un commencement d'accomplissement : Chandoulâl, effrayé de l'épuisement universel des sources du revenu, de l'accroissement toujours plus rapide de la dette de

son gouvernement envers la Compagnie, ne voyant plus aucun moyen de solder le contingent arriéré depuis plus de six mois, et reculant devant les cruautés et les injustices nécessaires pour pressurer plus longtemps le pays, se refuse à continuer son rôle de sangsue dans l'intérêt de l'avidité anglaise. Il a offert sa démission et insisté pour qu'elle fût acceptée. C'est en vain que le résident politique, le général Fraser, a cherché à convaincre le nizam de la prudence, voire même de la nécessité, s'il voulait rester sur le trône, de secourir son ministre dans cet embarras financier, en tirant sur son trésor particulier provenant de différents héritages dans sa propre famille, et qui se monte à deux ou trois cent millions de francs. Il a répondu avec un bon sens tout nouveau pour les princes de l'Inde, et qu'une longue expérience de l'alliance anglaise a pu seule leur apprendre, que la Compagnie pouvait prendre son pays quand bon lui semblerait; qu'il ne tenait nullement à son gouvernement tel qu'on le lui avait fait, puisqu'il ne lui rapportait rien et qu'il n'y avait aucune part; mais qu'il ne se dessaisirait en aucun cas de sa fortune particulière, avec laquelle il irait vivre partout où il plairait aux maîtres actuels de l'Inde de l'exiler.

Il n'y a rien à répondre à un argument de ce genre : la Compagnie se trouve donc amenée plus tôt qu'elle ne comptait à son *ultima ratio*, à son

dernier expédient pour trancher la difficulté. Ce moyen consiste à avancer elle-même les 100 ou 150 millions de francs nécessaires pour solder les arriérés du contingent et quelques autres petites dettes contractées sous ses auspices, et à se faire donner en échange une portion du territoire dont le revenu puisse la faire rentrer dans ses fonds, capital et intérêts, au taux le plus usuraire possible. Cette portion de territoire est déjà choisie, et dans ce choix les Anglais ont montré leur tact ordinaire. C'est, comme on peut le penser, la province la plus riche et la plus productive qu'on va détacher de l'État d'Hyderabad. Il est question de toute la vallée de Bérar depuis Jaulnah jusqu'à Omraoty, entre les États de Nagpour et le Kandeish. Reste ensuite à trouver un ministre pour remplacer Chandoulâl : un fils de son ancien collègue, appelé Alum-Ali-Khan-Souraj-oud-dowlah, perdu de réputation et de mœurs abominables, s'est offert de continuer son administration comme une espèce de zemindari. Il s' imagine que son prédécesseur était trop scrupuleux et ne savait pas user franchement des moyens de torture qu'il avait à sa disposition : c'est en les employant qu'il espère faire rendre un peu plus au pays. Il est vrai que Chandoulâl n'était pas inéchant ; mais on l'a vu quelquefois faire brûler les pouces d'un banquier pour le forcer à avouer dans quel lieu il avait caché son argent afin de piller

sa caisse : ce n'était déjà pas mal ; je ne sais ce que Soujaj-oud-dowlah pourra imaginer de mieux , mais je ne doute pas qu'il ne surpassera le vieux ministre à l'édification générale. Le gouvernement anglais acceptera probablement ses services , et la machine du gouvernement subsidiaire fonctionnera encore quelque temps jusqu'à ce qu'une nouvelle crise amène un démembrement final.

1837. 2° Après le nizam d'Hyderabad vient le Maha-Rajah-Scindiah , roi de Gwalior. On évalue l'étendue de ses États à trente-deux mille neuf cent quarante-quatre milles carrés ; la population , à quatre millions d'âmes ; les revenus nets , à 1,500,000 livres sterling (30 millions de francs).

D'après le traité de 1837, cet État doit entretenir sous le nom de contingent un corps de deux mille chevaux et une proportion d'infanterie régulière dont le chiffre n'est point déterminé , mais commandé par des officiers anglais et dont la dépense totale est fixée à 102,419 livres sterl. Pour assurer l'exactitude dans les paiements, cette somme doit être versée annuellement dans le trésor du résident qui se charge de la distribuer lui-même au contingent.

L'indépendance de cet État a rendu le dernier soupir avec son dernier souverain Jenkaji-Rao-Scindiah , mort le 7 février 1843. Le gouvernement anglo-indien avait d'abord eu quelque velléité de

profiter du décès de ce prince , mort sans héritier direct , pour réunir l'empire de Gwalior à son domaine. Mais , après mûre délibération , il a jugé plus profitable de continuer le système subsidiaire récemment établi , qui mettait toutes les forces et toutes les richesses du pays à sa disposition , en laissant retomber l'odieux de la pression sur les mannequins intermédiaires , le rajah et son entourage. Il fut donc convenu que la veuve du dernier prince , elle-même âgée de douze ans , avec toute la sagesse et le jugement de cet âge , choisirait un successeur à son mari parmi les branches collatérales de la famille de Scindiah. Son choix , dirigé par le résident anglais colonel Spiers , s'arrêta sur un enfant de neuf ans appelé Seaji-Rao-Scindiah , qui fut effectivement installé sur le trône le 1^{er} mars 1843 en toute pompe et au bruit du canon. Mais la régence et tous les pouvoirs administratifs étaient en même temps délégués à un ministre Mama-Sahib , choisi , supporté et par conséquent despotiquement dirigé par le résident anglais.

La Compagnie , en faisant cet arrangement , se croyait sûre d'absorber sans bruit , sans difficultés , le dernier grand État mahratte dans son système politique et militaire. Le pouvoir , l'administration passaient sans secousse , presque inaperçus entre ses mains. Elle ne prévoyait aucun obstacle de la part d'une jeune régente de douze ans ; mais elle

oublait en cette circonstance que dans l'Inde surtout le cœur et l'ambition n'attendent point le nombre des années. La bahie ou ranie s'aperçut dès les premiers jours qu'on voulait annuler complètement son rôle dans l'État ; et puis elle avait un amant qui aspirait à devenir au moins premier ministre et dont l'ambition se trouvait arrêtée par l'intervention anglaise. Profitant de son influence sur la régente, ce dernier lui persuada bientôt de secouer le joug du chargé d'affaires britannique. Effectivement la ranie, après s'être assurée de l'appui des troupes irrégulières qui constituaient la majorité dans son armée, fit soudainement un coup d'État, destitua Mama-Sahib et le remplaça par son favori le Khasjje (l'ami intime), nom qu'il avait d'abord reçu dans les petits appartements du harem et qui lui est resté comme un sobriquet dans le peuple et plus tard comme surnom dans les affaires.

Ce changement de ministère ne pouvait manquer de déplaire aux Anglais ; le gouverneur général signifia à la régente qu'il le considérerait comme un cas de guerre et rappela aussitôt son ambassadeur. Celui-ci emmena avec lui le contingent régulier qui suivit naturellement ses officiers, laissant un vide important dans l'armée mahratte. Il restait bien encore quelques bataillons semi-réguliers commandés et disciplinés par deux aventuriers nommés Jacob et Baptiste, auxquels on a fait une réputation

bien au-dessus de leur mérite : le premier , fils d'un officier français de l'armée de Perron , l'autre un Arménien , et tous deux vendus aux Anglais. La régente croyait , en cas de lutte avec la Compagnie , pouvoir compter sur ce petit corps d'armée : il fut au contraire le premier à s'insurger contre elle. L'anarchie soufflée et soudoyée par le résident avant son départ fit des progrès rapides , et les exigences du gouverneur général s'accrurent de jour en jour dans la même proportion. Il demanda d'abord , et pour première condition , que le Khasjie fût livré à sa merci ; 2° que Mama-Sahib fût rétabli dans son poste et dans tout son pouvoir ; 3° il assembla une armée d'observation dite *d'exercice* et prétendit que pour en payer les frais une partie du territoire de Gwalior serait définitivement abandonnée à la Compagnie. La régente hésitait encore à souscrire à des conditions aussi humiliantes , quand dans les derniers jours d'octobre 1843 ses propres troupes se réunissant au parti anglais , c'est-à-dire aux bataillons de Jacob et de Baptiste , attaquèrent le palais , envahirent le harem et arrachèrent le Khasjie de l'appartement même de la reine où il s'était caché , pour le livrer au résident britannique. Le gouvernement de l'Inde anglaise se contentera-t-il aujourd'hui de cette satisfaction et du rétablissement de l'ordre de choses qu'il avait naguère établi ? Non , parce que depuis six mois son appétit a eu le temps de se déve-

lopper : il vent maintenant un démembrement , en finir avec les Mahrattes , confisquer au moins la moitié , peut-être la totalité de l'État de Gwalior. L'opium du Malwa , toujours préféré à celui de la Compagnie , fait d'ailleurs à ses produits une concurrence qu'il lui tarde d'anéantir ; c'est peut-être la principale raison pour laquelle le pays de Scindiah sera immédiatement ajouté aux possessions anglaises. La question d'agrandissement n'est point encore décidée , mais elle le sera dans quelques mois , avant la saison des pluies.

Si l'on se rappelle les observations que nous avons déjà faites sur les éventualités qui se préparent dans les royaumes du Punjab et d'Hyderabad , on en déduira l'extrême probabilité qu'avant un an l'Angleterre aura ajouté à ses peuples et à son domaine indiens :

Le Punjab avec . . . 4,000,000 d'hab.

L'État de Gwalior avec . 4,000,000

L'État d'Hyderabad (Gol-

conde) avec . . . 12,000,000

Total : trois empires et 20,000,000 de sujets.

Date du traité de protection (1765). — 3° En troisième ligne nous trouvons le roi d'Aoude , dont les États occupent une superficie de vingt-cinq mille trois cents milles carrés , avec une population qu'on estime à trois millions sept cent mille habitants , un revenu de 2,000,000 de livres sterling

(50,000,000 de fr.) et une armée de vingt à trente mille hommes, dont un contingent de deux régiments d'infanterie (1^{er} et 2^e régiments d'infanterie locale d'Aoude) commandés par des officiers anglais. La solde de ces deux bataillons passe comme toujours par les mains du résident. Mais ce n'est pas là le seul tribut du vassal. On sait que c'est le souverain le plus riche de l'Asie, que le père du nawab actuel a laissé un trésor de 350 millions : ce sont donc des demandes continuelles sur sa bourse. Ce sont des présents, des contributions charitables, des frais de guerre à partager contre l'Afghanistan, la Chine, le Scinde, peu importe... et qu'on réclame de lui sous le prétexte de l'alliance offensive et défensive qui le lie à ses impitoyables protecteurs.

Le traité du 10 novembre 1801, qui exemptait le vizir ou nawab d'Aoude d'un subside énorme moyennant la cession définitive aux Anglais des provinces de Corah, Allahabad, Azinghar, etc., semblait devoir lui laisser une autorité indépendante sur le reste de son territoire ; mais cette autorité était caractérisée et définie par ces expressions assez remarquables d'une diplomatie que nous n'essayerons pas de qualifier : « L'honorable Compagnie des
« Indes orientales garantit à Son Excellence le
« nawab d'Aoude et à ses successeurs la possession
« des provinces qui resteront à Son Excellence après
« la cession territoriale, avec l'exercice de leur

« *commune autorité* dans les limites de ces provinces. Son Excellence s'engage à établir dans ses possessions réservées le système d'administration qui paraîtra le plus favorable à la prospérité de ses sujets, et à *consulter sur toutes choses* le chargé d'affaires de l'honorable Compagnie, afin d'*agir en tous points* conformément à ses conseils. » —
« Il est donc évident, disait tristement le pauvre nawab en signant ce traité, que je ne tire aucun avantage de l'aliénation d'une partie de mes possessions, puisque je ne demeure pas maître du reste. » Effectivement les Anglais s'étaient réservé la part du lion !

La compagnie exige en outre la concentration autour de la capitale (Lucknao), des troupes anglaises employées chez le nawab. Il s'ensuit que quel que soit le ministre appelé aux affaires par le choix commun du souverain et du résident, comme ce ministre n'ignore pas que tout le pouvoir réel est à ce dernier, il se hâte de se placer sous sa tutelle et ne reçoit d'ordres que de lui.

Si l'on nous demande maintenant quel est le résultat de cette commune administration pour le peuple dont un article du traité réservait *spécialement le bonheur*, je dirai que ce peuple est sans contredit le plus malheureux de l'Inde et qu'il en sera bientôt le plus pauvre.

1816. 4^e Le sort du rajah de Bérar est à peu près le même. La superficie de ses États est de soixante-

quatre mille deux cents milles carrés dont la plus grande partie est envahie par le désert ; la population est estimée à deux millions cinq cent mille âmes, les revenus à 550,000 livres sterling. Il paye à la Compagnie un subside annuel de 80,000 livres sterling et fournit un contingent de mille cavaliers.

1780. 5° Il en est de même encore du roi de Baroda (dit le Guicowar), dont les possessions, y compris de Kattywar, occupent une superficie de vingt-quatre mille neuf cent quarante-neuf milles carrés, avec une population de deux millions d'habitants et un revenu d'environ 400,000 livres sterling. Il est tenu de fournir un contingent de trois mille hommes de cavalerie.

1812. 6° Le sixième sur la liste est le rajah de Kolapour, petit État mahratte dépendant autrefois du peschwah : territoire, trois mille cent quatre-vingt-quatre milles carrés ; revenu (incertain). Par le dernier traité du 23 octobre 1827, les forteresses de Kolapour (la capitale) et de Pannalagarh reçurent des garnisons anglaises à la solde du rajah, et le gouvernement suprême lui imposa un ministre pour gouverner ses États.

1818. 7° Le rajah de Jeypour, un des principaux chefs du Rajpoutana. La superficie de son territoire est de treize mille quatre cent vingt-six milles carrés ; la population et le revenu n'ont pas encore pu être estimés ; mais il paye un subside

annuel de 75,000 livres sterling. Depuis 1835 le souverain est un mineur, et le gouvernement suprême s'est réservé la nomination du ministre qui gouverne le pays au nom du jeune prince.

CHAPITRE VII.

Troisième classe. — Rajahs de Maïssore, de Sattarah, de Cochin, de Travancore, de Joudhpour, de Sawuntwarie. — Le dernier Holcar. — Quatrième classe. — Les princes dépossédés. — Les Amirs du Scinde. — Histoire des envahissements successifs de la Compagnie. — Les Anglais et les Amirs.

Passons maintenant à la *troisième classe*, celle dans laquelle nous avons rangé tous les princes vassaux dont les États sont gouvernés par le *résident anglais lui-même ou les agents de son choix*.

1° Le plus considérable et le plus nul de cette classe est le rajah de Maïssore dont les États couvrant une superficie de vingt-neuf mille sept cent cinquante milles carrés avec une population de trois millions cinq cent mille âmes, sont administrés en son nom par une commission spéciale d'officiers choisis dans les rangs de l'armée anglaise sous le contrôle du résident britannique. Un sol fertile fournit un très-beau revenu sur lequel le prince ne reçoit cependant qu'un traitement juste suffisant à son entretien et à celui de sa cour. Le reste doit payer d'abord un tribut régulier de 280,000 livres

sterling ; plus un contingent de quatre mille cavaliers ; enfin des présents d'hommage , des contributions et des secours de guerre à la discrétion du gouvernement suprême.

1819. 2^o Le rajah de Sattarah. Territoire, sept mille neuf cent quarante-trois milles carrés ; population, un million cinq cent six mille âmes ; revenu (inconnu) ; tribut à la discrétion du gouvernement suprême ; contingent, cinq cents cavaliers et quatre mille fantassins. Administration entre les mains du résident.

Travancore, 1788. *Cochin*, 1790 — 3^o et 4^o. Les rajahs de Travancore et de Cochin. Le territoire du premier a quatre mille cinq cent soixante et treize milles carrés ; celui du second , mille neuf cent quatre-vingt-sept ; les populations réunies se montent à un million d'âmes. Ces princes administrent quelquefois eux-mêmes , plus souvent par un dewan (ou ministre), mais toujours sous la condition de se conformer strictement et exactement aux conseils et aux désirs du chargé d'affaires de la Compagnie qui peut reprendre cette administration entre ses propres mains toutes les fois que bon lui semble. Le rajah de Travancore paye sur son revenu un tribut régulier de 90,000 livres sterling ; celui de Cochin un tribut de 28,000 livres. Toutes leurs forces militaires sont à la disposition du gouvernement suprême qui peut également puiser dans leur bourse à sa discrétion.

5° Maun-Sing, prince rajpout de Joudhpour. Territoire, trente-quatre mille cent trente et un milles carrés ; le revenu et la population ne sont pas bien connus : tribut régulier, 10,000 liv. st. ; contingent, mille cinq cents chevaux. Depuis 1838 le résident anglais a le contrôle de l'administration, et le prince ne reçoit plus qu'un traitement alimentaire sur ses revenus.

6° Le rajah de Bhurtpour. Territoire, mille neuf cent quarante-cinq milles carrés : il n'en tire que juste de quoi vivre et supporter sa petite cour ; aussi l'on n'exige rien de lui que de se réunir, en cas de guerre ou de désordres dans le voisinage, au résident anglais avec ce qu'il peut rassembler de combattants.

7° Il en est de même pour le chef de Sawuntwarie. Territoire, neuf cent trente quatre milles carrés. On n'exige de lui que soumission et coopération, en cas de besoin, pour maintenir la tranquillité du voisinage.

1848. 8° Et enfin le descendant d'Holcar voit son territoire actuel réduit à quatre mille deux cent quarante-cinq milles carrés ; son revenu couvre à peine ses dépenses, et il lui faut entretenir un contingent de trois mille six cents cavaliers. C'est le résident britannique qui gouverne aujourd'hui pour un enfant de neuf ans.

Quatrième classe. — Si nous passons enfin à la quatrième classe des princes dépossédés et pension-

nés, nous trouvons parmi eux les plus fameux souverains, les plus hauts dignitaires, les noms les plus illustres dans l'histoire de l'Inde, à côté desquels les princes qui siègent aujourd'hui sous le bon plaisir de l'Angleterre sur les trônes encore debout, n'étaient que des serviteurs ou d'humbles poursuivants d'armes. Ainsi le mizam n'était qu'un lieutenant militaire du *Grand Mogol*, et Scindiah portait les pantoufles du Peschwah. A la tête de ce troupeau d'augustes mendiants marche, écrasé de titres et de souvenirs, le descendant de Timour, le chahin-shah (roi des rois), dont on arbore encore le vieux drapeau ; mais il est tombé plus bas qu'aucun de ses esclaves, et ce n'est qu'à regret et d'une main avare qu'on lui accorde une aumône insuffisante.

Par un respect affecté pour le souverain nominal dont la Compagnie tient ses droits aux yeux des peuples de l'Indoustan, par une sollicitude étudiée pour les privilèges du rang et les exigences de l'étiquette, le résident à la cour de Dehli est encore astreint, dans ses relations avec le Durbar (c'est-à-dire avec le Grand Mogol siégeant sur son trône et entouré de sa noblesse), aux formes humblement cérémonieuses que l'usage prescrit à un inférieur. Toutes les prières de l'empereur sont des ordres en apparence ; tous les ordres du résident sont des prières ; mais à mesure que le pouvoir du gouvernement anglais se consolide, ce vain étalage de sou-

mission se resserre dans de plus étroites limites ; et le nom de la souveraine de l'Ouest a déjà succédé à celui de l'empereur sur les monnaies frappées par ordre du gouvernement suprême.

Un domaine considérable avait d'abord été affecté à la subsistance et à l'entretien de la famille impériale ; mais on en a bientôt retiré l'administration au monarque déchu, puis retranché une portion des revenus ; enfin pour soutenir ce qui lui reste encore de serviteurs héréditaires, il était obligé de faire vendre au bazar les produits de l'industrie des princesses et des reines, tels que des broderies, des écharpes ouvertement exposées à la curiosité et à la charité du public. En dernier lieu cependant, par suite de la mission du célèbre Ram-Mohun-Roy, chargé en 1830 des réclamations du Grand Mogol, sa pension a été augmentée : elle est aujourd'hui de 15 lacs de roupies (environ 3,700,000 fr.).

Le second en importance est le nawab du Bengale, souverain également nominal en l'honneur duquel le canon de Calcutta gronde encore d'époque en époque pour célébrer sa naissance, son mariage ou sa mort. Roi toujours mineur sous la tutelle de la Compagnie, il passe sa vie sur un trône de papier doré et entouré de hochets royaux, avec une pension de 250,000 liv. sterl., strictement nécessaire à ses besoins et à ceux d'un nombreux entourage, unique et fort onéreux attribut de sa couronne.

Le troisième, qui par sa position est exactement le pendant du second, est le nawab d'Arcot ou du Carnatique. Sa pension est de 200,000 liv. sterl.

Le quatrième est le rajah de Tanjaor, qui reçoit 120,000 livres.

Puis vient toute une foule blasonnée qui réside à Bénarès, rendez-vous général de toutes les grandeurs déchues, depuis le peschwal qui reçoit une pension de 210,000 liv. sterling, jusqu'au rajah de Coorg le dernier détrôné, ou le nawab de Ferozepour, dont le père a récemment péri sur un échafaud. Là, vous pouvez les retrouver tous, chacun dans sa cellule, résigné à son sort avec la simplicité et le flegme asiatique, ou absorbé dans la prière et la méditation et se baignant avec la foule dans les eaux sacrées du Gange. Il en est enfin de plus malheureux qui dans les nombreuses bastilles de l'Inde, au fond des cachots ou au sommet des pics couronnés de fortifications, mangent le pain amer du prisonnier. Leur nombre est immense, inconnu, incroyable ! Je ne parlerai ici que des derniers incarcérés, les Amirs du Scinde, dont la courte histoire qui vient de se développer sous nos yeux a quelque chose de trop remarquable pour la laisser passer inaperçue. Ce qui la rend surtout intéressante, c'est d'abord l'innocence des victimes, mais plus encore le résumé bizarre qu'elle offre de l'histoire générale des empiétements de la puissance anglaise dans l'Inde. Nous

la recommandons à toute l'attention de nos lecteurs.

Il y aura bientôt douze ans qu'un voyageur anglais arrivait dans le pays du Scinde. C'était le premier ; il fut accueilli avec hospitalité et comblé de présents. Cet étranger, Alexandre Burnes, doué d'une rare intelligence et d'une politesse exquise, avec les manières les plus insinuantes et les plus gracieuses, savait discourir éloquemment sur les profits du commerce, sur les avantages de l'association en fait d'entreprise et d'industrie, et surtout sur l'utilité d'un *traité d'alliance* avec l'Angleterre. Les peuples étaient gouvernés par une aristocratie simple et naïve, qui l'écouta avec bonhomie et lui donna toute sa confiance. Les États du Scinde et la Compagnie se vouèrent une éternelle amitié et s'engagèrent « de génération en génération à ne jamais regarder d'un œil de convoitise leurs possessions réciproques. » *From generation to generation never to look with the eye of covetousness on the possessions of each other* (expressions du premier traité). Ce traité admit bientôt une clause additionnelle : les Amirs accorderont à toute espèce de marchandises anglaises le transit et la libre circulation dans leur pays, avec cette seule réserve qu'on ne pourra se servir du cours de l'Indus pour introduire dans cet État ni munitions de guerre ni bâtiment armé. *That the Ameers shall allow goods to pass to and fro through Scinde, provided however that no military stores or armed ves-*

sels shall come by the said river. (Modification au premier traité.)

Quelques mois étaient à peine écoulés que les Amirs se trouvèrent embrouillés, personne n'a su comment, et ils ne l'ont jamais su eux-mêmes, dans une querelle avec Runjit-Sing. La Compagnie aussitôt de leur offrir sa protection qu'elle ne manqua pas de leur vendre à son prix ordinaire, savoir : l'admission d'un résident britannique dans leur capitale (Hyderabad sur l'Indus), avec toute liberté de mouvement pour ce chargé d'affaires et telle escorte qu'il pourrait paraître nécessaire à la dignité de son gouvernement de maintenir auprès de lui. *As a price of British interposition they must accept a British resident at Hyderabad with free power of motion and such an escort as may be deemed suitable to his government.* (Deuxième traité qui semblerait suffisamment élastique.)

Quelques mois plus tard, il plaisait pourtant à l'Angleterre d'avoir des idées nouvelles en fait de politique, de grandes idées que des considérations aussi mesquines que des traités et des dettes de loyauté et de reconnaissance ne devaient point arrêter dans leur développement. Lord Auckland veut que *Shah-Soujah* remonte sur le trône d'Afghanistan, et il ordonne au susdit chargé d'affaires dans le pays du Scinde de déclarer péremptoirement aux Amirs, qu'à cet effet on occupera temporairement une par-

tie considérable de leur territoire, et que l'article du traité primitif conclu avec eux, interdisant l'usage de l'Indus pour le transport du matériel de guerre, demeurera nécessairement abrogé jusqu'à nouvel ordre. *The said resident shall peremptorily inform the Ameers that for that purpose temporary occupation must be taken of great part of their territory, and that the article of the treaty with them prohibitory of using the Indus for the conveyance of military stores must necessarily be suspended.* (Première infraction aux traités.)

Mais ce coup n'aurait été que rude et brutal, le résultat du contact ordinaire du plus fort avec le plus faible ; il fallait laisser apercevoir la griffe du tigre et faire bravade de la perfidie de l'intention ; on ajouta à cette sommation un avis (*a hint*) que les peuples de l'Inde prirent d'abord pour une mauvaise plaisanterie, tant il était insolent et déloyal. Il était exprimé ainsi : Les Amirs du Scinde feront sagement de ne pas perdre de temps à entrer en arrangement avec le Shah-Soujah, l'auguste protégé du gouvernement britannique, pour liquider certaines réclamations que ce monarque comme leur suzerain, dès qu'il sera réintégré par nos armes, ne manquera pas de leur faire pour des arriérés de tribut. Le gouverneur général n'a pas encore déterminé le montant exact des sommes que le Shah-Soujah pourra avec justice exiger des Amirs, mais le mini-

mun ne saurait être moins de 20 lacks de roupies (5 millions de francs). *They had better lose no time in compromising a claim which our protégé, when thus restored by our arms, is to enforce upon their country. The governor general has not yet determined the amount which the Ameers may be fairly called upon to pay, but the minimum may certainly be taken at 20 lacs of rupies.* (Dépêches officielles de lord Auckland, page 9.) On observera qu'il y avait vingt-cinq ans que Shah-Soujah avait été expulsé du trône. Jamais bandit de grand chemin n'a dépouillé sa victime avec plus de facétie !

« L'impression déjà universellement reçue à cette
« époque, dit sir Henry Pottinger, parmi les popu-
« lations du Scinde, de la déloyauté et de l'insatia-
« ble avidité de notre politique, ne devait pas être
« affaiblie par cette manière sommaire d'en agir
« avec les traités et nos alliés, surtout quand notre
« chargé d'affaires y ajoutait au nom de notre gou-
« vernement cette menace si claire, si pleine de
« sens : que, dans le cas où les Amirs songeraient
« à former quelque alliance étrangère, nous avions
« le pouvoir de les écraser et de les annihiler, et
« que nous n'hésiterions pas à user de ce pouvoir
« du moment que nous en verrions le plus petit
« motif, médiat ou immédiat, pour l'intégrité ou la
« sûreté de notre empire et de ses frontières. *We*
« *had the ready power to crush and annihilate*

« *them, and would not hesitate to cal it into action*
 « *should it appear requisite, however remotely, for*
 « *either the integrity or safety of our empire and*
 « *its frontiers.*

« Les Amirs essayèrent bien quelques remontrances, nous y répondîmes par l'argument du plus fort :
 « *sic volo, sic jubeo, sit pro ratione voluntas.* Nous
 « occupâmes leur territoire; en persuadant les uns et
 « effrayant les autres, nous leur fîmes signer sous les
 « baïonnettes mêmes de nos troupes un nouveau traité
 « (le troisième), qui les entourait de nouvelles embû-
 « ches et les soumettait à de nouvelles humiliations. »

Dès lors nul doute que les Amirs commencèrent à intriguer pour échapper à un envahissement aussi rapide et aussi brutal : c'était dans la nature humaine et dans la nature des choses; qui ne l'eût pas fait à leur place ? Ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est qu'ils se laissèrent devancer dans ce mouvement par leurs peuples plus impatients qu'eux-mêmes de l'insolence de l'étranger, et qu'ils cherchèrent plutôt à arrêter ou à comprimer l'élan qu'à l'encourager. Le chef de l'aristocratie régnante, Mir-Roustum-Khan, était un pauvre vieillard qui, dès l'origine des relations politiques entre le Scinde et la Compagnie, n'avait pas cessé d'être le ferme partisan des Anglais. Son amitié, très-peu d'années auparavant, leur avait rendu d'éminents services ; mais affaibli par l'âge, ce n'était plus qu'un mannequin

entre les mains d'un ministre ambitieux ou patriote. Au moment le plus désastreux de la retraite d'Afghanistan, une proclamation revêtue du sceau de l'Amir, probablement à son insu, et appelant les peuples du Scinde à l'insurrection, tombe entre les mains du chargé d'affaires. C'est sur le vieux chef que descend la première vengeance du gouvernement britannique : sir Charles Napier s'avance à la tête d'une armée et le dépose pour mettre à sa place un intrigant qui vend son pays aux Anglais par un nouveau traité (le quatrième).

Les autres Amirs auraient volontiers fait tous les sacrifices d'argent qu'on aurait pu leur imposer, mais il leur sembla qu'ils se déshonoreraient s'ils donnaient leur assentiment à la déposition de Roustum et à l'abandon du territoire national : ils s'y refusèrent. Leur opposition fut méprisée, et la Compagnie entra en possession des territoires nouvellement concédés. Il paraît pourtant que les chefs ne comptaient faire aucune résistance, mais le peuple ne voulut point être complice de cette inertie. Les guerriers qu'ils avaient rassemblés autour d'eux dans leurs jours de prospérité, bandes sauvages et quelque peu pillardes sans doute, mais hardies et indépendantes dans leur rude patriotisme, étaient préparés à mourir pour leur sol. Ils ne voulurent rien entendre des accusations que la Compagnie pouvait avoir à formuler contre leurs princes. Ils

savaient que le pays leur appartenait à eux-mêmes et à leurs chefs, et pour leurs chefs et pour eux-mêmes ils étaient décidés à le garder. Ils l'essayèrent et succombèrent ; la discipline européenne devait triompher de leur bravoure. La bataille de Mianie termina dans des flots de sang cette douloureuse histoire. Le pied victorieux de l'Angleterre pèse de tout son poids sur un peuple écrasé et palpitant, et les souverains déchus, innocents ou coupables, ont échangé ces palais où Burnes avait trouvé une si touchante hospitalité, contre une captivité perpétuelle dans les casemates étouffantes des donjons de l'Indoustan.

Il n'est point douteux que dans un temps plus ou moins long, mais qui ne saurait être éloigné pour la plupart, ceux des princes indous ou musulmans qui ont conservé quelque indépendance, c'est-à-dire que nous avons rangés dans les trois premières classes, descendront successivement dans la dernière, dans la catégorie des pensionnaires ; et nous sommes loin de contester que les populations aujourd'hui soumises à leur administration (*telle qu'on la leur a tracée*) gagneront en général à passer sous la domination directe du gouvernement anglais. Tout fait même présumer que « si quelque cause extérieure ne vient
« pas troubler les habitudes de soumission auxquelles
« l'Inde est déjà façonnée envers sa superbe protec-
« trice, ces grands changements s'opéreront sans sé-

« cousse (1) ; » les éléments aujourd'hui en fusion pour-
ront alors se consolider et donneront, peut-être dans un
siècle, à l'empire indou-britannique le caractère d'u-
nité et de consistance politique qui lui manque encore.

CHAPITRE VIII.

Statistique générale de l'Inde. — Étendue et population.

Maintenant que nous avons passé en revue toutes les cases de l'échiquier politique de l'Inde, il sera curieux d'avoir le chiffre exact de la population de chacune d'elles et la somme totale de ces chiffres. Malheureusement les données pour ce travail sont encore fort incomplètes, et l'on ne peut pas toujours se fier à celles qui se présentent, car il n'est peut-être pas de question de statistique sur laquelle on ait accepté moins scrupuleusement des conjectures plus vagues, plus hasardées, plus erronées. Même aujourd'hui, nous ne prétendons en donner qu'un tableau fort imparfait, exact dans certaines parties, approximatif dans d'autres.

Le recensement n'a jamais été fait simultanément ni complètement achevé, excepté pour la présidence de Madras. Cependant on peut généralement s'en fier aux états suivants empruntés à Montgomery-Martin, c'est encore ce qu'il y a de plus correct jusqu'aujourd'hui.

(1) Jancigny.

ÉTENDUE ET POPULATION

Des provinces sous l'administration immédiate du gouvernement de Madras (relevé de 1830).

DISTRICTS.	SUPERFICIE.	POPULATION.
	milles carrés.	âmes.
Madras et sa banlieue.	1,130	700,000
Ganjam.	3,700	468,047
Vizagapatam.	5,600	1,047,414
Rajahmundry.	4,690	695,016
Masulipatam.	4,800	544,672
Guntour.	4,600	518,318
Nellore.	7,470	846,572
Bellary.	12,703	1,128,839
Cuddapah.	12,752	1,063,164
Arcot (nord).	8,002	1,104,789
Arcot (sud).	8,500	553,388
Salem.	7,593	822,107
Tanjore.	3,872	1,128,730
Trichinopoli.	3,169	536,697
Madura.	6,932	1,135,411
Schevavunga.	1,724	850,891
Tinevelly.	5,590	854,834
Coimbatour.	8,392	707,571
Canara.	7,477	1,113,497
Malabar.	4,900	700,000
Coorg.	12,000	
Keurnoul.		
TOTAUX.	135,604	16,519,887

PRÉSIDENCE DU BENGAL (BENGAL, BAHAR, ORISSA).

DISTRICTS.	SUPERFICIE.	POPULATION.
	milles carrés.	âmes.
Ville de Calcutta.	7	300,000
Banlieue et faubourgs.	1,105	366,000
24 Pergunnahs.	3,610	639,293
Hoogly.	2,260	1,540,350
Nuddia.	3,105	1,364,275
Jessore.	5,180	1,750,406
Cuttack.	9,040	1,984,620
Midnapour.	8,260	1,914,060
Burdwan.	2,000	1,407,263
Jungle-Mahals.	6,990	1,394,740
Ramghur.	22,430	2,325,632
Bahar.	5,235	1,340,610
Tirhoot.	7,732	1,968,720
Sarun.	5,760	1,494,179
Shahabad.	4,650	908,856
Patna.	667	265,705
Bhagulpour.	7,270	797,790
Perniah.	7,460	1,560,284
Dinagepour.	5,920	2,625,720
Rungpour.	7,856	1,340,350
Rajshahi.	3,950	4,087,155
Birbhoom.	3,870	1,267,665
Mourshedabad.	1,870	762,690
Mymensing	6,988	1,454,670
Sylhet.	3,532	1,083,720
Tipperah.	6,830	1,372,260
Chittagong.	2,980	790,806
Backergunge.	2,780	686,640
Dacca.	1,870	512,388
Jelalpour.	2,585	583,375
TOTAUX.	153,792	39,937,561

PROVINCES DU NORD-OUEST.

LOCALITÉS.	SUPERFICIE.	POPULATION.
	milles carrés.	âmes.
Ville de Bénarès.	3	200,000
— de Delhi.	4	250,000
— d'Agra.	7	80,000
— d'Allahabad.	3	64,775
Distriet d'Allahabad.	2,650	715,415
Distriet de Bénarès, et le reste des provinces du Nord-ouest.	63,850	31,246,626
Assam.	15,900	830,000
TOTAUX.	82,417	33,386,816

PRÉSIDENCE DE BOMBAY.

DISTRICTS.	SUPERFICIE.	POPULATION.
	milles carrés.	âmes.
Ile de Bombay.	18	230,000
Poonah.	8,281	558,313
Ahmednagar.	9,910	666,376
Kandeisch.	12,527	478,457
Dharwar.	9,122	838,757
Jaghurdars.	2,973	779,183
Concess. dans le Sattarah.	6,169	736,284
Concan (sud).	6,770	656,857
Concan (nord).	5,510	387,264
Surat.	1,449	454,431
Baroach.	1,351	239,527
Ahmedabad.	4,072	528,073
Kaira.	1,827	484,735
TOTAUX.	68,074	6,940,277

Il reste encore de districts sur la Ner-

buddah.	29,800
Cédés par le rajah de Bérar en 1826.	55,900
A Tavoy, Tenasserim, Mergui.	15,000
En Arracan.	8,000

Faisant un total de 108,700 dont on n'a jamais dénombré la population. En l'estimant à quatre-vingts individus par mille carré, cela nous donnerait huit millions six cent quatre-vingt-seize mille âmes au maximum. Enfin, ajoutant toutes les sommes précédentes, nous trouvons pour l'estimation la plus approximative possible des possessions directes de la Compagnie, d'après les données actuelles, une étendue de cinq cent quarante-sept mille cinq cent quatre-vingt-sept milles carrés et une population de cent cinq millions cinq cent mille cinq cent trente et une âmes.

La conquête du Scinde qui vient de s'effectuer au moment où j'écris, ajoute à ces deux sommes quarante mille milles carrés et un million de population.

Quant aux chiffres des États alliés, vassaux et tributaires, ils ne peuvent de même être estimés qu'approximativement, attendu qu'il n'est jamais entré dans une tête indienne d'en faire le relevé. D'après le tableau ci-joint leur somme totale donne une population de cinquante-deux millions sept cent

mille âmes pour une superficie de cinq cent quarante mille milles carrés.

Nepaul.	2,000,000
Punjab.	4,000,000
Hyderabad	12,000,000
Aoude.	3,700,000
Nagpour	2,500,000
Sattarah	1,500,000
Guicowar.	2,000,000
Maïssore	3,500,000
Travancore, Cochin	1,000,000
Rajpoutana, Sikhs, Bundelcund.	16,500,000
Gwalior	4,000,000

TOTAL. 52,700,000

Le chiffre total des populations comprises entre les limites naturelles de l'Indoustan, c'est-à-dire l'Indus, l'Hymalaya, l'Océan et les montagnes d'Arracan, serait donc approximativement et au maximum de cent cinquante-huit millions (déduction faite des acquisitions sur les côtes méridionales d'Ava).

CHAPITRE IX.

Système militaire.

Malgré le peu d'énergie des populations et les vieilles haines politiques et religieuses qui les divisent, la stabilité de l'ordre de choses introduit par la domination anglaise doit être attribuée surtout à la présence d'une armée dont l'organisation actuelle, parfaite à beaucoup d'égards, est le résultat d'une longue expérience et d'études approfondies sur le caractère des indigènes et les exigences du service. C'est le système de cette milice si merveilleusement adaptée aux circonstances locales que nous allons chercher maintenant à expliquer à nos lecteurs le plus clairement et le plus brièvement possible.

Quand il s'agit d'apprécier une armée, il y a trois choses à considérer : le nombre, l'organisation et la qualité.

La comparaison du chiffre de l'armée anglo-indienne à différentes époques pourra nous donner une idée du nombre de troupes dont elle se compose en temps de paix et en temps de guerre, et de la proportion moyenne des différentes armes.

Chacune des présidences a son armée parfaitement distincte, complètement organisée et com-

mandée par un général en chef ; cependant le général qui commande au Bengale est général en chef des trois armées qui forment ensemble l'armée de l'Inde. L'armée du Bengale est distribuée dans la présidence de ce nom et dans les provinces de l'Ouest. Le gouvernement des provinces de l'Ouest n'a point d'armée qui lui soit propre.

Voici le relevé par arme de la totalité des forces à différentes époques. D'abord en 1826 (fin de la guerre des Birmans) d'après Walter Hamilton et sir Henry Hardinge.

Troupes royales (infanterie et cavalerie).	21,934
Trois régiments européens de la Compagnie	3,600
Artillerie (européenne et indigène).	15,782
Génie (Européens et indigènes)	4,375
Cavalerie indigène (régulière et irrégulière)	26,094
Infanterie indigène (régulière et irrégulière).	230,812

TOTAL. 302,797

N. B. En dépouillant de ce dernier chiffre l'infanterie irrégulière au nombre de.	39,000
Les invalides environ.	12,000

C'est. 51,000

à retrancher pour avoir le chiffre de l'infanterie régulière indigène, environ. 180,000

Selon sir Henry Hardinge, dans son discours prononcé aux communes en mars 1838, le chiffre de l'armée indienne pour l'année 1826 se montait à :

Européens.	30,872
Indigènes	260,273

TOTAL. . . 291,145

La différence avec le total ci-dessus n'est qu'apparente. Elle vient de ce que sir Henry Hardinge, ne parlant que de l'armée effective, supprime les invalides, dont le nombre est ordinairement de 10 à 12,000 hommes, organisés en infanterie non mobile et compris par Hamilton dans le chiffre de l'infanterie.

En 1830 l'armée anglo-indienne comptait :

Infanterie européenne, 20 bataillons royaux de la force moyenne de 887 hommes.	17,740
Id. 3 régiments européens de la Compagnie, à 644 hommes.	3,633
Cavalerie européenne, 4 régiments royaux à 644 hommes.	2,576
Artillerie, tant européenne qu'indigène	17,383
Génie, Européens et indigènes.	2,123
Cavalerie régulière indigène, 21 régiments à 583 hommes	12,243
Cavalerie irrégulière indigène, 8 régiments à 650 hommes	5,200
Infanterie régulière indigène 152 régiments à 818 hommes	124,336
Infanterie irrégulière indigène. Corps provinciaux, milices, gendarmerie	28,620

(Non compris les invalides.) Total. . . 213,856 (1)

En 1837 le chiffre du total de l'armée présente une nouvelle diminution. Dans le discours déjà cité

(1) On voit que la somme totale de l'armée avait considérablement diminué. Cependant le chiffre des Européens s'était accru : il était de 33,971 hommes.

Cette augmentation avait eu lieu surtout dans l'artillerie. La principale diminution avait porté sur l'infanterie indigène tant régulière qu'irrégulière, mais surtout sur les cipayes.

plus haut, sir Henry Hardinge en fait l'estimation suivante : Européens. 50,340

Indigènes réguliers et irréguliers (non
compris les invalides). 150,000

Total 180,340

La diminution en Européens portait exclusivement sur l'infanterie, dont les bataillons étaient réduits à sept cent quarante hommes.

La diminution en indigènes (de trente mille hommes) portait de même presque exclusivement sur l'infanterie tant régulière qu'irrégulière. Les bataillons de cipayes étaient descendus à une force moyenne de sept cents hommes. Ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est de retrouver ici le même nombre d'Européens, sur une armée de cent quatre-vingt mille hommes, qu'en 1826 sur une armée de trois cent mille. Le prestige du cipaye avait donc singulièrement baissé ; il avait donc prodigieusement perdu dans l'estime du gouvernement.

Dès le début de la guerre d'Afghanistan, le chiffre de l'armée recommence à s'accroître. Pour mieux nous rendre compte de cet accroissement, divisons-le en deux tableaux, l'un pour les Européens, l'autre pour les indigènes (1).

(1) Ce tableau m'a été fourni par le comte Charles de Ludres ; il est d'une exactitude parfaite.

AUGMENTATION EN EUROPÉENS.	AUGMENTATION EN INDIGÈNES.
En 1839, le nombre des régiments d'infanterie royale est porté à 21 au lieu de 20, et leur force à 976 hommes au lieu de 740, ce qui donne sur l'établissement de 1837 une augmentation de . .	En 1839, les neuf compagnies des régiments d'infanterie indigène furent portées à 96 hommes chacune, ce qui donna une augmentation de 182 hommes par régiment, et pour les 152 régiments de.
3,696	27,664
— La même année il est formé trois nouveaux régiments d'infanterie européenne de la Compagnie. En les comptant à la même force que les anciens, c'est une augmentation de.	— La même année les régiments de cavalerie régulière reçoivent une augmentation de dix homm. par compagnie pour les 21 régiments : cela nous donnera . .
3,600	1,260
— La même année nous trouvons une augmentation de 100 officiers pour les armes spéciales de l'artillerie et du génie.	— L'artillerie indigène à pied et à cheval est augmentée de
100	1,000
— La même année sont formées trois nouvelles batteries d'artill. avec des attelages nouveaux demandant un renfort d'Européens. . . .	— Contingent du Shah-Sonjah, qui n'a jamais cessé d'être soldé par la Compagnie, jusqu'à son licenciement en 1843.
600	8,000
— En 1840, la force des régiments d'infanterie royale est portée à 1103 hommes au lieu de 976, ce qui donne une nouvelle augmentation de.	— En 1840, un nouveau régiment de volontaires du Bengale pour servir en Chine.
2,767	700
A reporter. . .	— Même année, sepehrs Goorkhas de Broadfoot. — Chasseurs irréguliers du Seinde.
12,763	600
	500
A reporter. . .	A reporter. . .
	39,724

AUGMENTATION EN EUROPÉENS.		AUGMENTATION EN INDIGÈNES.	
Report. . .	12,763	Report. . .	39,724
La même année les 4 régiments de cavalerie royale sont augmentés de 30 chevaux chacun.	200	En 1841, un septième régiment de cavalerie irrégulière	750
En 1842, on ajoute 2 officiers d'infanterie par régiment indigène; pour les 152, c'est donc.	304	En février 1842, on ajoute une nouvelle compagnie à chaque régiment d'infanterie indigène, et on les porte à 116 hommes chacune.	42,230
En 1844, on expédie directement de l'Angleterre 7 régiments d'infanterie et un de cavalerie. Tout cela ferait environ 8000 hommes d'augmentation; mais il faut en retrancher le 44 ^e détruit à Caboul et dont les débris rentrent en Angleterre	7,000	A la même époque 7 nouveaux régim. d'infanterie indigène sont créés sous le nom de <i>provisional light infantry battalions</i> . .	6,000
Augm. en Européens.	20,267	Même année, un 8 ^e régiment de cavalerie irrégulière	750
		Augm. en indigènes.	89,480 20,267
		Augm. tot. en réguliers.	109,747

Cette augmentation ajoutée à l'effectif
de 1837 de 180,340
nous donnerait déjà un total de. . . 290,087

Report. 290,087

Si l'on y ajoute le chiffre des invalides qui n'est point compris dans l'effectif donné par sir Henry Hardinge pour 1837, et qui par suite des guerres s'élevait en 1842 à au moins. . . . 13,000

nous arrivons enfin à un dernier total de. 303,087

De sorte que l'armée à la fin de 1842 était remontée à peu près au même chiffre qu'elle avait atteint en 1826, mais avec cette différence essentielle que sur un nombre égal elle présente cinquante mille Européens, au lieu de trente mille. C'est une nouvelle baisse sur les cipayes au marché de l'opinion publique, baisse qui donne à réfléchir quand on considère l'effroyable dépense qu'entraîne l'emploi des troupes européennes. Pour bien s'en faire une idée, il faut savoir que chaque soldat européen transporté sur le sol de l'Inde, équipé et discipliné au moment de commencer son service, coûte déjà à la Compagnie la somme énorme de 2,500 fr. (100 livres sterling).

Il ne sera peut-être pas hors de propos de donner ici le tableau des dépenses, par arme, de la force militaire en 1830. Il servira à nous donner un aperçu de ce qu'aura pu être le budget de la guerre pour 1842.

ARMES.	EFFECTIF.	DÉPENSES.
Génie européen et indigène.	1,084	83,873
Artillerie européenne à cheval.	2,560	199,141
Artillerie européenne à pied.	7,469	232,343
Artillerie indigène à cheval.	1,602	74,239
Artillerie indigène à pied.	6,294	100,740
Cavalerie européenne royale.	2,577	172,588
Cavalerie indigène régulière.	12,248	718,853
Cavalerie indigène irrégulière.	4,714	179,393
Infanterie européenne royale.	17,731	628,612
Infanterie européenne de la Compagnie.	3,634	122,400
Infanterie indigène régulière.	124,391	3,103,363
Infanterie indigène irrégulière.	24,306	270,712
Invalides.	10,588	» »
Sapeurs (du génie).	3,487	74,511
Service de santé.	1,266	132,858
État-major	1,033	488,490
Commissariat	» »	614,327
Frais de route.	» »	2,238,046
TOTAUX.	224,444	9,474,491

C'est-à-dire qu'en 1830 le chiffre des dépenses atteignait 240 millions, et l'armée, forte d'environ deux cent vingt-quatre mille hommes, comptait dix-sept mille Européens de moins qu'en 1842. Le budget de la guerre dans l'Inde anglaise, pour cette dernière année, a donc dû dépasser 340 millions de francs. Encore faut-il observer que ne sont point comprises dans ce chiffre les dépenses de la guerre de Chine, guerre qui ne concernait que la métro-

pole, et dont les frais sont restés exclusivement à sa charge. Ainsi, la solde et l'entretien des cinq régiments européens et des trois bataillons de la Compagnie employés contre Canton et Nankin ont été remboursés à la cour des directeurs en Angleterre.

On conçoit que les finances de l'Inde, quelles que fussent leurs ressources, ne seraient pas en mesure de supporter longtemps de pareilles dépenses. Aussi, la paix étant rétablie, les réductions sont à l'ordre du jour.

Observons que c'est encore par les indigènes qu'on a commencé : d'abord par le contingent du Shah-Soujah qu'on a réduit à un seul régiment appelé de *Khelat-e-ghiljie*. Puis les sept régiments créés en 1842, et désignés ainsi : *Provisional light infantry battalions*, ont été dissous à leur tour. Enfin on a retranché des cent cinquante-deux régiments la 10^e compagnie ajoutée à la même époque : ce qui fait déjà, pour 1843, une réduction sur les indigènes de cinquante-cinq mille deux cent cinquante-cinq hommes, tandis qu'on n'a encore renvoyé en Angleterre que trois régiments européens, réduction de trois mille trois cents hommes, et il est probable qu'on s'en tiendra là.

Nous en avons assez dit, ce me semble, sur le chiffre et le dénombrement de l'armée anglo-indienne. Examinons maintenant son organisation et ses qualités.

Dans le cours de mon journal, j'ai eu occasion de m'étendre assez longuement sur la partie européenne de cette armée pour n'avoir plus besoin d'y revenir. On a vu que j'accordais sans hésiter la palme à l'infanterie anglaise, comme à la première dans le monde *pour le jour du combat*. Du reste, elle marche mal, et ses besoins, tant réels que factices, lui enlèvent une grande partie de son élasticité, de sa mobilité, et rendent son entretien ruineux. On a vu que j'attribuais sa supériorité *sur un champ de bataille donné* à la perfection de son armement, à la sévérité de sa discipline; aux soins prodigués à son instruction militaire, à la beauté physique et au développement musculaire qu'elle doit en partie au climat natal, mais principalement à une alimentation plus généreuse; enfin, et avant toute autre cause, à l'énorme proportion de vétérans que l'on trouve toujours dans ses rangs, formant souvent les deux tiers des cadres, résultat de son système particulier de recrutement où les enrôlements sont pour la vie.

J'ai dit que j'étais loin d'avoir une opinion aussi favorable de sa cavalerie (tant européenne qu'indigène, pour des raisons tout à fait diverses), en exprimant toutefois mon admiration pour les escadrons irréguliers connus sous le nom de *Skinner's horse*.

Je ne reviendrai pas non plus sur l'artillerie européenne et native de la Compagnie, dont j'ai parlé

fort au long dans une autre partie de cet ouvrage. Ce n'est que sur le soldat indigène en général, surtout celui de l'infanterie, le cipaye proprement dit, que je crois devoir revenir encore une fois, pour le faire descendre du piédestal où on l'a placé, pour porter un dernier coup à la réputation usurpée que les Anglais avaient un intérêt puissant à lui faire, comme un fantôme qui devait en imposer au monde, comme un épouvantail pour protéger leur conquête, comme le dragon de leur jardin des Hespérides ; je veux faire enfin luire la vérité au milieu de l'imposture. Qu'on ne croie pas cependant que c'est un libelle contre l'armée indigène que je me propose d'écrire. En parlant de son organisation et de son moral, je mettrai en regard ses vertus et ses imperfections ; je ferai ressortir tout à la fois sur le même plan sa douceur, sa discipline, sa résignation et sa pusillanimité ; car j'ai promis de dire la vérité tout entière.

Le cipaye est bien payé ; il reçoit en garnison 47 francs, et, en marche, environ 24 francs par mois, dont il peut économiser la moitié. Cette économie est suffisante pour nourrir une famille de cinq ou six personnes.

En santé, rien ne manque à son confort matériel et à son bien-être moral ; malade, le cipaye trouve dans les hôpitaux régimentaires des secours prompts et efficaces, et quand l'âge, les infirmités ou les

blessures le décident à prendre sa retraite, cette retraite est entourée d'aisance, de considération et de respect.

Le gouvernement anglais a institué deux ordres du mérite militaire destinés à récompenser les longs et fidèles services ou les actions d'éclat des officiers, sous-officiers et soldats des troupes indigènes. Ces ordres portent le nom d'*ordre du mérite* et *ordre de l'Inde anglaise* (1). Une pension proportionnée aux services est toujours attachée à l'un et à l'autre.

Le cipaye est soumis à une discipline indulgente qui convient à sa nature douce, grave, régulière et sobre. Il ne boit que de l'eau, il ne se plaît qu'aux occupations sédentaires, aux récits des conteurs d'histoires, aux chants des bayadères ou aux méditations sérieuses que lui inspire le murmure de son houkah. S'il s'éloigne du camp, ce n'est que pour ses ablutions; il serait superflu de l'entourer comme l'Européen de restrictions sévères, de limites rigoureuses. On n'exige de lui que l'adresse dans le maniement de ses armes où il excelle bientôt, l'intelligence des manœuvres qu'il acquiert comme par instinct; une partie de la matinée, depuis cinq heures du matin jusqu'à huit heures, lui suffit pour cette étude. Tout le reste du jour, s'il n'est point spécia-

(1) Les premières décorations de l'ordre de l'Inde anglaise ont été accordées en 1838.

lement de garde ou de service, lui appartient ; il est libre d'en disposer et il n'abusera point de ce loisir. C'est l'armée la plus agréable à commander tant qu'elle est dans ses garnisons. Il n'est point de troupeau humain plus facile à conduire, de petite monarchie plus aisée à gouverner qu'un régiment indigène. Si par hasard un soldat doit passer devant un conseil de guerre, ce sera probablement pour s'être endormi à son poste ; ou bien il aura convoité la femme de son camarade, seule cause de querelle entre les cipayes. Ce sont des enfants et de bons enfants, pour la simplicité, la naïveté, la douceur inoffensive, obligeants et affectionnés pour leurs chefs dès qu'ils rencontrent en eux la moindre bonhomie ; d'ailleurs convaincus de l'immense supériorité de ceux-ci en science, en force physique, en courage, en ruse, même en magie, car ils leur attribuent jusqu'à la sorcellerie.

Leur instruction militaire, comme nous l'avons dit, est bientôt complète ; l'équipement est parfait, l'armement admirable. Au reste le matériel de guerre dans toute armée anglaise est toujours superbe : depuis la carabine ou le fusil léger jusqu'au canon, depuis la giberne jusqu'au caisson, chaque arme, chaque section, chaque division peut servir de modèle à toutes les armées du monde.

En résumé, l'armée indienne avec son organisation actuelle est une des armées les plus belles, les

mieux équipées et les mieux disciplinées dans le monde entier.

Quant à la facilité de la recruter, elle est prodigieuse, elle est sans limites. S'il fallait un million d'hommes, on les aurait en six mois sans enrôlement forcé ; il suffirait de faire un appel à son de caisse dans les bazars. Chaque carrefour, chaque caravan-sérai, chaque mesure abandonnée où la misère peut trouver un abri produirait son contingent de sans-culottes, d'oumeidwars (hommes d'espérance, comme on les appelle par une amère ironie), pauvres diables qui ayant tout perdu jusqu'aux instruments du travail, laboureurs, tisserands, artisans sans ouvrage, s'accroupissent sur la voie publique, attendant l'occasion de gagner le pain du jour pour eux-mêmes et quelquefois pour leurs familles cachées dans le voisinage. Voilà des volontaires qui demanderont à genoux la permission de servir. Effectivement pour de pareilles recrues la transformation est toute délicieuse. Des tourments de la faim, d'une inquiétude de tous les jours pour leur propre subsistance, pour celle de toute une famille dont ils sont peut-être le seul appui, ils passent à une vie d'aisance et comparativement de luxe. Au lieu de travaux fatigants et mal rétribués, ils peuvent se livrer à leur aise à ce *dolce far niente* si cher à tous les Méridionaux, exception faite de l'exercice du matin où ils trouvent le même plaisir que les enfants à jouer aux soldats.

Sortant de la misère, ils aperçoivent un commencement de fortune ; ils pourront économiser au moins 10 francs par mois sur leur solde ; c'est aussi une ressource assurée pour la vieillesse s'ils veulent rester au service : on n'a dans le fait que l'embarras du choix.

Toutefois ce choix est des plus importants ; car dès le premier changement de garnison, surtout s'il est question de marcher à l'ennemi, les avantages du métier des armes commencent à leur paraître moins brillants. Il n'est pas rare de voir les oumeidwars désertir alors par centaines, préférant encore la vie un peu précaire de *lazzaroni* aux fatigues d'une longue marche ou aux chances de la guerre. A la vérité, il est toujours facile de remplacer les déserteurs ; mais ces désappointements souvent renouvelés ne laissent pas que d'être coûteux et de produire un mauvais effet sur le moral de ceux qui restent, en leur donnant une idée exagérée des dangers ou des fatigues qui les attendent.

Ce choix est important aussi quant aux qualités militaires du cipaye ; mais l'expérience a prouvé que ces qualités dépendent presque invariablement de sa race : c'est donc dans les races qu'il faudra chercher à les apprécier. Quelles sont celles qui prédominent dans les armées de l'Inde ?

Bien que toutes les classes de la population indigène contribuent plus ou moins à la formation de

l'armée de l'Inde, c'est surtout l'*élément indou* qui domine dans l'armée du Bengale et en général dans l'infanterie des trois armées. Si au contraire la cavalerie régulière dans les trois présidences, mais surtout dans l'armée de Madras, se recrute principalement de mahométans, il ne faut pas cependant s'y tromper. Ce sont des mahométans de caste inférieure, ou, pour employer une expression plus correcte, puisque la religion musulmane ne reconnaît point de distinctions de castes, ce sont des descendants des Indous convertis à l'islamisme à l'époque des conquêtes afghanes et mogoles, et par conséquent hors caste (*out casts*), ou de basse caste par rapport aux Indous, mais sortant de la même souche; on retrouve toujours chez eux le même type, la même structure physique que dans les races brahmaniques.

Les musulmans pur sang, plus forts, plus robustes, descendant des Arabes, des Persans ou des Tartares, sont extrêmement clair-semés dans le pays; et comme les princes mahométans établis dans l'empire préfèrent naturellement les soldats de leur race et de leur religion, ils trouvent toujours à s'employer près d'eux. S'ils ont donc quelque fierté ou quelques prétentions à la naissance, ils préféreront un service même moins bien rétribué, à celui de l'étranger et du kafir (de l'infidèle). Aussi leur nombre est-il toujours extrêmement limité dans l'armée anglaise.

Pour apprécier les qualités militaires de l'armée régulière, c'est donc dans l'élément indou qu'il faut les chercher. Il y a dans toute la nature des Indous, dans leurs manières, leurs discours, une timidité, une mollesse dont on est aussitôt frappé, et qui fait que l'Européen qui arrive parmi eux a la conscience immédiate de sa propre supériorité sur la race qui l'entoure. C'est le résultat de causes en partie physiques, en parties morales. Leur tempérance est extraordinaire; ils s'abstiennent de toute nourriture substantielle, de toutes viandes, de toutes liqueurs saines. S'ils s'enivrent, c'est avec des boissons délétères, l'arack, le kalou, l'opium. Ils vivent d'ailleurs dans un climat énervant et se livrent immodérément aux plaisirs des sens : de là une constitution faible, sans énergie, que chacun transmet à ses descendants encore un peu plus affaiblie qu'il ne l'a reçue de ses pères. Dénués de force musculaire, ils sont pourtant en général d'une agilité et d'une adresse extrêmes, et peuvent endurer des fatigues prolongées. Les messagers indous peuvent faire cinquante milles par jour, pendant cinq ou six jours, et même les cipayes sous les armes feront en cas de besoin des marches extraordinaires. D'ailleurs cette mollesse ou délicatesse de construction rend irritables à l'excès les passions et les facultés morales de l'Indien; elle devient la source de ces contrastes étranges dont on s'étonne à chaque instant. L'In-

dien qui tremblera devant la cravache ou le poing fermé d'un Européen se fera broyer sans sourciller sous les roues du char de Jagarnath. La chasse lui fera supporter les plus rudes fatigues ; malgré son indolence habituelle , on le verra poursuivre les tigres et autres bêtes féroces avec une ardeur, une patience qu'aucun autre peuple ne saurait surpasser ; même dans la guerre, le cipaye a montré dans certaines circonstances exceptionnelles une bravoure que les Anglais ont plus d'une fois admirée. Toutefois cette bravoure, étant une victoire de l'âme sur un faible corps, ne peut être qu'individuelle ; je dirai plus, elle ne peut être que momentanée. C'est pour lui surtout qu'il faudrait dire : Il fut brave un tel jour.

Examinez les Indous dans leur structure physique, et vous ne serez plus étonné de cette incertitude dans leur courage. Ils ont en général de beaux traits, ils sont bien proportionnés, mais leurs membres sont grêles et fragiles. « Leur poitrine, dit « Jacquemont, étroite et chétive, paraît creusée « entre la saillie antérieure des épaules. » En voyant ces jambes de fuseaux et ces bras étiques sans aucun développement musculaire, on conçoit qu'ils doivent répugner à toute lutte corps à corps, qu'ils doivent surtout frissonner de se mesurer avec les proportions gigantesques des races saxonnes ou européennes. J'ai vu plus de cent fois, durant le

cours de mon service aux colonies, une escouade de vingt-cinq cipayes recevoir l'ordre de s'emparer d'un de nos Européens en état d'ivresse et n'ayant d'autres armes que celles que la nature lui avait données, tandis qu'eux-mêmes étaient armés de bâtons et de fusils. C'était chose curieuse et ridicule à voir que la terreur avec laquelle ils s'en approchaient sans oser le saisir pendant quelquefois plus d'une heure, quoiqu'il pût à peine se tenir en équilibre ; et lui, s'avancant au milieu d'eux, abattant et roulant un homme à ses pieds à chaque coup de poing comme avec un fléau. Mais venait-il enfin à trébucher dans quelque inégalité du sol, tous de se précipiter sur lui comme des lions ; ils lui rendaient alors tous ses coups avec intérêt, le garrotaient et le ramenaient en triomphe, parfaitement satisfaits et tout tremblants encore de leur victoire, comme s'ils avaient dompté quelque animal féroce.

Cette circonspection naturelle à l'Indou en raison de sa débilité physique est encore augmentée par ses craintes superstitieuses : sa religion lui défend d'offenser tout ce qui a vie, même dans les espèces d'animaux les plus inférieures ; il ne saurait dès lors marcher ou même se remuer sans courir le danger de se rendre coupable de quelque meurtre involontaire ; tout est pour lui le sujet d'une terreur vague, mais continuelle, qui le rend l'être le plus nerveux de la nature. On objectera bien à ce tableau, dont

la fidélité ne sera point contestée dans son ensemble, d'admirables exceptions, surtout dans les castes supérieures, les Rajpouts, les Goorkhas, les Sikhs et les montagnards du Nord ; mais ni les uns ni les autres n'affluent dans les rangs de l'armée régulière. Quand donc M. de Jancigny a-t-il trouvé trente mille Rajpouts dans l'armée indienne ? A part les régiments de cavalerie irrégulière et les contingents encore plus irréguliers, et qui sont en dehors de l'armée, il n'y a pas vingt Rajpouts par régiment ; et quant aux Goorkhas, on ne les trouve que dans trois ou quatre petits corps provinciaux levés spécialement pour le service des montagnes. Si l'on excepte donc une moyenne d'environ trente individus par bataillon, tout le reste appartient à la plus chétive famille dans la race humaine, le type indou dans son développement ordinaire.

J'ai eu l'occasion de voir les cipayes sur le champ de bataille : ils me semblaient toujours éprouver pour leur officier européen le sentiment du mouton pour le bélier du troupeau, la crainte de rester en arrière plutôt que l'élan de se porter en avant. Ils le suivaient même au feu, mais avec une vague idée dont ils ne se rendaient pas bien compte, que ce serait lui qui les défendrait, qui se battrait pour eux, qui trouverait quelque secret pour faire fuir l'ennemi et les soustraire au danger. Et puis sur les champs de bataille de l'Inde, les affaires se décident généra-

lement à la distance par le canon ; le cipaye n'est appelé à agir, à charger que sur un ennemi déjà brisé par la mitraille, en fuite et en désordre : il est alors dans son élément, fort brave avec ceux qui ont peur ; mais partout où il a trouvé un adversaire disposé à l'aborder franchement, il a invariablement failli.

Voyez-le dans la guerre de l'Afghanistan ! Dans les derniers combats qui précédèrent immédiatement l'insurrection générale de ce pays, les troupes indigènes de la Compagnie avaient été battues (ce n'est pas moi qui l'affirme, ce sont les journaux mêmes de Bombay) dix-sept fois sur vingt-trois engagements, c'est-à-dire généralement partout où elles n'avaient pas eu des soldats européens en première ligne pour supporter l'effort de l'ennemi. Quand une brigade de Bombay essaye de dégager le major Brown enfermé à Cahun ; quand, en janvier 1842, le colonel Wild tente avec deux brigades de l'armée du Bengale de pénétrer à travers le Khyber jusqu'au général Sale à Jullalabad, nous voyons dans l'un et l'autre cas un ennemi indiscipliné aborder le cipaye le sabre à la main, et celui-ci fuir honteusement et laisser ses officiers européens mourir à l'arrière-garde en cherchant à couvrir le drapeau de leurs poitrines ou de leurs cadavres ; enfin, dans la fameuse retraite de Caboul, en janvier 1843, si nous devons en croire le témoignage du capitaine Souter

du 44^e, presque le seul officier de l'armée royale échappé au massacre, à partir du troisième jour de marche les cipayes ne tirèrent plus cent coups de fusil : l'artillerie et la petite poignée d'Européens supportèrent seules les terribles combats qui se renouvelaient à chaque barrière, et les cipayes suivaient comme un troupeau, ou s'asseyaient pour se rendre à merci ou mourir sur le bord du chemin.

Si l'on avait tant de confiance dans le cipaye, pourquoi ces désastres ne furent-ils pas immédiatement suivis d'un nouveau mouvement en avant pour laver la tache faite à son honneur, pour revendiquer sa supériorité ? Au lieu de le soumettre à cette seconde épreuve, que voyons-nous ? Dans le premier cas, le résultat immédiat est une capitulation : le major Brown obtient d'un ennemi généreux la permission de se retirer, et l'invasion s'éloigne de ce sol indompté qui ne produit que des rochers et des guérillas. Après l'échec du colonel Wild, il fallut rester deux mois et demi, depuis le 24 janvier jusqu'au 6 avril, sous le poids de l'humiliation qu'on avait subie ; il fallut l'arrivée d'un renfort de huit mille hommes, de trois régiments européens, dont un de cavalerie, d'une nombreuse et superbe artillerie, pour rendre un peu de courage aux cipayes ; non-seulement à ceux qui s'étaient mesurés avec l'ennemi, mais aux nouveaux arrivants que la panique avait gagnés. Il fallut pendant près de trois

mois un traitement systématique de la part du général Pollock pour restaurer leur *moral* et pour pouvoir hasarder à la fin un mouvement en avant. Cet effort tardif était un si grand succès d'influence que sir Robert Peel jugea à-propos, dans son discours aux chambres d'Angleterre, le 20 février 1843, de proposer un vote de remerciements de la nation au général Pollock pour l'avoir obtenu. Toutefois, quand enfin il se décida à aborder l'ennemi, ce ne furent point les régiments battus qu'il mit en avant, mais, comme toujours, les Européens; et ces terribles adversaires contre lesquels on avait perdu six cents hommes pour ne recueillir que la honte d'une défaite, furent culbutés, dispersés et balayés avec une perte de dix Anglais tués et quelques blessés.

Je pourrais citer encore à l'appui de mon opinion toutes les circonstances des deux dernières batailles dont les détails nous sont connus, et qui ont été livrées cette année même sur les bords de l'Indus. Il nous suffira de citer celle de *Mianie*, gagnée le 17 février 1843 par le général sir Charles Napier sur les milices irrégulières du Scinde. Il convient lui-même dans son rapport officiel que les cipayes plièrent et reculèrent trois fois à mesure que succombèrent leurs officiers. Et comment ces officiers périrent-ils? Nous le trouvons expliqué dans le même rapport. C'est d'abord le major Jackson, commandant le 12^e régiment des cipayes de Bom-

bay, qui s'avance contre l'ennemi à la tête de son bataillon, et qui, n'étant suivi que par deux braves havildars (sergents indigènes), est sabré avec eux à la vue de son corps qui ne vient point à son secours ; c'est le major Teasdale, commandant le 25^e de la même arme, qui s'avance de même à cheval à la tête de son régiment et passe seul par-dessus la berge derrière laquelle l'ennemi est posté : il est sabré de même sans avoir un seul de ses cipayes à ses côtés. Le 12^e et le 25^e régiments ne furent pourtant point flétris : leur indécision ne surprit personne ; et cependant le terrible ennemi auquel ils avaient affaire, et qui ne comptait pas moins de vingt mille hommes, est culbuté et brisé par un faible bataillon européen, tout au plus cinq cents hommes du 22^e régiment de la reine. Que dire, après de pareils faits, d'une armée indienne disciplinée ou non disciplinée ?

On a souvent cité en l'honneur des cipayes, aux premiers jours de la conquête, l'héroïque défense d'Arcot par le fameux Clive à la tête d'une poignée d'Européens et d'indigènes ; on s'est extasié surtout sur ce trait vraiment admirable : Quand, réduite aux dernières extrémités, il ne restait plus à la petite garnison que quelques mesures de riz pour supporter ses forces et son énergie dans une lutte inégale, les cipayes proposèrent à Clive d'abandonner tout le riz (c'est-à-dire toute la substance nù-

tritive) aux Européens, et de se contenter eux-mêmes de l'eau dans laquelle on l'aurait cuit : cette offre fut acceptée, et le sacrifice consommé. Voilà certainement un exemple sublime de dévouement et de résignation ; mais il prouve, mieux que tous les arguments que nous pourrions employer, la conviction profonde, chez les cipayes eux-mêmes, que leur seul espoir était dans les Européens. C'était dire : Vous êtes nos champions, notre bras droit, votre force est notre force, votre courage notre courage. Aux cipayes, aux Indiens, la passive résignation des femmes contre les souffrances et la faim ; aux Européens, l'énergie de l'homme, les armes et les combats.

Il ne me reste plus qu'une seule explication à donner au sujet de l'armée anglo-indienne : c'est sa répartition actuelle dans les différentes présidences. On la trouvera dans les tableaux suivants :

ARMÉE DU BENGAL.

ET DES PROVINCES DE L'OUEST.

1 corps d'officiers du génie. . . .	Employés au choix indistinctement, pour le génie civil ou militaire, les ponts et chaus- sées, mines, etc.
1 bataillon de sa- peurs	
Artillerie à cheval	3 brigades, chacune de 4 compagnies, dont 3 européennes et la 4 ^e native.
Artillerie à pied. .	5 bataillons européens, chacun de cinq com- pagnies.
	2 id. indigènes, chacun de 10 compagnies.

Cavalerie.	3 régiments royaux (européens).
	10 id. de cavalerie régulière indigène.
	8 id. de cavalerie irrégulière indigène.
Infanterie euro- péenne.	12 régiments de la reine.
	2 id. de la Compagnie.
	1 id. de vétérans invalides.
	74 régiments de la Compagnie.
	1 id. de volontaires du Bengale.
	1 id. de Khelat-e-Ghiljic.
Infanterie native.	2 id. de vétérans invalides.
	Diverses milices provinciales, telles qu'un ba- taillon d'Arracan, 1 de Sylhet, 1 de Sebun- dis, 1 d'Assam, etc.

ARMÉE DE MADRAS.

Corps du génie. .	Officiers et dessinateurs.
Sapeurs des ponts et chaussées . .	1 bataillon.
Artillerie à cheval	1 régiment de 6 compagnies (dont 3 euro- péennes et 3 natives).
Artillerie à pied. .	4 bataillons, dont 3 européens et le 4 ^e go- landaz (les bataillons européens n'ont que 4 compagnies, le bataillon golandaz en a 6).
Cavalerie.	1 régiment de la reine.
	8 id. de cavalerie régulière de la Compagnie.
Infanterie euro- péenne.	7 régiments de la reine.
	2 id. de la Compagnie.
	1 id. de vétérans invalides.
	32 régiments de la Compagnie (d'un bataillon chacun).
Infanterie native.	2 bataillons de vétérans invalides.
	Quelques compagnies de milices, Nairs, Bir- mans, etc.

ARMÉE DE BOMBAY.

Corps du génie. .	Officiers et dessinateurs.
Sapeurs des ponts. et chaussées. .	1 bataillon.
Artillerie à cheval	1 régiment de 4 compagnie, dont 3 euro- péennes et la 4 ^e native.
Artillerie à pied. .	3 bataillons, dont 2 européens à 4 compa- gnies et 1 golandaz à 8 compagnies.

Cavalerie.	{	1 régiment de la reine. 2 id. de cavalerie régulière indigène. 3 id. de cavalerie irrégulière (de Poonah, de Scinde, de Guzerat).
Infanterie euro- péenne	{	6 régiments de la reine. 2 id. de la Compagnie. 1 id. d'invalides 26 bataillons de la Compagnie. 1 id. de marine.
Infanterie native.	{	1 id. d'invalides indigènes. Milices et bataillons provinciaux du Guzerat, Kandeish, etc.

Il nous reste enfin à parler des traitements alloués aux officiers de tous grades. Le général commandant en chef reçoit, indépendamment de la solde de son grade, et à titre de traitement extraordinaire, environ 180,000 francs par an ; les officiers généraux reçoivent de 36 à 40,000 roupies, ou de 90 à 100,000 francs par an ; les brigadiers, environ 60,000 francs ; les colonels, de 36 à 45,000 francs (selon les armes et la différence entre la solde de garnison et la solde de marche, différence désignée sous le nom de *batta*) ; les lieutenants-colonels, de 24 à 40,000 francs ; les majors, de 17 à 27,000 fr. les capitaines, de 10 à 16,000 francs ; et les sous-lieutenants, enseignes ou cornettes, de 4 à 7,000 fr. environ.

Ces traitements sont d'autant plus beaux que les dépenses n'y correspondent pas. Il faut à un Européen sans famille pour vivre confortablement dans l'Inde une dépense de 3,000 francs ; tout ce qu'il

reçoit au-dessus de cela peut, s'il est raisonnable, être mis de côté. Le sous-lieutenant qui reçoit 5,000 francs par an peut donc très-bien en économiser 2,000 ; et puisque la dépense obligée n'augmente pas en proportion du grade, le lieutenant-colonel pourra ajouter à cette première somme tout le surplus de sa solde. On comprend ainsi les fortunes colossales amassées par quelques officiers supérieurs ; et puis, s'il y a guerre, les parts de prises augmentent encore les traitements et sont en proportion des grades.

Les seuls grades auxquels les indigènes puissent arriver sont ceux-ci : naik ou caporal ; havildar ou sergent ; djemadar ou sous-lieutenant ; soubadar de 1^{re} et de 2^e classe ou lieutenant de 1^{re} et de 2^e classe ; et enfin un soubadar-major, dont le grade n'a pas d'équivalent chez nous. Mais ces officiers ne peuvent dans aucun cas commander à des Anglais. L'orgueil de l'Européen a posé là une barrière infranchissable et ne veut point revenir sur cette dangereuse distinction de la peau. Le soubadar-major lui-même est inférieur au dernier sous-lieutenant européen. Au surplus, les officiers indigènes sont fort bien payés, si l'on considère surtout leurs besoins ; un soubadar de 1^{re} classe a 120 roupies (300 francs par mois).

Il y a toujours au moins un officier européen par compagnie de cipayes dans un bataillon régulier, et

même les corps irréguliers ont un état-major complet ; c'est-à-dire un commandant, un commandant en second, un adjudant, un quartier-maître et un docteur, tous les cinq Anglais.

La marine militaire de l'Inde, depuis le renouvellement de la charte, a subi des réductions considérables. La présidence de Bombay, la mieux pourvue sous ce rapport, ne comptait dans ces derniers temps qu'une frégate, une dizaine de corvettes ou de bricks armés en guerre et quelques bâtiments de transport. Au Bengale il y a, je crois, douze gros bricks-pilotes qui font un service très-actif à l'embouchure du Gange et entre cette embouchure et Calcutta. Enfin Madras n'a rien qui ressemble à une marine militaire. Mais le gouvernement suprême s'attache depuis quelques années à multiplier les steamers tant à Calcutta qu'à Bombay et pour l'exploitation de l'Indus. Calcutta en a déjà dix ou douze sans compter ceux du commerce. Bombay en avait six à l'époque de mon départ et en reçoit de nouveaux tous les jours ; enfin il y en a déjà quatre sur l'Indus.

CHAPITRE X.

Organisation sociale de l'Inde anglaise. — Clergé et commerce. — Européens, indigènes ; musulmans, Indous.

La société européenne dans l'Inde est exclusivement administrative, militaire et commerciale. Nous avons déjà passé en revue les deux premiers éléments. Ce que nous avons dit de la société administrative ne serait pourtant pas complet si nous omettions la dernière de ses branches, et en même temps une des plus importantes : le clergé. Nous avons vu que le gouvernement de la métropole avait réservé une part sur les dépouilles de l'Inde à l'ambition de sa magistrature ; il en devait une autre à la cupidité de son clergé protestant. D'ailleurs il ne pouvait se montrer uniquement préoccupé de la protection et du développement des intérêts matériels, il fallait conserver sa réputation de haute sainteté, de propagateur de la foi ; enfin il était indispensable de pourvoir aux besoins religieux de la population chrétienne. Jusqu'en 1835 on ne s'occupa que de la communauté protestante. L'Inde anglaise comptait trois évêchés de l'Église anglicane, dont un *métropolitain*, celui de Calcutta, et deux suffragants, ceux de Madras et de Bombay. L'évêque

métropolitain de l'Inde relève de l'archevêque de Cantorbéry ; son traitement annuel est d'environ 50,000 roupies ou 125,000 francs ; il est logé dans un magnifique palais ; les frais de ses tournées épiscopales sont supportés par l'État. Les évêques suffragants jouissent des mêmes avantages, mais leur traitement n'est que de 25,000 roupies, environ 60,000 francs.

Depuis 1835 on a accordé aux remontrances du parti catholique trois évêques de cette religion ; mais comme ce n'est point l'Église dominante, ils sont fort mal payés. La distinction est encore plus marquée pour le clergé inférieur : ainsi, tandis que le ministre protestant touche un traitement de 700 roupies par mois, le prêtre catholique demeurant dans la même station n'en reçoit que 120, c'est-à-dire qu'il est moins rétribué que le plus mince sous-lieutenant.

L'ensemble des hauts traitements civils, administratifs, judiciaires et ecclésiastiques *protestants* dans les trois présidences (y compris les provinces de l'Ouest) s'élevait en 1828 à plus de 50 millions de francs ; et cette somme était répartie sur treize cent six individus, donnant un traitement moyen d'environ 40,000 francs par tête. Ce chiffre a subi depuis cette époque quelques réductions réellement peu importantes qui ont fait cependant beaucoup crier les employés, et il n'en est pas moins constant

que la Compagnie paye ses fonctionnaires plus libéralement que ne l'a jamais fait aucune des puissances européennes. C'est certainement une probabilité et un moyen pour être bien servi ; mais il ne faudrait pas que ce moyen fût le seul : il faudrait y ajouter l'émulation , résultat de la concurrence, et le nombre des employés ne devrait pas être tellement limité que la tâche de chacun fût au-dessus de ses forces.

Passons au troisième élément de la société européenne dans l'Inde, l'élément *commercial* : c'est le dernier ; car il ne faut pas chercher ici des colons industriels ou cultivateurs. Il n'y en a pas , et la raison en est facile à comprendre : 1° La main-d'œuvre est descendue dans ce pays à un prix si bas qu'aucun Européen ne pourrait s'y nourrir du travail de ses mains : comment effectivement pourrait-il supporter la concurrence avec l'indigène dont le diner moyen coûte 16 centimes, et pour lequel le strict nécessaire peut se réduire à deux roupies et demie (6 francs 25 centimes) par mois ; c'est à peine si le capitaliste qui a le moyen d'établir des mécaniques et des machines à vapeur peut lutter avec la sobriété, la misère et la patiente industrie de l'artisan indou. Il découvre bientôt qu'il a fait une spéculation hasardeuse et se retire le plus tôt possible, fort heureux s'il n'a rien perdu.

En second lieu , les produits du sol sont tellement taxés , que l'agriculteur européen qui entre-

prendrait la culture d'une ferme mourrait de faim à côté de son champ, puisque le rayot lui-même, qui n'a pas la centième partie de ses besoins, en tire à peine de quoi soutenir sa famille.

Quels Européens trouvez-vous donc dans le pays en dehors des employés civils et militaires du gouvernement ? Quelques journalistes, qui font assez bien leurs affaires ; des marchands, des banquiers, et surtout des indigotiers. Ces derniers s'y ruinent ou deviennent millionnaires en quelques années ; dans l'un et l'autre cas, ils disparaissent bientôt de la scène, les uns pour jouir en Europe de leur fortune rapidement acquise, les autres pour chercher dans leur pays un réduit où la misère soit plus supportable.

Ce que je viens de dire se rapporte aux indigotiers anglais établis généralement dans le Bengale inférieur, entre l'Hoogly et le Bourampoutre, dans le pays de Jessore et de Dacca. Du côté de Bénarès il y a aussi quelques indigotiers, mais généralement français, qui travaillent aux mêmes conditions de protection et ne sont nullement jaloués. Leurs indigoteries ne sont pas d'aussi grandes spéculations que celles des Anglais : leur établissement ne coûte que 30 à 40,000 roupies (75 à 100,000 fr.), au lieu de 500 et 750,000 fr. que coûtent celles du Bengale. Mais si leurs entreprises sont moins brillantes, si elles ne rapportent

pas les mêmes produits extraordinaires en proportion des capitaux, elles sont aussi plus sûres. Il est rare qu'après douze ou quinze ans de travail, les indigotiers du Nord ne se retirent pas avec une fortune modérée. Quoi qu'il en soit, aucun d'eux ne vient pour s'établir définitivement dans le pays : c'est toujours pour faire fortune et s'en retourner au plus vite dans sa patrie. Cette population flottante est estimée à sept mille cinq cents personnes pour le Bengale, les provinces de l'Ouest et de l'Arracan ; à mille quatre cents pour Madras, et à quatre mille pour Bombay. En tout, douze mille neuf cents pour tout l'Indoustan.

Quant à la race née du mélange des conquérants européens avec les races indigènes, celle des half-castes, métis ou mulâtres, nous ne l'avons pas comprise dans la société européenne, car ce serait une amère ironie d'après l'absurde préjugé qui l'en exclut, quelles que soient l'éducation et les qualités morales de l'individu. On a senti cependant qu'elle pourrait devenir dangereuse, et l'on a eu le soin et l'excellente politique de la caser autant que possible, en offrant à son ambition certaines positions sociales dans lesquelles, si sa vanité n'est point satisfaite, s'il lui faut subir toujours l'humiliante distinction de la peau, elle peut au moins atteindre à une certaine aisance et jouir du confortable. On a réservé à cette classe presque tous les grades subalternes dans le

commissariat, le département des vivres, les bureaux de l'enregistrement et de l'administration civile et militaire ; enfin toutes les places d'apothicaires , soit dans les garnisons, soit dans les régiments ou corps d'armée. Leur nombre peut se monter à quarante mille ; il devrait être beaucoup plus considérable en proportion des naissances, mais héritant des vices plus souvent que des qualités des deux races dont ils sont le produit , les halfcastes ont en général toute la lubricité de l'Indien et toute l'ivrognerie de l'Anglais , et cette combinaison en amène un grand nombre à une fin prématurée et sans reproduction. S'il y a progéniture, elle se confond le plus souvent avec les topassies ou topas (1), pour se perdre à la longue parmi les indigènes.

J'excepte, bien entendu, de tout ce qui précède les jeunes gens de sang mêlé que leurs parents envoient en Angleterre pour les faire élever avec soin et à grands frais. Malgré leur fortune souvent considérable, je ne connais pas de classe plus à plaindre dans ce monde : ce sont les parias de la société civilisée ; toutes les carrières, tous les établissements, toutes les familles se ferment devant

(1) On appelle topas ou topassies des indigènes qui portent chapeaux, mais qui n'ont rien de commun avec les Européens qu'une partie de l'habillement et le plus souvent la religion catholique. Ils descendent généralement des anciens métis français, portugais et hollandais.

eux. Remplis d'instruction, de sentiments, de lumières, ayant bu à toutes les sources des idées, avec les manières les plus élégantes et les plus polies, ils se trouvent gênés, humiliés, devant des hommes qui sont à cent lieues au-dessous d'eux pour l'intelligence, mais qui n'ont point sur leur écusson la terrible barre de bâtardise. Vous les reconnaissez plutôt qu'à la nuance de la peau, à leur timidité sauvage et morose ou à leur {résignation mélancolique qui fait mal au cœur. J'ai rencontré parmi ces derniers quelques vrais amis dont j'étais fier, même vis-à-vis des Saxons pur sang qui ne les valaient pas. Je m'étonnais toujours qu'ils s'obstinassent à rester dans l'Inde où ils n'étaient point appréciés. S'ils avaient le bon sens de transporter leur existence dans un pays comme la France, avec leurs qualités intellectuelles et morales rehaussées d'un peu de fortune, ils y seraient recherchés et fêtés. Combien d'existences froissées et malades reflouriraient chez nous, en échangeant une atmosphère de morgue et d'arrogance pour une autre pleine de bonhomie et de cordialité.

Société indienne. — Il nous reste maintenant à examiner l'organisation de la société indienne, extrêmement multiple dans ses détails, mais présentant deux éléments principaux parfaitement distincts dans leur origine, leur essence et leurs composés. Je veux parler des éléments indou et musulman que

deux religions différentes, qui se repoussent sur tous les points, séparent comme par un abîme. Le nord de l'Inde fut la seule partie où l'islamisme se répandit quelque peu; il fut adopté par les Pathâns ou Afghans, destinés à jouer un si grand rôle dans l'histoire de ce pays : partout ailleurs et dans l'Indoustan proprement dit il ne fit aucun progrès. Cependant les armées conquérantes des dynasties tartares et afghanes, celles même qui ne firent que de simples irruptions dans l'Inde, y laissèrent un grand nombre de mahométans auxquels un beau climat, un pays riche firent oublier leur patrie. D'un autre côté, les princes mahométans établis dans l'empire devaient tout naturellement chercher à y attirer des soldats de leur race et de leur religion qui leur inspiraient plus de confiance et qui étaient plus aptes aussi que les Indiens dégénérés à supporter les fatigues de la guerre. Cette préférence engagea de tout temps les essaims d'aventuriers persâns, afghans, arabes ou tartares, à venir chercher fortune dans l'Inde où ils étaient sûrs d'être employés, et quand ils avaient fait fortune, ils finissaient généralement par s'y établir. L'Indoustan eut ainsi à la longue sa population mahométane, bien que composée de races diverses et conservant toujours son caractère étranger. On l'évalue aujourd'hui à seize millions d'âmes qui se trouvent, par rapport aux indigènes proprement dits, dans la

proportion de 1 à 10. Même aujourd'hui sous un asservissement commun, ces deux races se mêlent fort peu : les mahométans habitent d'ordinaire les grandes villes, les places de commerce, les postes militaires ; mais dans l'intérieur du pays, dans les villages, il est très-rare de les trouver en nombre.

On sait que les musulmans se divisent en deux grandes sectes, les sounnies et les shiahs. La première reconnaît les trois premiers califes comme successeurs légitimes du prophète et admet leur interprétation de la loi et leurs traditions sur les préceptes qu'il a établis. Les shiahs au contraire rejettent les trois premiers califes comme des usurpateurs d'une dignité qui appartenait de droit à Aly, neveu et quatrième successeur de Mahomet. Les Persans sont schiites, tous les autres musulmans d'origine tartare, afghane ou indienne, sont sounnies. Ceux d'origine indienne ont gardé des superstitions de leurs pères quelques préjugés de souillure dont les autres mahométans n'ont pas d'idée. Il y a peu de différence entre leur costume et celui des Indous dont il est difficile de les distinguer.

L'opinion paraît hésiter, quant à la supériorité morale et intellectuelle, entre la race indoue et la race musulmane. Il m'a semblé que sous le rapport de l'aptitude à toutes les connaissances, de la pénétration et de l'intelligence, les Indous sont invariablement supérieurs aux musulmans ; mais sous le

rapport des qualités morales, ils leur sont inférieurs de toute la distance qui sépare le paganisme du déisme pur. Les mahométans partagent avec les chrétiens la croyance aux vérités de l'Ancien Testament ; ils admettent aussi la sainteté du Nouveau et reconnaissent même le Christ comme un grand prophète. La grande faute de leur culte, c'est de trop rabaisser la femme ; la polygamie a des effets désastreux , parce qu'elle arrête tout progrès par la vie énervante que l'on mène dans les chaînes du harem ; toutefois il ne faut s'en exagérer ni les résultats pour le peuple, ni le malheur pour la femme. Bien que la polygamie soit autorisée par la loi musulmane, la masse de la population ne peut s'en permettre les avantages. Les princes et les riches , non contents des quatre épouses légales , ont encore un grand nombre d'esclaves ; mais au pauvre une seule épouse suffit ; et dans les classes moyennes vous en voyez rarement plus de deux , dont l'une est la compagne de la première jeunesse, l'autre la consolation du déclin de la vie. Chez les peuples asiatiques , où l'usage marie les hommes à dix-huit ans , et où la décrépitude atteint si rapidement la femme, la bigamie paraît sinon rationnelle, au moins plus excusable.

La condition des femmes varie suivant leur rang : dans les classes pauvres et peu civilisées elles sont condamnées, il est vrai , à une existence tout à fait

matérielle ; mais n'en est-il pas de même en Europe , avec cette différence que l'existence des musulmanes est bien moins laborieuse que celle de nos paysannes , puisqu'elles s'occupent des détails du ménage exclusivement ? Quant aux dames de la classe élevée , elles savent lire pour la plupart , et quelques-unes s'occupent de littérature . D'un autre côté , il est peu décent pour une femme de prendre la plume , parce que ce talent peut lui offrir des moyens de correspondance avec un amant . Il n'est pas rare de rencontrer parmi elles des caractères supérieurs qui dirigent totalement leurs époux , et il s'en est trouvé qui ont gouverné des empires .

Indous. — La pierre fondamentale de l'ordre social chez les Indous est la division par castes , adoptée comme un article de foi par tous les livres saints du culte de Brahma . Le Créateur produisit quatre espèces d'hommes dont chacune forma sa caste particulière . Il créa la première de sa tête : c'est celle des brahmanes , dont le but est de diriger et d'éclairer l'espèce humaine ; il tira la seconde de son bras (*khatry*) : c'est celle des khatryas qui doivent la défendre ; il forma la troisième de son ventre (*vaysias*) , et la destina à nourrir le genre humain ; la quatrième , tirée de ses pieds (*sudras*) , fut créée pour obéir aux autres et pour les servir .

D'après ces lois divines , les brahmanes se sont exclusivement réservé le *sacerdoce* , la *médecine* , la

justice et l'*instruction*. De ces différentes vocations dérivent les classes qui existent parmi eux, et dont les prêtres occupent la plus élevée. Les khatryas font la guerre, les vaysias le commerce, les sudras s'occupent du labourage et de tout ce qui concerne les travaux de la terre. Les fonctions, les professions, les divers emplois connus dans le siècle du législateur avaient été répartis par lui entre les différentes castes et assignés spécialement aux membres de chacune d'elles, avec une certaine latitude pour un membre d'une caste supérieure d'adopter quelque une des professions de la caste immédiatement inférieure quand il ne pouvait vivre d'aucune des fonctions de la sienne. Mais cette permutation ne pouvait avoir lieu en sens inverse : un membre d'une caste inférieure ne devait jamais aspirer à aucun des emplois de la caste supérieure.

Pour rendre permanentes ces grandes démarcations, le mélange des castes par l'union des sexes était rigoureusement défendu. Mais en ce point la nature ne pouvait manquer de triompher de la loi ; le mélange était inévitable. Ces unions eurent lieu et il en naquit des enfants qui n'appartenaient à aucune caste. Cependant l'idée primitive de la classification était si bien enracinée qu'on finit par trouver des places pour caser ces excroissances, sans rien déranger à l'ordre social ; bien plus elles servirent à développer encore et à compléter le système

sur lequel il était basé. Certains arts, certaines industries, certains métiers, inconnus dans les temps où avait été faite la première division, étaient nés depuis lors des progrès de la société; ils étaient devenus nécessaires. On imagina de diviser en classes nouvelles les hommes nés du mélange des anciennes castes, et d'attacher chacune de ces classes à la culture des nouveaux arts, à la pratique de tel ou tel métier, de telle ou telle industrie, jusqu'à ce qu'ils fussent divisés en autant de classes qu'il y avait de métiers ou de professions, chaque métier ayant à peu près la même organisation que les anciennes corporations européennes.

Le nombre de ces classes intermédiaires ou mélangées fut d'abord fixé à trente-six; mais on conçoit qu'il ne devait point s'arrêter là. Effectivement, « il est évident qu'une fois le principe de la division des castes admis, la moindre circonstance, tout accidentelle qu'elle ait d'abord été, a pu suffire à donner naissance à une classe nouvelle qui s'est perpétuée, de sorte que le nombre n'a pas cessé de s'accroître; et sans cesse on en découvre de nouvelles à mesure qu'on pénètre plus profondément dans la connaissance de l'Inde (1). »

La plus vile dans l'opinion publique est celle des parias, qui provient du mélange des sudras avec les

(1) Barchon de Penhoën.

femmes des classes supérieures. Cette caste n'est regardée qu'avec horreur : elle doit se tenir en dehors des villages où il ne lui est permis d'entrer que pour enlever les corps morts, exécuter les criminels, et enfin accomplir toutes les fonctions considérées comme malpropres ou déshonorantes.

Les Indous proprement dits, c'est-à-dire appartenant purement et simplement à l'organisation brahmanique, sans caractère social distinctif, peuvent s'évaluer à soixante millions d'âmes habitant les provinces de Bengale et de Bénarès, les Circars et le Carnatique : c'est une race débile, efféminée et pusillanime, qui cultive son riz, plante son tabac, attend la maturité de ses cannes à sucre et s'endort dans sa misère sans s'inquiéter qui gouverne dans l'Inde. Malgré l'élévation du chiffre, ce n'est encore là qu'une division de la grande famille indoue qui, indépendamment des castes, se partage en plusieurs branches différant autant entre elles par le caractère, l'extérieur et les coutumes, que les divers peuples de l'Europe peuvent le faire. Ainsi, comme contre-partie des races molles, paresseuses et lâches dont nous venons de parler, on en trouve qui sont réellement braves, guerrières, pleines de vivacité. Parmi ces dernières se distinguent en première ligne celles du Punjab, celles du Rajpoutana et les Nairs des montagnes dont les habitants prétendent tous être khatryas ; les tribus mahrattes, etc., etc. Il

nous serait impossible de donner le chiffre de leurs populations respectives entremêlées et confondues ; nous nous contenterons seulement de quelques mots sur les caractères distinctifs de leur organisation.

Si nous suivons la distribution géographique, la première secte qui se présente en descendant le versant méridional de l'Himalaya est celle des bouddhistes ; son culte est un schisme de la religion indoue dont elle n'accepte qu'une incarnation de Vichnou. Elle compte peut-être deux millions de prosélytes. Vient ensuite la confédération des sikhs, composée presque exclusivement de cultivateurs et de soldats. Ces peuples suivent les doctrines prêchées dans le commencement du xvi^e siècle par un saint homme nommé Nanek-Shah. C'est un déisme pur basé sur les préceptes de Brahma, mais repoussant les idoles. Baba-Nanek, comme il est familièrement appelé, enseigna à ses disciples l'unité de Dieu, la pratique du bien, la paix et la tolérance envers tous les cultes. Ses préceptes ont été recueillis dans le livre intitulé *Adi Grounth* (le 1^{er} Livre). Vénéré comme pontife de cette foi nouvelle, il choisit avant de mourir, pour hériter de son autorité, un de ses disciples à l'exclusion de ses propres enfants. Cette religion ne pouvait garder sa modération et sa charité presque évangélique au milieu du fanatisme violent qui l'entourait ; les persécutions que les successeurs de Nanek eurent à subir de la part des musulmans amenèrent

des modifications essentielles dans le dogme. Gourou-Govind-Sing, dixième chef spirituel des Sikhs (vers la fin du xvii^e siècle), persuada à ses sectaires que les maximes pacifiques de leur premier législateur compromettaient leur existence : il leur fit jurer une haine éternelle aux musulmans. Bientôt une partie du peuple tolérant des sikhs se transforma en peuple guerrier ; les combattants prirent le nom de singhs ou lions, tandis que les cultivateurs conservèrent simplement le nom de sikhs ou disciples. En opposition aux usages des autres Indiens, les sikhs dans l'origine n'admirent point la distinction des castes, ou du moins ne conservèrent aucun privilège. Cette secte est plus grande par l'autorité que par le nombre, car c'est tout au plus si elle compte un million de coreligionnaires sur quatre millions de sujets.

En troisième ligne se présente le Rajasthan ou confédération rajpoute, dont le territoire nous offre à peu près l'image du centre de l'Europe au moyen âge. Au sommet de chaque montagne on trouve des châteaux forts, avec des tourelles et des fossés, qui ne le cèdent en rien à ceux des bords du Rhin. « Là vit le noble Rajpout entouré de ses vassaux comme les seigneurs des temps féodaux. On le voit également ceindre l'épée au jeune page et le proclamer chevalier. Monté sur un ardent palefroi, casque en tête, couvert de son bouclier et la lance

à la main, il se met en campagne contre un voisin hostile dont la haine héréditaire ne peut être étouffée que dans le sang. On voit enfin les jeunes filles chasser courageusement le tigre ou soigner avec délicatesse, dans le castel de leur père, le jeune guerrier blessé dans les combats (1).

Sur les bords du Nerbuddah, au sud et à l'est du Rajpoutana, viennent ensuite les Mahrattes, sectateurs fanatiques de Brahma, race grêle et chétive en apparence, mais pleine de vivacité et de bravoure, toujours prête à se remontrer chaque fois qu'une tourmente politique ranime leurs espérances.

Enfin, entre les Mahrattes et le golfe du Bengale, sur les bords du Mahanuddy, dans ces vastes contrées marquées dans les cartes indiennes sous le nom de *Unexplored countries*, se retrouvent les dernières tribus des aborigènes de l'Inde, disparues partout ailleurs devant l'invasion de la civilisation brahmanique à laquelle elles n'ont emprunté que ses superstitions; ces tribus vivent encore à l'état sauvage, offrant des sacrifices humains. Ce sont les Ghounds, dont la misérable population peut compter un million d'âmes.

Après ces éléments principaux, les Guèbres ou Parsis sont un des peuples les plus remarquables et les plus progressifs de l'Inde. Ils invoquent et prient

(1) Comte Biornstierna.

le soleil comme l'image la plus noble de l'Être suprême, et entretiennent dans leurs temples le feu sacré comme l'émanation et le symbole de l'astre divin. Zoroastre fut le fondateur de leur culte. Descendus il y a près de trois cents ans de l'Asie centrale dans l'Inde, ils se sont étendus surtout dans la partie occidentale de la péninsule vers Surat et Bombay. Cette dernière ville à elle seule en compte au delà de dix mille. Les plus riches sont propriétaires de terres, commerçants, banquiers, entrepreneurs de toutes espèces de constructions. Les plus pauvres sont marchands et mécaniciens en tous arts et métiers dans lesquels il n'est point nécessaire d'employer du feu : il ne se trouve par conséquent parmi eux ni bijoutiers, ni ouvriers en métaux. Il n'y en a pas non plus dans l'armée ni dans la marine, parce qu'ils ont horreur des armes à feu. C'est une race superbe ; ils se distinguent de tous les autres habitants par leurs belles figures, leurs épaules larges et bien effacées, leur taille longue, et leurs jambes courtes. Leur nombre total peut se monter à cinq cent mille. Après la population anglaise, c'est la plus importante dans le pays pour ses richesses, son industrie et l'étendue de son commerce. Les Parsis ne s'adonnent point à l'agriculture ; ils sont surtout d'excellents constructeurs de navires ; les plus beaux vaisseaux de la marine royale anglaise sortent aujourd'hui de leurs chantiers. Enfin,

entre les sociétés indienne et européenne se trouve encore un anneau intermédiaire, la société des chrétiens syriaques. Leur culte se fonde sur les dogmes que l'apôtre Thomas prêcha lui-même dans le midi de l'Inde où il souffrit le martyre. Comme les Parsis, ils sont plus importants par leur industrie que par leur nombre, que l'on peut évaluer à deux cent trente mille âmes; ils sont répandus surtout dans la présidence de Madras, où ils possèdent cent quatre-vingt-quatre chapelles.

CHAPITRE XI.

Quelle est la position de l'Inde sous le rapport de la prospérité matérielle et positive ? A-t-elle ou non à regretter les gouvernements divers, afghans et mogols, qui ont précédé celui des Anglais ? A-t-elle l'espoir d'une amélioration quelconque dans l'avenir ?

Nous avons esquissé à grands traits le tableau général de l'empire indou-britannique quant à ses divisions politiques militaires, administratives, son organisation, sa population et ses ressources. Il nous reste maintenant à savoir si cet empire est heureux sous ses maîtres actuels. Depuis plus d'un siècle que les Anglais exploitent seuls cette immense contrée, autrefois la plus riche et maintenant encore la plus fertile dans le monde, ils ont sans doute fait quelque

chose pour améliorer l'état moral et physique des cent millions d'habitants qu'ils ont été appelés à gouverner. L'Angleterre, qui se vante d'être à la tête des nations dans les arts, les sciences, le commerce, l'agriculture, l'industrie, n'aura certainement pas manqué de faire partager les avantages de cette supériorité à ses colonies de l'Inde pour lesquelles elle est animée d'une si vive sollicitude. A quoi se réduisent à cet égard les bienfaits qu'elles lui doivent ?

Je me proposais de répondre moi-même à cette question d'après ce que j'avais vu dans le cours de nombreux voyages dans l'Inde, pendant un séjour de neuf années que j'avais activement employées à parcourir le pays à cheval dans tous les sens, du nord au sud, de l'est à l'ouest, quand je trouvai cette réponse, telle que j'aurais voulu l'écrire, admirablement développée par une plume éloquente dans un article de la *Revue des Deux Mondes*, de 1842, sous le titre d'*Impressions d'un voyageur*. J'ignore quel en est l'auteur : il ne s'est pas nommé ; mais j'ai retrouvé l'Inde entière dans son magnifique tableau tracé des plus vives, des plus éclatantes et cependant des plus fidèles couleurs ; j'ai reconnu en le lisant l'impression de sympathie et de tristesse que j'avais éprouvée moi-même dans les lieux qu'il décrit. J'espère qu'il me pardonnera, dans un ouvrage où j'ai constamment cherché à m'effacer pour

mettre la vérité toute seule sous les yeux de mes compatriotes, de lui emprunter quelquefois une partie de son esquisse, que je ne me flatte pas de pouvoir imiter.

Nous y trouverons une réfutation consciencieuse et sans réplique de cette assertion singulièrement légère et hasardée de M. de Jancigny, que « les peuples de l'Indoustan jouissent aujourd'hui de plus d'indépendance relative, de repos, d'aisance et de bonheur, qu'ils n'en avaient eu en partage pendant dix siècles. » Qu'est-ce que le bonheur d'une contrée où les mères sont souvent forcées de vendre leurs filles à la prostitution pour se procurer un morceau de pain (1) ? Qu'est-ce que c'est, dirons-nous

(1) Un jour, c'était en 1835, j'étais assis à Bellary dans la véranda ouverte de ma maison. Le ciel était d'un bleu d'azur, l'air tiède et embaumé, et cependant la famine et l'épidémie désolaient la terre. La mousson avait été plus tardive et moins abondante que de coutume, et une partie des récoltes avait manqué. Dans un pays où le manœuvre et l'artisan vivent au jour le jour, où il n'y a pas un établissement public, un atelier de charité, une calamité de ce genre est l'arrêt de mort d'une partie de la population. Au milieu de la souffrance générale, le régiment s'était pourtant admirablement montré : les individus, officiers et simples soldats, avaient cherché à expier la coupable indifférence du gouvernement par des sacrifices considérables sur leur solde. Mais nous étions au bout de nos ressources et la misère allait croissant. Comme j'étais à méditer sur cet état de choses, je vis deux figures de femmes se présenter au bout de l'avenue de lauriers roses et blanches qui traversait mon jardin. Après un moment d'hésitation, elles s'avancèrent vers moi, puis arrivées à quelques pas du lieu où j'étais assis, elles tombèrent

avec l'auteur des *Impressions*, que le repos et l'indépendance relative « de ces milliers d'infortunés
 « errant autour des villages, le long des fleuves,
 « dans les seraï, sur les voies publiques, mendiant
 « une poignée de soudji, quelques grains de maïs
 « ou bien les restes du repas du voyageur que des
 « chiens viennent leur disputer ? » C'est sans doute la liberté et le loisir de mourir de faim. « Convertis
 « de haillons et de vermine, souvent entièrement
 « nus, les joues creuses, les yeux hagards, les pom-
 « mettes saillantes, les dents allongées, les genoux
 « plus volumineux que les cuisses, ces squelettes

à genoux, et l'une d'elles, se traînant jusqu'àuprès de moi, baisa le pan de mon vêtement. Quand elle étendit la main pour écarter son voile, je crus apercevoir des doigts de squelette, et l'instant d'après cette figure (je ne l'oublierai jamais), avec ses joues creuses, ses yeux hors de la tête, m'apparut comme la statue de la Faim !
 « Sahib (seigneur), me dit-elle, je n'ai pas mangé depuis quatre jours ! Hier j'ai donné à ma fille notre dernière poignée de riz ! Mon beau-père est mort ce matin et mon mari se meurt ! Achetez-moi ma fille, je vous la donne pour 100 roupies (250 francs) : la moitié sera pour payer l'usurier, l'autre pour sauver mon mari et pour vivre encore quelques mois. Prenez ma fille pour votre esclave. Elle est si belle, elle vous récompensera ! Vous êtes si bon, elle ne sera pas malheureuse ! Je ne vous demande que de ne plus l'abandonner tant que vous serez dans l'Inde ; quand vous partirez, ce sera ce qu'il plaira à Dieu et à votre générosité ! » Et la pauvre mère fondit en larmes. Je fus quelque temps à répondre, tant j'étais péniblement ému ; elle crut que j'hésitais à accepter son offre. Alors, courant à sa fille, elle la releva tout à coup et lui enlevant son voile : « Voyez, dit-elle avec un éclair d'orgueil maternel, ma fille n'est-elle pas belle et digne d'un sultan ? » Effectivement..

« ambulants ont tout juste assez de vie pour soutenir
 « leur structure presque tout osseuse. Leur cri de
 « détresse est : *Boukha marta saheb, ghurieb ka*
 « *peth kali hae* ! Oh ! monsieur, je meurs de faim ,
 « le ventre de ce misérable est vide ! Hélas ! leur
 « physionomie ne montre que trop la vérité de leurs
 « paroles !

« Une épidémie, une inondation, une séche-
 « resse, ou bien les poursuites trop vives du zemin-
 « dar, les ont exilés des champs de leurs aïeux, et
 « ils courent les campagnes et les villes. Chassés

C'était une enfant de treize ans, mais développée comme on l'est à vingt dans nos climats septentrionaux, avec ces beaux yeux asiatiques, ces longs cils, cette peau dorée et diaphane, ce buste de statue antique, ces pieds et ces mains de fée qui font de la Vénus indienne une des plus délicieuses créations. Vraiment sa mère pouvait être fière ! Mais quel degré de misère il avait fallu atteindre pour se décider à une pareille extrémité ! Le mari était un pauvre tisserand qui dans les meilleurs jours ne gagnait que de quoi donner un vêtement neuf à son enfant, un comli (manteau de laine grossière) à son vieux père, et s'acheter peut-être un nouveau turban au bout de l'année. La famine l'avait surpris au dépourvu : dès lors ce qu'il gagnait suffisait à peine pour nourrir les femmes. Son père et lui ne mangeaient plus depuis une semaine. Chaque jour ils resserraient leur ceinture et travaillaient comme de coutume sans se plaindre. Enfin le vieillard mourut ; le fils n'avait plus de force et allait mourir. Sa femme n'avait plus qu'une idée : le sauver et sauver sa fille, n'importe à quel prix. Il y avait de quoi tourner une tête plus forte que la mienné : cette petite houri était éblouissante ! Mais je connaissais le père ; il n'aurait survécu à la faim que pour mourir de son déshonneur. Je donnai les 100 roupies et je laissai aller l'enfant. Avouerai-je avec Caton que la vertu coûte quelque fois un regret ?

« comme étrangers, poussés par les tourments de la
 « faim, ne pouvant trouver d'ouvrage, ils se livrent
 « au vol et au brigandage qui les conduisent à la
 « prison ou au supplice ; contraste bien frappant
 « avec leurs maîtres qui meurent presque tous de
 « bonne heure des effets d'une alimentation trop
 « riche et de l'abus des boissons alcooliques. *Sahi-*
 « *blog dtn bhur khate, pite haen, kala admi ghoum*
 « *aor bovkh khata hae* ; l'homme blanc, disent-ils,
 « mange et boit le jour entier, l'homme noir dévore
 « sa faim et son désespoir (1). »

Prenons le laboureur et l'artisan avant même qu'ils arrivent à ce dernier terme, quand ils sont encore en pleine jouissance de cette *aisance* dont parle M. de Jancigny. En quoi consiste-t-elle ? Leur demeure ? c'est une hutte de boue ; leur mobilier ? un tcharpaë (lit de cordes tressées avec des herbes), une natte de roseaux, quelques écuelles de bois ou d'argile, rarement de cuivre ; leurs vêtements ? pour le mari, c'est un langouti qui suffit à peine à la pudeur, un linge grossier pour turban, une mauvaise couverture de laine pour le garantir des froids de l'hiver, et pour la femme un haillon déchiré qui tombe en lambeaux sur sa poitrine et sur ses genoux ; leur nourriture ? les grains grossiers que l'on donne aux animaux, plus souvent encore de la farine dé-

(1) Impressions d'un voyageur, *Revue des Deux Mondes*.

layée dans de l'eau froide et dont ils ne peuvent même corriger la fadeur avec du sel, car la Compagnie en fait le monopole et il se vend trop cher ! A quoi donc attribuer tant de misère ? Est-ce au manque de terre ? Non, car il y a des provinces entières qui restent incultes. Est-ce que le gouvernement anglo-indou est plus oppressif pour les masses que les princes indigènes ? Non sans doute, ou du moins il croit se borner à continuer le système qui pèse sur ce peuple depuis des siècles. Il ne demande que la même quantité d'impôts et en définitive les avanies sont moindres. Mais le despotisme mogol, absolu, illimité en droit, se limitait lui-même par sa propre faiblesse ; s'il demandait au cultivateur les trois cinquièmes du produit du sol, il n'avait pas la force de se les faire donner : tout en les demandant il ne les recevait donc pas. Le gouvernement anglais au contraire mieux servi, plus puissant, plus habile, possède les moyens de se faire payer ce qui lui est dû ; tandis que l'impôt demandé semble le même, l'impôt payé est donc devenu insupportable ; et voilà une première solution du problème.

Trompé dans son espoir par le caprice des saisons, le cultivateur avait du moins autrefois les ressources qu'offraient sous les empereurs les manufactures indigènes qui occupaient tant de bras. Aujourd'hui ces manufactures n'existent plus : elles ont été persécutées, ruinées, anéanties afin d'éviter une con-

currence fâcheuse pour celles de la métropole. Que de débouchés de moins ! que de nouvelles occasions de misère !

Enfin il y avait autrefois en dernier ressort les travaux publics. Les rajahs primitifs de l'Inde ou les conquérants afghans et mogols , cruels quelquefois pour les individus, signalaient au moins leurs règnes par ces bienfaits envers les masses , par ces prodigieuses constructions qu'on retrouve encore aujourd'hui à chaque pas et qui sembleraient l'œuvre d'une race de géants ; ces travaux faisaient circuler des millions et employaient des milliers d'hommes. Sous un ciel dont l'impitoyable sérénité pendant sept ou huit mois ne se voile jamais sous un nuage , dans un climat où la terre est six mois sans rosée, la seule ressource de l'agriculture lors des inondations périodiques des fleuves était de trouver ou de créer dans les bassins supérieurs des lacs artificiels où l'on pouvait puiser, comme dans d'immenses réservoirs, pour les besoins de l'irrigation. D'une montagne à l'autre, en travers d'une vallée, on jetait une chaussée monstre qui la coupait en deux parties ; les eaux pluviales de la partie supérieure s'élevaient contre cette énorme digue ; un lac était ainsi formé, suspendu sur la plaine aride qui se couvrait bientôt de moissons et de verdure. La population se créait rapidement autour de cette mamelle bienfaisante où chacun venait s'abreuver, elle semblait pousser et

se multiplier avec ses champs de nelly. Le cultivateur ruiné, le journalier dans la misère, trouvaient dans ces constructions un travail, une subsistance assurée ; aujourd'hui je puis affirmer sans exagération qu'il se fait dans le moindre département de la France plus de travaux publics en six mois, que dans toute la surface de l'Inde anglaise en un an.

Tout ce que l'Inde possède en monuments ou constructions d'utilité publique remonte à ses princes indigènes ; la Compagnie n'a pas ouvert un puits, creusé un étang, coupé un canal, bâti un pont pour l'avantage de ses sujets indiens ; elle n'a pas tracé une route si ce n'est pour le passage de ses armées ; encore c'est ordinairement un ouvrage si éphémère que l'année suivante il faut remettre la main à l'œuvre. Les travaux des Indous et des Mogols, comme ceux des Romains, étaient gigantesques et semblaient faits pour l'éternité ; ceux des Anglais portent un caractère de mesquinerie presque général et révèlent invariablement le principe de leur destruction. Les plus beaux fleuves du monde qui, au moyen de canaux et de dérivation, pourraient fertiliser d'immenses régions, vont perdre inutilement leurs eaux dans la mer ou les sables. Non-seulement on n'entreprend rien de neuf, mais on ne restaure pas ce qui était, on n'entretient pas ce qui est. L'Angleterre a trouvé moyen d'épuiser tous les trésors de l'Inde sans en employer la moindre fraction au profit

et au bonheur matériel des peuples qu'elle a conquis. Chaque année voit tomber en poussière quelque chaory, quelque seraï qui abritait le pauvre indigène, et s'écrouler quelques-unes de ces digues qui retenaient les eaux bienfaisantes. Le flot s'écoule et les bassins se tarissent ou sont comblés par les alluvions, la culture disparaît, les populations périssent et le pays retourne enfin au désert.

Si l'on pouvait croire que j'exagère, c'est un témoignage anglais même que j'invoquerais, celui de l'*Indian-News* (résumé de la statistique indienne, publié chaque mois), dans un article tout récent du 9 mai 1845. Il est dit officiellement que dans un seul district de la présidence de Madras, celui de North-Arcot, dans une seule année, en 1827 (1), le nombre des étangs crevés, emportés et détruits par les inondations, ne se montait pas à moins de onze cents, après que ce district avait été sous la tutelle de l'Angleterre depuis un quart de siècle. Et ainsi, ajoute-t-il, des districts entiers sont dépeuplés et retournent à l'état de nature !

Du temps des conquérants mogols un admirable canal, appelé le canal du Doab, partait de Dehli et traversait toute la partie occidentale du Doab supé-

(1) In the year 1827, no fewer than 1,100 tanks burst in North-Arcot alone, after that district had been under British care fore a quarter of a century ; and so, whole districts are depopulated and fall back into a state of nature.

rieur, fertilisant dans son parcours plus de deux cents milles de pays devenus maintenant le séjour des bêtes féroces, parce qu'avec le temps et l'incurie on l'a laissé combler. De distance en distance des bouquets de manguiers, plantés en quinconce et témoignant de la demeure de l'homme, s'élèvent sur cet espace, sombres et abandonnés, comme des ombrages funéraires, et les noms mêmes des villages ne subsistent plus que dans les traditions du misérable faquir qui parcourt ces solitudes et tend la main au voyageur. Depuis vingt-cinq ans on parle de restaurer ce noble ouvrage. De 1834 à 1838 les revenus ont surpassé les dépenses, et l'on avait en réserve plus de 10 millions dans le trésor, et l'on n'a pu cependant se décider à y donner le premier coup de pioche. Lord Ellenborough promet encore aujourd'hui d'attribuer spécialement quelques centimes au rétablissement de ce canal; mais les peuples de l'Inde n'y comptent plus et ils ont raison. Au lieu de ce bienfait, la culture forcée de l'opium, si nuisible au sol, si peu profitable au cultivateur, envahit des royaumes entiers, ce qui reste des meilleurs terrains, ceux qui produiraient les plantes utiles à l'homme. Voilà depuis un siècle et demi le seul cadeau dont ce beau pays soit redevable à l'administration anglaise, toujours et partout la même vis-à-vis de l'Inde : une exploitation implacable et égoïste, jamais un gouvernement prévoyant et paternel.

Ce que nous venons de dire se rapporte surtout à l'existence du rayot. Les autres classes seraient-elles dans des conditions plus heureuses ? Sous le point de vue moral , hélas ! non. On ne leur a pas même laissé une place dans l'organisation sociale , pas un petit coin dans le monde pour y gagner leur subsistance. D'abord tous les petits princes dont les États ont été morcelés et les trésors épuisés se sont vus et se voient encore tous les jours forcés de renvoyer une foule de serviteurs qu'ils occupaient autrefois. Il s'ensuit que pour les classes supérieures et les classes moyennes , pour les Indous et les musulmans auxquels leur naissance, leur éducation toute militaire, leurs préjugés de caste ou de famille interdisent de travailler à la terre , à mesure que le prix des denrées augmente , les débouchés, les moyens d'existence diminuent. Au moins sous les empereurs , l'administration , les revenus, les armées , offraient des carrières à leur courage ou à leur intelligence ; aujourd'hui toutes ces places sont envahies par les frelons étrangers ; même durant les époques les plus pénibles de transition et de conquêtes , les uns s'enrichissaient de ce que perdaient les autres ; dans la grande loterie des convulsions politiques il y avait un certain nombre de numéros gagnants : aujourd'hui il n'y a plus de gain possible que pour les Européens. Si un ministre tombe , c'est un résident anglais qui le remplace ; si une administration s'é-

croule, c'est une administration anglaise qui lui succède. Pour tout ce qui est indigène il n'y a qu'une ruine déjà accomplie ou certaine et imminente : la roue de la fortune s'est arrêtée sur eux pour les broyer. Quels sont les plus hauts rangs offerts à l'ambition des hautes classes ? Dans l'armée, un grade de soubadar-major qui équivaut à peu près à celui d'adjudant sous-officier en France ; dans l'administration, quelques places d'huissiers et de commis. Quand sous l'inspiration de lord William Bentinck la cour des directeurs avait eu l'idée de donner un *writership*, c'est-à-dire une place dans le service civil, au fils du célèbre Ram-Mohun-Roy, qui avait reçu une éducation européenne et était certainement supérieur en intelligence à un grand nombre de ses employés, cette proposition souleva une telle tempête parmi les bénéficiaires, qu'il fallut y renoncer. Toutes les carrières, tous les emplois honorables leur étant ainsi fermés, il s'ensuit que les fortunes aisées et les classes moyennes disparaissent successivement sans se remplacer, jusqu'à ce que dans un temps donné il n'existera plus qu'une égalité de misère qui nivellera cent cinquante millions d'individus. J'inclus cette fois les États vassaux qui viendront se dissoudre dans le même creuset. L'Angleterre, comme le vampire fabuleux, aura tout absorbé ; il ne restera aucune sommité pour s'élever au-dessus des masses, parmi lesquelles on ne comp-

tera plus que l'artisan , le cultivateur , le manœuvre et le gendarme ; rien qu'un peuple de serfs , jouissant d'une liberté nominale annulée par le besoin , et n'ayant d'autre alternative que de travailler pour le profit exclusif de ses maîtres.

« Les Européens jugent trop souvent de l'état actuel de l'Indoustan d'après les villes maritimes , telles que Madras , Bombay et Calcutta , qui ont à elles seules le monopole du commerce de presque toute la presqu'île avec la métropole , la Chine et l'Océanie. Ces villes ont précisément concentré tout ce qui reste de richesses dans le pays. Mais peut-on comparer les habitants de ces cités opulentes aux populations répandues dans tant de royaumes , de villes et de villages ? Si en se reportant vers le passé on erre au milieu des dunes solitaires où s'élevaient autrefois des capitales florissantes , quel changement ! Que sont devenus les trésors de Golconde et de Bidjapour ? Que reste-t-il d'Oujein , Bhopal , Shapour , Gwalior , Indor , Ahmedabad , Agra , Dehli ? A plusieurs milles autour de l'ancienne capitale vous ne voyez que colonnes , temples renversés , monuments déserts. Les bêtes fauves et les reptiles ont remplacé les habitants ; tout est désert , silencieux ; l'oreille n'est plus frappée par le *khosh amendi* (bienvenue) du maître ; le cri plaintif du chacal ou le sifflement de la couleuvre capelle résonnent seuls autour du voyageur. Le vent brûlant du désert vient s'engouf-

frer sous ces voûtes qui retentissaient autrefois des accords de la scitare (1) ou du dol (2). Surpris de cet abandon, si vous interrogez le musulman, il vous répondra : Quand la destinée est là, toute précaution est vaine. Questionnez l'Indou, sa réponse sera bien différente : Elle s'est emparée du pays par la ruse ! dira le brahme au caractère souple et rampant, en parlant de la *Company saheb bahadur*, l'honorable et victorieuse Compagnie (3). Dans des villes où florissaient d'admirables fabriques dont les produits étonnaient l'Europe, c'est à peine si l'on rencontre quelque malheureux tisserand, travaillant au milieu des décombres : là où vivaient deux cent mille âmes, à peine en compterait-on quinze mille.

Nous avons parlé du sort du rayot, de l'existence précaire des hautes classes, de la destruction des classes moyennes. Les princes et les rois sont-ils plus heureux ? En 1840, l'héritier présomptif de la couronne de Burdwan (Rajah Pertab-Chund) est emprisonné et traité comme un imposteur parce qu'il réclame l'héritage de ses pères qu'on a vendu impudemment à un de ses oncles : c'est une restitution de plus de 25 millions de francs (100 lacks de roupies) que le gouvernement aurait à lui faire, et comme on ne veut pas payer, on entame un procès.

(1) Guitare.

(2) Tambourin.

(3) Impressions d'un voyageur, *Revue des Deux Mondes*.

Le rajah de Sattarah ne veut point gorger l'avarice des agents du gouvernement, on l'accuse de trahison, on s'empare de ses États et on le relègue à Bénarès. Il a porté plainte sans succès à la chambre des communes. La veuve du dernier roi de Lucknao, belle et noble héroïne, l'admiration de son peuple, a été renfermée dans la forteresse de Chanar pour s'être montrée digne du trône. Les Amirs de Scinde, en récompense de l'hospitalité qu'ils avaient accordée à Burnes, sont aujourd'hui confinés dans les forteresses les plus malsaines de la présidence de Bombay. Enfin Dost-Mahomed, adoré de ses sujets, est détrôné pour un monstre que les Afghans ont chassé trois fois et que ses vices peuvent faire assimiler aux Domitien et aux Hélogabale.

Toutes les anciennes familles royales de l'Inde sont ou privées de leur liberté ou réduites à un état de pénurie extrême. La Compagnie a dissipé leurs richesses, envahi leurs territoires et forcé les héritiers légitimes à quitter le trône ou à disparaître derrière les rideaux du harem, pour mettre à leur place des créatures qu'elle oblige pour ainsi dire à opprimer les populations, afin de les préparer à passer plus aisément sous le joug britannique.

Voilà le repos, l'aisance, la liberté et le bonheur dont l'Inde jouit sous les lois du peuple qui se prétend le plus libéral, le plus civilisé et le plus philanthrope de la terre.

Mais l'Inde a-t-elle au moins quelque espoir d'amélioration dans l'avenir? Non. Sa position doit nécessairement et fatalement empirer.

D'après les conclusions de la nouvelle charte qui font peser sur l'Inde le solde des dividendes sur les actions primitives de la Compagnie avec d'autres charges encore dont le cahier se monte, comme nous l'avons vu au chapitre des dépenses, à 3,643,980 livres sterl. payables en Angleterre; en ajoutant encore à ce déboursé les économies sur leurs énormes revenus, que les employés civils et militaires, les marchands et les planteurs font passer chaque année dans la métropole, on ne saurait estimer le capital *retiré annuellement de l'Inde* à moins de 4 ou 5 millions de liv. st. (100 ou 125 millions de francs), capital qui en sort pour n'y jamais rentrer, puisque l'introduction forcée des marchandises anglaises dans la colonie et l'exclusion des produits indiens bruts ou manufacturés des ports de la métropole, détournent tous les courants qui pourraient le ramener.

Montgomery-Martin a calculé que le capital retiré de la circulation dans l'Inde, depuis cinquante ans, se monte à 100 millions de livres sterling ou à 2,500,000,000 de francs. Aucun pays, quels que puissent être la richesse de son territoire, la fertilité de ses ressources, l'industrie et le nombre de sa population, ne peut résister longtemps à l'épuisement qui sera le résultat nécessaire d'un écoulement

aussi constant, aussi rapide et aussi irréparable de toutes ses forces vitales.

Non, il n'y a aucun espoir pour l'avenir; car les métaux précieux, dernière ressource d'un commerce aux abois, qui pourraient au moins servir d'intermédiaire entre les magasins des conquérants et les besoins de l'Asie centrale, ces métaux précieux ont disparu et disparaissent encore de jour en jour. L'Inde, qui autrefois était comme un abîme où venait s'engloutir tout l'or de l'Europe et de l'Asie, non-seulement a vu tarir les sources qui le lui portaient, mais est maintenant obligée d'en fournir continuellement pour satisfaire aux exigences de son impitoyable maîtresse. Montgomery-Martin calcule que, toutes déductions faites, la quantité absolue de métaux précieux exportés en Angleterre, uniquement pour le compte du gouvernement de la Compagnie, entre les années 1811 et 1834, se montait à 7,976,819 livres sterling (200 millions de francs), ce qui n'était qu'une faible proportion de la quantité exportée comme marchandise pour le compte des individus.

Mais, dira-t-on, tous les dollars que l'on tire aujourd'hui de la Chine en échange de l'opium doivent combler le déficit dans le numéraire en circulation dans l'Inde. Il n'en est rien, car la Compagnie enlève ces espèces dès Canton et Macao en échange de traites sur le Trésor, qu'elle acquitte avec de

nouvelles cargaisons d'opium, et les dollars sont embarqués directement pour l'hôtel des monnaies à Londres. La situation de l'Inde, dit Montgomery-Martin, peut être comparée à celle d'un individu qui serait privé de nourriture et auquel on retirerait journellement du sang par des saignées. Que doit-il attendre? L'atrophie, les convulsions, la mort. *The situation of India may be compared to that of an individual deprived of nutriment, yet from whom a portion of the circulating fluid is daily abstracted. The result is atrophy, convulsions, death.*

On nous dira que le jour viendra peut-être où l'Angleterre sera plus juste et entendra mieux ses véritables intérêts. Non, parce qu'elle est sur une pente fatale : son industrie a pris un développement effrayant qu'elle ne peut plus arrêter, et à mesure que ses débouchés s'engorgent, son égoïsme lui fait chercher à étouffer, à dévorer toutes les industries rivales. Elle est vis-à-vis de l'Inde comme le vautour de Prométhée, avec cette différence que son appétit ne fera que s'accroître, et que les entrailles du Prométhée indien ne renaîtront plus.

CHAPITRE XII.

Deuxième question. — L'Angleterre a-t-elle bien mérité des peuples de l'Asie pour leur amélioration morale, pour les progrès de l'intelligence, des lumières, du christianisme ? A-t-elle au moins répandu dans l'Indoustan quelques-uns des avantages de la civilisation moderne ? A-t-elle fait le premier pas dans cette voie ?

C'est encore négativement qu'il faudra répondre. Peut-être la tâche n'était-elle pas aisée ; mais l'a-t-on franchement entreprise ? a-t-on pensé à autre chose qu'à exploiter ?

S'il est un fait constaté et généralement reconnu, c'est que la civilisation dans l'Inde n'a pas fait un pas depuis les temps d'Alexandre jusqu'à nos jours. Le sabre prosélytique des musulmans et la douce lumière des doctrines du christianisme n'ont pu ni briser ni pénétrer l'édifice roide et escarpé des institutions indoues : croyances religieuses, mœurs, usages, habillements, culture, tout est resté immuable comme les temples d'Ellora taillés dans ses montagnes de granit.

L'influence tant vantée des missions protestantes et des missions anglaises en général est absolument nulle : elles n'ont d'autres prosélytes que des enfants sans parents que les missionnaires achètent

en bas âge , et qui plus tard retournent tous à la religion de leurs compatriotes. Il faut le dire aussi, les sectateurs du Christ ne sont guère plus charitables , plus humbles que les disciples de Brahma ou de Mahomet. Quant à la charité, celle des Indiens est immense, universelle ; elle s'étend jusqu'aux animaux : ceux-ci trouvent des hôpitaux que ne trouvent pas les hommes. Dans les rapports de la vie privée, cette charité va jusqu'à partager son dernier morceau de pain avec le parent le plus éloigné. Le dernier fils qui survivra dans une famille soutiendra non-seulement les vieux parents , mais les veuves et les enfants de tous ses frères , ou mourra de faim à côté d'eux en essayant de les nourrir de son travail. J'ai vu celui de mes gens qui ne recevait à mon service que cinq francs par mois , sur lesquels il devait se nourrir et s'habiller, ne jamais passer devant un mendiant de sa religion , faquir ou joghi , sans lui donner une paice , environ deux centimes. A quoi bon prêcher l'abstinence à des hommes dont les pénitences sont si terribles qu'elles auraient peut-être effrayé nos premiers martyrs ? Sont-ils bien venus à prêcher l'humilité à de pareils hommes, ceux qui les méprisent avec toute leur morgue nationale , parce qu'ils sont un autre peuple , parce qu'ils sont vaincus et timides , parce que leur peau est d'une autre nuance , ceux à qui il faut des palais , des palanquins , des voitures et

de nombreux domestiques ? Aussi vous pouvez parcourir l'Inde , assister au service divin dans les temples du Bengale , de Bombay ou de la présidence de Madras , c'est toujours la même chose ; vous n'y trouverez aucune oreille indoue pour recueillir la parole du Seigneur , aucune voix pour interrompre celle de l'officiant , si ce n'est l'écho de la voûte ; on prêche dans le désert.

On est moins étonné de leur peu de succès quand on relit les observations , toujours si pleines de bonne foi , de Jacquemont qui certes n'était pas d'un catholicisme trop exclusif. « Les missionnaires anglais , dit-il , s'étonnent de ne pas faire de conversions ! Ils ont une femme , des chevaux , des domestiques ; ils habitent une maison commode et se disent missionnaires ! Quelques missionnaires catholiques (généralement portugais de Goa , français de Chandernagor ou du collège des jésuites de Pondichéry) courent le pays à pied et nu-pieds pour convertir les infidèles. Ils en ont converti beaucoup , ils en convertissent encore. Ils s'y prenaient comme les apôtres et comme eux souvent ils ont réussi. Les missionnaires protestants et généralement les missionnaires anglais attendent patiemment chez eux que les infidèles se présentent.

« Est-ce bien là un apôtre , cet homme qui professe la chimie , imprime , bâtit des maisons , fait

« du papier, le commerce et la banque? Les missionnaires anglais forment une communauté et une colonie, religieuse en Europe, industrielle dans l'Inde, qui s'arrondit passablement sur les deux rives du Gange, mais ramène très-peu de brebis au divin pasteur. »

Quant à ces écoles anglaises dont on nous fait tant de bruit, établies à Calcutta, Madras, Bombay, Agra, Dehli, Bénarès, où les fils des babous (riches Indous) et des sercars (courtiers) envoient seuls leurs enfants, quel est leur but réel et avoué? Quelle est leur direction, leur influence sur la société? Leur nomenclature suffira pour nous la faire comprendre.

1^o Nous avons d'abord le Calcutta-Madassah ou *collège mahométan*, fondé par Warren Hastings en 1781. Les bâtiments ont coûté 57,000 roupies, et le gouvernement souscrit 3,000 livres sterling par an pour soutenir cette institution dont le but avoué est de faire de savants et pieux musulmans. et le résultat de former des légistes, des conseillers et des écrivains selon le code mahométan) pour les cours de justice de la Compagnie. Le nombre des élèves est fixé à cent divisés en cinq classes, recevant, chacun suivant sa classe, depuis 6 jusqu'à 15 roupies par mois. Le moollah en chef ou recteur reçoit 400 roupies par mois, son premier assistant 100, le second 80, le troisième 60, le qua-

trième 30. Les études sont indiquées dans le programme suivant : Philosophie naturelle , théologie et lois selon le Coran , astronomie , géométrie , arithmétique , logique , rhétorique , persan et arabe : on y a ajouté en 1827 une classe de médecine , et en 1828 une classe d'anglais.

2° Le collège indou-sanscrit de Calcutta , fondé en 1821. Les bâtiments ont coûté 120,000 roupies , et le gouvernement affecte une rente annuelle de 3,000 livres sterling pour aider cet établissement dont le but est absolument semblable à celui du collège mahométan , c'est-à-dire de former pour les cours de justice de la Compagnie , des conseillers indous savants dans les lois et la religion de Brahma. Il y a également cent élèves , quatorze professeurs (*pundits*) et un bibliothécaire. Cours d'études : théologie et rituel brahmanique , médecine et botanique , mathématiques , métaphysique , philosophie , histoire , poésie , et surtout les lois d'après les Védas.

3° Le collège indou-sanscrit de Bénarès , fondé en 1791 : contribution du gouvernement , 2,000 livres sterling. Établissement : un chef pundit ou recteur , huit professeurs , neuf étudiants soldés , un certain nombre reçus gratis ; le reste des élèves est admis en payant une pension. La discipline intérieure , comme dans le collège indou de Calcutta , est réglée sur le *dherma shestra* (chapitre de l'édu-

cation dans les Védas). Le cours d'études est aussi le même.

4° et 5° Les collèges d'Agra et de Dehli , en tous points semblables aux précédents.

6° et 7° A Calcutta , le collège anglo-indien et le collège anglais , destinés à recevoir les élèves sortant des établissements mentionnés ci-dessus et à compléter leur instruction en anglais, persan et arabe , ainsi qu'en littérature.

8° Enfin Bishops-College, le *seul* collège chrétien, fondé par l'évêque Middleton assisté par la société pour la propagation de l'Évangile , qui reçoit des enfants *déjà chrétiens* , européens ou indigènes , de l'âge de quatorze ans et au-dessus. Il y a dix places gratuites d'élèves en théologie et dix aussi gratuites d'élèves laïques.

Le système d'instruction est le même , mais sur une échelle beaucoup moindre , pour les présidences de Madras et de Bombay.

Les missionnaires luthériens , calvinistes et anabaptistes ont ensuite fondé en diverses localités un nombre considérable d'écoles primaires , où l'on apprend l'anglais , le latin , l'arithmétique et une géographie tronquée. Elles n'ont servi jusqu'à présent qu'à faire des pédants fort ignorants qui deviennent une plaie pour leurs compatriotes, et, je crois, pas un seul néophyte de bonne foi. Elles n'ont abouti qu'à prouver leur impuissance. C'est que la

civilisation est le produit du bonheur matériel au moins autant que de l'étude ; elle ne prend point racine dans la misère : ce n'est qu'en augmentant le confortable , en généralisant les goûts de la vie civilisée , qu'on parvient à l'étendre. « Ce n'est qu'après
« avoir amélioré la position physique de l'individu
« qu'on devrait s'occuper de sa position morale :
« l'homme qui a faim , qui a froid , qui souffre ,
« réclame avant tout des aliments, des vêtements ,
« ou les moyens de s'en procurer. »

Nous avons vu que les Anglais ne prenaient pas ce chemin. « Dans une contrée où il y a tant de mal-
« heureux , on chercherait en vain un seul hôpital
« civil, un seul bureau de bienfaisance ; il n'y a
« que les soldats et les employés du gouverne-
« ment qui aient droit à sa charité ou à ses bien-
« faits (1). »

Si l'on voulait que les missions anglaises étendissent et consolidassent leur influence dans le pays, il faudrait surtout que le gouvernement anglo-indou se montrât moins pénétré de l'importance de la mythologie brahmanique ; qu'un lord Auckland, par exemple, n'allât point offrir des présents à l'autel d'une idole , et qu'un lord Ellenborough fit moins d'embarras pour les portes d'un temple de Somnauth. Durant les fêtes de la Dourgah et de la Kali, déesses

(1) *Impressions d'un voyageur.*

de la lubricité, de la prostitution et de l'assassinat, les canons du fort William ne devraient point tonner en leur honneur. Est-ce qu'un gouvernement qui se respecte devrait rendre hommage à un pareil culte ? Devrait-il enfin, comme les brahmes, exploiter la crédulité des pauvres Indous, et vivre aux dépens de la pagode de Jagarnath ? Aux yeux du peuple, ces honneurs et cet impôt lui-même ne doivent-ils pas prouver toute l'importance qu'on attache à ces cérémonies ? ne doivent-ils pas contribuer à les perpétuer ?

De l'instruction primaire. — Les Anglais voudraient s'attribuer au moins le mérite de la situation vraiment remarquable de l'instruction primaire dans l'Indoustan, puisque des calculs récents donnent, pour la proportion des enfants sachant lire et écrire, le rapport de 1 à 5 sur le nombre total de la population, tandis qu'en France il n'est que de 1 à 17. Mais cette situation était la même avant eux, elle est la même dans tous les pays orientaux ; ils l'ont trouvée toute faite et ne l'ont nullement améliorée.

Si l'on se rappelle l'organisation du village indou comme nous l'avons exposée dans une autre partie de cet ouvrage, on verra que chaque village allouait un fonds sur ses revenus pour entretenir un brahme faisant les fonctions de maître d'école, outre celui qui était chargé du culte. Il en est de même pour les villages musulmans ; même en Afghanistan où les

Anglais n'ont certes rien organisé , chaque localité a son *madassah* dirigé sur notre système d'instruction mutuelle par un instituteur qui jouit du revenu d'une pièce de terre affectée à ses fonctions. Dans les villages indiens où les deux religions se rencontrent , l'école est tenue par le ministre de la religion dominante : musulmans et Indous n'ont aucun scrupule d'apprendre , soit à lire ou à écrire , soit les langues ou l'arithmétique , accroupis l'un à côté de l'autre.

Le système aujourd'hui généralement en usage dans les villes est celui-ci : les écoles primaires sont rétribuées non pas par le gouvernement , mais par le peuple qui y envoie ses enfants pour leur instruction. La pension de chaque élève varie suivant les localités et la position de fortune des parents , d'un *anna* (15 cent.) à 4 *ronpies* (10 francs) par mois. Pour les classes peu aisées , la pension ordinaire est 4 *annas* (60 cent.) et rarement plus de 8 *annas* (1 fr. 20 cent.) par mois.

Le seul élément de civilisation que l'Angleterre ait véritablement apporté dans l'Inde , c'est le mécanisme et la liberté de la presse. Le nombre des journaux et des publications périodiques qui s'impriment à Calcutta, Madras, Bombay et autres villes considérables des provinces , tant en anglais qu'en persan ou en bengali , etc. , s'élève déjà à plus de quatre-vingts ; mais ces derniers, les seuls qui soient lus des natifs , sont de simples *akhbars* qui se bor-

nent à donner les nouvelles du jour, ou s'ils traitent de sujets plus élevés, leur circulation ne s'étend guère au delà des chefs-lieux de chaque présidence, là seulement où ils peuvent être compris. Il n'est pas douteux que cette presse, dégagée comme elle l'est de toutes entraves, de toutes taxes, sera l'instrument qui sapera à la longue l'édifice des institutions indoues, qui finira par les refondre au creuset de la civilisation. Mais avec son mouvement actuel, il lui faudra des siècles pour accomplir sa tâche, et son effet jusqu'à présent est à peu près imperceptible; tellement que si quelque tempête politique venait tout d'un coup à renverser la domination anglaise, la trace de son passage pourrait bien n'être marquée que par des monnaies à l'effigie de la couronne, et la numismatique devrait la classer au-dessous des rois barbares qui, à diverses reprises, ont subjugué ces contrées jadis si florissantes.

CHAPITRE XIII.

État actuel des religions de l'Inde.

Le gouvernement de l'Inde anglaise se vante, et certainement avec raison, de sa tolérance pour toutes les formes de religion sous lesquelles il plaît aux différentes sectes d'adorer l'Éternel; de la *sage lent* avec laquelle il s'occupe de propager les doc-

trines évangéliques parmi les populations indigènes. Cependant, avec toute la lenteur possible, depuis un demi-siècle un gouvernement si pieux et des missions qui ont acheté, imprimé et répandu tant de Bibles, ont sans doute produit quelque chose. Voyons donc où en est l'Inde de 1843 sous le point de vue religieux.

Nous ne nous occuperons pas des seize millions de musulmans sounnies ou shiabs, ils sont les mêmes dans tous les pays : leur conversion au christianisme paraît aussi éloignée, aussi improbable que jamais, par cela même peut-être qu'ils sont placés plus près de la vérité ; la lumière céleste leur a été à demi révélée et n'a plus pour eux le même éclat et le même attrait que pour des yeux habitués à une obscurité complète. Leur code religieux a quelques pages sublimes reproduisant la morale et quelquefois les paroles du Sauveur, et qui approchent de son Évangile autant que le génie de l'homme peut approcher de l'esprit de Dieu ; et pourtant jusqu'aujourd'hui je ne crois pas que tout le zèle prodigué parmi eux ait produit un seul chrétien.

Quant aux soixante et dix millions d'Indous, leur religion, celle des brahmanes, a été dans le principe un pur monothéisme, qui dans la suite des temps et en conséquence de la disposition naturelle de l'homme à formuler ses idées par des signes extérieurs, soit des noms, soit des images, a dégénéré

en polythéisme. Cette religion est basée sur *les Védas*, ouvrage en quatre livres dont l'antiquité remonte à l'époque de la naissance de Moïse, ou treize cents ans avant la naissance du Christ, mais que la tradition religieuse fait remonter beaucoup plus haut et attribue aux Menous, esprits émanés de Brahma et chargés spécialement de la législation de la terre.

Voici un des passages les plus remarquables de ce livre : « Les anges s'assemblèrent autour du trône du Tout-Puissant et lui demandèrent avec humilité ce qu'il était lui-même, et il répondit : J'ai existé de toute éternité et je resterai éternel ; je suis la cause première de tout ce qui arrive à l'orient comme à l'occident, au nord comme au sud, en haut comme en bas ; je suis tout, plus ancien que tout ; je suis la vérité, la pénétration, la pureté, la clarté, la lumière des lumières, la préservation, la destruction, le commencement et la fin ; enfin je suis l'immensité. » Comment cette idée sublime a-t-elle pu dégénérer en idolâtrie ? En symbolisant les attributs. Les trois grands attributs du Tout-Puissant, créer, conserver et détruire, furent désignés par les noms de Brahma, Vichnou et Schiva. L'unité divine fut ainsi d'abord changée en trinité, et chacun de ces dieux trouva des partisans distincts, selon que les esprits des uns et des autres étaient plus frappés de l'action créatrice, conserva-

trice ou destructive. Brahma, pouvoir dormant, est le moins populaire ; il est surtout adoré dans le sanctuaire des temples par les brahmes auxquels il a donné son nom. Vichnou et Schiva se partagent les autres castes et leurs subdivisions.

Mais ensuite la tradition fit descendre Vichnou et Schiva sur la terre , sous diverses formes , pour prendre part à différents drames dans l'histoire de l'humanité. Ces apparitions furent nommées avatars ou incarnations. Vichnou en fit neuf et Schiva deux. Comme on attribua à chaque avatar un nouveau nom , il en résulta onze dieux nouveaux. L'humanité ne s'arrête jamais en si beau chemin ; le nombre des dieux alla toujours croissant : les héros , les bienfaiteurs des peuples , les éléments , même les fleuves , trouvèrent place dans ce panthéon , en sorte que la collection de divinités se monte aujourd'hui à près de trois millions , toutes invoquées selon les circonstances par les peuples de l'Inde.

« Il faut néanmoins distinguer deux cultes dans ce pays : celui des prêtres et celui du peuple. Le dernier dégénère en véritable idolâtrie , tandis que le premier repose sur les dogmes des Védas et l'existence d'un seul Dieu ; seulement , disent les brahmanes , il y a un trésor, une arche du temple qu'il ne faut jamais exposer aux regards du vulgaire. C'est pourquoi nous lui laissons ses idoles qui parlent aux sens et lui donnent le repos de la conscience et

la paix dans les accidents de la vie. Les brahmes se bornent donc à lui expliquer la partie des Védas qui a rapport à la migration des âmes et sur laquelle est fondée toute la morale pratique des Indous (1). » Il est certain que si le dogme d'une vie à venir, avec promesse de récompense ou de punition, est un frein salutaire pour l'esprit humain, ce dogme sera encore plus puissant quand il ajoutera à cette promesse cette révélation, que si l'on est heureux ou malheureux dans ce monde ce n'est qu'à titre de récompense ou de punition pour les vertus ou les fautes d'un précédent séjour sur la terre. C'est à cette doctrine de la métempsycose qu'il faut attribuer tant de phénomènes moraux qui se présentent chaque jour dans l'Inde et semblent d'abord inexplicables; tels, par exemple, que l'indifférence pour la mort chez un peuple physiquement si lâche.

Cette doctrine est si curieuse en elle-même et si intéressante dans ses résultats, que nous nous y arrêterons un moment. Selon Menou, l'être existant par lui-même, éternel, invisible, que l'esprit seul peut concevoir, voulut enfin se manifester et paraître dans toute sa gloire. Il créa d'abord les eaux par sa pensée et y plaça un germe productif. Ce germe devint un œuf, brillant comme de l'or, éclatant comme un soleil à mille rayons. Dans cet œuf il

(1) Biorustierna.

s'engendra lui-même sous la forme de Parabralima , l'homme divin , la manifestation , le résumé dans ce monde de la première cause invisible. Cassant cet œuf à la fin d'une année d'éternité équivalant à quelques milliards d'années solaires , il procéda aussitôt à créer l'univers visible. Une moitié de l'œuf devint le ciel ; de l'autre il fit la terre et y recueillit les eaux créatrices ; puis , divisant sa propre substance , il devint moitié mâle , moitié femelle , ou bien nature active et passive pour se reproduire dans des êtres participant de sa nature divine. Ce fut d'abord Brahma , Vichnou et Schiva entre lesquels il partagea ses attributs ; puis il créa Moissassour et tous les anges , auxquels il n'imposa d'autre loi que de l'adorer. Mais bientôt , enivrés de leur propre gloire , Moissassour et une partie de ces anges se révoltèrent contre lui , furent bannis de sa présence et condamnés aux tourments de l'enfer.

Après une période assez longue de punition , Brahma , Vichnou et Schiva intercédèrent pour les anges déchus , et il plut à l'Éternel de les éprouver de nouveau et de leur donner une occasion de mériter leur pardon. Dans ce but , il chargea Brahma de donner une nouvelle forme à l'univers. Celui-ci le distribua en quinze globes de purification , la terre étant le globe du milieu. Les sept globes inférieurs furent destinés à la *punition* des anges tombés , la terre à la *période d'épreuves* , les sept globes supé-

rieurs à leur *purification*. Pour le séjour d'épreuves, Bralma créa quatre-vingt-dix-neuf formes mortelles dont la dernière et la plus noble fut la forme humaine, l'avant-dernière celle de la vache, et les esprits durent les animer successivement. Sous ces formes ils durent souffrir en proportion de leur conduite plus ou moins pénitente et expiatoire dans les globes inférieurs, et ceux qui désobéiront aux commandements de Dieu sous la forme humaine devront redescendre dans la région des punitions avant de recommencer les quatre-vingt-dix-neuf épreuves ou transmigrations terrestres. Ceux enfin qui pourront traverser les quinze régions sans offenser de nouveau la majesté divine, seront rendus à la félicité suprême.

Les anges restés fidèles obtinrent la permission de veiller sur leurs frères coupables et de les préserver (en touchant leur cœur et en parlant à leur conscience) des pièges et des tentatives de Moissasour et autres rebelles endurcis. Nous retrouvons ici, déguisée sous les enluminures fantastiques de l'Orient, la pensée constante du genre humain :

L'homme est un dieu tombé qui se souvient des cieux,

et même jusqu'à un certain point notre théorie catholique de l'enfer, du purgatoire, du démon et de l'ange gardien.

Jusqu'à présent le préjugé des castes a été un

obstacle presque insurmontable à la conversion des Indous. C'est parmi les parias, les sudras, les vaysias, que les conversions ont été le plus nombreuses : c'est que les premiers ont tout à gagner et les autres moins à perdre par l'expulsion de la caste. Les conversions sont surtout très-rares parmi les brahmanes. On a voulu citer l'exemple de Ram-Mohun-Roy ; mais il était *déiste* et non pas chrétien. Il avait cessé de croire aux légendes de la création selon les Védas et à la théologie indienne, mais sans accepter la version de la Genèse et nos mystères. La certitude de la perte de leur position sociale, du déchirement de tous les liens de famille, retient beaucoup d'Indous sur les mêmes limites : ils n'appartiennent plus au camp païen et n'osent cependant en sortir. Si l'on me demandait la proportion moyenne des conversions parmi les Indous pour chaque année dans l'Inde entière, je dirais tout au plus deux ou trois cents individus sur cent millions d'âmes ; et sur ce petit nombre de conversions, les neuf dixièmes au catholicisme.

Passons aux Parsis que l'on a appelés assez justement les *quakers* de l'Orient. Fuyant devant les musulmans à l'époque où l'islamisme envahit la Perse, après de nombreuses migrations ils trouvèrent enfin un refuge sur la côte occidentale de l'Inde, et y portèrent avec eux le feu sacré qu'ils adorent et dont le dépôt est encore aujourd'hui à Oodwara. Ils n'ont

ni temples, ni autels, ni statues de la Divinité, qu'ils croiraient offenser en la définissant et en lui limitant l'espace. Ils l'adorent dans toute la voûte céleste, le soleil, la lune, les étoiles, la terre, l'eau, le feu et les vents, mais n'offrent de sacrifice à aucune de ces choses. Les écrits de Zoroastre, qui sont leur livre sacré, se réduisent à un service liturgique et à quelques prières. Ils ne jeûnent pas parce que, disent-ils, Dieu se réjouit du bonheur de ses créatures. La polygamie n'est point permise, excepté dans le cas où la première femme est stérile ; le concubinage est strictement défendu. Ils ont conservé religieusement toutes leurs anciennes cérémonies, surtout toutes celles qui ont rapport aux funérailles. Des tours sépulcrales sont élevées loin des habitations des hommes, et sur leurs terrasses découvertes les corps sont exposés aux éléments et aux oiseaux. Aucun étranger ne peut approcher durant les obsèques. Leur charité est prodigieuse, sans limites, s'étendant sur les pauvres de toutes les religions et couvrant leurs propres indigents d'une protection si bien entendue et si efficace qu'on ne rencontrera jamais un mendiant dans leur tribu.

Malgré les progrès constants de leur civilisation déjà fort avancée, les conversions sont presque aussi rares chez eux que parmi les musulmans, ce qui tend à confirmer l'observation que nous avons déjà faite ailleurs, que le passage du déisme pur à la vraie

foi est beaucoup plus difficile que celui du paganisme au christianisme.

En quatrième lieu viennent les églises chrétiennes.

La plus ancienne des sectes qui croient à l'incarnation divine dans Jésus de Nazareth ou , comme diraient les Indous, dans l'avatar du Christ, est celle des chrétiens syriaques disciples de l'apôtre saint Thomas qui , après avoir fondé le christianisme en Syrie , dans l'Arabie heureuse et dans l'île de Socotra , débarqua à Cranganore en l'année 51, Saint Thomas répandit rapidement le christianisme le long de la côte de Malabar et dans l'Inde méridionale, dans le royaume de Cochin et de Travancore. Mais un des souverains du pays étant venu à se convertir, les nations s'en émurent ; il fut quelque temps persécuté et enfin lapidé sur la montagne près de Madras qui a toujours depuis porté son nom. Depuis dix-huit siècles et même encore aujourd'hui , la montagne et la ville de Saint-Thomas sont un lieu de pèlerinage pour les chrétiens qui s'y rendent de toutes les parties de l'Inde , du fond de la Perse , de la Syrie et de l'Arménie , se pressant en foule dans la ville et couvrant la montagne, afin de baiser la place où l'apôtre a souffert. Ce lieu est en telle vénération qu'ils emportent la terre rouge du sol par fragments , espérant en obtenir des miracles et l'administrant solennellement aux malades et aux mourants.

Durant les huit premiers siècles ils furent plus ou moins persécutés , mais réussirent à se maintenir sans parvenir à s'étendre. Dans l'organisation primitive de leurs institutions civiles et religieuses, il fut décidé qu'ils ne seraient administrés au temporel comme au spirituel que par les familles dans lesquelles l'apôtre avait choisi ses premiers lévites, de manière que la prêtrise devint héréditaire parmi eux et réunit à ses fonctions celles de juge. Du neuvième au quatorzième siècle ils jouirent de quelque tranquillité, se multiplièrent et formèrent même un petit peuple dont le chef prit le nom de roi des chrétiens.

Quand les Portugais établirent leurs premières factoreries dans l'Inde , ils furent tout surpris de trouver parmi les pêcheurs du golfe de Manâr et les habitants des côtes de Malabar et de Coromandel environ deux cent mille chrétiens qui s'appelaient disciples de saint Thomas , et qui de génération en génération, suivant l'exemple de leurs pères, se rendaient chaque année en pèlerinage sur le lieu même où l'apôtre avait consommé son martyre, en chantant son histoire et ses miracles extraits de leurs annales et dont on avait composé une espèce de cantique dans la langue du pays. Ils comptaient alors près de quinze cents églises sous le patriarche syriaque.

A l'arrivée des Portugais , les chrétiens de saint

Thomas proposèrent d'eux-mêmes de se joindre à l'Église de l'Ouest, mais ils furent tout surpris de trouver dans celle-ci plusieurs sacrements dont ils n'avaient pas connaissance, en particulier la confirmation, l'extrême-onction et la confession auriculaire. Ils faisaient aussi quelque difficulté de reconnaître l'adoration de la Vierge et la suprématie du pape. Cette différence dans leurs institutions et dans les rites établis fut entre les deux Églises l'origine de querelles sérieuses qui se terminèrent par une horrible persécution de la part des Portugais. Ceux-ci vers le milieu du xvi^e siècle établirent l'inquisition et traitèrent leurs frères en Jésus-Christ encore plus mal que les païens ne l'avaient fait. En 1661, l'influence de la Hollande succéda à celle du Portugal par la conquête de Quilone. Cet événement rendit la liberté de leur culte aux chrétiens syriaques qui ont existé jusqu'aujourd'hui sous trois dénominations (1).

1^o Chrétiens syriaques (proprement dits) qui ont conservé leurs institutions et leur hiérarchie religieuse. On compte dans les environs de Quilone cinquante-sept églises de cette foi, gouvernées par un métropolitain et un clergé peu instruit qui se sont placés depuis 1815 sous la tutelle des missionnaires anglais protestants, sans pourtant rien changer

(1) Montgomery-Martin.

à leur propre rit. La congrégation est estimée par Montgomery-Martin à soixante et dix mille âmes.

2° Chrétiens syriaques romains, qui ont adopté le rituel catholique, mais traduit dans leur langue. Ils se sont soumis en tous points à l'Église de Rome, avec cette réserve que tous les services ainsi que la messe sont lus dans l'idiome populaire. On compte quatre-vingt-dix-sept églises de cette communion, avec une congrégation de quatre-vingt-seize mille âmes, divisée ainsi qu'il suit : sous l'archevêque catholique de Cranganore, quarante-neuf mille ; sous le vicaire apostolique de Verapoli, quarante mille, et enfin sous l'évêque de Cochin, environ sept mille.

3° Syriaques catholiques qui obéissent sans restriction à l'Église de Rome et lisent les prières en latin. On compte quarante églises de cette confession avec une congrégation de cinquante-quatre mille âmes, dont dix-neuf mille sous le vicaire apostolique de Verapoli et trente-cinq mille sous l'évêque de Cochin.

Quant aux Indous convertis au christianisme par les missionnaires catholiques, on en compte environ cent mille dans la présidence de Madras (non compris les États du Nizam et du Maïssore, le territoire de Pondichéry et autres établissements français, portugais, hollandais, etc.). Mais c'est à peine si l'on peut les considérer comme chrétiens, malgré toute leur bonne volonté. Ils vont à l'église, mais au fond de leur

cœur, dans leurs terreurs et leurs superstitions secrètes, la plupart sont encore païens; même les images des saints qu'ils emportent dans leurs domiciles deviennent pour eux des idoles. Ils conservent encore jusqu'à un certain point leurs anciens préjugés de castes, se marient rarement en dehors des anciennes restrictions et souvent ne voudraient pas manger ensemble, bien qu'ils doivent se considérer frères en Jésus-Christ et s'agenouiller ensemble à la sainte table. Il faut chercher la cause de ce peu de progrès dans la fausse position, dans la misère et la déplorable ignorance du clergé catholique qui, à l'exception d'un très-petit nombre de jésuites de Pondichéry et une trentaine de prêtres irlandais envoyés tout récemment (en 1836), se compose de pauvres noirs ou mulâtres portugais élevés à Goa où ils ont appris à répéter machinalement quelques mots de latin, mais non à comprendre le culte sublime dont ils doivent être les missionnaires ou les pasteurs. Le gouvernement qui administre ce pays pour la *magnifique Angleterre* n'a pas honte de limiter le traitement de ces pauvres curés indigènes à 30 roupies (75 francs) par mois, sur lesquels ils doivent encore entretenir leurs églises. On leur ôte ainsi l'instrument le plus puissant pour toucher et convertir les âmes, l'exemple de cette charité qu'ils prêchent, puisqu'ils n'ont rien à donner aux malheureux que des prières. Et encore ce clergé, si

misérablement rétribué, si misérablement instruit, n'est pas même suffisant sous le rapport du nombre. Quelquefois le même *padri* (curé) est appelé à desservir quatre églises à vingt cosses (vingt grandes lieues du pays) l'une de l'autre. Est-il honorable pour un gouvernement chrétien de contempler avec une si froide indifférence le retour possible au paganisme de ses sujets catholiques, faute des premiers subsides pour leurs pasteurs ? Et leurs droits du clergé catholique à la bienveillance de la métropole ne sont-ils pas au moins égaux à ceux des moollahs et des pundits, si largement rétribués dans les écoles de Calcutta et de Bénarès, dans les mosquées d'Agra et de Delhi, ou dans le temple de Jagarnath ?

Le nombre des catholiques dans la présidence de Bombay est à peu près le même que dans celle de Madras. Je n'en connais pas le chiffre pour la présidence du Bengale, mais je le croirais, par rapport au chiffre de Madras, au moins en proportion de l'étendue. Plusieurs princes de l'Indoustan septentrional ont favorisé l'Église romaine et l'ont aidée de leurs donations, entre autres la begum Sumroo, reine de Sirdannah, qui avait embrassé le catholicisme de fort bonne heure et qui est morte tout récemment dans cette religion.

Si nous en venons enfin aux Indous protestants, il faudra reconnaître que les efforts des missionnaires, malgré leurs talents incontestables, la protection du

gouvernement et les immenses ressources mises à leur disposition par le zèle , la charité et les souscriptions annuelles de la métropole, que leurs efforts, dis-je, pour répandre quelque'une des sectes réformées, peu leur importe laquelle , presbytérienne , anglicane ou anabaptiste , sont encore plus infructueux. Ils sont parvenus à attirer dans leurs écoles primaires au Bengale, environ cinquante mille élèves, mais ce sont les arts mécaniques et les sciences et non la religion que ceux-ci viennent chercher ; et je suis sûr qu'il n'y a pas soixante mille indigènes protestants dans tout le Bengale ; à peine la moitié de ce nombre dans toute l'administration de Madras et moins encore à Bombay.

On trouve enfin des juifs blancs et noirs répandus dans les populations , mais ils sont tellement éparpillés qu'il est tout à fait impossible de calculer leur nombre.

CHAPITRE XIV.

Quatrième question. — Sur quelles bases l'empire britannique indien est-il établi ? N'a-t-il rien à craindre en fait de révolutions de l'intérieur ? Est-il de nature à résister à une agression étrangère ?

Tout pouvoir despotique est fondé sur une de ces deux bases, l'amour ou la crainte ; rarement sur la

première, quelquefois sur toutes les deux, le plus souvent sur la dernière.

La base du pouvoir anglais est-elle dans l'amour des peuples ? C'est une question déjà résolue par les chapitres précédents. Demandez au rayot, sur le seuil de la chétive mesure où sa famille est accroupie dans la vermine, à peine protégée des vicissitudes atmosphériques ; au cultivateur dont la vie est celle d'une bête de somme, ils vous répondront en montrant leur misère : « Puis-je aimer la main qui m'a fait cette existence ? » Demandez au tisserand sans ouvrage qui voit vendre à sa porte la percale et les mousselines de l'Angleterre ; demandez aux anciens zemindars, c'est-à-dire à toutes les anciennes familles, à toutes les classes aisées et respectables d'autrefois qu'on a ruinées, puis rejetées après en avoir exprimé toute la substance ; demandez même aux nouveaux concessionnaires peut-être mieux partagés, mais qu'une succession de mauvaises années, des sécheresses (résultat de l'incurie d'un gouvernement qui ne répare et n'entretient aucune construction d'utilité publique), peuvent ruiner d'un jour à l'autre ; demandez à l'Indou s'il aime le joug de cette race venue de si loin, professant une religion différente, qui affecte de mépriser la sienne, race souillée et plus impure à ses yeux que le paria qui rôde autour de son village, race dont le contact est une tache, se nourrissant de l'animal im-

monde, infâme à ses yeux dans ses goûts, dans sa gloutonnerie, ses plaisirs et ses habitudes, et à laquelle il doit des vices et des maladies qu'il ne connaissait pas jusqu'alors (1). Tous n'auront qu'une réponse : haine à l'étranger. Demandez au musulman de quel œil il voit les vicissitudes qui ont fait passer tant de puissance des mains des croyants aux mains des infidèles ; s'il désire voir le trône de Tamerlan relevé à Dehli, ou celui d'Aurungzeb à Agra. Doutez-vous de son impatience ? A-t-on au moins cherché à calmer l'irritation de ce conquérant déchu en flattant ses vanités nationales, en respectant ses souvenirs, ses traditions, en entretenant avec un soin religieux ces admirables monuments élevés par la piété et la magnificence de ses héros et de ses saints ? Agenouillé dans sa belle mosquée, absorbé dans la prière et la méditation, il pourrait peut-être n'accuser que la fatalité des malheurs de sa race et

(1) Une observation de Jaquemont, correcte comme ses observations le sont toujours, caractérise l'antipathie dont je parle. « Sous la dynastie mogole, il était d'usage que l'empereur eût « parmi ses femmes la fille d'un des princes indiens les plus puissants, et il semble que ces alliances politiques furent toujours « consenties avec empressement par ces derniers, nonobstant l'antipathie obligée de leurs filles qui devenaient *out cast* (hors caste) « en même temps que reines. Aujourd'hui, je erois, elles seraient « impossibles. Malgré le peu de cas que les princes indiens font « d'une femme, je doute qu'ils consentissent à sacrifier une de « leurs filles pour satisfaire leur ambition au point de la livrer au « gouverneur général en personne. L'infamie de sa dégradation rejaillirait plus sur eux que l'éclat de son alliance. »

vivre dans l'extase, du souvenir de sa gloire passée. Mais non, c'est un lord Auckland qui mène une croisade de païens et d'infidèles pour renverser le dernier trône, pour souiller le dernier sanctuaire qui reste encore à ses frères ; c'est un lord Ellenborough qui va dépouiller et déshonorer les tombes du chevaleresque Baber, de Mahmoud - Ghizuevi que tout musulman doit considérer comme un saint, ou tout au moins comme le plus pur et le plus héroïque champion de sa foi ; ce sont les portes qui depuis huit cents ans s'étaient réfermées sur ce tombeau, une des conquêtes de la foi sublime du Coran sur le paganisme brutal, sur l'infâme idole de Somnauth, que l'on arrache de leurs gonds poudreux sans s'être même assuré s'il existait un temple indou auquel on pût les suspendre, et que l'on jette enfin dans un magasin de fourrages ; c'est Ghiznie la ville sainte, le Bénarès des musulmans de l'Inde, où les débris vaincus de l'armée anglaise avaient trouvé quartier et miséricorde, dont on ne laisse pas pierre sur pierre : vandalisme atroce, vengeance infâme d'un ennemi humilié, dernière satisfaction exigée par une vanité impitoyable. Allez à Allahabad, la cité de Dieu, la capitale du Bundelcund, au confluent du Gange et de la Djounna, vous verrez un fort parfaitement conservé : c'est un instrument de domination. Mais où est la ville ? Quelques villas d'Européens, le marché et un petit village de banyans où

l'on ne voit que marchandises anglaises : voilà tout ce qui en reste. « Le palais du prince était assis sur le rivage, le fleuve en a englouti la moitié ; quelques appartements de marbre étaient encore couverts d'inscriptions arabes en lettres d'or : c'étaient des versets du Coran. On vient d'en mutiler les restes afin d'en orner la demeure du civilian et du marchand. Le muezzin appelle les fidèles à la prière du haut d'une tour en ruine : cette tour est le dernier débris qui soit resté debout de la superbe mosquée, le Djumaa-Musdjid ; tous ces fragments, ces colonnes mutilées gisant dans les eaux du fleuve lui appartenaient jadis ; pour un million de roupies on aurait pu cependant opposer une digue à la Djoumna et conserver un chef-d'œuvre d'architecture mahométane (1). » Dans le cœur du musulman toutes les phases de l'administration anglaise, son inertie comme ses actes, appellent également l'indignation et la vengeance.

Si les Anglais dans l'Inde sont détestés dans leur généralité et comme gouvernement, le sont-ils moins dans les relations de la vie privée ? Non, parce qu'ils ne savent pas se faire aimer, parce que leur contact blesse toujours et que leur vanité toujours agressive froisse toutes les vanités. Où ont-ils des amis hors de chez eux ? Toute l'Europe le sait. Quel est le lieu visité par leurs voyageurs où ils n'aient pas

(1) *Impressions d'un voyageur.*

laissé une impression d'impatience et d'amertume, que l'étalage de leur dépense et tout l'or qu'on attend d'eux peuvent à peine comprimer. Mais c'est dans l'Inde surtout que la certitude de l'impunité leur fait commettre des insolences et des oppressions à faire pleurer les anges, selon l'expression de Shakspeare : *Such fantastic tricks as to make the very angels weep.*

Sous les princes tartares les indigènes voyaient leurs vainqueurs habiter le pays et y dépenser leurs immenses revenus ; il leur en revenait toujours quelque chose. Aujourd'hui les maîtres passagers du pays ne restent que comme les chenilles du printemps pour dévorer sa substance ; dès que l'insecte aura ses ailes d'or, il s'envolera dans sa mère patrie.

Quand de pareilles relations existent entre le vainqueur et le vaincu, injustice et dédain d'une part, terreur et mépris secret de l'autre, l'amour est impossible. Le pouvoir des Anglais dans l'Inde est donc basé sur la crainte. Chez les Indiens cette crainte est multiple dans sa nature et dans son origine. Elle a d'abord sa source dans une conviction profonde, générale et parfaitement fondée de leur impuissance à secouer le joug britannique sans un appui européen, et de leur infériorité vis-à-vis des conquérants en force physique, en courage, en talent ; elle vient encore du prestige de la discipline, de l'artillerie et surtout de cette fortune qui,

jusqu'à l'expédition d'Afghanistan, s'était toujours montrée si fidèle au drapeau anglais ; de leur connaissance de la persévérance et de l'invincible obstination anglaise. Elle vient enfin d'une idée exagérée des ressources de la Compagnie en hommes et en argent : c'est pour eux une hydre dont on couperait vainement les cent têtes , il en renaîtrait toujours pour les dévorer.

Le cipaye est parfaitement convaincu que tout soulèvement de sa part amènerait sa destruction , que tous ses bataillons se briseraient en vain contre un régiment d'Européens. D'ailleurs, comme le chien , il ne sait qu'obéir à son maître. Les mots patrie, honneur, sont renfermés pour lui dans l'expression indoustanie *namuk hulal* (fidèle au sel), c'est-à-dire qu'il est tout pour la main qui le nourrit. Il exécutera donc aveuglément tous les ordres qui ne seront pas en opposition avec ses préjugés religieux que l'on a soin de ne jamais froisser.

Dans la classe industrielle la crainte des révolutions a son origine ailleurs. Bien loin de prendre part à aucun soulèvement, elle verrait une pareille crise avec effroi, sachant bien que ce qu'elle aurait de plus précieux et de plus sacré deviendrait la proie de bandes pillardes et licenciées, sans frein et sans discipline. C'est ainsi que les Mahrattes s'étaient fait détester par leur férocité et leurs brigandages, leur passage étant invariablement marqué

par le fer et le feu. Les Pindaris ont laissé des souvenirs qui rappellent les scènes des cannibales : c'étaient les paisibles habitants, leurs propres compatriotes sur lesquels ils déployaient leur valeur et qui souffraient seuls de leurs cruautés. La descente des Nepalais fut aussi marquée par le massacre des peuplades inoffensives des plaines. Aussi dans les temps de crises les banyans (petits marchands), les mahadjouns (négociants), les surrafs (changeurs), les sahocars (banquiers) et l'innombrable classe des saudagars (colporteurs) enfouissent leurs trésors et leurs marchandises, puis attendent patiemment les résultats de la guerre. On ne voit pas comme en Europe les diverses peuplades prendre les armes pour repousser ou attaquer un ennemi commun : il n'y a chez elles aucune nationalité, si ce n'est celle de la caste qui ne peut soulever de passions que lors des fêtes religieuses.

Tel est le caractère des populations indiennes à quelques exceptions près. Il y a bien de temps à autre des insurrections partielles parmi les musulmans d'humeur très-turbulente qui habitent les royaumes d'Aoude et d'Hyderabad, les environs de Bangalore, la patrie d'Hyder-Aly, et parmi les tribus qui bordent l'Indus ; il y en a même parmi les Indous du Rajpoutana, du Bundelcund, des fiefs polygars et du pays mahratte ; mais ces insurrections ne tendant pas à un but unique dans l'intérêt général,

et n'ayant point leurs racines dans l'amour de la patrie, ne trouvent aucun écho chez les peuplades voisines et tombent d'elles-mêmes ou disparaissent à l'aspect d'un ou deux régiments souvent formés de soldats nés dans le même pays.

Toutefois, il ne faut pas croire que le poste d'un gouverneur général soit absolument un lit de roses. Il lui faut une vigilance constante et sans cesse dirigée vers tous les points de l'horizon, car les tourmentes se suivent sans se ressembler et viennent toujours du côté où l'on s'y attend le moins. C'est ainsi qu'en octobre 1839, quand toute l'attention du gouvernement était occupée par la guerre d'Afghanistan et les préparatifs de celle de Chine, on fut très-surpris d'apprendre tout soudainement qu'un petit roitelet, le nawab de Keurnoul (frère du prisonnier de Bellary, celui même qu'une iniquité de la politique anglaise avait appelé au trône), noyau d'une conspiration dont on n'a jamais connu toutes les ramifications, avait organisé secrètement et rassemblé depuis des années dans son petit fort une artillerie et des munitions de guerre suffisantes pour une armée de cent mille hommes. Un détachement anglais fut immédiatement envoyé pour s'en saisir et s'empara effectivement du fort et de la personne du nawab, après une résistance courte mais furieuse où l'on perdit beaucoup de monde. Les troupes du prince, composées principalement d'Afghans, d'A-

rabes et de quelques Rohellas, firent preuve d'un courage désespéré et digne d'une meilleure cause, disent les relations anglaises. La variété infinie et la profusion d'armes et de munitions qu'on trouva dans les caves du zénanah, la beauté des pièces de canon toutes neuves et admirablement modelées, dont le métal seul avait dû coûter au moins 1,500,000 fr., donnèrent à penser que plus d'un prince indien avait souscrit pour ces préparatifs et trempé dans le complot. Mais on se contenta de confisquer le matériel rassemblé et de déposer le prince, sachant bien qu'une fois la conspiration éventée et le premier coup frappé, elle était sans vitalité et se dissoudrait d'elle-même.

Pour qu'il y eût soulèvement général, il faudrait que les masses y fussent intéressées, qu'elles ne fussent divisées par aucun sentiment de haine, et c'est ce que les différences entre leurs croyances religieuses ne permettront jamais. Il n'y aura jamais de mouvement simultané, parce que du moment que deux sectes se réuniront dans une même conspiration, on est toujours sûr que l'une trahira l'autre avant le moment de l'explosion. C'est ce qui est arrivé pour la conspiration de Bangalore en 1833, c'est ce qui s'est représenté pour le complot de Keurnoul en 1839, c'est ce qui se représentera toujours.

L'Angleterre n'a donc évidemment rien à craindre de ces peuples tant qu'ils sont livrés à eux-

mêmes. En serait-il encore ainsi si elle était attaquée par une autre puissance européenne ? Les populations resteraient-elles bénévoles ou neutres, ou deviendraient-elles hostiles en présence d'un nouveau concurrent qui lui disputerait sa conquête ?

Pour celui qui a bien examiné l'Inde, sa surface est comme un vaste kaléidoscope où d'innombrables débris de civilisations superposées et d'empires en ruine se présentent en couches successives. Le moindre mouvement, le moindre choc suffit pour les ébranler, les réunir, les amalgamer, les jeter soudainement dans les formes les plus bizarres, les plus inattendues : « C'est comme une sorte de
« poussière sociale que l'esprit de guerre ou d'aven-
« ture peut soulever au hasard et promener çà et
« là en tourbillons destructeurs (1) ; » à laquelle il manque jusqu'alors un ciment quelconque, l'esprit de patriotisme, une religion ou une affection commune, mais qui, sous les mains d'un chef énergique, habile, qui éblouirait la multitude par un premier succès, pourrait en quelques moments prendre de la consistance, se condenser en un peuple, une nation. Voyez-vous dans nos climats glacés ces flots que la main d'un enfant divisait naguère : le vent du nord s'élève, soudain c'est un cristal solide où la pioche et la hache viendront se briser. Il en est de

(1) Barchou de Penhoën.

même de ces sables de l'Indoustan, en apparence si friables entre les mains de l'Angleterre. Cette sorte d'agglomération s'exécute au moyen d'une loi de formation d'une extrême simplicité et dont le mécanisme se met jusqu'à un certain point en jeu de lui-même. Dans un pays fractionné en une multitude de parties sans cohésion, sans lien politique, toutes prêtes à subir le joug d'une nouvelle conquête, et qui fourmille sans cesse d'une multitude d'aventuriers toujours disposés à se ranger sous le premier chef venu, il ne faut qu'un premier succès, qu'un premier butin à partager pour réunir des légions. Si la faiblesse du pouvoir le rend incapable de prévenir ces usurpations ou de les arrêter dès l'origine, elles vont s'accroissant avec une rapidité étonnante. Un chef de bande s'est emparé d'un canton, les revenus de ce canton le mettront à même d'équiper une petite troupe. Avec cette troupe il se saisira d'une province qui lui fournira à son tour les moyens de lever et de solder une armée plus considérable encore, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'enfin il se trouve plus puissant que le dernier maître de l'Inde.

Avec un gouvernement faible ou fainéant qui s'endormirait dans une fausse sécurité ou dont toute l'attention et les ressources seraient absorbées pour repousser une invasion étrangère, il ne faudrait qu'un homme, un hasard qui se présenterait infail-

liblement, une cause d'abord imperceptible peut-être, et des légions d'ennemis improvisés viendraient peser dans la balance, descendraient tout armées dans la lice. Avec un Hyder-Aly, ce serait le Maïsore; un Sevaji, les Mahrattes; un Amîr-Kan, les Pindaris; un Runjit-Sing, le Pnnjab. Mais le génie de l'Angleterre est un génie jaloux qui ne s'endort jamais. Aujourd'hui il est allé s'asseoir au pied de l'Hymalaya : le dos appuyé à ces barrières inaccessibles, il promène incessamment ses yeux toujours attentifs sur le vaste continent qui se déroule à ses pieds, et dès qu'un nuage s'élève, dès qu'une première spirale annonce un tourbillon, son coup de canon se fait entendre, la trombe est brisée et les débris épars retombent en poussière inoffensive sur le sol qu'elle allait dévaster.

Si toutefois un autre géant de force égale venait se présenter sur les rives de l'Indus pour lutter avec lui, la position serait entièrement changée; le choc même de ces deux colosses serait naître la tempête, ébranlerait toute l'atmosphère politique. Ces tourbillons dont nous parlions tout à l'heure s'élèveraient aussitôt; la loi de formation, de condensation, commencerait à fonctionner sur tous les points. Dès lors nous prophétisons malheur à celui qui serait attaqué : notre ennemi c'est notre maître, voilà l'expression de tous les peuples esclaves. Plus la lutte se prolongerait, plus les défections, les at-

taques se multiplieraient au dedans, en arrière : plus les nouvelles fédérations se consolideraient et gagneraient de force expansive, plus le nombre des ennemis du pouvoir actuel s'accroîtrait jusqu'à ce que la marée immense finit par l'entraîner et le jeter après de vains efforts, tout meurtri et mourant, sous les canons de Calcutta et de Bombay.

Nous n'en pouvons douter d'après les éléments mêmes qui composent cette vaste puissance. Du jour où une armée *égale à celle dont elle pourra disposer au point de contact* se présentera pour la combattre sur les rives de l'Indus, l'heure de sa destinée aura sonné. Au lieu de s'appuyer sur le pays, elle le sentira se dérober sous elle, et entraînée par son propre poids s'écroulera aux pieds de son ennemi tout surpris lui-même de cette chute soudaine.

Ceci n'est point une opinion en l'air : nous avons les moyens de calculer d'avance à quelques hommes près le chiffre de la résistance dont elle est capable, et quoique ce ne soit peut-être pas encore ici le lieu d'après l'ordre logique, nous l'évaluerons à l'instant avant d'aller plus loin.

Supposons qu'une armée russe débouchât sur l'Indus supérieur devant Peshawer ou Dera-Ismaël-Khan, quelle serait, en l'estimant au maximum, la force de l'armée anglaise que les Russes pourraient avoir à combattre au premier point de contact ?

Nous pourrions évaluer cette force, d'après celle que lord Ellenborough crut devoir déployer pour frapper l'imagination des Indiens et ressaisir la haute position que le gouvernement de l'Inde occupait dans l'opinion des peuples avant le désastre d'Afghanistan. Nous pouvons être sûrs qu'il avait fait subir au système toute la tension dont il était capable; car la puissance anglaise, humiliée un moment, avait besoin de se relever de toute sa hauteur pour en imposer au monde. Quand il s'agissait donc de couvrir le pas rétrograde qu'on allait faire au Caboul et de recueillir les débris des premiers désastres, le gouvernement anglo-indien rangea en bataille deux armées actives et deux armées de réserve dont on trouvera ci-après les tableaux.

Nous sommes entré dans des détails peut-être un peu étendus et minutieux sur la composition de ces corps d'armée, mais nous avons deux raisons pour en agir ainsi : la première était de répondre d'avance à l'objection qu'on n'aurait pas manqué de nous opposer que nous étions insuffisamment renseigné. La seconde était de bien faire comprendre aux non initiés en France, et en général sur le continent, les proportions dans lesquelles l'élément européen et l'élément indou sont ordinairement répartis dans les armées de l'Inde.

La première armée active, celle du général Pol-

lock à Jullalabad, réunissait deux divisions, composées ainsi qu'il suit :

Division Sale, 2,210 combattants.

EUROPÉENS.

ARTILLERIE.

.....

CAVALERIE.

.....

INFANTERIE.

13^e régiment de la reine. 650

INDIGÈNES.

ARTILLERIE.

1 compagnie de montagne. 80

CAVALERIE.

1 escadron du 5^e réguliers. 150

1 id. du schah (d'Anderson). 100

TOTAL. 250

INFANTERIE.

33^e bataillon natif du Bengale. 650

Sapeurs du génie de Broadfoot. 600

TOTAL. 1,250

Division Pollock, 12,150 combattants.

EUROPÉENS.

ARTILLERIE.

1 compagnie à cheval. 150

CAVALERIE.

3^e régiment de la reine. 700

INFANTERIE.

9^e et 31^e régiment de la reine. 1,900

Détachement de recrues pour le 13^e régiment . 200

TOTAL. 2,100

INDIGÈNES.

ARTILLERIE.

2 batteries légères de campagne. 100

CAVALERIE.

1^{er} et 10^e réguliers du Bengale. 1,300

3^e d'irréguliers. 650

TOTAL. 1,950

INFANTERIE.

6^e, 26^e, 30^e, 33^e, 53^e, 60^e, 64^e, en tout 7 batail-

lons du Bengale. 7,000

Sapeurs du génie. 150

TOTAL. 7,150

2^e armée active. *Division Nott*, 9,430 combattants.

EUROPÉENS.

ARTILLERIE.

1 compagnie à cheval. 130

CAVALERIE.

. 23.

INFANTERIE.

40 ^e régiment de la reine.	950
41 ^e id. id.	1,000
TOTAL.	1,950

INDIGÈNES.

ARTILLERIE.

1 compagnie à cheval.	130
1 batterie de pièces de 9.	80
TOTAL.	210

CAVALERIE.

3 ^e régiment de régul. de Bombay.	700
1 ^{er} régiment de Schah-Soujah.	500
1 escadron d'irrég. du Bengale.	140
TOTAL.	1,340

INFANTERIE.

2 ^e , 10 ^e , 38 ^e , 42 ^e , 43 ^e du Bengale.	5,000
3 ^e régiment du schah (Craigies).	650
Sapeurs du génie.	150
TOTAL.	5,800

1^{re} armée de réserve. Division du Scinde ou de Napiér, 11,880 combattants.

EUROPÉENS.

ARTILLERIE.

1 compagnie à pied de Bombay.	130
---------------------------------------	-----

CAVALERIE.

.....

INFANTERIE.

22 ^e régiment de la reine.	850
28 ^e id. id.	1,000

TOTAL. 1,850

INDIGÈNES.

ARTILLERIE.

1 compagnie à pied.	130
1 batterie légère (chameaux).	50

TOTAL. 180

CAVALERIE.

Irréguliers du Scinde.	600
Irréguliers de Poonah.	600

TOTAL. 1,200

INFANTERIE.

1 ^{er} , 2 ^e , 6 ^e , 8 ^e , 12 ^e , 20 ^e , 23 ^e	6,500
1 ^{er} , 2 ^e , 3 ^e de Schah-Soujah.	1,920
Sapeurs du génie.	100

TOTAL. 8,520

*Grande armée de réserve, sous le commandant
en chef, 18,650 combattants.*

EUROPÉENS.

ARTILLERIE.

2 compagnies à cheval.	390
--------------------------------	-----

Report.	390
2 compagnies de siège.	240
1 batterie légère.	40
TOTAL.	670

CAVALERIE.

16 ^e régiment de lanciers de la reine.	700
---	-----

INFANTERIE.

3 ^e de la reine	1,400
39 ^e idem.	1,100
1 ^{er} de la Compagnie.	1,060
2 ^e idem	1,030
TOTAL.	4,510

INDIGÈNES.

ARTILLERIE.

1 compagnie à cheval.	130
2 batteries légères.	90
TOTAL.	220

CAVALERIE.

3 ^e régiment de cavalerie régulière du Bengale. .	700
7 ^e idem. idem.	700
8 ^e idem. idem.	700
9 ^e idem. idem.	700
4 ^e irréguliers du Bengale.	700
6 ^e idem.	700
TOTAL.	4,200

INFANTERIE.

1 ^{er} régiment d'infanterie légère du Bengale. .	1,000
2 ^e idem. idem.	1,000
9 ^e bataillon de cipayes du Bengale.	1,100
10 ^e idem. idem.	1,100
39 ^e idem. idem.	1,100
59 ^e idem. idem.	1,100
63 ^e idem. idem.	1,100
Bataillon local de Sirmoor.	800
2 compagnies de sapeurs du génie.	250

TOTAL. 8,550

Ce qui donnerait pour les quatre armées réunies :

EUROPÉENS.

COMBATTANTS.

Artillerie.	1,060
Cavalerie.	1,400
Infanterie.	10,860

TOTAL. 13,320

INDIGÈNES.

COMBATTANTS.

Artillerie.	790
Cavalerie.	8,920
Infanterie.	31,270

TOTAL. 40,880

13,320

TOTAL GÉNÉRAL. . . 54,200

Si l'on ajoute à ce total le corps d'armée qui se serait trouvé disponible, s'il n'avait pas été détruit à Caboul, et dont voici le tableau :

EUROPÉENS.

1 compagnie d'artillerie à cheval.	130
44 ^e régiment de la reine.	900
TOTAL.	1,030

INDIGÈNES.

1 compagnie d'artillerie du schah.	100
2 escadrons 5 ^e cavalerie régulière.	300
4 escadrons de Schah-Soujah.	600
3 régiments de cipayes du Bengale.	3,000
2 régiments de Schah-Soujah.	1,600
2 compagnies de sapeurs.	200
TOTAL.	5,800
TOTAL DES EUROPÉENS.	5,800

TOTAL GÉNÉRAL. 6,830

il résulte que le gouvernement anglo-indien a prouvé qu'il pouvait, si les circonstances le demandaient, réunir sur la frontière du nord-ouest une armée *disponible* de soixante et un mille hommes dont environ quinze mille Européens. Pourrait-il, si les Russes débouchaient quelque jour sur l'Indus supérieur, présenter des chiffres plus considérables au point de contact? Je répondrai qu'avec un établissement militaire égal à celui de 1842 (tout rui-

neux qu'il était, c'est-à-dire trois cent treize mille hommes (1), entraînant un déficit annuel de 63 millions de francs sur la totalité des finances de l'Inde), il ne le pourrait certainement pas ; bien plus il lui serait impossible de présenter le même effectif. Et voici les raisons sur lesquelles je fonde mon opinion :

1° C'est que, pour organiser la grande armée de réserve telle que nous l'avons détaillée plus haut, il avait fallu laisser à découvert des points d'une extrême importance. Les villes de Loodianah et de Keurnoul, où l'on avait rassemblé d'immenses approvisionnements, avaient dû rester chacune sous la sauvegarde d'un seul bataillon indigène. Barreilly, au centre d'une population nombreuse, turbulente et afghane d'origine, n'avait pour sa défense que deux bataillons d'infanterie indigène et trois escadrons d'irréguliers. Les garnisons de Fut-tighur, Mirut, Agra, Cawnpore, n'avaient pas un homme à détacher. Enfin on avait tiré des présidences de Madras et de Bombay tout ce qu'il était possible de leur emprunter. Devant l'impression

(1) Déduction faite des cinq régiments européens employés en Chine, et dont les frais étaient supportés par la métropole; deux de ces régiments ont dû rester à Hong-Kong, les trois autres retourner en Angleterre; autrement ils auraient entraîné la Compagnie à de nouvelles dépenses au delà de l'estimation que nous avons donnée.

morale que produirait une invasion russe, de pareilles réserves seraient tout à fait insuffisantes pour contenir le pays, et jamais on ne ferait l'épreuve de le dégarnir de la même manière.

2° C'est que du côté du Scinde la position est entièrement changée. Dans le tableau que nous avons présenté tout à l'heure, nous avons parlé d'une armée de réserve disponible et cantonnée dans un État allié et tributaire. Le Scinde n'était alors qu'un champ de bataille fort commode dont on pouvait se retirer en laissant derrière soi de zélés partisans pour les Anglais et de dangereuses guérillas pour leurs adversaires. Aujourd'hui c'est une conquête qu'il faut enchaîner à l'intérieur et défendre à l'extérieur contre des nuées d'ennemis toujours prêts à fondre sur elle du haut plateau des monts Soliman. C'est donc la division Napier tout entière qui se trouve désormais et pour longtemps en échec; c'est un corps d'armée de douze mille hommes, dont deux mille Européens, sur lesquels il ne faut plus compter.

Il s'ensuivrait donc que, même en lui supposant toujours l'établissement militaire ruineux de 1842, dans une nouvelle guerre à soutenir sur le haut Indus, le gouvernement anglo-indien ne pourrait plus calculer que sur une armée d'observation de cinquante mille hommes, dont treize mille Européens.

On me répondra sans doute que la métropole en

présence d'un pareil danger armerait aussitôt sa milice et expédierait sur Bombay ou Kurachi toute son armée régulière moins ce qui serait absolument indispensable pour maintenir l'Irlande ; qu'elle retirerait aussi quelques troupes d'autres colonies moins exposées. Mais en estimant à quinze mille hommes la force qu'elle pourrait ainsi détacher , je suis certain d'exagérer considérablement le maximum ; et en supposant que la plus grande partie de ce renfort pût arriver à temps pour prendre part à la première affaire , le gouvernement local ne pourrait toujours mettre en bataille que soixante et quelques mille hommes dont vingt-cinq à vingt-huit mille Européens , ne laissant derrière soi aucune réserve, et dans l'Inde anglaise que les forces strictement nécessaires pour maintenir l'obéissance et commander les ressources. On n'aurait d'ailleurs l'espoir d'aucun renfort de la métropole avant une couple d'années , car l'Angleterre , n'ayant pas la ressource de la conscription , ne lève des hommes que très-lentement et à un prix ruineux par les enrôlements volontaires, et puis il faut un an d'instruction pour faire un soldat anglais bon à quelque chose.

Cette force , l'unique rempart de la puissance anglaise dans l'Inde , se répartirait entre les différentes armes à peu près dans les proportions suivantes : artillerie européenne (tant royale que de la Compagnie) , deux mille quatre cents ; cavalerie

européenne, deux mille six cents ; infanterie européenne, vingt mille ; artillerie native, douze cents ; cavalerie native, sept mille six cent vingt ; infanterie native, vingt-cinq à trente mille.

Accordons, et pour ma part je suis disposé à le croire, que l'infanterie anglaise soit beaucoup supérieure à l'infanterie russe, en lui opposant une moitié en plus cette supériorité devra être balancée. Il faudrait donc trente mille baïonnettes russes.

En supposant les cipayes même à trente mille hommes, on leur fera trop d'honneur en leur opposant quinze mille Moscovites.

Aux onze mille hommes de cavalerie tant anglaise qu'indigène, on opposera victorieusement le même chiffre de cavalerie du czar.

Enfin à l'artillerie européenne et indigène trois mille artilleurs russes et un millier de pontonniers.

On objectera peut-être que le nouvel envahisseur devra s'attendre à avoir aussi contre lui l'armée des Sikhs dont le souverain sera forcé de marcher sous la bannière anglaise ; mais c'est le moindre des obstacles dont il devra se préoccuper. Depuis qu'elle a perdu le génie extraordinaire qui l'avait tirée du néant, cette armée, livrée désormais à une anarchie perpétuelle, est redescendue au niveau de toutes les milices indiennes. Les officiers français qui lui avaient donné un commencement d'organisation n'y exercent plus aucune influence et se hâtent de l'a-

bandonner. Loin d'être utile aux généraux de la Compagnie, elle ne fera que leur créer des embarras de plus par sa turbulence et son indiscipline; il vaudrait cent fois mieux pour eux qu'elle n'existât pas. La cavalerie, à l'exception d'un seul corps, celui des gardes de Shere-Sing (environ cinq cents hommes bien montés), est tout ce qu'il y a de plus méprisable dans cette arme. Avec son ébauche d'instruction, l'infanterie régulière ne vaut guère mieux et n'est pas à comparer à beaucoup près aux cipayes de la Compagnie. Quant à l'artillerie, on pourra juger de son efficacité par le fait suivant : En janvier 1842, le colonel Wyld voulant attaquer le défilé du Khyber pour dégager le général Sale, bloqué à Jullalabad, et n'ayant avec lui que des artilleurs sans canons, s'adressa au général Court qui mit tout son parc à sa disposition. Le commandant anglais choisit naturellement les deux meilleures pièces; mais quant il vint à s'en servir devant l'ennemi, la première creva à la seconde décharge et l'affût de l'autre fut hors de service au bout de quelques instants, de manière qu'il fallut les abandonner sur le champ de bataille.

La réunion de l'armée sikhe n'ajoutera donc rien à la force réelle de l'armée anglaise. On opposera à la cavalerie de son contingent la cavalerie afghane, et dix mille hommes de plus ajoutés à l'infanterie russe suffiront non-seulement pour détruire l'in-

fanterie sikhe, mais pour parer à tous les accidents possibles, conserver après la victoire la possession de Lahore et commander les ressources du pays.

En réunissant les chiffres proposés ci-dessus, ce serait donc une armée d'invasion de soixante et dix mille Européens qui suffirait pour balayer l'Indoustan depuis Attock jusqu'au cap Comorin sans trouver un seul obstacle qui pût sérieusement l'arrêter. Clive l'a dit longtemps avant moi : « L'Inde appartiendra toujours à la puissance qui amènera sur ses champs de bataille le plus grand nombre de troupes européennes. » Par ces paroles il faisait entendre que dans toute lutte avec les peuples du Nord il comptait les cipayes pour rien. Il ne voyait en eux que des escouades de police qui ne pouvaient avoir d'action que sur les timides indigènes. Personne n'a su en obtenir de plus beaux résultats que le grand homme que nous citons. Il dit encore ailleurs : « Les habitants de ce pays n'ont d'attachement pour aucun gouvernement ; ils obéissent à celui qui leur paraît le plus fort, sans se compter eux-mêmes parmi ses moyens d'action. »

Il me semble assez curieux de comparer le chiffre que nous venons de calculer pour l'armée d'invasion, de manière à lui donner selon notre idée la certitude du succès, avec un plan trouvé dans les papiers de l'empereur Napoléon et rapporté, je crois, par sir Robert Wilson.

Plande Napoléon pour une expédition dans l'Inde par terre. Elle devait avoir lieu après l'issue heureuse de la campagne de Russie :

Trente-cinq mille Russes descendront le Volga jusqu'à Astrakhan, s'embarqueront dans cette ville et iront occuper Asterabad où ils attendront l'armée française.

Trente-cinq mille Français descendront en bateaux le Danube jusqu'à son embouchure ; de là ils seront transportés à Taganrog sur des bâtiments fournis par la Russie ; ils remonteront ensuite par terre le cours du Don jusqu'à Piatishianskaia d'où ils se porteront à Tsaritsin sur le Volga qu'ils descendront ensuite en bateaux jusqu'à Astrakhan. Là enfin ils s'embarqueront pour rejoindre le corps russe à Asterabad. De cette manière le corps français arrivera dans cette dernière ville sans trop de fatigues.

D'Asterabad les deux corps réunis se porteront sur l'Indus.

On voit que l'empereur avait aussi calculé son armée d'invasion à soixante et dix mille hommes et la jugeait suffisante ; et certes elle eût rencontré à cette époque bien d'autres difficultés qu'aujourd'hui. Une surtout était effrayante : l'Afghanistan, dont la géographie était alors tout à fait inconnue et dont les tribus inhospitalières auraient infesté d'innombrables guérillas la marche incertaine de l'armée, tandis que maintenant, demain, dans un siècle encore,

elles se lèveraient comme un seul homme à la voix d'un vengeur, s'appelât-il Timour, Nadir ou Nicolas. Et puis il existait encore à cette époque dans la péninsule indoustannique des trônes indépendants que le gouvernement anglo-indien aurait su adroitement jeter entre son existence menacée et le nouvel envahisseur, et qui seraient venus se briser entre les deux colosses au profit de l'Angleterre. Aujourd'hui tous ces trônes sont écroulés, leurs débris réduits en poussière; le gouvernement de l'Inde anglaise, dans sa vaste étendue, ne s'est laissé aucun soutien à sa hauteur; désormais il doit se tenir en équilibre de lui-même sur le sable mouvant de la haine des peuples.

Avec une armée composée comme nous l'avons indiqué plus haut, le général russe devrait avoir pour instructions : 1° D'offrir le combat à l'armée anglo-indienne aussitôt qu'il pourra l'atteindre, et si le terrain lui permet de l'aborder, de l'attaquer dès l'instant qu'il aura suffisamment reconnu son ordre de bataille. C'est surtout la disposition de la partie anglaise de cette armée qu'il devra soigneusement étudier afin de la traiter avec tout le respect qu'elle mérite. Pourtout où il trouvera de l'infanterie européenne il devra préparer une seconde ligne en réserve de la sienne, afin de rallier les débris de la première et de la remplacer dès qu'elle aura plié sous la baïonnette britannique. Quand au contraire

il n'aura que des cipayes devant lui il marchera sur cette canaille sans la compter. Ils n'attendront pas le choc, leurs officiers européens mourront seuls dans les rangs moscovites, et ceux-ci hors de combat, les cipayes ne reparaitront plus, ils jetteront leurs armes et se disperseront pour ne plus se rallier.

2° Si des avantages de position du côté des Anglais empêchent le commandant russe d'attaquer, il se contentera d'offrir incessamment le combat en poussant quelques escarmouches un peu vives, et en dernier ressort il se portera sur leurs lignes de communication. Il obtiendra ainsi un champ de bataille et l'effet moral aura été produit sur les cipayes. Quand enfin on devra se battre, les premiers coups de canon décideront chez les indigènes un sauve-qui-peut général. Il ne restera plus alors qu'à triompher du noyau d'Anglais, dont la résistance sera terrible, héroïque. Il faut qu'on s'y attende, ils mourront, mais ne se rendront pas, et selon l'admirable devise d'un de leurs régiments, le 57^e, *they will die hard*, ils seront durs à mourir ; mais aussi on ne les remplacera pas avant deux ans, et un an suffira pour la destruction totale de la puissance anglaise dans l'Inde.

Quant à la subsistance et aux approvisionnements de l'armée d'invasion, une fois dans le Punjab, le commandant russe n'a pas besoin de s'en inquiéter,

pourvu seulement qu'il ait une bourse bien garnie et qu'il ait laissé des sahocars (banquiers) à Caboul et à Teheran sur lesquels il puisse tirer à sa discrétion. Il trouvera un commissariat immense, admirable, économique, organisé depuis des siècles, destiné à servir tous les conquérants qui se succéderont sur la scène de l'Inde et qui se rangera autour de lui à sa première sommation.

Dans la guerre de 1791 contre Tippoo, la situation de l'armée anglaise sous lord Cornwallis était devenue des plus critiques par le défaut de vivres et le manque absolu de toutes espèces d'approvisionnements tant en grain qu'en bétail. Dans cette circonstance un officier de la Compagnie (le capitaine Malcolm, je crois) donna au général en chef le conseil d'avoir recours à une sorte de caste ou de tribu nomade, connue dans l'Inde sous le nom de Lambadies ou *Brinjaries*. Ce sont les bohémiens de ces contrées qui se retrouvent en nombreux campements errant çà et là dans toute l'immensité de la péninsule indoustanique. Ce sont eux qui dans toute l'Inde font exclusivement le commerce des grains. A dos de bœufs et de chameaux, ils les transportent à d'immenses distances en convois si nombreux qu'on dirait des corps d'armée. Les Brinjaries ne logent jamais dans les maisons, mais campent au dehors, en disposant leurs tentes avec une sorte de régularité ; ils ne manquent pas de courage et font une vigoureuse

résistance quand on les attaque. En temps de guerre, les camps des armées belligérantes sont leur rendez-vous ordinaire. On les dirait attirés par le désordre et la confusion, comme les animaux de proie sur un champ de bataille par l'odeur des cadavres. Ils y arrivent de toutes parts, s'attachant à l'une ou à l'autre armée, généralement à toutes les deux, si toutes deux veulent les employer, toujours prêts à traiter pour de l'argent et fidèles jusqu'au dernier sou. Observant du reste la plus stricte neutralité entre les parties belligérantes, ils n'ont pour but que de vendre leurs grains et de louer leurs attelages à qui les paye le plus cher. On pourrait supposer que l'Angleterre, disposant de plus grandes ressources pécuniaires que la Russie, pourrait les acheter exclusivement ; mais c'est une hydre à plusieurs millions de têtes. Bien que les différentes tribus de Brinjaries s'entr'aident en cas de besoin, elles ne sont nullement solidaires les unes des autres et ont des intérêts homogènes, mais nullement inséparables. Il est matériellement impossible de les acheter toutes, et comme celles qu'on n'achèterait pas passeraient immédiatement à l'ennemi, jusqu'à concurrence de ses besoins ou de ses moyens de les payer, on ne l'essayera même pas : ce serait vouloir tarir l'Océan. Cette caste est, de toutes celles de ces contrées, celle dont les mœurs sont les plus rudes, les plus brutales, les plus farouches : on les accuse de l'usage

atroce d'immoler à leur divinité des victimes humaines ; mais c'est aussi la plus dure et la plus infatigable. Quelles que puissent être les marches forcées de l'armée qu'elle se charge d'approvisionner, on la retrouvera toujours à son poste. Entre autres coutumes étranges, ils ont celle de ne jamais boire d'eau de rivière ou d'étang. Cet usage en fait d'admirables compagnons de marche dans les lieux déserts ; s'il est une goutte d'eau dans le voisinage, à quelque profondeur que ce soit ils sauront la trouver.

Pour en revenir à l'histoire de lord Cornwallis, à la première nouvelle qu'on avait besoin d'eux, dès la première sommation, les Brinjaries se hâtèrent d'accourir : les premières arrivées de leurs bandes fournirent dix mille charges de grains ; un service de cinquante mille bêtes de somme fut organisé en quelques jours par leurs tribus et les quantités allèrent toujours croissant. Cependant, malgré l'activité de ce commerce, et le profit qu'ils en tiraient, ils ne se mêlaient point avec l'armée, mais campaient toujours à l'écart avec une précision tout à fait militaire : indépendance tout avantageuse puisqu'elle aidait sans entraver les opérations militaires. D'ailleurs leur neutralité reconnue dans l'Inde par tous les indigènes les mettait eux-mêmes à l'abri de tout danger.

Le duc de Wellington les employa constamment

dans toutes les guerres qui demandaient de la rapidité dans les mouvements, préférant infiniment leur souplesse et leur mobilité à la lenteur d'un commissariat anglais

Les Brinjaries sont encore aujourd'hui ce qu'ils étaient en 1791 et en 1802, aussi nombreux, aussi intéressés, aussi commerçants, aussi indifférents entre tous les partis, et même, je n'en doute pas, disposés à favoriser plutôt un nouveau conquérant qui les emploierait, que les Anglais qui, ayant organisé un commissariat à eux, rejettent actuellement leurs services.

Quant aux moyens de transport, avec de l'argent, de la douceur et de la loyauté envers les indigènes, on en trouvera toujours dans le pays, et puis après la victoire on aura tous ceux du camp britannique; enfin on aura encore et toujours la ressource des Brinjaries.

Les journaux anglais dans l'Inde et les écrivains politiques de la métropole se plaisent à répéter, et le public s'endort dans la douce confiance que l'Indus est un obstacle suffisant pour arrêter toute invasion, et que l'armée anglaise, en se concentrant sur la rive gauche de ce fleuve, peut en interdire le passage à telle armée qu'elle ne saurait arrêter dans la plaine. Mais ce n'est pas sérieusement que l'on dira aujourd'hui à quiconque a porté un uniforme ou a lu l'histoire et surtout celle de nos dernières guerres,

qu'on pourra jamais disputer le passage d'un fleuve à une armée supérieure qui a le choix de son point d'attaque sur un développement de plus de soixante lieues (entre Dera-Ismaël-Khan et Attock), et surtout d'un fleuve aussi peu rapide que l'Indus, avec un courant d'une lieue à l'heure tout au plus et d'une profondeur moyenne de douze à quinze pieds, avec des gués nombreux sur la ligne d'opérations.

Quand je parle de la distance qui sépare Dera-Ismaël-Khan et Attock plutôt que de toute autre portion du cours de l'Indus, c'est que c'est la ligne qui me semble tout indiquée et la mieux choisie pour une base d'opérations, attendu qu'elle se déploie devant un massif non interrompu de provinces fertiles et bien arrosées, et qu'en l'adoptant on tourne les vastes déserts sablonneux qui séparent la vallée inférieure de l'Indus du Rajpontana; attendu aussi que c'est sur cette base que se sont faites toutes les invasions de l'Inde qui ont eu quelque succès depuis Mahmoud - Ghiznevi, en l'an 1000, jusqu'à Nadir-Schah, en 1739. Quant au Scinde dont le gouvernement anglais vient de s'emparer, croyant faire un coup de maître en politique, son occupation n'ajoute absolument rien à la sécurité de l'empire. Cette frontière, dira-t-on, est maintenant inattaquable : sans doute, mais elle l'était déjà et ce n'est point l'Indus qui en fait la force; ce n'est tout au plus que le fossé extérieur du rempart qui se trouve

dans le vaste rideau de sable qui s'étend du Kutch au Bahawulpour. En s'établissant dans ce fossé, les Anglais n'ont fait qu'isoler une partie de leurs forces dans un coin perdu que personne ne pouvait songer à attaquer.

Quant aux difficultés que pourraient offrir les deux routes du Khyber et de Dera-Ismaël-Khan pour le passage, la subsistance temporaire et le transport du matériel d'une armée de soixante et dix mille Russes et de quinze mille cavaliers afghans, on n'osera certainement pas s'en étayer en présence des faits historiques anciens et modernes que nous nous contenterons de citer :

1^o De l'an 1000 à l'an 1021, Mahmond-Ghiznevi envahit sept fois l'Indonstan, par la route de Ghiznie à Dera-Ismaël-Khan, avec des armées nombreuses de cent cinquante mille hommes et au delà qu'il ne trouva jamais aucune difficulté à nourrir. Dans sa sixième expédition en l'an 1018, il poussa jusqu'à Canoge, chef lieu d'un royaume situé sur le Gange à cent milles au sud-ouest de Dehli. Il ne prit que *trois mois* pour venir de Ghiznie, sa capitale, jusqu'aux frontières de ce royaume, d'où il s'en retourna par Muttra en emportant de cette dernière ville d'immenses richesses. Enfin revenant encore en 1021, dans sa septième et dernière expédition, il pivota sur le Bahawulpour et le Bickaneer, et se dirigea par le Rajpoutana et Ajmir sur le Guzerat

pour y renverser le fameux temple de Somnauth , prouvant ainsi qu'il était aussi facile de pousser une invasion du côté de Bombay que du côté de Calcutta.

2° C'est du même point de départ et par la même route de Dera-Ismaël-Khan que Mahomet-Ghauri, chef d'une famille de montagnards des environs du Khorassan , s'avance encore une fois en 1184 à la conquête de l'Inde , envahit le territoire avec une armée de cent vingt mille hommes et s'empare de Dehli , où sa dynastie , la dynastie ghaurienne , succède à celle de Mahmoud-Ghiznevi.

2° En 1396 , Timour-Lung (ou le boiteux) que nous connaissons dans l'histoire sous le nom de Tamerlan , parti de Samarcande et prenant sa route un peu à l'est de Balkh , descend par le défilé d'Anderab sur Caboul , d'où il marche par le Khyber vers Attock et envahit le Punjab. L'année suivante il s'empare de Dehli qu'il met à feu et à sang et s'en retourne par la même route.

4° Le chevaleresque Baber , après une série d'invasions malheureuses tentées sur différents points de la même ligne , traverse également l'Indus au-dessous d'Attock , le 15 octobre 1525 , avec une armée qui ne compte que quinze mille soldats , et s'établit d'abord à Lahore , puis s'empare de Dehli l'année suivante et y fonde enfin la dynastie mogole.

5° Humayoon , fils de Baber , chassé d'abord de

Dehli et de l'héritage paternel, puis assisté par les Afghans, envahit encore une fois l'Inde en décembre 1554, et suit encore la route du Khyber.

6° En 1739, Nadir-Shah se trouvant à Caboul et sur le point de retourner en Perse, apprend le massacre d'un de ses envoyés dans la ville de Jullalabad. Impatient de se venger, il s'engage dans les montagnes, passe au fil de l'épée tous les habitants de la ville coupable, et une fois sur cette route descend par le Khyber sur le Peshawer et Lahore, où il ne rencontre qu'une faible résistance. Il s'empare ensuite de Dehli qu'il livre au pillage et à un massacre de trois jours.

7° Et tout récemment, en 1842, le général Pollock, venant de l'Inde et envahissant le Caboul, force les défilés du Khyber avec une perte totale d'une centaine d'hommes tués ou blessés. Quand on considère que la division du général-Sale, forte de deux mille deux cent dix hommes et autant de non-combattants, trouva moyen de subsister pendant près d'un an quoique strictement bloquée dans la circonscription de la petite ville de Jullalabad; que les divisions Sale et Pollock réunies, comptant quatorze mille cinq cents hommes et autant de non-combattants, non-seulement subsistèrent cinq mois de plus dans la même vallée, mais y rassemblèrent des approvisionnements considérables pour marcher sur Caboul, on sera obligé de se rendre à des

preuves si multipliées que les difficultés naturelles de la route ne sont pas de nature à arrêter la marche d'une armée, quelque nombreuse et quelque encombrée qu'elle puisse être, et que la seule barrière, le seul rempart qui puisse protéger l'Inde anglaise est une bonne armée. Si celle-ci lui fait défaut ou si elle succombe, tout l'édifice de sa puissance s'écroule. Qu'elle vienne à perdre une seule bataille contre une armée européenne qui aurait l'intelligence de profiter de son succès, et voilà soudain une vaste brèche par laquelle les flots de l'invasion pourront s'élancer sans obstacle et se grossir de mille nouveaux courants qui surgiront à la fois de toutes parts.

Si l'on me demandait la route qui fournirait le plus de ressources à l'armée du czar, et en même temps celle qui conviendrait le mieux à sa politique, j'indiquerais sans hésiter celle de Caboul, Peshawer et Lahore vers Dehli, où il faudrait s'arrêter un instant pour reconstruire le trône du Grand Mogol et relever son étendard. On aurait probablement un nouveau combat à livrer avant d'y arriver, soit à Loodianah sur le Sutledge, soit sur le fameux champ de bataille de Paniput où tant d'ossements sont déjà venus se confondre. Mais l'armée anglo-indienne ne présenterait plus qu'un effectif de vingt ou vingt-cinq mille hommes dont cinq à six mille Européens tout au plus. Ce ne serait donc qu'une affaire de

quelques heures qui se terminerait par la destruction de ses dernières réserves.

C'est à Dehli qu'il faudrait clore habilement le premier acte de ce grand drame. On relèverait un trône vénéré, on s'humilierait devant lui pour le faire paraître plus grand, on toucherait ainsi une corde qui vibrerait au cœur de seize millions de mahométans. Pour concilier également les Indous on relèverait d'une autre part le drapeau sacré de Bénarès; on rendrait la liberté et l'indépendance à son rajah. On profiterait en même temps de la panique et de la confusion générale pour inonder tout l'Indoustan de proclamations incendiaires. Les hircaras ou messagers se présenteraient en foule pour une pareille mission : faquirs, joghis, calenders, seraient autant d'apôtres zélés de l'insurrection qui s'étendrait d'une extrémité à l'autre de la péninsule avec une rapidité électrique. Il faudrait cependant, dans ces proclamations, ne se montrer préoccupé que d'une seule idée : la restauration de l'indépendance de l'Inde et la destruction de la puissance britannique; ne point réveiller surtout la jalousie des peuples en laissant deviner qu'on veut y substituer la sienne. Il faudrait voiler tous ses projets ambitieux pour l'avenir sous un désintéressement étudié. On arborerait sur son drapeau, on afficherait pour devise : Nous venons délivrer et non conquérir, nous sommes les envoyés d'Allah et

de l'empereur de Russie pour rendre justice à tous, Peuples et souverains de l'Inde, leur dirait-on, Musulmans et Indous, Rajpouts, Jhants, Mahrattes, Polygars, Rajahs et Nawabs, chassez l'usurpateur et rentrez dans tous vos droits et dans toutes vos possessions : *Apnie Apnie daolut, toumarah, toumarah moulouk leleo*. On devra partir de cette idée qu'il importe avant tout à la Russie d'extirper jusqu'aux dernières racines de la puissance anglaise, de défricher d'abord complètement le sol avant de songer à y semer sa propre puissance. Mais pour réussir dans cette tâche, il lui faut l'assistance des peuples, et pour se l'assurer, elle devra commencer par replacer sur leurs trônes vermoulus tous les vieux noms consacrés de l'Inde; il lui sera toujours facile de les en faire descendre quand cela pourra convenir à sa politique.

De Delhi, l'armée *libératrice*, au lieu de se diriger sur Calcutta qui n'est qu'un entrepôt de commerce au centre de populations molles et lâches aussi incapables d'une insurrection que d'un dévouement, marcherait par Agra, Gwalior et le Kandeish sur *Bombay*, insurgeant les populations à droite et à gauche, reformant les confédérations rajpoute et mahratte et leur donnant leurs anciens chefs ou d'autres pris dans les mêmes familles. Mais ce ne serait plus comme au Bengale, il ne faudrait point choisir pour les gouverner des enfants plus ou moins

vieux , mais des hommes d'action et d'énergie , capables de monter à cheval et de manier l'épée. C'est qu'il s'agirait d'établir ici un obstacle durable contre le retour des Anglais arrivant par la mer Rouge , et que cette partie du pays est la dernière que la Russie pût songer à conserver.

C'est à Bombay que le czar devra frapper le coup mortel à la puissance anglaise ; la destruction de cette présidence serait aujourd'hui bien autrement fatale à cette dernière que la destruction de Calcutta. C'est le système par lequel elle respire , c'est son point de contact avec l'Europe par les bateaux à vapeur : en le lui enlevant on couperait ses communications , on tarirait ses ressources les plus fécondes , les plus vitales : ce serait désormais un serpent dont on aurait coupé la tête , dont le corps se débattrait encore quelque temps , mais dans les convulsions de l'agonie.

De Bombay , on tendrait la main au Nizam qui se hâterait de secouer le fardeau qui l'écrase ; on volcaniserait tout le Maïssore , et les populations dans leur entraînement porteraient elles-mêmes l'armée libératrice jusque sous les murs de Madras qu'il faudrait assiéger , mais qui n'est qu'une très-médiocre place de guerre et qui succomberait en quelques semaines. Enfin jusqu'à Calcutta ce ne serait plus qu'une marche triomphale. Ici , il est vrai , l'on trouverait une forteresse des plus redou-

tables, construite sur une échelle colossale, mais ayant ce défaut essentiel qu'elle exigerait pour sa défense une garnison ou plutôt une armée de dix à quinze mille hommes qu'il serait impossible de nourrir, vu la difficulté pour les vaisseaux de remonter ou de descendre le fleuve, et surtout devant les batteries d'un ennemi en possession du pays. La place, toute forte qu'elle est, ne pourrait donc résister soit à un blocus prolongé, soit à un siège dont on trouverait tout le matériel à Hyderabad, Madras ou Bombay. Le vœu de Catherine serait alors réalisé, et la Russie n'aurait plus qu'à se demander ce qu'elle veut conserver de sa conquête.

On pourrait supposer que les plus grandes difficultés de l'invasion l'attendraient au début entre Astrakhan et Caboul. Il y a quelques années que ces difficultés auraient été immenses, peut-être insurmontables; mais les Anglais eux-mêmes se sont chargés de les aplanir par leur absurde et criminelle expédition d'Afghanistan, par leur tout aussi malencontreuse ambassade à Herat. Passons en revue les principales étapes sur la route que l'armée russe aurait à parcourir :

1^o D'Astrakhan à Asterabad ce n'est qu'une navigation de quelques jours, une question de flottille et de bateaux à vapeur sur une mer où les Anglais ne possèdent pas une coquille de noix.

2^o La Perse est aujourd'hui aux pieds de la

Russie; celle-ci peut en commander toutes les ressources. En lui promettant sa protection dans ses démêlés avec la Turquie et contre les hordes turcomanes, en lui assurant quelques stériles conquêtes et lui restituant quelques lambeaux de territoire, elle s'assurerait sa coopération sincère et zélée, et, ce qui serait plus important, un immense matériel de transport en chameaux et en bêtes de somme de toute espèce.

3° D'Asterabad à Herat par la délicieuse et fertile vallée du Heri-Rood, il ne se présente aucune difficulté de guerre ou d'approvisionnement. Et dans cette dernière ville, naguère hostile à la Russie, se trouve aujourd'hui un pouvoir qui lui est entièrement dévoué, celui de Yar-Mahomet, ancien maire du palais et successeur actuel de Schah-Kamran, dont la diplomatie anglaise s'est fait un ennemi mortel en voulant se substituer à lui auprès de son maître.

4° De Herat à Candahar, les convois plus ou moins nombreux qui durant le séjour de l'ambassade anglaise à Herat (de 1839 à 1841) n'ont pas cessé de circuler entre ces deux villes, traînant de l'artillerie, des trésors et du matériel, ont démontré la facilité du trajet et parfaitement exploré la route.

5° L'expédition du général Nott en 1842 a constaté les ressources que l'on pourrait trouver à Candahar et l'aisance avec laquelle on pouvait tra-

verser le pays jusqu'à Caboul, même quand les populations étaient hostiles.

6° Et enfin, est-ce à Caboul même que le conquérant de l'Inde devra s'attendre à l'hostilité des Afghans ? Non certes ! Ils accueilleront avec enthousiasme le vengeur qui viendra leur faire entendre le cri de guerre, en leur parlant de l'humiliation de leur cité, de la destruction du grand bazar, de la profanation de Ghiznie. Les Afghans, comme les Corses ou les Espagnols, ont acquis une sombre célébrité pour leur fidélité aux haines héréditaires. Des générations passeraient sur leurs injures que des générations nouvelles en garderaient le souvenir comme un dépôt précieux au fond de leurs cœurs. Leur ardeur chevaleresque s'élancerait encore sur les pas du conquérant moderne, comme aux temps de Timour et de Nadir, pour moissonner dans les plaines de l'Inde les richesses et la vengeance.

CHAPITRE XV.

De la politique naturelle de la Russie ; de ses devoirs ; de ses intérêts ;
la marche qu'elle devrait suivre.

Mais, dira-t-on, la Russie a-t-elle jamais pensé à déranger les Anglais dans leur conquête, à convoiter leurs possessions de l'Inde ? Pourquoi lui

supposer cette idée? Comme si l'attention de la Russie avait jamais cessé depuis Pierre le Grand d'être dirigée de ce côté. Et pourquoi n'y songerait-elle pas? C'est non-seulement son droit, mais son devoir envers ses peuples. C'est un devoir résultant de sa position géographique. « La Russie, par sa situation même, est de tous les États du continent celui qui semble destiné plus particulièrement à servir d'entrepôt au commerce de l'Europe avec l'Asie centrale. Il en résulte des droits évidents, des intérêts actuels qui peuvent et doivent trouver leur satisfaction. » Deux obstacles seulement s'opposent au développement de ce commerce : l'un est l'égoïsme de l'Angleterre qui ne veut consentir à aucun partage ; l'autre, l'insociabilité des peuplades asiatiques voisines de la Russie. La tendance naturelle et obligée de cette dernière puissance est donc de tourner, de miner ou de renverser ces deux obstacles. « Elle a un intérêt immédiat à changer le plus promptement possible un état de choses dont elle souffre dans le présent et qui entrave évidemment son avenir. De là ses tentatives pour arriver à étendre et à assurer ses communications avec les contrées situées à l'est de la mer Caspienne (1). » Ce sont des missions, des ambassades ou des expéditions

(1) M. de Jancigny.

qui se sont succédé sans cesse et sans relâche depuis 1718 jusqu'à nos jours.

Il est assez curieux de suivre la série de ces efforts; nous en retirerons quelques observations importantes. C'est d'abord le prince Bekevitch, envoyé par Pierre le Grand à Khiva, avec un détachement de soldats, qui est assassiné avec toute sa troupe contre la foi des traités. Une partie de son corps d'armée, qui avait été cantonnée sur les bords de la mer Caspienne pour y former des établissements fortifiés, est obligée de se rembarquer et de s'en retourner à Astrakhan.

2° C'est Pierre le Grand en personne qui, en 1722, entre à la tête d'une armée de cent mille hommes dans les provinces persanes situées sur la côte occidentale de la mer Caspienne, prend Tarkou, Derbend et Bakou, et conclut l'année suivante avec l'ambassadeur du schah un traité par lequel ce monarque cède à la Russie les provinces de Daghestan, Shirvan, Asterabad, Ghilan et Mazenderan, conquêtes qui ne furent rendues à la Perse que sous le règne de Nardir-Schah par l'impératrice Anne.

3° C'est en 1819 le capitaine Monraviev qui est envoyé de nouveau à Khiva. Il a publié une relation intéressante de son voyage, et voici quelques-unes de ses réflexions : « Si nous eussions possédé Khiva, dit-il, les nomades du centre de l'Asie auraient redouté notre puissance, et il se serait établi une

« route de commerce par le Scinde et l'Amou-
 « Deria jusqu'en Russie. Alors toutes les richesses
 « de l'Asie auraient afflué dans notre patrie, et nous
 « eussions vu se réaliser le brillant projet de Pierre
 « le Grand. Maîtres de Khiva, nous aurions vu beau-
 « coup d'autres États se ranger sous notre dépen-
 « dance. Au lieu d'un poste avancé qui exclut notre
 « commerce, la Khivie serait devenue une sauve-
 « garde qui l'aurait défendu contre les attaques des
 « peuplades dispersées dans les steppes de l'Asie
 « méridionale. Cette oasis, située au milieu d'un
 « océan de sable, serait devenue le point de réu-
 « nion de tout le commerce de l'Asie et aurait
 « ébranlé jusqu'au centre de l'Inde l'énorme su-
 « périorité commerciale des dominateurs de la
 « mer (1). »

4^e C'est enfin, sans parler de beaucoup d'autres tentatives diplomatiques, une dernière expédition en novembre 1839, qui part d'Orenbourg sous les ordres du général Perowsky et se dirige encore une fois contre Khiva. Déjà elle était parvenue jusqu'au delà de l'Emba et s'était mesurée avec quelques dé-

(1) *Voyages en Turcomanie et à Khiva*, revus par MM. Eyriès et Klaproth. — En relisant attentivement cette dernière phrase, on sera étonné de la portée de la pensée qu'elle vient de trahir; pensée constante, je ne dirai pas du gouvernement, mais de tout le peuple russe, parce que c'est l'expression de ses besoins. C'est le cri de détresse d'une industrie étouffée par la concurrence anglaise et qui doit lui disputer ses débouchés ou périr.

tachements de Khiviens qui avaient été repoussés et n'avaient plus reparu , quand les froids extrêmes d'un hiver plus rigoureux qu'à l'ordinaire, les rafales de neige et les fatigues de la route causèrent une telle mortalité parmi les chameaux que le général Perowsky, se voyant encore à une distance considérable de Khiva à la fin de janvier , et craignant que tous les moyens de transport ne vinssent à lui manquer , jugea d'abord nécessaire de rétrograder sur l'Emba , près de ses magasins , et reçut plus tard de son gouvernement l'ordre de se replier sur Orenbourg.

Le résultat de cette dernière tentative semble avoir décidé la Russie à renoncer pour un temps à dominer à Khiva par une autre influence que celle de la diplomatie. Aussi , quand le lieutenant Abbot, dont la véritable mission était d'enlever au gouvernement russe tout prétexte pour une nouvelle expédition dans l'Asie centrale en rachetant les esclaves russes à Khiva , et de redresser à tout prix et à force d'argent tous les griefs très-réels de la Russie contre le kan de ce pays , lorsque , disons-nous , le lieutenant Abbot eut réussi jusqu'à un certain point dans l'objet de son ambassade , la Russie se laissa facilement persuader d'accorder la paix au kan de Khiva, tout en profitant de la peur qu'elle lui avait faite. C'est qu'elle avait enfin compris que cette route traversait trop de sables mouvants de tout genre ,

qu'elle serait toujours trop hérissée de dangers pour pouvoir y jeter une chaussée pour son commerce. Ce fut désormais sur Bokhara et Caboul qu'elle tourna ses regards et que son choix s'arrêta irrévocablement pour pénétrer par l'une dans l'Asie centrale, par l'autre dans l'Indoustan. Ces deux routes offrent l'avantage de partir d'un point commun sur la mer Caspienne, à Asterabad, et de suivre le même tracé jusqu'à Herat où elles se séparent.

Déjà en 1820 des envoyés de Bokhara avaient exprimé le désir de voir une ambassade russe se rendre dans leur pays. Ce vœu fut accueilli par l'empereur Alexandre qui nomma pour son chargé d'affaires auprès du kan de Bokhara un conseiller d'État nommé M. de Negri. Parmi les personnes attachées à cette mission se trouvait le colonel de Meyendorff qui a publié une relation de son voyage, revue à Paris, en 1826, par M. Amédée Jaubert. M. de Meyendorff insiste à son tour « sur les avantages immenses qui résulteraient de l'établissement de cette *influence légitime* que la Russie a le droit d'exercer dans l'Asie centrale. » Voici quelques-unes de ses expressions. « C'est surtout à la Russie qu'il appartient, c'est sa destinée, c'est sa mission, de donner aux kanats de l'Asie centrale une impulsion salutaire et de répandre sur ces contrées tous les bienfaits de la civilisation européenne. La marche progressive des lumières

« dans cẽ vaste empire l'appelle à réaliser une idée
« aussi généreuse (1). » La Russie a constamment
entretenu depuis cette époque des relations actives
avec Bokhara. C'est là qu'elle a engagé avec l'An-
gleterre sa première lutte commerciale et diploma-
tique, lutte qui vient de se terminer décisivement
et irrévocablement en sa faveur par le massacre
de sang-froid et de propos délibéré, après un long
emprisonnement, par le kan de Bokhara, du chargé
d'affaires anglais, le colonel Charles Stoddart, et
du célèbre voyageur, le lieutenant Arthur Conolly.
D'après les derniers renseignements qui paraissent
officiels, tous deux ont été exécutés à Bokhara dans
l'automne de 1842, après avoir refusé l'alternative
de se faire mahométans : ils sont morts, dit-on, en
héros et en chrétiens.

Ce massacre toutefois ne doit être nullement
attribué à la Russie ; au contraire, son chargé d'affaires a fait tout son possible pour l'empêcher : c'est
simplement une satisfaction donnée aux Afghans
par une peuplade musulmane voisine en apprenant
leur délivrance du joug britannique, une démonstra-
tion de sympathie, un holocauste à leur vengeance.

Le succès de la Russie à Herat et à Caboul est
encore plus complet, et elle le doit uniquement aux
efforts maladroits de sa rivale. A Herat la diplomatie

(1) *Voyage d'Orenbourg à Bokhara.*

anglaise crut trop tôt pouvoir jeter le masque ; elle essaya trop tôt et trop ouvertement d'y implanter son système subsidiaire de l'Inde, et convertit un allié confiant et dévoué en un ennemi implacable.

Quant à Caboul, on sait que le but que l'Angleterre s'était proposé en y élevant un mannequin royal a été également manqué, et qu'elle n'a réussi qu'à explorer, frayer et aplanir les routes qui serviront un jour à la Russie ; qu'à faire à celle-ci de zélés partisans et des guides intrépides dès qu'elle voudra se présenter. Les opinions des publicistes jugeant d'après les résultats semblent aujourd'hui se prononcer unanimement contre la politique du gouvernement anglais en passant l'Indus. Toutefois la position de la puissance anglaise dans l'Inde était extrêmement difficile et critique, et je ne vois pas trop comment elle pouvait éviter de franchir cette limite d'une manière ou d'une autre, par ses armées ou tout au moins par ses diplomates et ses ingénieurs. Les intrigues de quelques aventuriers agissant pour leur propre compte, mais dans l'intérêt évident de la Russie, avaient de quoi l'alarmer : elle sentait de toutes parts l'approche de la Russie, son impuissance à l'arrêter sur son propre terrain, et la nécessité de plus en plus urgente d'élever un obstacle quelconque sur ses frontières contre les invasions de l'Occident. En pareilles circonstances il était naturel de penser à reconstituer en Afghanistan une mo-

narchie unique , solide et compacte , dans les intérêts de l'Angleterre , qui s'appuyât sur elle et lui servit de boulevard.

L'erreur du gouvernement anglais est de s'être trop pressé , de n'avoir point suffisamment considéré la moralité des moyens pour arriver à son but , et de n'avoir pas su s'arrêter dans une voie impraticable quand le danger qui l'y avait poussé avait cessé d'être imminent. Assez de temps du moins se fût écoulé pour amener des événements politiques dont on aurait pu profiter d'une manière plus honorable et avec plus de probabilités de succès.

Menacée par lord Palmerston et inquiétée sur les dispositions de la France alors tout enthousiaste de l'Angleterre , la Russie s'était hâtée de battre en retraite de la cour de Dost-Mahomed où elle n'avait encore que sondé le terrain , et elle avait conseillé au schah de Perse de se retirer de devant Herat même avant que sir William Mac-Naughten eût signé le fameux traité de 1838 et irrévocablement engagé son gouvernement dans la triple alliance entre Shah-Soujah , Runjit-Sing et la Compagnie. Il n'y avait dès lors plus de nécessité pour une décision immédiate. La retraite de la diplomatie russe du champ de bataille politique laissait le temps de bien réfléchir à ce que l'on voulait faire , de bien choisir ses alliances. Mais la fougue et l'orgueil de sir William Mac-Naughten entraînèrent son gouvernement dans

une voie fatale au moment même où il pouvait encore et où il devait s'arrêter.

Nous le répétons, l'erreur de l'Angleterre n'était pas dans le système qu'elle voulait élever, mais dans le choix des matériaux pour le construire. Partant d'une idée juste, elle s'est perdue en l'appliquant à faux et maladroitement. Son ambition, son égoïsme et sa vanité lui ont fait commettre un crime et une faute. Cette faute, c'est celle qu'elle commet toujours : elle pouvait avoir une amie, elle a voulu avoir une esclave. Dost-Mahomed, chef de la puissante tribu des Barukzies, régnait à Caboul depuis vingt ans. Il avait su consolider son empire et diriger ses sujets dans les voies du progrès ; laissé à lui-même, il aurait fini par ranger la plus grande partie de l'Afghanistan sous sa loi ; Burnes l'avait appelé un philosophe sur le trône : c'était un soldat intrépide, un preux chevalier, un noble cœur, un chef adoré de son peuple que par son génie il devançait d'un siècle. Il fallait lui prêter l'assistance qu'il demandait (quelques officiers d'artillerie), lui avancer, comme Burnes l'avait conseillé, une somme de 100,000 livres sterling ; enfin lui promettre, à la mort de Runjit-Sing qui ne pouvait tarder, la restitution de Peshawer que ce dernier avait enlevé aux Afghans et dont la possession était le sujet de toutes les querelles sur la frontière. De cette manière on se l'attachait pour toujours, lui et ses enfants qui

fiant aux mains habiles, loyales et énergiques de Dost-Mahomed, en ne cherchant pas à y développer prématurément la civilisation qui amollit, qui fait des routes, qui comble les précipices, on écrivait sur ces barrières éternelles en regard de la Russie : *Lasciate ogni speranza voi ch'entrate.*

Mais Dost-Mahomed, comme nous le disions tout à l'heure, n'aurait été qu'un ami fidèle et dévoué qui aurait prétendu rester maître chez lui. L'ambition de l'Angleterre n'était point satisfaite : plus elle avait, plus elle convoitait encore. Elle prévoyait la mort prochaine de Runjit-Sing (qui mourut effectivement le 27 juin 1839, le jour même où l'armée anglaise se remettait en marche de Candahar contre Caboul). Elle savait que cet événement mettrait le Punjab à ses pieds et porterait ses domaines jusqu'aux rives de l'Indus. Dans le délire de conquêtes de l'administration whig elle ne sut pas s'arrêter là : il ne lui suffit pas d'avoir une barrière dans l'Afghanistan, elle voulut y trouver une nouvelle province, de nouveaux sujets à exploiter ; elle n'en a tiré que désastre et déshonneur.

J'ai dit que le gouvernement de l'Inde avait commis un crime : en effet, il savait que dans les personnes de Shah-Soujah et de ses fils il importait dans ce malheureux pays tous les vices à la fois ; qu'il plaçait sur un trône qui s'était purifié sous Dost-Mahomed toutes les iniquités de Sodome et de

Gomorrhe , un monstre que les peuples dans leur dégoût avaient chassé trois fois , et que trente ans d'exil sur la terre étrangère n'avaient pas su corriger. Il était digne du gouvernement qui s'obstinait à empoisonner la Chine , d'importer l'infamie à Caboul. Le ciel s'est lassé de tant d'impiété , et sa vengeance est à la fin descendue sur une ambition sans frein et sans pudeur. Tous les instruments qui l'avaient servi furent brisés : Burnes , Mac-Naughten , Lord , Gerard , Conolly , Stoddart , Loveday payèrent de leur sang le crime national ; les légions anglaises furent écrasées sous les débris de ce trône infâme : celles qui leur ont succédé sont aujourd'hui refoulées au delà de l'Indus , leur prestige est détruit , leur gloire est éclipsée. Les portes de l'Indoustan , selon l'expression d'Aboul-Fazel , sont aujourd'hui fermées , mais fermées comme une prison contre l'Angleterre , et c'est la Russie qui en tient les clefs pour les ouvrir quand elle voudra.

Le moment est venu où , si la Russie comprend sa destinée , elle marchera d'un pas ferme et sans plus hésiter vers le but que le ciel lui a marqué. Il est du *devoir de son gouvernement* , parce qu'il est d'un *intérêt essentiel* pour ses peuples de prendre position dans l'Asie centrale pour la protection de leur commerce , pour favoriser et encourager son extension légitime jusque dans l'Inde. « C'est un droit qu'elle peut exercer sans que l'Angleterre

« puisse s'en offenser, et si la rencontre de ces deux
« puissances prenait un caractère hostile, la faute
« n'en sera pas à la Russie (1). » L'égoïsme de
l'Angleterre et son impatience de tout partage commercial ont rendu une agression nécessaire pour briser cette espèce de muraille chinoise qu'elle a prétendu élever autour de sa conquête. Au lieu d'associer les autres nations de l'Europe à l'œuvre de la civilisation de l'Inde, elle a voulu avant tout et dans son seul intérêt, non-seulement exclure leur influence politique, mais autant qu'il lui était possible couper et entraver toutes leurs relations industrielles et commerciales avec ce pays.

« Les nations, comme les individus, dit M. de
« Jancigny, s'abusent parfois sur leur valeur réelle,
« caressant certains préjugés vaniteux, s'accoutu-
« mant à regarder comme un droit ce qui n'a été
« que le résultat de la tolérance ou de l'insouciance
« des autres nations. Les Anglais en particulier,
« regardant la mer comme leur domaine et les spé-
« culations basées sur une exploitation illimitée de
« leurs produits comme un privilège, s'étonnent,
« s'alarment et s'offensent même au besoin avec un
« naïf égoïsme de toute tentative de concurrence.
« C'est là l'écueil contre lequel viendra se briser
« l'avenir de l'Inde britannique. Il est toujours plus

(1) Jancigny, *Revue des Deux Mondes*, 1842.

« aisé de détruire que d'édifier ; et par une conséquence inévitable de ce principe, il sera toujours
« comparativement facile de s'entendre pour ren-
« verser une domination qui n'aura pas su ménager
« d'alliances solides au dehors , et au dedans la
« reconnaissance et l'affection des peuples. L'exis-
« tence de l'empire russe a été toute militaire jus-
« qu'à ce jour , elle le sera longtemps encore. »

La Russie a besoin de la guerre ; et l'Angleterre par sa malencontreuse expédition d'Afghanistan lui a fourni elle-même le point d'appui à l'aide duquel elle pourra ébranler son empire : *Da mihi punctum et terram movebo*. N'est-ce pas Pierre le Grand qui a dit : Il faut maintenir l'empire dans un état de guerre perpétuelle... se pénétrer de cette vérité que le commerce des Indes est le commerce du monde, et que celui qui en peut disposer exclusivement est le maître de l'Europe.

La Russie a-t-elle en ce moment les moyens d'exécution pour réaliser le projet gigantesque du czar ? Oui , tous , à l'exception d'un seul. La Pologne est soumise , la guerre chronique qu'elle a soutenue de tout temps contre la Circassie ne l'entrave nullement, la Perse est à ses pieds , Bokhara lui est dévoué , l'Afghanistan l'appelle ; il ne lui manque plus que l'appui ou le simple consentement de la France.

En 1840 , avant le traité du 15 juillet , la sympathie de la France était tout acquise à l'Angleterre

et eût été pour la Russie un obstacle insurmontable. Aujourd'hui cette sympathie n'existe plus ; il n'en reste pas même la cendre pour y chercher quelques étincelles , elle est dispersée à tous les vents. Désormais il suffirait pour rallier la France à la politique du czar de lui donner d'une part un intérêt dans le succès de la Russie en Orient, et de la tranquilliser de l'autre sur l'immense accroissement de puissance qui en résulterait pour le colosse déjà si formidable qui s'appuie sur Saint-Pétersbourg et Odessa. « Il est de l'intérêt de l'Europe continentale , de la France en particulier , que la Russie tienne l'Angleterre en échec dans l'extrême Orient. Les forces matérielles de la Russie ne sauraient rester inactives : si elle est repoussée du côté de l'Asie centrale , elle retombe de tout son poids sur l'Occident , et une politique traditionnelle lui fait une loi de se mêler à toutes les querelles de l'Europe (1). » Mais d'une autre part , si une lutte sérieuse s'engageait entre elle seule et l'Angleterre, en supposant cette lutte terminée en sa faveur et l'Angleterre ruinée par la perte de l'Inde , où serait alors la digue qui arrêterait le torrent ? Il faut donc que la France grandisse à côté de la Russie , qu'elle acquière un développement parallèle et proportionnel , afin de pouvoir toujours lui faire équilibre , et

(1) M. de Jancigny.

qu'elle serve désormais de garantie aux autres nations de l'Occident. Or il serait très-facile à la Russie de satisfaire la France sur ces deux points , sans aucun sacrifice réel et par une concession toute naturelle dans laquelle elle trouverait elle-même son avantage : 1° Qu'elles'accorde avec la Prusse et l'Autriche pour rendre à la France la ligne du Rhin , sa frontière naturelle qu'elle voudra avoir , qu'elle aura tôt ou tard. Il est facile à la Russie de rendre cette cession avantageuse à ces puissances , en leur abandonnant en échange sa part de la Pologne où elle trouve si peu de sympathies. 2° Qu'elle garantisse à la France la possession de l'Égypte. La Russie s'affranchirait ainsi d'une menace et d'une inquiétude continuelle : au lieu de sujets rebelles et d'ennemis invétérés, elle aurait une alliée toute-puissante , heureuse et reconnaissante de l'accomplissement de ses plus chers désirs. Elle pourrait dès lors , libre de tout souci , aller s'asseoir sur le trône du Grand Mogol , sans craindre que l'Angleterre pût faire jouer chez elle la terrible mine des révolutions qu'elle sait si bien attacher aux fondations des empires. Que la Russie y réfléchisse : La ligne du Rhin et l'Égypte pour la France ; le monopole de l'Asie centrale et tout l'empire de l'Inde pour elle-même , en échange de sa couronne d'épines en Pologne. Pourrait-elle hésiter devant les conditions d'un pareil marché ? Pierre le Grand l'aurait signé de son sang !

CHAPITRE XVI.

De la politique de l'Angleterre; ce qu'elle a été, ce qu'elle devrait être.

Et l'Angleterre ! qu'a-t-elle fait , que fait-elle encore tandis qu'un pareil orage se prépare ? Comment pourrait-elle même aujourd'hui conjurer le danger ? Ces deux questions nous amènent naturellement à passer en revue la politique anglaise durant ces dernières années.

Quem Deus vult perdere prius dementat.

Dans un de ces délires d'arrogance que le ciel envoie aux nations quand il veut les perdre , l'Angleterre , par l'organe de lord Palmerston , a signifié à la France , à propos du traité du 15 juillet , que *les affaires d'Orient se termineraient sans elle et malgré elle*. Eh bien ! lui disons-nous aujourd'hui , comment les avez-vous arrangées malgré la France , ces affaires d'Orient ? Comment les avez-vous terminées sans elle ?

La lettre du 31 octobre 1842 , de l'empereur Nicolas au sultan , sur la révolution servienne , la réponse du malheureux sultan à l'empereur vous ont-

elles enfin ouvert les yeux ? Vous avez sans doute reconnu le style de part et d'autre : c'est le vôtre avec les princes subsidiaires de l'Inde , c'est celui de ces malheureux avec vous. C'est ainsi que vous parliez aux Amirs du Scinde quelques mois avant de les dépouiller par la dernière iniquité , par le dernier crime qui a fermé les annales de vos conquêtes.

Par le traité du 15 juillet , par son insolente exécution en dépit de la France , vous avez ébranlé , renversé la dernière colonne solide sur laquelle s'appuyait le vieil édifice de l'empire ottoman. Une petite révolution en Serbie , une oscillation politique presque imperceptible se fait sentir , et soudain le voilà qui croule aux pieds du czar. Comment maintenant , sans la France , sans son assistance que vous avez si cavalièrement dédaignée , empêcherez-vous le colosse russe d'en recueillir les fragments , de relever pour s'y asseoir les ruines que vous avez faites ?

Ah ! ce n'est plus sans la France , je le sais , c'est avec la France maintenant que vous voudriez agir , témoin le style de vos journaux , si différent aujourd'hui de ce qu'il était depuis deux ans. Le *Sun*, dans son numéro du 2 mai 1843 , s'attendrit sur les banquets donnés à Rouen par les ouvriers des deux nations qui ont travaillé conjointement au chemin de fer , et appelle l'admiration de la France sur la générosité de ces capitalistes anglais qui , trouvant une excellente spéculation à faire sur une des

principales lignes commerciales de l'Europe , y ont répandu leurs capitaux ; puis profitant de son émotion pour passer à des espérances pour la crise politique qui s'approche , il s'écrie dans une verve d'enthousiasme pour cette bravoure et cette puissance militaire qu'il méprisait naguère : « Si l'Angleterre et la France sont unies , qui pourra leur résister ? Les intrigues de la Russie en Orient , ses projets ambitieux sur les fertiles régions du Midi viendront également se briser contre leur alliance , l'alliance du génie et de la liberté se réunissant pour civiliser le monde. »

Merci de vos compliments , MM. les Anglais , répondra-t-on aujourd'hui en France ; ils viennent trop tard : nous ne pouvons plus vous croire. Vous nous avez tout récemment indignement trompés , froissés , blessés non-seulement dans nos intérêts , nous vous l'eussions pardonné , mais dans notre honneur , c'est-à-dire dans notre cœur. Vous avez assez longtemps joué l'une contre l'autre la France et la Russie : il vous faut choisir aujourd'hui définitivement entre les deux. Comme la maîtresse du Misanthrope , l'Angleterre est appelée à se prononcer entre ses amants , et si l'homme aux rubans tricolores ne lui convient pas aux conditions qu'il a le droit d'imposer , qu'elle se résigne à l'étreinte mortelle de celui que dans sa rude expression elle appelle elle-même le Grand Ours du Nord.

Ah ! sans doute vous voudriez maintenant nous jeter entre la Russie et vous , détourner sur notre tête la foudre qui menace à la fois Constantinople et Calcutta ; nous serions un admirable paratonnerre. Mais on ne se joue pas deux fois dans un quart de siècle de la simplicité de la France ; la génération que vous avez insultée n'est pas encore passée. Pour accepter la dangereuse alliance où vous voudriez aujourd'hui nous enlacer ; pour vous rendre un pareil service (nécessairement à nos dépens ; car, quoi que vous puissiez nous offrir , la Russie peut enchérir sur vous : elle n'a qu'à dire un mot , et la ligne du Rhin et toute l'Afrique du nord , l'Égypte comme l'Algérie, sont à nous sans opposition, sans obstacle), pour vous rendre , dis-je , un pareil service aux dépens de nos intérêts, il nous faut quelque chose de plus que de belles paroles en l'honneur de notre civilisation et des compliments sur notre bravoure qui n'avait pas besoin de votre témoignage. Avant que nous tirions le premier coup de fusil dans votre cause, attendez-vous qu'il nous faudra bien des concessions. Que pourriez-vous nous donner en échange de ce que nous abandonnerions pour vous ? D'abord une réparation éclatante et solennelle de l'insulte du 15 juillet , un désaveu formel de l'outrage que lord Palmerston , cette incarnation de la vanité britannique , cet homme qui n'était que creux et se croyait profond , a osé jeter à la face de la France ;

2° L'abolition de la gendarmerie des mers, un nouveau traité pour la répression du commerce des esclaves qui ne soumette plus nos marins aux ébullitions du spleen britannique;

3° La reconnaissance officielle de notre souveraineté en Algérie;

4° Et enfin l'abandon de Malte et des îles Ioniennes, pour nous donner à nous l'empire de la Méditerranée.

A vous tout l'empire de Neptune; à vous l'Océan sans limites, la Chine et les Indes; à vous le commerce universel dont vous êtes dignes par votre industrie, nous vous les abandonnerons sans trop de regret. Mais à nous le beau lac qui baigne nos rivages, qui nous sépare de notre colonie, où notre génie peu aventureux qui n'aime point les lointains voyages, mais passionné pour le soleil, la nature et les arts, pourra se livrer à ses rêves sur les eaux dorées du Bosphore, aux voluptés dans la baie embaumée de Naples, à l'étude et à la science sur les rives classiques d'Alexandrie.

Vous l'avez écrit dans votre code commercial : « *Honesty is the best policy* » (la probité est la meilleure politique); vous l'avez vérifié dans vos transactions mercantiles à votre profit et à votre gloire. Inscrivez cette noble devise sur la page encore blanche de l'avenir; adoptez une politique franche et loyale pour la première fois dans votre histoire;

achetez-nous notre alliance, mais en nous donnant des garanties, vous aurez la préférence. Il faut désormais enchaîner nos destinées communes ; car vous devez vous défier de vous-mêmes : il ne faut plus vous laisser aucune retraite possible dont un ministre dans un moment de pétulance ou de folie puisse abuser pour nous abandonner encore et pour frapper encore une fois, en la quittant, l'amie qui aurait jeté toute sa fortune dans votre balance.

Encore une fois, il faut choisir entre la Russie et nous. Si nous consultations nos seuls intérêts, l'amitié de la Russie nous serait bien autrement profitable. Songez donc : toute la ligne du Rhin, nos frontières naturelles, tant de riches provinces où l'on parle notre langue, où nous retrouverions des frères, et l'Égypte où nous retrouverions nos souvenirs de gloire au pied des pyramides et qui deviendrait entre nos mains l'entrepôt gigantesque du commerce des trois continents, contre quelques petites îles de la Méditerranée et un peu de vanité satisfaite. Le marché serait peu avantageux ; mais nous l'avouons, c'est un faible peut-être, nous vous préférierions encore malgré tant d'offenses, parce que nos coutumes, nos mœurs sont pareilles ; parce que nos institutions sont à peu près les mêmes ; parce que nos idées, nos sympathies se rencontrent. Choisissez-nous donc, et la France sera encore à vous cordialement

et sans arrière-pensée. Appuyés sur nous, vous pouvez défier toutes les tentatives de la Russie sur l'Inde. Avec notre alliance, l'Égypte et la mer Rouge deviennent, pour défendre votre conquête, une route militaire par laquelle vous pouvez toujours devancer, prévenir votre adversaire. D'ailleurs il aura garde de rien entreprendre tant qu'il nous saura unis ; il ne rêvera même pas de faire le premier pas dans la voie d'une agression. S'il trouve nos flottes réunies rangées en bataille au Bosphore, il ajournera ses plans de conquête, il ploiera ses voiles sur les rives du Volga, il s'arrêtera longtemps encore sur les sommets du Balkan.

C'est à vous à bien peser ce que vaut l'Asie, à prononcer si vous voulez la conserver ; car le moment est venu de compter avec nous qui ne voulons que la satisfaction qui nous est due, qu'une garantie contre votre inconstance et votre morgue nationale, ou avec la Russie qui vous dira : Choisissez, il me faut l'Inde ou Constantinople, et qui, dès qu'elle possédera celle-ci, vous dépouillera de celle-là.

Réfléchissez bien avant de vous décider, mais si votre mauvais génie vous inspirait de jouer encore avec la tempête qui se prépare, prenez garde d'irriter jusqu'au délire notre fiévreuse susceptibilité d'honneur par la froide arrogance de vos ministres, la pétulante insolence de vos journaux, par les exigences d'une politique taquine et impatientante

comme le bourdonnement d'un moucheron. Demandez-vous avec calme, avec réflexion ce que vous avez à craindre de notre rivalité, de nos succès ; ce que vous avez à espérer de notre humiliation ou de notre ruine. Avons-nous une seule colonie qui puisse vous faire envie ? une seule dépouille que vous puissiez ajouter à vos trophées ? Serait-ce l'Algérie qui vous porte ombrage ? Mais si elle nous échappait vous ne pourriez la ramasser, et entre nos mains c'est un débouché pour votre commerce. Nous craignez-vous dans l'Inde ? Hélas ! la question peut vous faire sourire en comparant notre position actuelle et notre gloire passée. Redoutez-vous nos envahissements en Australie, au Cap, en Amérique, en Chine ? Sommes-nous jamais sur votre chemin quand vous sillonnez toutes les mers ? Et la Russie au contraire, ne la sentez-vous pas approcher, vous envahir de toutes parts comme la marée qui monte, avancer toujours sans paraître se mouvoir, menacer à la fois tous vos plus chers intérêts, ceux dont dépendent votre gloire et votre existence. N'est-ce pas elle dont le premier mouvement sur l'échiquier de l'Inde vous a fait faire une guerre désastreuse qui a ébranlé votre pouvoir et détruit votre prestige ? Vous avez déjà senti le choc électrique qu'elle vous a communiqué par Khiva, l'Afghanistan et la Perse ! Vous n'ignorez pas que son heure de triomphe est venue si vous ne pouvez lui élever une barrière ou

lui trouver un contre-poids qui la retienne en équilibre. Vous auriez beau abandonner aujourd'hui Constantinople à son appétit, vous ne le rassasieriez pas ; il irait toujours croissant ; vous ne feriez que retarder l'heure du combat pour l'Inde ; cette heure arriverait toujours ; et quand enfin il faudrait accepter la lutte , elle serait sans espoir ; car désormais toute diversion deviendrait impossible.

Nation sage et grave, ouvrez enfin les yeux sur vos véritables intérêts ; ne vous méprenez point sur le rôle que la Providence vous a marqué pour votre stabilité et votre gloire. La France, qui sait estimer vos efforts pour le progrès de l'humanité, qui a su en tout temps se sacrifier elle-même pour la civilisation et la liberté du monde, pourra peut-être se résigner à n'être que la seconde en influence réelle, pourvu toutefois qu'on lui conserve par courtoisie la place d'honneur. Mais c'est une reine déchue dont la susceptibilité n'en est que plus jalouse : elle peut vous pardonner ses malheurs ; elle ne vous pardonnera jamais son opprobre. N'espérez point qu'elle acceptera jamais le troisième rang où vous voudriez la faire descendre. Ne vous flattez point surtout qu'elle consente à vous laisser partager les dépouilles de l'empire ottoman sans elle et avec sa rivale : ce serait pour elle un abîme d'infamie. Elle secouerait plutôt toutes les entraves, même son gouvernement, s'il était capable de vouloir l'arrêter ! elle s'ar-

rachèrait de ses fondements pour tomber sur vous ! elle vous enlacerait plutôt dans ses bras puissants et vous entraînerait avec elle dans le précipice que vous auriez creusé pour elle et où vous péririez toutes les deux !

C'est alors qu'il faudrait dire un long adieu aux progrès de la civilisation , au perfectionnement de l'esprit humain , à la philanthropie , à la paix générale , à tous ces rêves des belles âmes , et à ce que vous préférez encore à tout cela , au commerce , au crédit , à vos immenses richesses , à vos somptueuses demeures , à ce sybaritisme raffiné que vous appelez le confortable. Songez-vous que dans cette lutte de géants il faudra en appeler aux énergies du peuple , aux bras du pauvre. Ne sentez-vous pas dès lors la terre trembler sous vos pieds ? car si vous appelez le pauvre il faudra compter avec lui ; mais compter c'est partager. Et ne croyez pas que nos dangers soient les mêmes , nos positions sont bien différentes. Sur le sol de la France , désormais affermi , l'aristocratie n'élève plus ni créneaux ni tourelles pour écraser l'ordre social. Appuyée sur la base inébranlable de la division des propriétés , la société française peut désormais se draper dans son manteau et laisser gronder l'orage ; elle peut même appeler la tourmente d'une guerre et lui sourire , comme on se plaît à contempler du port les éléments courroucés , car la classe improductive a partagé

avec ses frères. Le travailleur, l'agriculteur, le paysan, possèdent aujourd'hui la moitié du sol qu'ils fertilisent. Pour la France le jour de la justice est arrivé ; chez vous elle attend encore son pénible enfantement. La misère affreuse et décharnée, comme on représente la mort et telle que nous ne l'avons jamais connue sous notre beau ciel, attend à chaque angle de vos squares, à chaque coin de vos rues et de vos carrefours. Quand sonnera le tocsin d'alarme, vous reconnaîtrez ces hideuses figures dont vous détournez aujourd'hui les yeux, emportés par vos chars rapides. Quand vous mettrez des armes aux mains de ces furies, prenez garde que leur premier acte ne soit d'incendier vos châteaux et vos ombres séculaires, de traîner la charrue victorieuse sur vos pelouses favorites, sur ces parcs dont vous êtes si fiers, délicieuses retraites de l'opulence rêveuse et mélancolique.

Ne croyez pas non plus qu'il suffise de vous arrêter pour que le monde s'arrête, que parce que deux grands peuples au coin de l'Occident voudront s'absorber dans l'industrie, dans les arts utiles à l'humanité, dans des idées de paix, d'abnégation et d'union universelle, de liberté et de bonheur pour tous, la terre ne fermentera pas comme durant les siècles. Il faut laisser ces beaux rêves, ces touchantes utopies, aux nobles cœurs et aux imaginations brillantes de notre civilisation raffinée. Vous fermeriez

quelques années les portes du temple de Janus, que les races du Nord, dans leur marche éternelle, descendraient enfin les ouvrir. Le monde ne fut jamais stationnaire. Les Romains, maîtres comme vous des deux tiers du globe, voulurent dormir : la hache d'Attila secouant les portes de leurs palais les réveilla pour les frapper. Il faut agir, il faut remonter le courant ou bientôt le flot vous emporte.

CHAPITRE XVII.

De la politique de la France. — Conclusion.

Et la France, laquelle choisira-t-elle de ces deux alliances ? Lequel des deux prétendants devrait-elle préférer si tous deux se présentaient à la fois ? J'ai peur que le cri général ne dise : « Choisissez le plus offrant. » Hélas ! le temps des sympathies est passé. Il n'y a plus entre les peuples que des intérêts ; les intérêts seuls décideront sans doute la question. Pour moi, qui sens encore battre mon cœur à la vue d'un uniforme écarlate, au son d'une mélodie d'Irlande ou d'Écosse, qui m'attendris toujours sur les pages de Walter Scott ou de Byron, qui dévore encore, avec un frisson électrique de plaisir et d'ad-

miration, les nobles effusions du patriotisme anglais à cette tribune, berceau de la liberté, j'adresse au ciel mon humble prière pour que la balance favorise mes hôtes d'autrefois, les compagnons de ma jeunesse. Mais où m'entraîne mon émotion ! je me berce d'un fol espoir. Jamais l'Angleterre ne pliera son orgueil à faire les concessions que demanderait la France ; elle tombera dans le précipice sans daigner le voir. Et moi, comme la corneille, j'aurai crié dans le désert ; comme Cassandra, j'aurai prédit l'avenir et personne ne m'aura entendu. Personne ! excepté peut-être sur les bords de la Neva, un prince trop habile, dont l'étoile scintille depuis longtemps à l'horizon, s'élève et monte encore, et est encore bien loin de son zénith.

Magnifique et glorieuse Angleterre ! ma belle et noble France, je vous ai adressé à l'une et à l'autre de dures vérités ; je vous ai pourtant bien sincèrement aimées l'une et l'autre ! Si mon cœur s'est momentanément refroidi pour ma bienfaitrice, c'est que j'ai ressenti au plus profond de mon âme l'atteinte portée à l'honneur de mon pays, son amitié, sa confiance outragée. Ce n'est pas pourtant dans une intention hostile à l'Angleterre que j'ai lancé cet écrit sur les flots orageux de l'opinion publique. J'ai voulu au contraire en lui dévoilant la vérité sur toutes les questions de l'Inde, en ne lui offrant que la vérité, mais toute la vérité, lui ouvrir les yeux sur

l'étendue du danger qu'elle a bravé, qu'elle brave encore, dissiper le nuage que l'encens national élève sans cesse autour d'elle et qui l'a récemment égarée jusqu'aux bords de l'abîme. Je voudrais la forcer, en l'effrayant, à se jeter dans les bras de la France et enchaîner désormais leurs destinées.

Le ciel m'est témoin que tel a été mon seul but, le but d'un cœur reconnaissant, qui après le bonheur de la France ne désire rien tant que celui de sa noble rivale.

Aurai-je été compris, aurai-je, au contraire froissé quelques cœurs que j'estime et que j'aime, attaquant la politique d'un gouvernement qu'eux-mêmes pourtant ont souvent blâmé devant moi, qu'ils blâment encore incessamment à la face du monde dans tous leurs journaux, mais dont le blâme leur paraîtra peut-être insupportable sous la plume d'un étranger? Cette considération a été sur le point de me retenir et de me faire déchirer ce livre au moment où il échappait de mes mains. Mais non, s'il y a de la justice chez les hommes ils devront m'absoudre, car mon langage n'a pas changé. Mes anciens frères d'armes m'ont entendu m'exprimer de même au milieu d'eux, même dans l'Inde, même sous l'uniforme britannique. Je n'ai pas caché mon indignation partout où j'ai vu le mal; ils l'ont quelquefois partagée. La vérité est une dette que chaque homme doit au monde; un lâche seul pourrait refuser de

l'acquitter. Adieu donc , mon livre , compagnon de mes heures solitaires , prends ton essor , je t'abandonne à ta destinée.



FIN.

88 854288

